

هك ان العمل

Le sixième tir
de la fusée Ariane
est reporté
une troisième fois

LIRE PAGE 15

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 65 c. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 360 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 6,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Roumanie, 325 F CFA ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 41

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 63572 F
C.C.P. 4207 - 33 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Reprise difficile à Genève

Les négociateurs soviétiques et américains qui tentent, depuis novembre 1981, de trouver une solution au problème des armements nucléaires en Europe ont, samedi, repris leurs travaux dans un climat assez décevant. Débarquant à Genève pour retrouver ses partenaires ce mardi après six semaines de pause pascalle, M. Nitze, chef de la délégation américaine, les a accusés de vouloir « imposer des conditions inacceptables ». Deux jours plus tôt, la « Pravda » relayait que les positions « incompatibles » des deux parties ne s'étaient « pas rapprochées d'un millimètre » en un an et demi.

Du moins voit-on plus clairement aujourd'hui quels sont ces positions et les motifs de l'impasse. L'option « zéro » proposée par M. Reagan fin novembre 1981 est redevenue ce qu'elle aurait dû être dès le départ : un objectif (lointain) à rechercher, non point une solution « à prendre ou à laisser ». Le président des États-Unis s'est inspiré de l'esprit de la décision originale de POTAN de décembre 1979 pour dire qu'il s'accommoderait d'un déplacement limité de ses missiles en Europe pour peu que les Soviétiques réduisent les leurs à un niveau égal. Il est même d'accord (c'est son seul point d'accord avec M. Andropov) pour que le décompte porte sur les ogives et pas seulement sur les vecteurs, comme le secrétaire général du P.C. soviétique l'a admis au début de ce mois.

La, en revanche, où le désaccord s'est cristallisé au point de devenir la principale pomme de discorde, c'est sur la prise en compte des forces de dissuasion française et britannique. Moscou réclame cette prise en compte sur un ton de plus en plus vir : l'ancien ambassadeur soviétique à Bonn, M. Faline, s'est livré sur ce point, dimanche, dans le « Izvestia » à un réquisitoire en règle contre Paris et Londres, accusés de se livrer à un « théâtre de l'abominable ». Selon lui, la France et la Grande-Bretagne possèdent 434 ogives sur leurs 162 missiles (les Occidentaux, eux, n'en comptent que 290), et ce nombre va tripler d'ici aux années 90.

Non seulement Paris et Londres mais l'ensemble de leurs alliés contestent radicalement cette analyse. Celle-ci permettrait en effet aux Soviétiques de continuer à menacer, avec leur arsenal de SS-20 encore augmenté, la R.F.A., l'Italie, le Benelux et les autres pays de l'OTAN non convertis par une dissuasion indépendante. Elle met sur le même plan des forces qui constituent le cœur de la défense — et de la défense seulement — de la France et de la Grande-Bretagne et un arsenal soviétique régional qui vise beaucoup moins à la protection de l'URSS (assurée déjà par un vaste arsenal intercontinental) qu'à l'acquisition d'un surcroît de puissance d'intimidation à l'égard de l'Europe et de l'Asie. C'est bien pourquoi même un groupement aussi peu suspect de sympathie pour POTAN que l'ILKV, principale organisation pacifiste néerlandaise, a estimé que la proposition Andropov de décembre dernier « pouvait difficilement être prise au sérieux ».

Tant que cet obstacle n'aura pas été levé, aucun progrès n'est à attendre à Genève. La résolution occidentale a d'autant plus de chances de se maintenir que les élections britanniques de juin risquent, comme celles qui se sont déroulées en Allemagne en mars, de décevoir les espoirs mis par Moscou dans la contestation interne. Les prochaines semaines diront si M. Andropov jugera possible d'abandonner de nouvelles cartes, ou si la vraie négociation sera renvoyée à plus tard, après l'installation des premiers missiles de POTAN.

Le sommet franco-allemand

Paris demande à Bonn de contribuer au succès de son plan de rigueur

M. Jacques Delors a demandé à ses collègues de R.F.A., MM. Stoltzberg (finances) et Lambdorff (économie), qu'il rencontrerait lundi 16 et mardi 17 mai à Paris à l'occasion du quarante et unième sommet franco-allemand, de consentir « deux efforts » en faveur de l'économie française : la suppression des montants compensatoires agricoles et la relance de l'activité industrielle et commerciale. Cette double proposition, qui serait de nature à favoriser le succès du plan de rigueur, selon le ministre français, paraît avoir reçu un accueil réservé du côté allemand.

Principalement consacrées aux questions économiques et monétaires, ainsi qu'à celles de la sécurité occidentale, ces consultations se sont achevées ce mardi après-midi par un déjeuner offert par M. Mitterrand en l'honneur du chancelier Kohl. Celui-ci était arrivé à Paris la veille et avait eu plusieurs entretiens en tête-à-tête avec le président français, notamment un petit déjeuner de travail au domicile privé du chef de l'État. Une conférence de presse commune a été réunie en fin de matinée. M. Kohl a indiqué à cette occasion que le prochain Conseil européen aurait lieu du 17 au 19 juin à Stuttgart, et non les 6 et 7 juin, en raison des élections britanniques.

On a, pour ces quarante et unièmes consultations régulières franco-allemandes, réservé la partie la plus délicate des entretiens — ceux qui concernent le déficit considérable des échanges commerciaux entre les deux pays au détriment de la France — pour la matinée de ce mardi. Mais dès lundi soir M. Jacques Delors a eu avec ses collègues allemands une longue conversation au cours de laquelle plusieurs questions également « sensibles » ont été évoquées.

Le ministre des finances français a demandé à MM. Lambdorff (économie) et Stoltzberg (finances), au cours de cet entretien qui devait durer près de trois heures, que la République fédérale consente un double effort en faveur de l'économie française. Le premier concerne les montants compensatoires agricoles, dont il a souligné à quel point leur maintien serait, selon lui, préjudiciable aux exportations agro-alimentaires françaises. Pour M. Delors — qui s'exprimait avant la conclusion de l'accord des Dix sur les prix agricoles à Bruxelles — il s'agit là d'une « véritable distorsion de la concurrence », handicapant lourdement un secteur de l'économie française qui a pourtant une vocation exportatrice marquée. En particulier en direction de la R.F.A., où les produits français devraient trouver un plus vaste marché.

En second lieu, M. Delors a insisté auprès de ses interlocuteurs sur l'intérêt que présente, pour le succès de son propre plan, la relance de l'économie ouest-allemande. Pour le ministre des finances, « la R.F.A. dispose d'une marge de manœuvre » qui devrait lui permettre de hâter le redémarrage dont les signes avant-coureurs sont perceptibles outre-Rhin, et dont les « retombées » seraient profitables à l'économie française. C'est là un terrain sur lequel MM. Lambdorff et Stoltzberg, tout comme d'ailleurs le chan-

cellier Kohl, se montrent traditionnellement assez réservés, et ils n'y ont pas manqué lundi soir. Mardi, au cours de la conférence de presse finale, le chef du gouvernement de Bonn a même paru assez évasif sur les chances immédiates de la reprise en R.F.A., tout en se déclarant optimiste à plus long terme. On estime, en effet, du côté ouest-allemand, que, quel que soit le dynamisme industriel et commercial de la République fédérale, ou la solidité de sa monnaie, il n'appartient pas à Bonn de « jouer le rôle de locomotive de l'économie européenne ».

BERNARD BRIGOLEUX.

(Lire la suite page 6.)

La fin de l'état de guerre entre Israël et le Liban

A l'issue de quatre mois de négociations, MM. Antoine Fattal (Liban), David Kisch (Israël) et Morris Draper (États-Unis) ont signé ce mardi matin 17 mai, à Phéet Lebnaan Beach à Khaldé, au sud de Beyrouth, puis à Kyrilat Chamonah au nord d'Israël l'accord libano-israélien-américain pour le retrait des forces étrangères du Liban, qui met fin à l'état de guerre entre Israël et le Liban.

La Syrie avait fait savoir lundi, par la bouche de son ministre des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam, qu'elle ne permettrait pas la mise en

application de l'accord « quelle que soit la tournure que prendront les événements ». Ce mardi, toutes les routes reliant Beyrouth à Damas ont été coupées par les troupes syriennes occupant le Liban. Cependant, dans une interview au New York Times, le président libanais, Aminé Gemayel, a affirmé qu'il ne croyait pas que Damas avait dit son dernier mot et a suggéré que le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, retourne au Proche-Orient pour aider à négocier un retrait syrien du Liban.

Une explosion de colère syrienne ?

Beyrouth. — L'islam libanais est en train d'assurer sa part de responsabilité dans la délicate affaire de l'accord de bon voisinage avec Israël. C'est en effet à l'unanimité que le gouvernement — dont le chef et la moitié des membres sont musulmans — a approuvé les termes de l'accord, et c'est à l'unanimité des quatre-vingt députés présents (sur un total de quatre-vingt-onze en fonctions) que le Parlement a voté une motion de « soutien au gouvernement pour recouvrer l'entière sou-

De notre correspondant

veraineté du Liban », marquant ainsi, selon les propres termes de son président, « sa volonté d'appui à la légalité et à l'accord [libano-israélien], car celui-ci ne dépasse pas les limites fixées, à savoir la souveraineté et l'indépendance nationales (...) et constitue une victoire pour le Liban et pour l'ensemble des pays arabes, y compris la Syrie ».

Elu il y a onze ans et ayant autorogé son mandat, le Parlement libanais n'est, certes, plus tout à fait représentatif de la population libanaise, notamment des forces issues de huit années de guerre. Néanmoins, dans les occasions décisives, il continue de jouer un rôle-clé, et ce fut notamment le cas l'été dernier pour l'élection de Bechir, puis d'Aminé Gemayel à la présidence de la République. Son vote de ce jour constitue une manifestation d'indépendance nationale face à la Syrie.

Cela étant, l'opposition interne que Damas a réussi à ramener contre l'accord libano-israélien n'est pas négligeable sur le plan politique, même si elle suscite jusqu'à présent peu d'échos populaires, tant les Libanais de toutes tendances et de toutes confessions sont désireux de se débarrasser de toutes les forces étrangères se trouvant sur leur territoire et souhaitent le départ des Syriens et des Palestiniens dans la foulée des Israéliens. Cette opposition regroupe essentiellement l'« Mouvement national (progressiste) » et les alliés de Damas au Liban-Nord, MM. Frangé et Karamé. Néanmoins, les points ne sont pas rompus entre cette opposition et le président Gemayel, dont deux émissaires ont été reçus lundi à Zghorta par le président Frangé.

Tout Beyrouth craint cependant une explosion de colère syrienne qui pourrait se traduire par exemple par de violents bombardements, comme

en a connu, il y a une semaine, la capitale libanaise.

Quelle qu'elle soit, la réaction de Damas ne manquera pas d'être lourde de conséquences pour le Liban. On peut prévoir, en effet, une fermeture des frontières et de l'espace aérien qui couperait pratiquement le Liban de son hinterland arabe.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

L'accord de Bruxelles

La F.N.S.E.A. estime insuffisante l'augmentation des prix agricoles

Les ministres de l'Agriculture de la Communauté économique européenne sont parvenus à un accord, mardi matin 17 mai, sur la fixation des prix agricoles pour la nouvelle campagne, sous réserve d'une confirmation de gouvernement italienne attendue dans la journée.

« L'accord est insuffisant pour la France, mais il n'est pas le pire des maux que l'on pouvait espérer », a déclaré M. Rocard, qui estime qu'il devrait se traduire par une hausse moyenne de 8 % environ des prix garantis aux paysans français.

Pour le ministre allemand, la hausse limitée des prix (4 % en ECU) constitue un pas positif qui devrait atténuer les tensions transatlantiques.

En France, les syndicats professionnels ont immédiatement réagi : le C.N.J.A. estime que « M. Rocard s'est bien battu », mais qu'il appartient à la France de faire le maximum pour que le revenu

payan puisse se développer. La Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (C.N.S.T.P.) et le Modél estiment que les résultats obtenus nécessitent néanmoins des décisions et des mesures complémentaires en faveur des exploitants français, notamment pour les petits et moyens paysans.

Pour la F.N.S.E.A. enfin, « ce compromis résulte d'un bricolage et d'un rapistage qui conduisent à une insuffisance de l'augmentation des prix en francs français, notamment pour le lait et à un démantèlement réel des M.C.M. peu significatif d'une volonté de revenir à de véritables prix communs ». La F.N.S.E.A. demande, au cas où l'inflation serait en France supérieure à 8 %, qu'une clause de sauvegarde soit instaurée pour assurer l'équilibre économique des exploitations agricoles.

De notre correspondant

de la politique agricole commune — qu'il ne souhaite visiblement pas. « De toute façon, a-t-il conclu, la politique agricole des Dix ne répond plus aux nécessités d'aujourd'hui ».

Le dossier sur la réduction des M.C.M. allemands illustre la marge étroite dont dispose M. Rocard au départ de la négociation. Avec un relèvement des prix, exprimés en ECU, de 2,3 % pour le lait, 3 % pour les céréales, et 5,5 % pour les autres productions, la R.F.A. ne pouvait consentir qu'une faible réduction de ses M.C.M. qui entraîne une diminution équivalente des prix garantis allemands, les Pays-Bas étant dans le même cas.

C'est ce qui explique que la France n'ait pu que se rallier à une faible démantèlement des montants

monétaires appliqué par ces deux pays.

L'autre contrainte de M. Rocard était d'obtenir une augmentation des prix français qui respectât les objectifs du gouvernement en matière d'inflation. Avec une augmentation moyenne de 4 % (toujours exprimée en ECU), il ne pouvait diminuer que partiellement les M.C.M. français (pour les pays à monnaie dépréciée la baisse des montants monétaires a pour effet d'augmenter les prix garantis).

Compte tenu des décisions d'octobre 1982 de diminuer de trois points les M.C.M. (appliqués depuis le 1^{er} avril dernier pour le lait, le bœuf, le mouton et le porc), la marge de manœuvre de la France était, là encore, étroite.

MARCEL SCOTTO.

(Lire la suite page 40.)

Dans « Le Monde de la Médecine »

La prévention du SIDA

L'épidémie dite du syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA), appelé improprement syndrome des homosexuels, qui continue à se développer aux États-Unis et en Europe, soulève un difficile problème de prévention. Utilisés pour la fabrication de vaccins, des plasma sanguins ont été importés en grande quantité des États-Unis.

Pour diverses raisons, ces plasma pourraient être porteurs de l'agent pathogène du SIDA. Dès lors, les responsables français envisagent une suppression des importations américaines et une sélection des donneurs de sang.

(Lire page 14.)

LA MORT D'ALFRED FABRE-LUCE

(Lire page 46.)

« L'ARGENT », DE ROBERT BRESSON

La fidélité à un style

Le Festival approche de sa fin. Nous avons vu beaucoup de films, des bons et des moins bons, du toc et quelques perles. Voici un diamant. C'est le cinéma français qui nous l'offre. Il a pour titre l'Argent, et Robert Bresson pour auteur.

Parce que l'homme est « à part » et sa démarche unique, à chaque film de Bresson, c'est la même surprise et le même agacement. Il faut faire un effort pour s'habituer, s'accorder à un style dont le cinéaste a maintes fois justifié les exigences, mais qui nous dérange encore. Anecdotes, Rapports et enchevêtrements de signes. Rythmes. Ruptures. Contrepoint. Rejet non de la réalité mais du réalisme figuratif. « Voix intérieures » des comédiens ou plus exactement des « modèles ». Quintessence. Tous ces mots appartiennent depuis de longues années au vocabulaire bressonien et définissent l'art de l'auteur. Par ses images décalées et ses mots refusés, par son éclat secret, l'Argent est un parfait exemple de cette forme d'écriture que Robert Bresson appelle le cinématographe.

Fidélité à un style et constance dans l'inspiration. Tous les films de Bresson communiquent entre eux, se répondent, apparaissent comme les pièces détachées d'un même ensem-

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 16.)

René CHAR

Ouvres complètes

« A l'écart de toute usure, la poésie de René Char aide notre siècle à tenir encore debout. Il faut la lire sans relâche. »

François Weyergans / Le Matin

LA PLEIADÉ

GALLIMARD

PROCHE-ORIENT

LA SIGNATURE DE L'ACCORD ISRAËLO-LIBANAIS

Vingt-quatre heures avant la cérémonie de signature de l'accord israélo-libanais, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam, a lancé, lundi 16 mai, une violente mise en garde au Liban affirmant que la Syrie ne permettra pas la mise en application de l'accord « quelle que soit la tournure que prendront les événements ». Selon M. Khaddam, le projet d'accord « s'appuie sur des fondements mêmes sur lesquels le Liban a été fondé » et est « pire » que le traité égypto-israélien de Camp David. En conséquence, a-t-il ajouté, « la Syrie ne retirera pas ses troupes du Liban pour des raisons tenant à la fois à l'unité du Liban et à la sécurité de la Syrie », et aussi longtemps qu'Israël aura gardé « des soldats au Liban ».

LE FATH, principale organisation palestinienne au sein de l'O.L.P., a également dénoncé l'accord, estimant qu'il « impose la tutelle isra-

lienne sur le Liban et son peuple et porte atteinte à l'indépendance du pays ainsi qu'à la sécurité de la nation arabe ».

A PARIS, M. Raymond Eddé, chef du bloc national libanais (chrétiens modérés) a estimé que le gouvernement libanais « aurait dû exiger le retrait des forces israéliennes en se référant à la convention d'armistice libano-israélienne ainsi qu'à la résolution 509 adoptée le 6 juin 1982 par le Conseil de sécurité qui stipule qu'Israël retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces militaires jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban ». Déplorant que « le gouvernement libanais a malheureusement accepté de négocier avec Israël en renouant la convention d'armistice et a approuvé le projet d'accord, sous la contrainte de l'occupation de près de la moitié du territoire natio-

nal par Israël, qui jusqu'à la signature du traité de paix, ne peut être considéré que comme l'occupant », M. Eddé affirme que le gouvernement libanais « devrait au préalable » « abroger explicitement l'accord du Caire » qui réglemente la présence palestinienne au Liban. « Quant aux forces syriennes », dit-il « il incombe au chef de l'État libanais d'en demander, comme convenu, le retrait au chef de l'État syrien ».

A WASHINGTON, M. Alan Rosenberg, porte-parole du département d'État, a affirmé que le gouvernement américain demeurerait « confiant que la Syrie accepterait de retirer ses troupes du Liban, malgré la réaction initiale négative » de Damas envers l'accord. Il a reconnu toutefois que « plusieurs questions devront être réglées dans le cadre des discussions libano-syriennes qui viennent de s'ouvrir ».

avant que puisse intervenir un accord sur l'évacuation des forces syriennes du Liban.

AU CAIRE, M. Boutros Ghali, ministre d'État égyptien pour les affaires étrangères, a affirmé que l'approbation de l'accord par le Parlement libanais constituait « un pas positif sur la voie d'une paix juste et globale au Proche-Orient ». Les journaux officiels Al Ahrar et Al Akhbar critiquent Damas et l'O.L.P. qui s'ingrèneraient dans les affaires intérieures du Liban au lieu de libérer leurs propres territoires occupés.

A RYAD, les dirigeants saoudiens se montrent fort discrets, mais, dans les milieux informés de la capitale, on affirme que l'Arabie Saoudite s'efforce de favoriser la poursuite du dialogue entre la Syrie et le Liban et espère aboutir à une rencontre des chefs d'État des deux pays pour éviter une rupture entre les deux pays.

Le gouvernement israélien défend sans conviction un texte dont l'application demeure problématique

Jérusalem. - Sans que l'on puisse parler de faste ni de réjouissances, la deuxième cérémonie de signature de l'accord à Kyriat-Chmonah (Israël) au fin de matinée, ce mardi 17 mai, a été moins discrète qu'à Khaldé (Liban), cette différence soulignant le fait que le gouvernement de Jérusalem, bien plus que celui de Beyrouth, cherche à mettre en valeur l'importance de cet accord. La population de Kyriat-Chmonah a été invitée par haut-parleurs à participer à la cérémonie devant avoir lieu dans un bâtiment qui, il y a deux ans, avait été touché par des roquettes de l'aviation israélienne. La conclusion de l'accord à Kyriat-Chmonah est donc, aux yeux des dirigeants israéliens, particulièrement symbolique puisqu'elle devrait signifier une assurance de sécurité et marquer le succès de l'opération « Paix pour la Galilée » lancée au Liban voici près d'un an, le 6 juin 1982.

Sans trop d'illusions, le cabinet de M. Begin tente ainsi de faire pièce au manque d'enthousiasme et au profond scepticisme d'une grande partie de l'opinion israélienne. Doutes et incertitudes se sont encore manifestés la veille à la Knesset lors du débat au cours duquel a été approuvé le texte de l'accord israélo-libanais par 57 voix contre 6. Pour l'opposition travailliste, qui s'est abstenue, ce résultat est insuffisant. Il ne constitue pas une véritable garantie de sécurité et ne justifie en rien une guerre coûteuse, dont les objectifs initiaux excessivement ambitieux (imposer au Liban un « ordre nouveau » et un traité de paix, voire un pacte de défense commune, porter un coup fatal à l'O.L.P.) n'ont pas été atteints.

« Mieux que rien »

Les travaillistes ont fait observer que le gouvernement s'était livré dès le départ à de mauvais calculs qui l'ont encore obligé, durant les négociations de ces derniers mois, à faire toute une série de concessions (abandonner par exemple l'idée du maintien de bases militaires israéliennes au Sud-Liban) pour aboutir, selon M. Yossi Sarid, récemment, à récompenser Israël en échange d'une promesse de retrait du Liban.

De notre correspondant

sement guère plus d'avantages que l'accord d'armistice obtenu en 1949 après le premier conflit israélo-arabe. Les travaillistes ont, d'autre part, rappelé que le Liban n'avait jamais été « véritablement » en état de guerre avec Israël.

L'extrême droite est d'un avis assez semblable, et elle s'est jointe à la critique des partis de gauche, mais pour des raisons différentes, estimant que le gouvernement aurait dû maintenir ses premières exigences et en ajouter d'autres. Le parti Renaissance (deux députés), qui avait déjà dénoncé le traité de paix avec l'Égypte, a voté contre, bien qu'il soit maintenant associé à la coalition gouvernementale. Le ministre de la recherche scientifique, M. Youval Neuman, membre de Renaissance, n'a pas participé au vote, de même que l'ancien ministre de la défense, M. Ariel Sharon, qui, au cours des semaines précédentes, a multiplié les attaques contre cet accord. Les deux députés du parti centriste d'opposition Shinnai, qui avait vivement critiqué l'accord, ont finalement voté pour, mais en indiquant qu'ils agissaient ainsi parce que le document proposé était « mieux que rien », en tout cas préférable au statu quo.

Le gouvernement, par la voix du nouveau ministre de la défense, M. Moshe Arens, a essayé de faire valoir que ce texte était, après le traité avec l'Égypte, le « deuxième accord » conclu entre Israël et un pays arabe. Mais cet argument contestable n'a pas empêché l'ensemble de la presse d'exprimer sa morosité. La plupart des éditoriaux peuvent se résumer en une phrase : « Il n'y a pas de quoi se réjouir. »

Haaretz, comme la plupart de ses confrères, ne manque pas d'insister sur le fait que l'accord est « conditionnel », son application dépendant de l'attitude syrienne, et le journal ajoute que pour le moment il n'a qu'un seul effet indirect certain : l'amélioration des relations entre Jérusalem et Washington, puisque le gouvernement américain, exigeant ainsi des « pressions douces », s'est montré résolu, récemment, à récompenser Israël en échange d'une promesse de retrait du Liban.

A ce propos, on indiquait mardi, de source bien informée, qu'un « protocole d'accord » entre Israël et les États-Unis portant sur l'avenir des relations politiques et militaires entre les deux pays pourrait être signé prochainement. On laissait même entendre qu'il pourrait être dès ce 17 mai. Ce document qui ne fait certes pas partie de l'entente israélo-libanaise mais il y est étroitement lié. Il prévoirait d'étroites « consultations » entre Jérusalem et Washington avant chaque décision importante de l'un ou de l'autre des deux gouvernements, comme celle qui pourrait concerner éventuellement l'attitude d'Israël face au refus syrien s'il persiste. Il comporterait aussi des engagements américains dans le domaine des fournitures de matériel militaire et peut-être dans celui de l'aide économique apportée par les États-Unis à Israël. On espérait dès mardi matin à Jérusalem que le président Reagan pourrait annoncer à la fin de la journée que l'embargo sur les soixante-quinze avions F-16 (livrables à partir de 1985) est désormais levé. D'autre part, l'administration américaine n'a pas fait obstacle à la volonté du Sénat d'inscrire dans la loi de finances 1984, et a autorisé un important transfert de technologie de la part de plusieurs firmes aéronautiques américaines pour la construction du futur avion de combat israélien, le Lavie.

Le rôle du commandant Haddad

La condition essentielle de l'occupation syrienne pour la mise en œuvre de l'accord israélo-libanais ne figure pas dans l'ensemble du document publié officiellement à Jérusalem mardi matin. Elle se trouve dans une annexe qui ne doit pas faire l'objet d'une diffusion. Les milieux proches du gouvernement, on indique que les parties « secrètes » de l'accord (y compris le protocole israélo-libanais) ne constituent pas plus de 15 % du total. Parmi ces clauses passées sous silence se trouve celle définissant le rôle du commandant Saïd Haddad au sujet duquel le quotidien du soir Yedioth Aharonot adressait lundi des reproches au gouvernement de M. Begin parce qu'Israël n'aurait pas obtenu pour cet allié précieux suffisamment de garanties. Sa nomination comme commandant adjoint de l'armée libanaise au Sud-Liban et responsable de la lutte antiterroriste le long de la frontière est apparemment acquise, mais son rôle reste flou.

Le commandant Haddad, qui observe un mutisme renfermé depuis quelques jours, n'aurait auparavant pas caché son rejet de cette formule, bien qu'il ait précisé, en fin de compte, qu'il se soumettrait à la « volonté générale » - apparemment celle des Libanais, comme celle des Israéliens, - mais évidemment à contrecoeur. Dans l'annexe

très détaillée ayant trait aux « arrangements de sécurité », l'accord stipule cependant que les milices du commandant Haddad qualifiées d'« unités locales existantes » seront intégrées dans l'armée libanaise qui se déploiera dans la « zone de sécurité ». Mais on ne sait pas dans quelle mesure ces milices resteront sous le contrôle du commandant Haddad, et par conséquent sous l'influence indirecte des Israéliens qui ont récemment considérablement renforcé leur aide matérielle et leurs conseils pour développer non seulement les milices elles-mêmes, mais aussi des « gardes civiles » qui ont été créées à l'inspiration de Jérusalem dans différentes localités du Sud-Liban, échappant plus ou moins au contrôle du commandant Haddad. Ces « gardes civiles » devraient, après l'accord, faire elles aussi partie du nouveau système mis en place par l'armée libanaise sous le contrôle du « Comité de liaison conjoint » où se retrouveront des représentants israéliens, américains et libanais et dont dépendra l'organisation plus particulièrement chargée de veiller à l'application des « arrangements de sécurité ».

Des dispositions imprécises

Les différentes clauses militaires sont très détaillées, au point d'énumérer le nombre des armements dont pourra disposer l'armée libanaise au Sud-Liban, y compris le type de moyens de communication jusqu'au simple talkie-walkie. Pude qu'après le texte qui a été publié, les patrouilles conjointes, israéliennes et libanaises, sont appelées à être « équipées communes de supervision ». Leurs effectifs ne sont pas clairement précisés. Cela pourrait faire partie des annexes secrètes.

Autre problème dont la solution n'est pas assurée : celui du rôle prévu par l'accord pour la Force internationale des Nations unies au Liban (FINUL) qui devrait se redéployer dans le secteur de Saïda et de Tyr pour protéger les camps de réfugiés palestiniens. Bien sûr, cette affectation dépend de l'acceptation du Conseil de sécurité et donc de l'aval de l'Union soviétique, ce qui est pour le moins douteux.

L'accord prévoit que le retrait des troupes israéliennes doit être accompli dans un délai de huit à douze semaines. Mais là encore, cette précision n'est finalement peu importante puisque ce délai, comme toutes les autres dispositions de l'accord, dépend de l'attitude du gouvernement de Damas et du repli simultané des troupes syriennes et des fedayin de l'O.L.P. De toute façon, même si la Syrie ne faisait pas obstacle à l'application de ce document, il ne pourrait entrer en vigueur qu'après l'échange des instruments de ratification « dans quelques jours », selon les dirigeants israéliens. Rappelons que, dans le cas du traité de paix avec l'Égypte en 1979, il s'était écoulé un mois entre la signature du document et son entrée en vigueur.

FRANCIS CORNU.

SELON C.B.S.

Washington soupçonnerait l'Iran d'avoir perpétré l'attentat contre l'ambassade américaine à Beyrouth

Washington (A.F.P.). - Les services secrets américains ont des preuves que le gouvernement iranien est impliqué dans l'attentat perpétré le 18 avril dernier contre l'ambassade des États-Unis à Beyrouth et qui avait fait onze personnes mortes, a affirmé, lundi 16 mai, la chaîne de radio et de télévision C.B.S.

C.B.S., qui a cité, sans les nommer, des sources gouvernementales, a indiqué que quelques jours avant l'attentat, une série de messages a été envoyée par le ministère iranien des affaires étrangères à son ambassade à Damas, messages qui furent interceptés, toujours selon C.B.S., par les services secrets américains.

L'un de ces messages, a révélé C.B.S., approuvait le versement de 25 000 dollars pour une attaque ter-

roriste contre un endroit non spécifié de Beyrouth. Un autre demandait à l'ambassade d'apporter son aide à douze Iraniens qui devaient passer par Damas pour se rendre à Beyrouth. Selon C.B.S., ces douze Iraniens sont revenus à Damas quelques heures après l'explosion, soit suffisamment de temps après l'attentat pour avoir pu faire la route Beyrouth-Damas en voiture.

Selon C.B.S., il est fort possible, au vu de ces messages, que le gouvernement de Damas ait fourni une aide pour le passage de cet argent et de ces hommes à travers le territoire syrien. C.B.S. cite d'ailleurs un haut fonctionnaire anonyme pour lequel il est inconcevable que le frère du président Assad, le chef des services secrets syriens, n'ait pas été au courant et d'accord.

Une explosion de colère syrienne ?

(Suite de la première page.)

La Syrie l'a déjà fait dans le passé pour bien moins que cela, et une telle mesure risque donc d'être d'autant plus contraignante pour le Liban que la « frontière de facto » que Damas est en mesure de fermer se situe aujourd'hui à 25 kilomètres de Beyrouth, là où se trouve le premier poste de son armée, à Sofar, en plein territoire libanais, au lieu des 60 kilomètres qui séparent la frontière réelle de la capitale libanaise.

En revanche, la fermeture des frontières pourrait aussi être moins astreignante économiquement qu'en 1973, parce que, d'une part, le mouvement de transit via le Liban a déjà considérablement diminué par suite de la guerre, et que, d'autre part, le canal de Suez a été rouvert dans l'intervalle, ce qui donne aux exportations libanaises un accès vers le Golfe. L'« ouverture israélienne », permettant d'atteindre la Cisjordanie et, de là, le monde arabe n'est, par contre, pas prise très au sérieux à Beyrouth. Damas, estime-t-on, rompra de plus tout dialogue avec

Beyrouth et refusera de recevoir ses émissaires, alors même que le Liban est censé négocier le départ des troupes syriennes, auquel est subordonné celui des troupes israéliennes.

La Syrie essaiera aussi, sans doute, d'obtenir une mise en quarantaine du Liban par le monde arabe. Mais on estime à Beyrouth qu'elle n'y parviendra pas, de nombreux indices rassurants ayant émané des pays du Golfe à ce propos, malgré l'extrême prudence manifestée par l'Arabie Saoudite.

Si tel est bien le cas, le Liban aura marqué un point important, et son isolement matériel sera compensé par une relative coopération de la majorité du monde arabe. A plus long terme, l'opportunité de l'option politique de son gouvernement dépendra du succès ou de l'échec des États-Unis au Proche-Orient, auxquels l'invasion israélienne de l'été 1982 l'a forcé à lier quasi inconditionnellement son sort.

LUCIEN GEORGE.

AMÉRIQUES

Chili

Le bilan officiel de la rafle de samedi à Santiago fait état de 304 arrestations

Le commandement militaire de la région de Santiago a indiqué lundi 16 mai que trois cent quatre personnes avaient été arrêtées samedi lors de la rafle effectuée dans les quartiers populaires du sud de la capitale (Le Monde du 17 mai). C'est le premier bilan officiel de cette opération au cours de laquelle au moins deux mille habitants de ces quartiers ont été emmenés dans des stades pour « vérification d'identité ».

Les autorités entendaient ainsi riposter aux manifestations de mécontentement de ces derniers jours, qui ont culminé lors de la Journée nationale de protestation du 11 mai. Le commandement militaire a affirmé que toutes les personnes arrêtées étaient des délinquants de droit commun qui seront mis à la disposition de la justice.

Cette version est vivement contestée par un prêtre français, le Père Pierre Dubois, curé de la paroisse de la Victoria, où ont eu lieu la majorité des arrestations. « Il s'agissait clairement d'une mesure de vengeance et d'intimidation », estime le Père Dubois. Celui-ci fait remarquer que « plusieurs délinquants de droit

commun, pourtant connus des autorités, sont sortis sans problèmes » de la rafle.

Le président de la Confédération des travailleurs du cuivre, M. Rodolfo Seguel, et dix autres dirigeants de ce syndicat, qui avaient appelé à la manifestation du 11 mai, ont d'autre part été traduits en justice. Ils sont accusés d'incitation à une grève illégale.

La tendance était cependant, lundi, plutôt à l'apaisement. Le chef du cabinet du général Pinochet, le général Enrique Montero, a accepté l'idée d'un examen des événements de ces derniers jours « avec la certitude que nous aurons à nous poser des questions sur certains faits ». Le général Montero, qui est également ministre de l'Intérieur, a rencontré lundi les principaux dirigeants des organisations syndicales modérées qui avaient adhéré, avec une certaine réserve, au mot d'ordre de manifestation du 11 mai lancé par les mineurs du cuivre et l'opposition de gauche.

Une déclaration

du gouvernement français

A Paris, M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement français, a déclaré : « La politique du gouvernement est attachée à la défense des droits de l'homme quel que soit le pays où des problèmes se posent. En ce qui concerne le Chili, le gouvernement sait bien que, dans ce pays, les droits de l'homme ne sont pas respectés depuis dix ans, et il est très sensible au fait que ce désir de liberté, de démocratie, de revendication, n'ait pas pu être étouffé, quels que soient les moyens employés. (...) La France marque son espoir de voir s'affirmer, pour ce peuple ami, la libre expression démocratique et politique à laquelle elle est attachée », a ajouté M. Gallo.

Diverses organisations françaises ont d'autre part manifesté leur réprobation après la rafle de samedi. La C.G.T., la C.F.D.T., le Mouvement des radicaux de gauche et le Centre des démocrates sociaux dénoncent cette opération. L'Union régionale C.G.T. de l'Île-de-France « appelle les travailleurs » à envoyer des délégations mercredi 18 mai, à partir de 17 heures, à l'ambassade du Chili, 2, avenue de La Motte-Picquet, à Paris (VII^e). Des dons pour les familles victimes de la répression peuvent être adressés au Secours populaire français, 9, rue Froissart, 75003 Paris. CCP 654-37 H Paris (indiquer Chili).

Nicaragua

DES COMBATS SE POURSUIVENT AVEC LES INDIENS MISKITOS A LA FRONTIÈRE DU HONDURAS

M. Stedman Fagoth, un des dirigeants des Indiens Miskitos anticolonisateurs, a déclaré dimanche 15 mai à la télévision hondurienne que ses forces avaient tué, deux jours auparavant, « plus de mille soldats » de l'armée nicaraguayenne. Les rebelles Miskitos auraient également détruit sept tanks T-55 de fabrication soviétique. L'affrontement aurait eu lieu à 50 kilomètres de la ville de Puerto Cabezas.

Les chiffres avancés par le dirigeant miskito sont considérables et ne sont pas confirmés par d'autres sources. Le gouvernement nicaraguayen a catégoriquement démenti avoir perdu mille soldats, tout en reconnaissant que des combats se poursuivent à la frontière avec le Honduras.

M. Tomas Borge, ministre nicaraguayen de l'Intérieur, a déclaré lundi que la persistance d'agressions armées contre son pays pourrait retarder les élections, prévues pour 1985.

Jean-François Revel



Comment les démocraties finissent

"Avec son immense talent, Jean-François Revel s'est voulu l'ennemi solitaire de la tyrannie".
Emmanuel Le Roy Ladurie/L'Express
"Revel a su se situer à cette hauteur où l'information acquiert son sens fort : donner une structure au désordre des événements".
Pierre Dais/Le Quotidien de Paris
"... la lucidité, le courage - le talent aussi".
Jacques Julliard/Le Nouvel Observateur
"Jean-François Revel, par son verbe, par sa netteté, par sa force de persuasion, apporte une contribution de première valeur".
Jacques Laloy/Le Figaro



PROCHE-ORIENT

LE TEXTE DE L'ACCORD ISRAËLO-LIBANAIS

Les deux Etats proclament « la fin de l'état de guerre entre eux »

L'accord entre le gouvernement de l'Etat d'Israël et le gouvernement de la République libanaise, rendu public le mardi 17 mai, lors de sa signature officielle par les représentants d'Israël et par ceux du Liban, en présence du représentant américain, a été déposé lundi dans sa version hébraïque devant le bureau de la Knesset (Parlement).

Le texte hébraïque, fourni par l'Agence France-Presse, comporte quinze pages, l'accord lui-même, en douze articles, étant précédé d'un préambule et suivi d'annexes en six points portant sur les arrangements de sécurité, d'un appendice détaillant la composition des forces autorisées à stationner dans la zone de sécurité et d'un mémorandum de précisions supplémentaires.

Dans le préambule, Israël et le Liban, après avoir affirmé « leur foi dans les objectifs et les principes des Nations unies », ainsi que le droit et le désir des deux Etats de « vivre en paix », dans des frontières sûres et reconnues, proclament « la fin de l'état de guerre entre eux ».

Dans l'article premier, chacune des deux parties s'engage « à respecter la souveraineté de l'autre ». Toutes deux considèrent que « les frontières entre le Liban et Israël sont inviolables ». Conformément à ces clauses, Israël s'engage à retirer toutes ses forces armées du Liban.

Il est précisé dans la suite du texte que ce retrait s'opérera dans un délai de huit à douze semaines à partir de l'entrée en application de l'accord « dans le cadre de l'objectif du Liban d'obtenir le retrait de toutes les forces étrangères ». Il n'est pas mentionné explicitement que le retrait israélien est lié au retrait palestinien et syrien, mais cette clause est cependant implicite du fait de l'engagement du Liban à ne laisser aucune force hostile à Israël opérer à partir de son territoire.

Art. 2. - Israël et le Liban s'engagent « à régler leurs différends par des moyens pacifiques ».

Art. 3. - Les deux parties « établissent et appliquent des arrangements de sécurité, y compris l'établissement d'une zone de sécurité ».

Art. 4. - « Les territoires des deux parties ne seront pas utilisés comme base pour une activité ennemie ou terroriste contre l'autre partie ou son peuple ». Israël s'engage « à empêcher la présence de bandes armées, d'organisations, bases, bureaux ou structures dont les objectifs seraient d'entreprendre des raids contre les territoires de l'autre partie ou toute autre action terroriste à l'intérieur de ces territoires, ou encore toute activité visant à menacer la sécurité de l'autre partie ou (...) de ses habitants ».

Dans ce but, précise l'article, « tous les accords ou arrangements autorisant la présence et l'action, dans les territoires d'une des deux parties, d'éléments hostiles à l'autre partie deviennent nuls et non avenue » (cette clause vise directement l'accord du Caire « dénoncé par Israël comme ayant permis aux Palestiniens d'établir des bases dirigées contre Israël au Sud-Liban »).

« En se réservant le droit national de se défendre », chacune des deux parties « s'abstient d'entreprendre, de susciter, d'aider ou de participer

à des menaces ou des actes de guerre (...) contre l'autre (...) que ce soit à l'intérieur de son territoire, à partir de celui-ci ou à l'intérieur de celui de l'autre partie ».

Chacun des deux pays s'engage à ne pas utiliser le territoire de l'autre « pour déclencher une attaque militaire contre le territoire d'un Etat tiers » et à prendre des « mesures préventives et légales contre les personnes et les groupes perpétrant des actes contraires à cet article ».

Art. 5. - Les deux parties s'abstiennent « de toute forme de propagande hostile à l'autre partie ».

Art. 6. - Chacun des deux pays s'engage à « empêcher l'entrée, le déploiement et le passage sur son territoire, y compris l'espace aérien et ses eaux territoriales (...), de forces ou d'équipements militaires relevant de tout autre Etat hostile » au voisinage.

Art. 7. - Les forces internationales « qui doivent être issues de pays entretenant des relations avec les deux parties » sont autorisées à se déployer sur le territoire libanais, « conformément à la demande du gouvernement libanais », « pour aider ce dernier à consolider son autorité ».

Un « comité commun de liaison »

Art. 8. - Le Liban et Israël instaurent un « comité commun de liaison » dont les Etats-Unis feront partie en qualité d'« associés ». Un haut fonctionnaire gouvernemental dirigera la délégation de chaque pays à ce comité, qui se réunira périodiquement au Liban et en Israël et prendra ses décisions à l'unanimité.

Dans le cadre du comité, une « commission des arrangements de sécurité » est instituée et des sous-comités peuvent être créés si nécessaire.

Le comité « est chargé de superviser l'exécution de l'accord dans tous ses aspects » et, en ce qui concerne les affaires de sécurité, il « traitera des questions qui n'ont pas été tranchées et que lui soumettra la commission des arrangements de sécurité ». En outre, il s'occupe « de manière continue de développer les relations mutuelles (...) », y compris la réglementation du mouvement des marchandises, des produits et des personnes ainsi que des communications.

De plus, chacune des deux parties peut « établir un bureau de liaison sur le territoire de l'autre, en vue d'entreprendre les tâches citées précédemment dans le cadre du comité (...) » et pour aider à l'application de l'accord.

Toutes les questions relatives à ces « bureaux de contacts, à leurs fonctionnaires et aux fonctionnaires relevant de chacune des deux parties et présents sur les territoires de l'autre », en vertu de l'accord « feront l'objet d'un protocole ».

Au cours des six mois suivant le retrait des forces israéliennes, les deux parties, dans le cadre du comité, « commenceront à négocier (...) dans le but d'aboutir à des accords sur le mouvement des marchandises, des produits et des personnes et à leur mise à exécution sans distinction ».

Art. 9. - Chacune des deux parties prendra « dans un délai ne dépassant pas un an à dater de l'en-

tre en vigueur de l'accord, toutes les mesures nécessaires pour l'annulation des traités, lois et règlements contraires à cet accord ». Elles s'engagent également à « n'écouter aucun engagement actuel contraire à cet accord et à ne pas conclure de nouveaux engagements ou adopter des lois » qui lui soient contraires.

Art. 10. - L'accord entrera en vigueur à partir de la date de l'échange des documents de ratification et remplacera les accords précédents entre Israël et le Liban. L'annexe, l'appendice, la carte des procès, verbaux convenus constituent une partie indivisible de l'accord. Cet accord ne peut être modifié, révisé ou remplacé que par un accord des deux parties.

Art. 11. - Les différends découlant de l'interprétation de cet accord ou de sa mise en application seront réglés par des négociations au sein du comité de liaison. Tout différend difficile à régler par ce moyen sera soumis à conciliation.

« Les différends découlant de l'interprétation de l'accord et de son application seront tranchés dans le cadre de la commission des arrangements de sécurité. Si cela s'avère difficile, ils seront résolus par voie de négociation ».

Art. 12. - L'accord sera notifié au Secrétaire des Nations unies pour être enregistré conformément à l'article 102 de la charte de l'ONU. Le texte de l'accord sera publié en arabe, en hébreu, en anglais et en français. En cas d'interprétations divergentes, les textes en anglais et en français prévaudront.

ANNEXES

1) Matériel et troupes autorisées dans la zone de sécurité. - Chacune des deux brigades autorisées pourra disposer de 40 chars, 100 véhicules blindés, 240 transports de troupes, 57 mortiers tractés, 12 armes antiaériennes. Le nombre de canons de 106 mm et de missiles Milan et Tow est fixé à 30. Elle peut également être dotée de matériel de D.C.A., de télécommunications et de détection.

Les autres forces de sécurité pourront utiliser 24 véhicules. Les installations situées dans la zone de sécurité comprendront 5 radars, 15 canons de défense et 15 canons antiaériens.

Deux brigades de l'armée libanaise sont autorisées à se déployer dans la zone de sécurité. Elles com-

prendront 223 officiers et 4 118 sous-officiers et soldats. Elles se composent de l'unité de commandement, de trois bataillons de fan-tassins, d'un bataillon d'artillerie, de trois compagnies blindées, d'un bataillon de détection, d'un bataillon de logistique, d'une compagnie de génie, d'une compagnie antiaérienne et d'une compagnie de D.C.A.

Deux centres de contrôle seront installés dans les régions de Rachaya et Mayfaddoun (secteurs oriental et central du Liban-Sud), et dirigés par un officier libanais. Les Israéliens travailleront dans ces centres retourneront en Israël chaque jour après leur mission.

2) Arrangements de sécurité. - Outre ces deux brigades, les effectifs de la police, de la sécurité intérieure (gendarmérie) libanaise et des « forces d'appui libanaises » ne sont pas fixés. La « garde nationale » sera incluse dans l'armée libanaise et poursuivra sa surveillance des villages situés hors de la zone de sécurité, à l'exception des missions antiaériennes de faible ou moyenne portée.

Le gouvernement libanais pourra demander au Conseil de sécurité de l'ONU de prendre les mesures pour le déploiement d'une unité de la FNUV dans la région de Saïda (Sud-Liban), pour l'assistance et assurer la protection des camps de réfugiés palestiniens.

La commission des arrangements de sécurité est formée de délégués libanais et israéliens en nombre égal. Le délégué israélien participe aux réunions à la demande de l'une des deux parties. Elle est chargée de superviser l'exécution des engagements et de créer des commissions mixtes de contrôle. Elle devra tenir sa première réunion dans les quarante-huit heures suivant l'entrée en vigueur de l'accord. Trois mois après l'entrée en application de l'accord, la commission se réunira pour un « examen complet » des arrangements de sécurité et pour procéder à leur « amélioration ».

Les forces libanaises et israéliennes sauront en contact permanent au cours du retrait israélien et échangeront les informations par le biais de la commission des arrangements de sécurité. Les forces israéliennes coopéreront pendant leur retrait avec l'armée libanaise pour aider le gouvernement de Beyrouth à restaurer et à consolider son autorité.

EUROPE

Pologne

Un communiqué officiel confirme la mort d'un jeune homme après son interpellation

De notre correspondant

Varsovie. - Le commandement de la milice varsoviennaise a officiellement confirmé, lundi 16 mai, qu'un jeune homme de dix-neuf ans avait succombé, samedi dernier, quarante heures après qu'il eut été retenu dans un commissariat, à de graves blessures abdominales (Le Monde du 17 mai).

Cette célérité est d'autant plus surprenante que le communiqué de la milice ne fournit pas d'éléments permettant d'exclure que Grzegorz Przemyski soit bien mort, comme sa mère en est convaincue, des suites d'un passage à tabac.

Le 12 mai, après 17 heures, est-il dit, les fonctionnaires de la milice ont interpellé sur la place du Château deux hommes en état d'ivresse, Casimir F., vingt-trois ans, et Grzegorz P., dix-neuf ans. De fait, selon ses proches, Grzegorz sortait ce soir-là d'un café de la vieille ville, l'Altanka, où il était allé avec cinq amis fêter le fin des épreuves écrites de son baccalauréat. Cela suffit-il pour dire qu'il était en état d'ébriété et « anormalement agressif » ?

Compte tenu de son comportement anormalement agressif et de ses blessures, les fonctionnaires ont appelé une ambulance, poursuit le communiqué, sans indiquer qui avait infligé ces blessures : il n'est nullement précisé que les miliciens les avaient constatées au moment de l'interpellation. Pour la mère du jeune homme, M. Barbara Sadowka, les choses sont claires : les policiers, son fils y aurait été méthodiquement et froidement frappé au ventre, après que son camarade l'eût été beaucoup moins gravement au dos.

Grzegorz P., a été transporté, dit-on ensuite, au service des urgences de la rue Hozia. Pendant le trajet, il a continué à mal se tenir et le personnel a été obligé de recourir à la force pour le calmer. Après des examens médicaux, l'hospitalisation a été indiquée, mais devant les formes exigeantes de sa mère, qui les a confirmées par sa mort, il a été transporté chez lui. Pour sa part, M. Sadowka affirme qu'elle a refusé le transport de son fils en hôpital psychiatrique préconisé par les médecins de la rue Hozia, après un examen plus que sommaire.

Pour le reste, selon le fond : la récitation courante des brisards, le fils et le fils, que des brisards, soutiennent, rentrent chez eux. La nuit est terrible. Un premier médecin vient au petit matin et prescrit quelques calmants au garçon qui ne porte aucune trace de coup mais est à peu près inerte. Apparemment terrorisé, M. Sadowka n'ose pas faire appel aux services de secours - centralisés rue Hozia - et c'est un deuxième médecin, le soir, qui fait procéder au transfert d'urgence à l'hôpital Solec. Opération dans la nuit qui - termes du communiqué

- « met en évidence des lésions internes de la cavité abdominale » ou « récit de la mère - fait découvrir « un éclatement du foie et des intestins devant lequel les chirurgiens se déclarent impuissants ». Dès samedi, en milieu de journée, Le communiqué, sur un ton d'une grande objectivité, conclut en précisant que le parquet a ouvert une enquête visant à « déterminer notamment dans quelles circonstances » les blessures ont été infligées.

Les inconnus étaient des miliciens

Le 3 mai dernier, un groupe d'inconnus en civil pénétrant par effraction, sautant tout et violentant de nombreuses personnes, dans les locaux de l'Eglise Saint-Martin où siège le Comité auprès du primat pour l'aide aux détenus. La semaine dernière, le curé de Saint-Martin est repartir par le ministère de l'Intérieur. Celui-ci déclare au rapport qu'il a en sa possession un rapport indiquant que ses fonctionnaires poursuivaient des manifestants dans l'enceinte des locaux paroissiaux y ont été violemment agressés. Devant la stupeur du prêtre, le ministre procède aussitôt qu'il connaît l'autre version des faits, et que l'incident transpire. Autrement dit, les inconnus étaient bien des miliciens, et il ne s'agit plus de savoir objectivement qui est responsable des violences commises. On croit reconnaître dans le communiqué de lundi la même démarche, laissant à la justice la tâche d'établir la responsabilité de la nécessité de « recourir à la force » - laissant aussi comprendre à chacun que la milice a le droit et le devoir d'être forte en cas de besoin.

Poète apprécié et publié avant 1980 dans la revue littéraire samizdat Zapis, M. Sadowka se trouve être collaboratrice très active de ce même Comité auprès du primat, pour le compte duquel elle a suivi comme observatrice de nombreux procès politiques. Arrêtée un moment l'année dernière, elle aurait été menacée alors, dit-elle, de représailles contre son fils, qui, toujours selon elle, aurait fait l'objet d'un premier contrôle d'identité à la sortie de l'Altanka avant d'être réellement interpellé peu après.

En attendant les résultats de l'interrogatoire, les camarades de classe de Grzegorz avaient dressé pour lui, lundi, une sorte de chapelle ardente dans le hall de leur lycée. Destin polonais : le père de M. Sadowka, Polonais de France arrêté par les Allemands pendant la résistance dans le Régiment lyonnais et déporté en Pologne, avait fini ses jours noyé dans la Baltique par ses gardiens. « Je suis, dit-elle, le visage ravagé, très fort, très fort ».

BERNARD GUETTA.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

LE PRÉSIDENT DOS SANTOS CHEZ M. ANDROPOV. - En « visite amicale de travail » en Union soviétique jusqu'au 20 mai, le président José Eduardo Dos Santos a eu, lundi 16 mai, une entrevue avec le secrétaire général du P.C. soviétique, M. Youri Andropov, « dans une atmosphère d'amitié et de coopération mutuelles », indique l'agence soviétique Tass. L'agence ajoute que M. Dos Santos exprime sa « reconnaissance profonde » à l'Union soviétique et aux autres pays socialistes pour leur « assistance internationale dans le renforcement de l'économie et de la capacité défensive du pays, dans la riposte à la menace extérieure ».

Islande

L'IMPASSE POLITIQUE PERSISTE après les élections législatives du 23 avril. Après les échecs de MM. Geir Halgrímsson (conservateur) et Steingrímur Hermannsson (gauche), c'est au tour de M. Svavar Gestsson, qui prône l'alliance des socialistes de gauche et des communistes, de tenter de former un gouvernement de coalition. (A.F.P.)

Maroc

TRENTE-TROIS MEMBRES « RADICAUX » DE L'UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES (U.S.F.P.) ont été défaits, lundi 16 mai, devant le tribunal de première instance

de Rabat pour « troubles à l'ordre public, attroupement armé et violation de domicile ». Le président du tribunal a décidé le report de l'audience au 19 mai. Les accusés sont tous pour responsables des accrochages ayant eu lieu le 8 mai dernier devant le siège de l'U.S.F.P. à Rabat. Des militants de ce parti avaient tenté d'empêcher les membres « radicaux » d'assister à une réunion du comité central sur les prochaines élections communales et municipales. Au cours de cette réunion, le comité central de l'U.S.F.P. avait décidé l'exclusion de ceux des trente-trois accusés pour leur conduite jugée « irresponsable » envers le parti. Parmi ces onze exclus figurent plusieurs avocats, dont M. Abderrahman Benamer, ancien bâtonnier de Rabat et membre de la Ligne marocaine pour la défense des droits de l'homme, M. Ahmed Bengelloun et M. Larbi Chikri, du bureau de Rabat, ainsi que M. Tayeb Sassi, bâtonnier d'Agadir. (A.F.P.)

Yougoslavie

LA « DIFFÉRENCIATION POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE » DANS LA PRESSE s'est traduite par la démission de M. Jozse Vlamovic, rédacteur en chef de Danubio, le quotidien de Belgrade. Cet hebdomadaire sera désormais dirigé par M. Zivko Milich. Au début du mois, le rédacteur en chef du quotidien belgrade Politika avait été limogé pour « renforcer l'orientation socialiste de ce journal ». (U.P.I.)

Vacances au
DANEMARK
à portée de bourse!



Coupons à retourner à
OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE DANEMARK
142, Champs-Élysées 75008 Paris - tel. 582 17 02
et vous recevrez tout brochures, dates, prix...
sur vos prochaines vacances au Danemark.

DANEMARK
- à vous de tout créer!

PRESERVEZ VOTRE DOS FRAGILE
avec Pirelax
sommier articulé à lattes de bois
avec rotules à balancelles
pivotantes, montent et descendent, assurent le repos
total de tout le corps,
recommandé pour les dos
fragiles, surtout particulièrement
LA COLONNE VERTÉBRALE.
DEMANDEZ CONSEIL À VOTRE MÉDECIN
Seule adresse de vente :
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, av. de la République - PARIS-11°
M^{re} Parmentier - Tel. : 357.46.35

PUBLIÉS PAR LE « SPIEGEL » Les « dossiers secrets » du général Moczar mettent en cause le général Jaruzelski

Bonn (A.F.P.). - Le général Jaruzelski - l'actuel numéro un polonois - a acquis une villa à Varsovie en 1979 pour le prix d'un petit studio, M. Edward Gierak, ancien premier secrétaire du P.O.U.P., a pris possession du 1976, aux frais de l'Etat, d'une maison comprenant deux appartements : c'est ce qu'affirment les « dossiers secrets » du général Mieczyslaw Moczar, publiés par le magazine ouest-allemand Der Spiegel dans sa dernière livraison.

Le général Moczar, ancien membre du bureau politique du parti, et qui a présidé jusqu'en mars le NIK (Chambre suprême de contrôle - l'équivalent d'une Cour des comptes), a rassemblé sur soixante-dix pages des informations sur les fortunes personnelles des dirigeants polonois du parti et de l'Etat, affirme l'hebdomadaire, qui dit avoir obtenu des copies de ces « dossiers secrets ». Sont notamment mentionnés les trois derniers chefs du parti, dix premiers ministres et ex-premiers ministres, cinquante-neuf ministres, trente-deux membres du comité central du parti et onze généraux.

Ainsi, selon le général Moczar, le général Jaruzelski, actuel premier secrétaire du parti, premier ministre et chef du Wron (juris militaire institué en décembre 1981), a fait l'acquisition, en avril 1979, à titre privé, et alors qu'il n'était que membre du bureau politique et ministre de la défense, d'une villa avec terrain

(350 mètres carrés au total) au numéro 5 de la rue Hozia, à Varsovie, pour la somme modeste de 373 052 zlotys, soit l'équivalent du prix d'un petit studio. « Le prix était fixé à 1 069 338 zlotys, mais, au moment de l'achat de la maison, l'acquéreur a bénéficié d'une remise de 70 % », est-il expliqué dans les « dossiers secrets ».

M. Gierak, chef du parti de 1970 à 1980, a acquis, en 1976, une maison à deux appartements au 14 de la rue Rzyckowski, à Katowice (Silesie), qui avait été construite aux frais de l'Etat pour 21 260 000 zlotys. En 1978, il a fait construire une salle près de sa maison pour y cultiver des légumes. La facture, de 1,48 million de zlotys, a été envoyée à une usine d'Etat produisant des maisons préfabriquées. De la même manière, il a procuré des maisons à ses fils Jerzy et Adam. De même, M. Kania, qui dirige le parti après M. Gierak et avant le général Jaruzelski, a pu acheter, le 7 février 1980, une maison avec terrain de 1 812 mètres carrés pour une somme modeste et bénéficier d'une série de crédits et de prêts à des taux d'intérêt particulièrement bas. Enfin, un ancien vice-premier ministre, M. Tadeusz Wrzesniewski, a acquis aux frais de l'Etat, entre 1984 et 1977, sept appartements pour lui et sa famille, plusieurs terrains, et fait procéder à d'importants travaux de rénovation et de modernisation de ses locaux.

TELEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 03 545.21.62

مکان العمل

EUROPE

U.R.S.S.

GRACE À LA PRESSION DES FAMILLES...

En avril 1982, six jeunes gens appartenant à la « nomenklatura », et qui avaient formé un groupe de réflexion sur les thèmes de la « nouvelle gauche », avaient été arrêtés. Le procès, dit des « jeunes socialistes », qui devait s'ouvrir en février a été ajourné. A la fin du mois d'avril, quatre ont été simplement libérés, apprend-on à présent de source dissidente. En revanche, deux, MM. Boris Kagarlitski, âgé de vingt-sept ans, fils d'un critique littéraire bien connu, et Mikhaïl Rivkine, un ingénieur pétrolier de vingt-neuf ans, auraient refusé de coopérer avec le K.G.B. et seront jugés.

C'est sans doute grâce à la pression de leurs familles que les quatre autres ont été libérés. Il s'agit de MM. André Fadine (vingt-neuf ans), conseiller du Comité central pour les affaires norvégiennes, Paul Koudiounine (trente-trois ans), de l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales, Vladimir Tchernetsky, trente-trois ans, assistant de recherche à l'Institut de physique et de chimie, et Youri Khavkine, trente-quatre ans, ingénieur à l'Institut de recherche scientifique sur l'automatique.

Sans s'occuper des questions des droits de l'homme comme les autres dissidents, ces jeunes privilégiés, tenants de la « nouvelle gauche », ont fait circuler des articles sur des problèmes délicats, tels que la Pologne ou l'état de l'économie soviétique, et ont diffusé les discours de dirigeants communistes internationaux critiquant l'U.R.S.S.

Grande-Bretagne

DANS SON MANIFESTE ÉLECTORAL

Le parti travailliste promet la création de deux millions et demi d'emplois en cinq ans

Londres (A.P., Reuters). - Le parti travailliste a présenté lundi 16 mai sa plateforme pour les élections du 9 juin. M. Thatcher l'a immédiatement critiquée à la télévision comme étant « le programme travailliste le plus extrême jamais proposé à l'électorat ».

Ce programme donne la priorité aux questions économiques. Il envisage une augmentation de 7,5 milliards de livres des dépenses publiques pour financer un important plan de relance visant à créer deux millions et demi d'emplois dans les cinq prochaines années. Parallèlement, le programme propose une réduction de la taxe sur la valeur ajoutée et un allègement de la fiscalité pesant sur les entreprises. Pour l'appliquer, le parti travailliste entend mettre en place une commission des prix, une banque nationale d'investissements et une commission de contrôle des marchés financiers.

M. Michael Foot, qui présentait ce programme à Glasgow, n'a évoqué que sommairement les deux autres chevaux de bataille des travaillistes : le retrait de la C.E.E. et les questions de défense. « La grande question qui domine ces élections, a-t-il dit, la façon de redonner des emplois à la population ». Le manifeste, intitulé *Le Nouvel Espoir pour la Grande-Bretagne*, prévoit cependant l'ouverture immédiate de négociations afin de préparer le retrait de la Grande-Bretagne du Marché commun. Il prévoit également l'annulation de la décision prise par M. Thatcher d'acheter des missiles américains Trident, le refus de laisser s'installer à la fin 1983 des missiles Cruise de l'OTAN sur le territoire britannique, ainsi que l'ouverture de discussions visant au

démantèlement des bases nucléaires en Grande-Bretagne.

Ce texte est critiqué par une large partie de la presse londonienne qui relève ses incohérences, dans lesquelles elle voit le reflet des dissensions internes du Labour.

Le programme du parti conservateur sera publié mercredi. Dans son intervention télévisée, M. Thatcher a indiqué, d'autre part, qu'elle devait décider ce mardi si elle se rendrait dans dix jours au sommet des pays industrialisés de Williamsburg.

AFRIQUE

Tchad

L'armée nigérienne intervient dans la région du lac Tchad

Selon le quotidien *New Nigerian* publié lundi 16 mai à Kaduna, les forces nigériennes ont lancé une grande offensive pour reprendre des villages de pêcheurs situés près de la frontière nord-est de la fédération occupés par des Tchadiens. Selon cette même source, environ trois mille pêcheurs nigériens ont été déplacés au cours de la deuxième quinzaine d'avril par les Tchadiens qui ont pillé des villages des rives du lac Tchad. D'après les sources militaires citées par le journal, les troupes nigériennes auraient tué trois cents soldats tchadiens. La frontière avec le Cameroun a été temporairement fermée à Ngala, au nord-est. Cité par un autre quotidien, le *National Concord*, Alhaji Shehu Musa, le se-

crétaire du gouvernement fédéral, a déclaré que l'armée répondrait à la force par la force si un pays quelconque attaquait le territoire nigérien.

De son côté, l'agence libyenne de presse, dans une dépêche datée de Bardai, affirme : « Les forces de l'Armée de libération nationale du gouvernement d'unité nationale de transition (GUNT), présidé par M. Goukouni Oueddei, sont arrivées dimanche soir aux alentours de Faya, la plus grande ville stratégique du nord-est du pays. L'armée du GUNT contrôle maintenant toutes les positions et tous les accès et issues de la région ».

Toujours selon l'agence libyenne, M. Adoum Yakoub, conseiller

spécial de M. Goukouni, a déclaré, par ailleurs, que l'armée du GUNT a emporté cette grande victoire à la suite de violents combats durant lesquels les troupes du rebelle Habré ont été écrasées.

De leur côté, à N'Djamena, les autorités tchadiennes ont démenti catégoriquement lundi que la ville de Faya-Largeau soit encerclée par les forces du GUNT de l'ancien président Goukouni Oueddei. M. Mahamat Soumaila, ministre tchadien de l'information, a affirmé que les forces gouvernementales étaient en « bonne position » face aux troupes « ennemies ». Il a en outre souligné que les affrontements dans le nord du Tchad ne sont pas un « fait nouveau ». En revanche, a-t-il déclaré, « c'est la Libye et ses mercenaires » qui combattent le Tchad et non des éléments du GUNT, que le ministre a qualifiés d'« inexistants ».

Franck et Fils.

3 jours de bonnes affaires.

18-19-20 mai.

Les bonnes affaires chez Franck et Fils, c'est, pendant trois jours, des prix exceptionnels sur toute la mode et à tous les rayons.

Franck et Fils
Paris 16^e

Franck & Fils, 80, rue de Passy, Paris 16^e. Parking avenue Paul Doumer, face au magasin. Métro Muet.

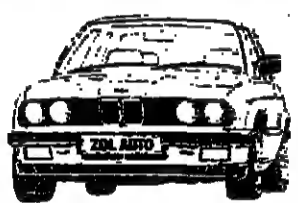
Etre Juifen U.R.S.S.

par S. A. Rozenblum
« Ce livre aborde l'un des grands thèmes de notre temps »
(Elie Wiesel)
Collection de la R.P.P.
17, avenue Gourgaud
75017 Paris - 267 05 43

ISTH
Centre
AUTUITIL Depuis 1953, TOLBIAC
INSTITUT PRIVE DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
SCIENCES PO
PRÉPARATIONS INTENSIVES
de VACANCES
Entrée en A.P.
Entrée directe en 2^e année
AUTUITIL : 6, Av. Léo-Hugot
75016 Paris, Tél. 224 10 72
TOLBIAC : 83, Av. d'Italie 75013 Paris
Tél. 385 59 35

Votre BMW : On en prend soin chez Zol

Le haut niveau technologique de BMW nécessite maintenant un service après-vente d'une compétence exceptionnelle.



Chez Zol Auto, voilà 20 ans que nous suivons de près l'évolution des BMW. Nous avons su nous équiper et former les meilleurs techniciens en électronique, peinture, réglages, bref entretenir votre BMW et la maintenir au meilleur de sa forme.

ZOL
PORTES / CLOIS

44 av. Ed. Belin 92100 Boulogne. Tél. 609.81.43.



LA GRANDE ÉCOLE OUVERTE AUX DIPLÔMÉS DE L'UNIVERSITÉ

● En deux ans obtenez le diplôme d'H.E.C. qui vous assurera des débouchés dans toutes les fonctions de responsabilités des entreprises.

● Epreuves d'admission début septembre : options prenant largement en compte vos études antérieures (Sciences, Economie, Droit, Lettres).

Date limite d'inscription : 9 Juillet 1983.
Renseignements :
Mme Bruneau (3) 956.80.00 (poste 330).

H.E.C. 1, rue de la Libération 78350 Jouy-en-Josas

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Tél. _____

Université - Ecole _____

désire recevoir la brochure d'admission en 2^e année à H.E.C.

Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires
Commerce de Commerce et d'Industrie de Paris

Vous cherchez à vous créer des relations bancaires internationales? 5 bonnes raisons parlent en faveur de la Rabobank.

Quiconque choisit comme partenaire international une banque plutôt qu'une autre a de bonnes raisons à cela :

1. 90% de tous les prêts alloués à l'agriculture hollandaise passent par la Rabobank. C'est ce qui fait de cette banque l'organisme de crédit le plus important dans ce secteur. La Rabobank occupe donc une position-clé dans le financement des opérations agricoles. Et puisque 25% du volume total des exportations hollandaises consistent en des produits agricoles, la Rabobank est toujours au courant de tout ce qui se passe au niveau du financement du commerce international.

2. Plus de 40% du total de l'épargne hollandaise sont confiés à la Rabobank.

3. Un tiers des sociétés hollandaises s'en remet à la Rabobank pour toutes ses opérations bancaires. Et 3.100 agences sont à la disposition des clients dans toute la Hollande.

4. Avec un actif dépassant les 110 milliards de florins hollandais (soit environ 42 milliards

de \$ U.S.), la Rabobank compte parmi les 50 banques les plus importantes du monde.

5. L'affiliation de la Rabobank à l'Unico Banking Group, avec lequel travaillent 6 autres grandes banques coopératives européennes,

augmente encore sa puissance. L'Unico Banking Group entretient plus de 36.000 agences en Europe et le total de son bilan s'élève à 360 milliards de \$ U.S.

Si vous recherchez une banque internationale, venez nous voir. Nous serons heureux de vous aider.



Le pays de Rembrandt est aussi le pays de la Rabobank. Le pays qui perpétue la tradition de la perfection.

Rabobank Nederland, Département des Affaires Internationales.
Catharijnesingel 30, NL - 3511 GB Utrecht. Pays-Bas. Tél. 40200.
Succursale New York, USA. Tél. 424337.
Représentant à Francfort, R.F.A. Tél. 413873.
Représentant à Londres, Royaume-Uni. Tél. 892950.
Filiale à Curaçao, Curaçao A.N. Tél. 3422.

Rabobank

Le pays de Rembrandt est aussi le pays de la Rabobank.

DIPLOMATIE

LE SOMMET FRANCO-ALLEMAND

Paris demande à Bonn de contribuer au succès de son plan de rigueur

(Suite de la première page.)

Au-delà de ces nuances, c'est évidemment une question de fond qui est posée à l'occasion de l'ensemble des pourparlers à caractère économique : celle du degré de confiance que peut inspirer à un gouvernement ouest-allemand marqué par le libéralisme la politique, même fortement infléchie, de son partenaire socialiste français.

M. Delors a certes pu se féliciter devant ses interlocuteurs, non sans arrière-pensée probablement, du fait que la Communauté avait, le matin même, « accepté sans réserve » la demande française d'un prêt de 4 milliards d'ECU. Par ailleurs, selon lui, que Paris n'a nullement perdu sa crédibilité auprès de ses partenaires européens. Mais la doctrine du gouvernement Kohl étant ce qu'elle est — refus du protectionnisme, remise en ordre des finances publiques et maîtrise de l'inflation sans blocage, fût-ce au détriment de l'emploi — on peut imaginer que toute circonspection ne soit pas entièrement dissipée du côté allemand à l'occasion de ce sommet. Même si M. Mitterrand s'est employé à persuader son interlocuteur qu'il était bien conscient du fait que « dans notre Communauté, l'effort de l'un doit être accompagné par l'effort de l'autre ». Cette formule, employée lors de la conférence de presse conjointe, présente l'intérêt d'être parfaitement réversible.

M. Kohl a-t-il du moins, comme l'a assuré M. Vautelle, porte-parole de l'Élysée, « manifesté une ouverture » en faveur de la proposition récemment faite par M. Mitterrand au sujet d'une conférence monétaire internationale, destinée à jeter les bases d'un nouvel ordre fondé sur des taux de change fixes ? Certains membres de la délégation ouest-allemande en semblaient moins convaincus que leurs interlocuteurs français. Mais il est cependant acquis que Bonn

réexaminera, avec plus de compréhension que précédemment, la suggestion du président français. Une suggestion qui avait été fraîchement accueillie dans le monde économique et financier de la R.F.A., et que le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Lambdort, avait publiquement déclinée « irréalisable », quoiqu'il « intéressante ». La discussion sur ce point s'est conclue par une de ces formules prudentes et vagues, dont la coopération franco-allemande a déjà fourni de nombreux exemples, et qui permettent, au gré des intentions futures, d'activer un projet ou de le laisser dormir : une telle conférence monétaire internationale ne peut être convoquée dans l'immédiat, mais on reparlera de son organisation. « Plus tôt cette discussion sera ouverte », a ajouté M. Vautelle, mieux cela vaudra. »

Il est vrai que l'on pouvait bien, du côté allemand, répondre par une amabilité à celle que M. Mitterrand avait faite au chancelier Kohl. Le président français avait en effet, d'entrée de jeu, lundi après-midi, tenu à réaffirmer l'attachement de la France à la « double décision » de l'OTAN prévoyant l'installation de Pershing 2 et de missiles de croisière dans cinq pays de l'alliance, dont la R.F.A., au cas où les pourparlers américano-soviétiques de Genève — qui reprennent justement ce mardi — ne parviennent pas à parvenir à un accord. Le chef de l'État devait ensuite insister devant les journalistes sur le fait que la France souhaitait avant tout le succès de la négociation, et tenait le déploiement des armes nucléaires pour un pis-aller. Mais « le mauvais vouloir évident de l'une des deux parties » conduirait inévitablement à un début d'installation, a-t-il ajouté.

Une telle déclaration de la part de M. Mitterrand n'était certes pas nouvelle. En particulier depuis le discours par lequel, le 20 janvier dernier, devant le Bundestag, il avait — en

pleine campagne électorale ouest-allemande — apporté son soutien aux thèses chrétiennes-démocrates en la matière, au grand dam du S.P.D. Mais le chef de l'État souhaitait visiblement couper court à la rumeur selon laquelle la France pourrait être tentée d'« échanger » son ferme soutien à Bonn dans l'affaire des euromissiles contre un peu plus de compréhension économique et monétaire allemande (dans la perspective du sommet de Williamsburg en particulier). L'Élysée estime visiblement que la sécurité occidentale ne saurait faire de sa part l'objet du moindre marchandage, et tenait à le réaffirmer sans attendre.

Quant à la coopération militaire, qui avait été relancée avec quelque éclat lors du précédent sommet, en octobre 1982 à Bonn, elle pourrait aboutir dans un délai raisonnable à la mise en chantier d'un hélicoptère antichar franco-allemand. Ce projet n'est pas nouveau, mais il semblait jusqu'à présent séduire davantage les experts que les politiques. M. Woerner, le ministre ouest-allemand de la défense, qui avait participé dans la maîtrise de lundi à une rencontre avec son collègue français que les deux ministres des relations extérieures, a indiqué que la mise au point du projet avait « bien progressé » et que, si la décision finale n'était pas encore prise — elle dépend d'ailleurs du Bundestag, — « Français et Allemands sont sur la voie d'un compromis ».

Le différend commercial
Moins idyllique s'est révélé l'accord, ce mardi matin, du différend commercial entre les deux pays, sujet qui avait déjà été abordé au cours du « dîner de travail » de lundi soir. Le déficit enregistré par la France dans ses échanges avec la R.F.A., qui a dépassé 38 milliards de francs en 1982, devait naturellement être l'objet essentiel de la discussion. Là aussi, le débat n'est pas nouveau, même s'il a jusqu'ici apporté aux

Français (en particulier l'an dernier à Bonn) plus de déceptions que de raisons d'espérer. Mais M^{me} Edith Cresson y avait ajouté par avance, lundi soir, une touche résolument polémique, en lançant au micro de Franco-Inter des accusations et un avertissement.

Le ministre français du commerce extérieur, en effet, reproché à la R.F.A. d'avoir dévié des normes techniques fort contraignantes à l'importation, tendant à restreindre la pénétration des produits français sur son marché intérieur. Si aucun effort n'était fait par Bonn pour réduire le « déséquilibre insupportable » des échanges bilatéraux, a ajouté M^{me} Cresson, la France pourrait, à son tour, fixer des normes tout aussi contraignantes, et l'efflux de produits allemands sur le marché français s'en trouverait sensiblement réduit. Le ministre a dénoncé à ce sujet les « mesures discriminatoires » dont les exportations françaises feraient l'objet à l'entrée en R.F.A. Il est vrai que, si l'on en croit les propos tenus mardi à l'usage de la presse, l'adoption de nouvelles normes communautaires pourrait couper court à de telles polémiques.

Ce ton de M^{me} Cresson est, à tout prendre, moins dur que celui qu'avait employé M. Delors juste avant les dernières négociations monétaires de Bruxelles, lorsqu'il avait parlé de l'« arrogance » des Allemands. Mais il a désagréablement surpris l'entourage du chancelier, compte tenu des circonstances. « Coup de gueule » malencontreux dans la forme et le moment (même s'il ne l'est pas nécessairement sur le fond) ou, au contraire, flèche décochée de propos délibéré ? La coopération franco-allemande, de toute façon, en a vu et entendu bien d'autres.

BERNARD BRIGOUÈRE.

(Lire page 40 : L'efficacité des normes allemandes.)

Diverses personnalités créent à Paris une Internationale de la résistance

Des exilés politiques de nombreux pays se sont retrouvés lundi 16 mai à Paris, dans un hôtel de la capitale, pour soutenir la création de l'Internationale de la résistance, organisation qui vise à « opposer un front uni à la menace d'un asservissement généralisé ». Cette Internationale, a déclaré son président, le dissident soviétique Konstantin, « soutient toutes les victimes des dictatures, mais, dans la hiérarchie des dangers, le totalitarisme soviétique occupe la première place ».

Parmi les membres du comité de soutien, outre M^{me} Veil, figurent des personnalités aussi diverses que M. Bernard Stasi, M^{me} Marie-Madeleine Fourcade, Marie-France Garand, M^{me} Raymond Aron, André Glucksmann, Bernard-Henri Lévy, Ionesco, Arrabal, Yvan Mouchet, Gérard Lesormes, Jean-Marie Benoist, Jean-François Revel, Pierre Dax, Pierre Emmanuel, Philippe Sollers, Claude Roy, Jorge Semprun, Milovan Djilas, Jacques Brody, M^{me} Claude Brody, et de nombreuses personnalités étrangères.

Libres opinions

1933-1983

par JACQUES et CLAUDE BROUYELLE (*)

Il y a cinquante ans, Hitler triomphait en Allemagne. L'Occident, plutôt que de prendre le risque de combattre le nazisme naissant, livra un à un les peuples à l'esclavage ou à l'extermination. L'aveuglement des dirigeants politiques, le pacifisme des populations qui les acclamèrent alors, nous paraissent aujourd'hui une criminelle aberration contre laquelle nous serions désormais immunisés.

Et pourtant... le même esprit de capitulation continue de guider certains hommes politiques occidentaux qui acceptent de livrer un peuple par an au communisme avec, en prime, les crédits et la technologie dont il a besoin pour nous asservir, convaincu d'assurer ainsi la paix et notre survie.

L'histoire est-elle si mauvaise pédagogue que les peuples libres sont-ils les pires des canailles pour ne pas avoir retenu cette leçon essentielle : face au totalitarisme, une seule politique, la résistance ? Résister dès aujourd'hui lorsqu'on est encore libre et que l'on dispose des moyens de se défendre ; soutenir tous ceux qui n'ont plus d'autre choix que la résistance sous la botte de l'occupant ou la servitude.

Nous sommes loin du compte. Déjà près de la moitié du monde est soumise à l'emprise du communisme. Ses méthodes barbares, son cynisme, sa puissance militaire, terrifient certains et les conduisent peu à peu à chercher d'illusoires refuges dans de nouvelles capitulations. Loin de l'espérer, les concessions ininterrompues lui prouvent seulement l'aveuglement suicidaire de l'Occident. Loin d'arrêter son expansion, elles l'incitent à la poursuivre sans risques. Loin de favoriser la paix, elles conduisent une véritable prime à l'agression. Et, déjà subjugués, on peut voir des hommes et des femmes libres tendre leurs poings vers les chaînes en criant : « Plutôt rouges que morts ! » Comme si le communisme, c'était la vie, comme si c'était la paix ! Comme si l'Occident n'avait pas la guerre perdue, et d'abord une guerre civile impitoyable, livrée contre les peuples qu'il domine, qui, depuis 1917, a fait plus de victimes que les deux guerres mondiales réunies. Personne n'oserait plus dire aujourd'hui : « Plutôt nazi que mort ! » Différent sur certains points du nazisme, le communisme présente pourtant un bilan tout aussi effroyable ; mais il est encore loin d'inspirer la même horreur, de soulever contre lui la même indignation.

Si l'on veut bien considérer que les régimes communistes ne respectent pas scrupuleusement les droits de l'homme, voire même admettent enfin l'ampleur du Goulag, c'est pour ajouter aussitôt qu'ils auraient enregistré de grands succès dans la lutte contre la misère et la faim. Hélas ! c'est sous le régime soviétique que l'Ukraine, véritable grenier à blé, connut trois famines (21-22, 32-33, 46-47) qui la transformèrent en un vaste cimetière où gisent huit millions de cadavres. C'est sous le règne de Mao que la Chine enregistrera sa plus grande famine des temps modernes : vingt millions de morts, selon le chiffre officiellement admis aujourd'hui par Pékin.

Le communisme peut ajouter à son actif d'être devenu le foyer principal de l'antisémitisme mondial. Contre les démocrates, et fidèle à l'esprit du pacte germano-soviétique de 1939, l'U.R.S.S. n'hésite pas, aujourd'hui comme hier, à soutenir des dictatures fascistes, telle l'Argentine, ou les plus oppressifs des régimes arabes. Et l'on retrouve ainsi, unis dans la même croisade terroriste, nostalgiques du III^e Reich et brigades rouges de la mort.

Après un tel bilan, une conclusion s'impose qu'on ne doit pas oser de marteler : « Qui ne lutte pas contre le communisme ne peut se prétendre antifasciste. » Socialisme et barbarie : tel est l'avenir radieux qui nous est promis et que se préparent les démocraties en fuyant leurs responsabilités.

Et pourtant, bien que surmenée par l'U.R.S.S., les régimes arabes prosoviétiques et l'O.L.P. ont enregistré échecs sur échecs dans leurs tentatives tranquillement avouées de rayer Israël de la carte ; partout où le communisme rencontre une ferme résistance, que ce soit à Berlin en 1948, en Corée, à Taiwan, partout il a reculé, sans qu'éclate une troisième guerre mondiale. Il n'est plus possible d'en douter : quelle que soit sa puissance militaire, la force principale du communisme, c'est la faiblesse de l'Occident. Le communisme ne comprend que la force et ne respecte qu'elle.

Mais l'Occident n'a pas seulement peur de l'armée rouge, il a peur aussi de la liberté. C'est en effet ne plus croire aux valeurs démocratiques que d'affirmer la liberté bonne pour les Occidentaux, et superflue pour les peuples de l'Est ou du tiers-monde. Ainsi fait-on doublement le jeu du communisme : d'abord en cédant à sa force, ensuite en soutenant des dictatures d'un autre âge. S'il est très naïf de ne vouloir lui opposer que le perfectionnement de la démocratie, il est suicidaire aussi de le combattre par le perfectionnement de la dictature. Hors la nouvelle Nomenklatura locale, rares sont les Cubains, par exemple, qui n'admettent pas que le régime de Castro soit pire que celui de Batista. Il n'empêche que c'est aussi en soutenant des dictatures que l'Occident prépare le terrain à l'instauration inéluctable d'un régime communiste pire encore : la voie de la facilité et de l'indifférence l'a trop souvent conduit à s'appuyer sur de bien curieux souteneurs de la démocratie, généraux chamarrés ou potentats locaux. La démocratie se contre-entend. Apport inestimable de la culture occidentale à l'humanité tout entière, elle doit être cultivée avec acharnement et passion.

L'histoire est tragique et complexe. Elle nous a vus nous aller avec Staline contre Hitler. Elle voit aujourd'hui les résistants afghans se jeter contre les blindés soviétiques le badge d'un ayatollah sanguinaire à la poitrine. Face au communisme, on ne trouve pas partout des forces démocratiques sur lesquelles s'appuyer. Mais, au risque de se trahir, la politique des démocraties doit savoir, à chaque défi de l'histoire, résoudre cette impossible équation : le maximum de liberté pour le minimum de dictature.

(*) Écrivains et journalistes.

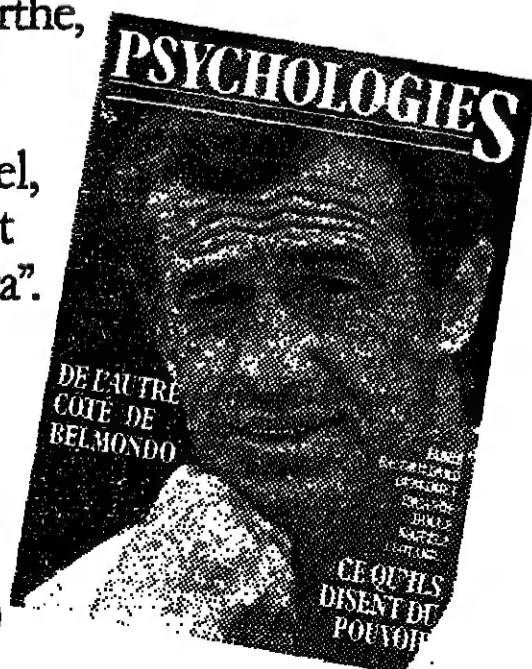
SEXOLOGUES. LEUR FONCTION CREE-T-ELLE L'ORGASME?

Psychologies, un nouveau magazine vous révèle chaque mois les gens tels qu'ils sont, ce qu'ils font, ce qu'ils pensent. Belmondo, Dubedout, Baudrillard, Desarthe, Fabre, Séguéla, Douce, Léotard, Escaude, Françoise Gaspard, un sexologue...

Psychologies, un nouveau mensuel, parce que comme le titre Pierre Dumayet dans sa chronique "les gens sont comme ça".

PSYCHOLOGIES

Un nouveau magazine est arrivé chez votre marchand de journaux.



DISCOUNT AIR SERVICE de Paris ALLES-RETOUR
EN JUILLET ET EN AOÛT
NEW YORK 2 530 F (ALLER 1 400 F)
9, bd des Capucines, Paris 2^e - Tél. : 266.42.44
à Lille 55.54.56 • à Bordeaux 92.23.23
à Toulouse 21.16.75 • à Lyon 89.5.16.40
Lc 87 **INTER CHART'AIR**

هكمان الأول

Bangladesh

Cent millions sur une éponge

II. - L'Islam, la démographie et la démocratie

De notre envoyé spécial ANDRÉ FONTAINE

Dans un premier article (le Monde du 17 mai), André Fontaine a décrit le Bangladesh, delta fait pays, qui détent, parmi bien d'inquiétants records du monde, celui de la densité démographique et qui se trouve être le plus peuplé des Etats les plus pauvres. Il examine aujourd'hui les atouts dont il dispose et qui devraient persuader le monde extérieur de continuer de l'aider.

Dacca. - Le chef de la junte du Bangladesh porte un titre curieux, repris du temps de la férule pakistanaise : « administrateur en chef de la loi martiale », en abrégé C.M.L.A. Au début, c'était un porte-parole. Les baines de foule aidant, il commença à faire figure de chef. Il est tout mince, l'air timide et doux, d'une parfaite simplicité. Il paraît convaincu, sinon convaincant, jusqu'à l'explosion de la conception de la démocratie. Les partis politiques s'agitent dans la ville, au profit d'intérêts exclusivement particuliers. Il faut repartir de la base (Grassroot democracy). On dira d'abord, l'hiver prochain, les conseils de groupes de villages (thana) puis ceux de district. Dans un an et demi, on enverra à nouveau des députés siéger dans le Parlement, dont les bâtiments de béton en forme de trèfle à quatre feuilles sont l'une des curiosités de Dacca. A noter d'ailleurs, à l'appel de ce discours, assez voisin de celui de certains jeunes officiers du temps de la guerre d'Algérie, que les partis politiques, qui foisonnent, ont toujours pignon sur rue et dialoguent officiellement avec le C.M.L.A. En revanche, la presse se plaint d'être contrôlée, et, pour en savoir plus, il faut écouter la B.B.C., dont les émissions jouent un rôle considérable. La condamnation au mois de mars à dix ans d'emprisonnement rigoureux d'une personnalité libérale comme Moudud Ahmad, sous prétexte que lorsqu'il était vice-premier ministre il avait occupé une maison abandonnée et abusivement utilisé une voiture officielle, a provoqué de vives inquiétudes.

On comprend que n'ait guère dénoté l'hostilité des nostalgiques de « Sheikh Mujib », même si certains d'entre eux sont prêts à admettre que le C.M.L.A. cherche en vain à améliorer le sort des plus pauvres. Le projet du pouvoir de rendre l'enseignement de l'arabe obligatoire dès l'école primaire a fait monter la fièvre, dans la mesure où il rappelait les tentatives jadis faites par le Pakistan pour substituer l'urdu au bengali. Pour protester contre ce projet, les étudiants de la capitale ont déclenché en février dernier une manifestation qui s'est heurtée à la police. Celle-ci a tué, faisant au moins trois morts. Les universités ont toutes été fermées, mais elles ont rouvert progressivement leurs portes et le retour à la normalité est prévu à brève échéance. Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées, quitte, pour la plupart, à être relâchées par la suite.

Le deuxième pays musulman

Faut-il en conclure que le Bangladesh est touché lui aussi par la vague du fondamentalisme islamique ? Avec 88 % de fidèles, il vient en seconde position dans la liste des pays musulmans les plus peuplés, immédiatement après l'Indonésie, et bien avant quelque pays arabe que ce soit, mais ses dirigeants se veulent « secular », laïques, bien que leur régime se réclame de l'Islam. Est-ce pire que le communisme ? nous demande le « chief ». Dans un pays comme le nôtre, il faut que les gens croient en Dieu, qu'ils sachent faire la différence entre le bien et le mal ; quant à l'enseignement de l'arabe, il s'agit seulement de permettre aux enfants de lire le Coran sans en comprendre le sens autrement que par la traduction : les imams l'ont toujours fait. Moyennant quoi le général Ershad, qui ne boit pas d'alcool, trouve tout naturel que les écoliers hindous ou chrétiens reçoivent aussi cet enseignement, sur l'efficacité duquel on peut se permettre d'éprouver un certain scepticisme, compte tenu de l'en-

ronnement matériel et culturel dans lequel ils vivent.

Certains esprits forts expriment quelques doutes sur les motivations profondes de ces références appuyées à l'Islam, y compris celle qui figure dans la Constitution. Ils seraient pour leur part tentés d'y voir une satisfaction verbale donnée aux puissances financières du Golfe, toujours tentées de proportionner leurs largesses à la pitié des récipiendaires. De manière tout à fait inopiné, nous avons visité un village où la population hindoue des alentours célébrait joyeusement ses dieux favoris. Un essaim de beautés composait avec leurs sahis, à l'ombre d'un immense banyan, un arc-en-ciel à faire pâlir Mathieu. On n'avait pas le sentiment d'une minorité persécutée. Sauf à recueillir un peu plus tard les doléances de l'héritier désargenté du propriétaire d'autrefois contre les juges qui prétendaient si peu d'attention à la présence sur ses terres de squatters musulmans.

La misère, plus qu'un fanatisme dont on ne signale guère de traits, explique qu'on ne dispute ces sols parcimonieux. Impossible d'en venir à bout si l'on ne parvient pas à tarir un peu le flot de la démographie. C'est à quoi s'emploie le pouvoir, jusqu'à organiser pour les imams, en haut de l'immense mosquée - financée par des fonds venus du Golfe, avec reproduction grandeur nature, mais en blanc, de la fameuse pierre noire de La Mecque, - des stages de formation accélérée d'apôtres du contrôle des naissances.

Une aide importante

Pour le reste, le Bangladesh doit miser sur le ciel, qui en déclenchant plus ou moins tôt, et avec plus ou moins d'abondance, le déluge de la mousson peut lui apporter aussi bien un mieux relatif que des catastrophes en chaîne. Miser aussi sur la bienveillance du monde extérieur,

qui, en dehors de tout devoir de solidarité élémentaire, serait bien mal avisé de laisser s'enflammer à nouveau ce babil de poudre aux portes de l'Assam et de la Chine.

On est plutôt surpris à vrai dire par l'ampleur de l'aide financière reçue de l'étranger, et qui représente 75 % des ressources affectées au développement : 12 milliards de dollars depuis 1971, soit pas loin de l'équivalent - nominal - de la totalité des crédits du plan Marshall. Mais une estimation répandue veut que 60 % de ces fonds aient été détournés de leur destination. Aussi bien la chasse à la corruption est-elle une fois de plus à l'ordre du jour.

Le Fonds international pour le développement agricole n'a pas moins de cinq projets en route. La C.E.E. a fourni l'an dernier 150 000 tonnes de céréales. Le Bangladesh ne paye que le transport, mais il est très onéreux, et le fait est que, l'un dans

l'autre, les importations de grain diminuent, ce qui contribue à expliquer la réduction déjà signalée de la ration quotidienne de calories. Un effort reste donc à faire si l'on ne veut pas, compte tenu de moussons de plus en plus irrégulières, voir s'étendre les ravages de la sous-alimentation. Mais ce qui devrait certainement recevoir la priorité, c'est la multiplication des pompes et l'éducation des paysans, de manière à mettre ce peuple, à tous égards très capable, en position de mieux s'aider lui-même.

Le cas de la plupart des pays les moins avancés est considéré comme quasi désespéré. Celui du Bangladesh ne devrait pas l'être, parce qu'il dispose d'un sol riche, d'une eau abondante - qu'il reste à maîtriser et à régulariser, - d'importantes ressources de gaz naturel, et qu'il demeure le premier producteur mondial de jute. Le pouvoir mène cette année sur une récolte record de 15 millions de tonnes de céréales, mais le risque est grand de voir les

querelles intestines faire obstacle à un développement qui n'est concevable que par la mobilisation de toutes les ressources de la nation. C'est donc un devoir, pour les gouvernements soucieux de paix, d'encourager la junte à persévérer dans la voie du retour progressif à la démocratie qu'elle a solennellement promise.

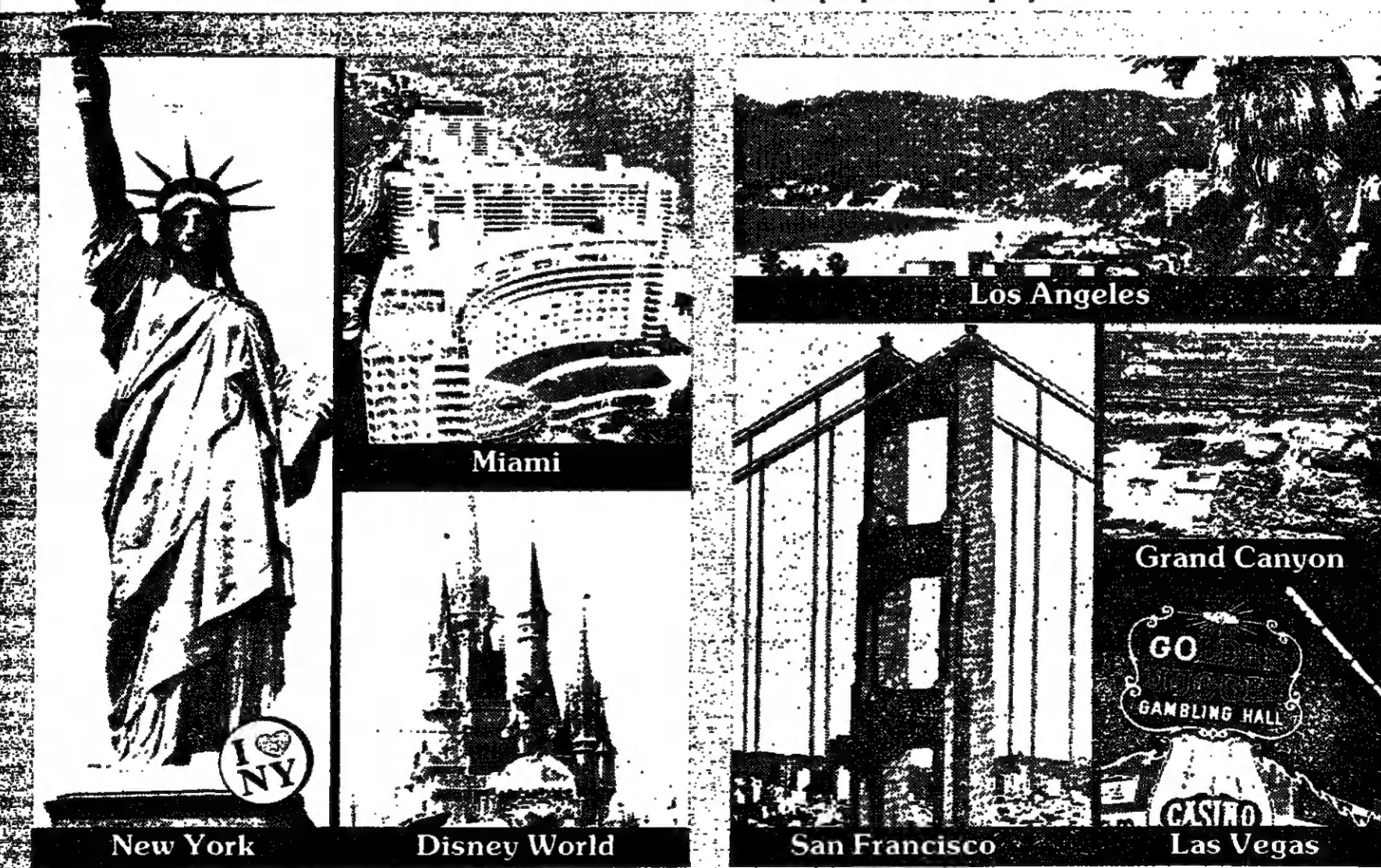
La France a son rôle à jouer. Certes sa présence est modeste, encore que le superbe aérodrome de la capitale soit son œuvre et qu'elle en ait couvert le gros des frais. Mais on n'a pas oublié ici que François Mitterrand avait pris fait et cause, en 1971, pour l'indépendance du Bangladesh. On est sensible au fait que notre pays a largement accru, depuis que la gauche est au pouvoir, son aide aux P.M.A. Ce qu'on lui demande aujourd'hui avant tout, c'est de ne pas oublier la promesse faite par le président de la République au général Ershad, lorsqu'il l'a reçu en février, de lui envoyer très rapidement un de ses ministres. Rien n'est plus nécessaire, lorsque l'on se débat dans le pétrin, que de savoir que quelqu'un se soucie de vous.

FIN

Comment TWA vous rend l'Amérique possible.

Visiter l'Amérique reste possible cette année, même avec des moyens limités. TWA "Flâneries Américaines" vous offre toute une palette de formules de vacances aux USA à des prix très raisonnables.

Vous pouvez partir 2 semaines en demi-pension, en voyageant à votre rythme - 1150 F seulement étant déduits de votre carnet de change, vous resterez 1850 F d'argent de poche, soit près de \$ 20 par personne et par jour.



Flâneries en Floride.

Cette formule comprend : le vol TWA Paris - New York, le vol New York - Orlando et le vol Miami - Paris ; la location d'une voiture pendant 12 jours, kilométrage illimité : deux nuits à New York, 4 nuits à Orlando et 8 nuits à Miami, dans des hôtels de 1^{re} catégorie en demi-pension, plus l'entrée à Disney World et Epcot.

Flâneries sur la côte Ouest.

Cette formule comprend : le vol TWA aller-retour Paris - Los Angeles, la location d'une voiture pendant 15 jours, kilométrage illimité : 3 nuits à Los Angeles, 1 nuit à Phoenix, ainsi qu'à Grand Canyon, Bryce et Las Vegas, 2 nuits à Fresno, 3 nuits à San Francisco, 1 nuit à Monterey et la dernière nuit à Los Angeles, dans des hôtels de 1^{re} catégorie en demi-pension, plus l'entrée dans tous les Parcs Nationaux de votre trajet.

Et bien d'autres... Ce ne sont là que deux exemples parmi tant d'autres - Alors n'oubliez pas : TWA "Flâneries Américaines" peut vous faire voyager en Amérique, même avec des moyens limités - Consultez votre agent de voyages TWA à Paris, ou Loisirs SA, l'Agent Général de TWA à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice et Strasbourg.

Vous plaire nous plaît.

● RECTIFICATIF. - Le centre d'information des Nations unies nous signale que le nombre des « pays les moins avancés » est maintenant non pas de trente et un, comme nous l'avons écrit hier par erreur, mais de trente-six. L'Assemblée générale a en effet inscrit cinq nouveaux pays sur la liste en date du 17 décembre dernier. Il s'agit de Djibouti, de la Guinée-Equatoriale, de Sao-Tome-et-Principe, de la Sierra-Leone et du Togo.

Le Monde

politique

Paroles, paroles...

« L'important, ce ne sont pas les paroles, ce sont les actes », estime M. Max Gallo. Le porte-parole du gouvernement pense qu'il remet ainsi à leur juste place les interventions critiques de M. Georges Marchais sur la politique économique et sociale du gouvernement.

M. Gallo, à propos duquel le président de la République ne tarit pas d'éloges parce que, selon M. Mitterrand, il écrit et parle bien, paraît oublier que, si le verbe ne servait pas, à l'occasion, à exprimer la cohérence de l'action, il ne servirait pas, depuis près de deux mois, secrétaire d'État chargé de distiller la bonne parole. M. Gallo a pour mission de mettre en valeur les actes du gouvernement. Il mesure donc parfaitement — beaucoup mieux en tout cas que ce qu'il en dit avec une apparente modestie — le poids des mots.

Il sait que les mots, en politique, comptent parfois plus que les motions, les résolutions, les votes, les actes. Ainsi M. Georges Marchais s'efforce-t-il de privilégier les désaccords de son parti avec le plan d'austérité plutôt que l'accord exprimé à l'Assemblée nationale sur la politique d'un gouvernement dont le P.C.F. est partie prenante.

Lorsque M. Gallo tient pour négligeable ce qui est dit et ne considère comme important que ce qui est fait par les communistes et les socialistes au Parlement et au gouvernement, il ne parle pas autrement que M. Raymond Barre naguère. Premier ministre, M. Barre feignait de ne s'intéresser qu'aux actes du R.P.R., c'est-à-dire aux votes de confiance de ses députés, et non pas aux propos contestataires de leur chef de file, M. Jacques Chirac.

M. Michel Poniatowski, lui, ne s'y était pas trompé. Fort d'une longue expérience en la matière, il qualifiait M. Chirac, en 1977, de « plus grand commun d'obstacle de la majorité ». Le temps lui a donné raison pour peu que l'on prenne en compte la contribution personnelle de M. Chirac à l'échec de M. Valéry Giscard d'Estaing en 1981.

Il est vrai qu'aujourd'hui la concurrence pour le titre est plus vive qu'hier. Entre M. Marchais, M. Chevènement et divers autres contestataires socialistes de la politique gouvernementale, le championnat reste ouvert. Cet éparpillement, cette débâcle d'énergies concurrentes et désordonnées permettent à

M. Gallo, d'une pirouette, d'affirmer en sa « sagesse » que, « lorsqu'un gouvernement représente plusieurs courants politiques, ce qui compte [...] c'est le plus grand commun rassembleur ».

Le « plus grand commun », malheureusement, ne rassemble guère. M. Bertrand Delanoë, porte-parole du parti socialiste, le constate avec un rien d'amertume. « J'admire, dit-il, les 32 % de Français qui disent que ça va bien, et je me demande si tous les dirigeants de la majorité en font partie. » M. Delanoë ne vise pas M. Marchais, qui, selon lui, « n'a pas dit grand-chose, en tout cas pas grand-chose de nouveau », mais plutôt quelques-uns de ses turbulents amis socialistes. Porte-parole du parti socialiste tout entier, M. Delanoë n'aura bientôt plus rien à dire tant il lui est difficile de découvrir le plus petit dénominateur de langage commun.

Il ne reste au porte-parole du P.S. qu'un terrain de manœuvres parfaitement dégagé : la droite, qui permet à la gauche de se rassembler. D'autant qu'elle joue le jeu sans déplaisir et même, pour ce qui est de M. Michel Poniatowski, avec enthousiasme. Après avoir qualifié le chef de l'État de « machine des adresses », puis de « super Charlot », il lui décerne aujourd'hui le titre de « guide suprême de l'erreur ».

L'ex-lieutenant — et toujours proche — de M. Giscard d'Estaing affirme qu'il n'existe pas de « complot » fomenté par la droite afin de déstabiliser le pouvoir et se moque de ceux qui, à gauche, y croient. Dont acte. Mais il est, pour sa part, l'organisateur d'un complot de la formule essence. Il ne le discute pas au hasard. Le coup du « super Charlot » avait provoqué un tel tapage qu'il avait quelque peu occulté le discours de Figeac sur le redressement économique prononcé par M. Mitterrand le 27 septembre. Celui-ci « guide suprême de l'erreur », et du « gouvernement de tords et de ringards » est peut-être destiné à pirater les interventions du chef de l'État sur le nouvel ordre économique mondial.

A moins qu'elle s'use par l'escalade phénoménale dont M. Poniatowski devrait être victime, — la parole, contrairement à ce que dit M. Gallo, compte parfois au moins autant que les actes.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Les « appelés volontaires » ne pourront

La politique militaire du gouvernement de gauche serait-elle mieux appréciée sur les bancs de l'opposition que sur ceux de la majorité ? M. Heron, ministre de la défense, aura pu avoir cette impression, lundi 16 mai, à l'Assemblée nationale, lors du débat sur la réforme du service national.

Certes, au moment du vote, chacun a regagné son camp d'origine, mais en prenant des positions assez divergentes au cours de la discussion : le R.P.R. est favorable à l'instauration d'un service militaire plus long pour les volontaires ; il votera contre un projet de loi dont c'est la principale innovation, parce qu'il se juge dans le « broadland » quant aux intentions du gouvernement sur la « véritable » réforme du service qu'il attend. L.U.D.F. est réservée devant ce même volontariat ; elle ne fera que s'abstenir, reconnaissant les « avantages » du projet mais aussi

disait sa conscience, mais il faut aussi garder à l'esprit que l'on ne peut vouloir à la fois une chose et son contraire : la conscription et la possibilité pour chacun d'y échapper à sa guise.

Qualifiant lui-même son projet de « démarche prudente », M. Heron explique qu'il s'agit de « permettre le changement sans pour autant casser notre outil de défense ».

Justifiant la possibilité pour les jeunes d'allonger leur temps de service national, le ministre de la défense explique qu'il ne s'agit pas de créer « un ponton pour jeunes chômeurs » mais de « permettre que soient mieux assurées les fonctions qui dans les armées demandent le plus de stabilité et d'accommodement mal d'une rotation accélérée des titulaires ».

Il s'agit aussi, ajoute-t-il, de rendre possible, « une fois la démonstration faite qu'il existe une ressource pour remplir ces postes, l'étude sérieuse et responsable d'une réduction ultérieure de la durée normale du service ».

Parlant de l'extension du nombre de gendarmes auxiliaires, M. Heron assure que ceux-ci « ne participeront pas à des opérations de maintien de l'ordre et d'une façon plus générale à toute mission leur faisant courir des risques inacceptables (...) ». Il est donc exclu notamment qu'ils viennent renforcer les forces de gendarmerie mises en action à l'occasion de manifestations ou assurant la garde des ambassades étrangères.

Les objectifs doivent prouver leurs convictions. A propos de l'objection de conscience, il affirme : « La libéralisation des conditions d'exercice du statut repose sur la conviction qu'il n'est pas possible de sonder les consciences. C'est pourquoi la seule véritable preuve de la sincérité des convictions d'un candidat à l'objection réside dans l'acceptation par celui-ci d'effectuer un service d'une durée plus élevée que celle du service militaire, en l'occurrence fixée à deux ans. » Mais il rappelle que moins de 0,5 % du contingent refuse de porter les armes.

M. Paturel (P.S., Rhône), rapporteur de la commission de la défense nationale, sur le même sujet affirme : « Tout citoyen se déclarant personnellement opposé à l'usage des armes doit ainsi pouvoir bénéficier du statut d'objection de conscience. Mais devons-nous dans ce monde troublé céder à un pacifisme unilatéral et banaliser l'objection de conscience ? Je pense comme l'Assemblée du parti socialiste, qu'en dehors de circonstances géopolitiques particulières qui ne concernent pas la France le pacifisme ne conduit pas nécessairement à la paix. Dans un Occident où la société de consommation et le moral contribuent à amoindrir les esprits, demander aux jeunes objecteurs d'assumer leur idéal n'est pas les pénaliser mais leur demander de cautionner un choix louable mais difficile. Tout calcul de durée peut paraître simpliste mais il n'est écrit nulle part dans la Constitution que l'uniformité coïncide avec l'égalité ».

M. Dollo (P.S., Côte-du-Nord), rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, reconnaît : « Ce n'est pas le texte qu'attendait de nombreux Français. » Il affirme : « Les aspirations à la réduction du temps du service en

particulier sont d'autant plus fortes qu'elles s'appuient sur des engagements. » Puis il fait remarquer : « Les objecteurs de conscience acceptent que la libéralisation de l'admission au bénéfice du statut soit assortie d'une durée du service plus longue. Il reste à déterminer à partir de quelle durée l'engagement du service apparaît davantage comme une sanction que comme une nécessité. L'actuel doublement du temps du service ressortit plutôt, aux yeux de certains, à la première catégorie. »

M. Darbot (P.S., Manche), le président de la commission de la défense, lui-même, a reconnu que les conceptions de Jaurès sur « l'armée nouvelle » risquaient d'être mises à mal. Surtout, les députés

même compte tenu de l'augmentation prévisible du chômage, vous risquez de ne pas atteindre vos objectifs si vous offrez si peu d'avantages aux volontaires pour un service prolongé : 937,50 F pour un deuxième classe contre 1 400 francs pour un chômeur, c'est une sorte d'incitation à rebours. » Il ajoute que la défense du territoire

appelle la concours permanent de la nation en armes (...). C'est la vocation du contingent attaché à son terroir que de défendre, autour de son clocher, le sol de la patrie. Un service plus court suffirait alors, pourvu qu'il soit régional, intensif et réellement universel (...).

Mais, je vous l'accorde, la réforme doit être progressive sous peine de casser l'outil. »

M. Nilles (P.C., Seine-Saint-Denis) fait part des réserves de son groupe sur le nouveau statut des objecteurs de conscience : « Nous craignons que la référence à des raisons de conscience ouvre la porte à une avalanche de dossiers. Nous respectons l'objection de conscience en tant que telle et proposons que les jeunes gens opposés pour des motifs religieux ou philosophiques à l'usage personnel des armes soient admis à effectuer un service civil dans une administration de l'État ou des collectivités locales (...). Nous proposons enfin que le service accompli par les

M. Bigard (U.D.F., Meurthe-et-Moselle), après s'être félicité de la plupart des dispositions prévues par ce texte, affirme : « Au-delà de vos mesures et de vos « mesures », il faut voir ce qu'il en est des jeunes de moins de vingt ans. S'ils passent leur temps à compter les jours et à attendre la « quille », mieux vaudrait franchement leur armer de mâtrot. »

M. Lancien (R.P.R., Paris) regrette que le gouvernement « subordonne les dispositions concernant l'accomplissement du service national à la mise en place du dispositif antichômage ». Puis il remarque : « Nous sommes de plus en plus nombreux à être pour un service modifié, avec un service plus long pour les forces de manœuvres et d'intervention. (...) Nous sommes par conséquent favorables à votre système de volontariat (...). Mais,

Propos et débats

M. Poniatowski : tocards et ringards

M. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'intérieur, qui était lundi 16 mai, l'invité du club Figaro Magazine, a notamment dénoncé « la bêtise et l'ignorance » du gouvernement, notamment, selon lui, de « tocards et de ringards ». Il a estimé que le chef de l'État et le gouvernement font la preuve d'une « inquiétante rapidité intellectuelle » et d'une « parfaite ignorance de l'état d'esprit réel du pays » quand ils croient à « un complot de droite et de centre ».

Gouvernement de l'erreur et de l'échec, le gouvernement socialo-communiste est aussi celui du mensonge et des promesses non tenues », a affirmé M. Poniatowski qui pense que l'autisme sera « redoutable » avec notamment la perspective d'une nouvelle dévaluation ou plus grave la sortie du S.M.E. ».

Le président d'honneur du P.R. a encore qualifié — entre autres aménités — M. Mauroy de « suprême menteur de la République » et M. Mitterrand de « guide suprême de l'erreur ». Il considère que les « socialistes se révèlent des pratiquants avérés de l'intolérance, de l'exclusion, du monopole politique » et que leur « action aboutit, depuis deux ans, à la mise en cause des libertés ». Il a ajouté : « Dans la tourmente qui se prépare, les institutions de la cinquième République réservent au chef de l'État la décision... l'espoir est de voir, pour le bien du pays, le réalisme l'emporter demain. Ce qui signifierait un changement d'hommes et d'action et par là de nouvelles élections législatives anticipées. Si la chose est comprise, une nouvelle donne est possible ; si elle ne l'est pas, nous entrerons dans la nuit et le broadland. »

M. Le Pen : le bouc émissaire

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a violemment réagi, lundi 16 mai, aux propos récemment tenus par M. Pierre Mauroy devant la Ligue française de l'enseignement (le Monde du 13 mai). Le premier ministre avait déclaré : « Les groupes d'extrême droite seront chassés comme la République sait le faire envers ceux qui ne le respectent pas. »

M. Le Pen, qui refuse cette étiquette d'extrême droite, s'est senti « directement agressé » dans la mesure où, a-t-il expliqué, « on contribue à vouloir ranger le Front national sous cette appellation ».

Il s'est demandé si le premier ministre « ignore que nous nous trouvons dans un État de droit, et qu'il n'existe pas de responsabilité collective. » En conséquence, a-t-il précisé, « ne pouvons être chassés que les individus qui ont commis une infraction, un délit ou un crime. Le châtiment dépend alors, non pas du pouvoir exécutif, mais du pouvoir judiciaire. » « L'extrême droite est un bouc émissaire commode », a-t-il poursuivi, avant d'avouer son inquiétude de la voir frapper de « proscription » au fur et à mesure que « s'aggraveront les tensions ».

M. Delanoë : le Chili

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du parti socialiste, a déclaré, lundi 16 mai : « Il est extraordinaire qu'au moment où au Chili un mouvement populaire tente de s'exprimer, qu'au moment où l'échec de Pinochet est flagrant sur les plans social, économique, politique, démocratique, la droite ne parle que de l'échec d'Allende. Allende a été jugé par les armes et non par les urnes. Comment des pans de la droite française peuvent-ils faire des tartines sur Allende alors qu'il s'agit de l'échec de Pinochet ? Comment peuvent-ils faire un parallèle avec la gauche française ? Qui rêve de Pinochet ? »

M. Gallo : les actes

M. Max Gallo, porte parole du gouvernement, a estimé lundi 16 mai à propos des déclarations de M. Georges Marchais sur le plan de rigueur : « L'important, ce ne sont pas les paroles, ce sont les actes. » « L'important, a-t-il ajouté, c'est l'union et la convergence de tous les partis de la majorité au sein du gouvernement. »

Parlant des critiques adressées à la politique du gouvernement par des représentants des partis de la majorité, M. Gallo a affirmé que « ce qui importe, c'est le comportement des représentants de ces partis soit à l'Assemblée nationale, soit au gouvernement. » « La politique définie par le gouvernement est celle de tout le gouvernement et il n'y a pas d'autre politique », a-t-il dit.

FSL USA - ANGLETERRE
(1) 544.62.20

- SÉJOURS EN FAMILLE / JEUNES 12 à 18 ANS
- COURTS ET ACTIVITÉS
- STAGES INTENSIFS / ADULTES / TOUTE L'ANNÉE
- SÉJOURS EN FAMILLE/TOUTE L'ANNÉE/SUMMER
- CAMPS / UNE ANNÉE SCOLAIRE / JEUNES 12 à 18 ANS
- STAGES INTENSIFS ADULTES UNIVERSITÉ / CIRCUITS

Cochez la ou les brochures souhaitées et retournez avec nom et adresse
F.S.L. 13, rue de Grenelle, 75007 Paris - Tél. : (1) 544.62.20

POUVOIRS
1983 25

les pouvoirs africains

- J.-F. Médard spécificité
- J.-F. Bayart les sociétés face à l'état
- M.-A. Gélle cultures, religions, idéologies
- C. Coquery-Vidrovitch chefferie et tribalisme
- P.-F. Ponsard esquisse d'une typologie
- Ph. de laet les partis
- J.-L. Seurin les régimes militaires
- J.-C. Gauron l'administration
- G. Canac le chef d'état
- C. Lemerchand quelles indépendances ?

Publié avec le concours du C.N.R.S. **puF**

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

L'ANGLAIS à OXFORD et à NEW-YORK

- matin : 15 heures de cours par semaine par groupes de 8 élèves maximum.
- après-midi : tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile.
- solide encadrement franco-britannique.
- sélection rigoureuse et contrôle constant des familles.

OXFORD INTERNATIONAL SCHOOL OF ENGLISH

Approuvé par le British Council
Membre Fondateur de l'INCE
Associé au 1901 - Membre de l'ELCO
21, rue Théophraste Renaudot
75015 Paris - Tél. : (1) 533.13.02

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
SAN FRANCISCO

AMERICAN MANAGEMENT STUDIES

Summer 1983	Fall 1983
5 juillet - 2 septembre	6 septembre - 28 octobre
Finance, Marketing	Economic Analysis
International Business	Operations Research
Niveau Requis :	Chaque programme
2 ^e cycle universitaire	conduit au :
Certification des inscriptions	Diploma of Graduate
le 10 juin 1983	Studies in Management

European University of America, 630 Pine St., San Francisco, CA. 94108 USA
Renseignements et Sélection: Centre d'Information Pour l'Europe
32 Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.30.69

هكذا من الأول

هناك من العمل

MILITAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

servir plus de vingt-quatre mois

socialistes espèrent une réduction de la durée du service militaire ; ils ne l'ont pas obtenue, et le ministre de la défense n'a pris aucun engagement en la matière - bien au contraire, - même si MM. Roblin (P.S., Aisne), Lacombe (P.S., Hérault) et Duprat (M.R.G., Hautes-Pyrénées) l'ont réclamée pour un avenir proche.

Les élus socialistes ont dû se contenter d'une amélioration du statut des objecteurs de conscience. Ils ont même obtenu de M. Heron que le ministre de la défense n'ait plus le pouvoir d'apprécier les demandes des candidats objecteurs. Il est vrai que cette question - alors même qu'elle n'intéresse que 0,5 % du contingent - a représenté l'essentiel des discours des députés du P.S. En leur faisant une telle concession, le ministre les aidait à ne pas s'apaisier sur leur déception quant à la durée du service.

objecteurs ont la même durée que le service militaire afin que les jeunes gens reconnus objecteurs ne soient pas pénalisés par leur statut.

Pas de changement dans la vie quotidienne des appelés

M. Bourard (U.D.F., Morbihan), déclare : « L'essentiel est préservé et nous reconnaissons certaines mesures comme positives. » Mais il fait part des réserves de l'U.D.F. sur le volontariat, sur le nombre de gendarmes auxiliaires et sur le statut des objecteurs de conscience.

Mme Lecour (P.S., Val d'Oise) affirme que « le changement n'apparaît pas encore nettement dans la vie quotidienne des appelés », expliquant que le pouvoir d'achat de leur soldo « a beaucoup diminué depuis 1975 ». Elle ajoute : « Les jeunes ont trop souvent l'impression d'être traités en enfants. » Elle évoque l'« ennui », l'« inactivité » et le « sentiment d'inutilité » qui règnent, selon elle, dans les casernes.

Dans sa réponse aux intervenants, M. Heron confirme qu'il a « bien l'intention de revenir devant l'Assemblée avec un texte élaboré sur le service national ». Mais il ajoute : « Le gouvernement ne mettra en œuvre la réduction du service qu'après avoir vérifié la possibilité de le faire sans mettre en cause la sécurité du pays. »

Abordant la discussion des articles, l'Assemblée définit les diverses formes que peut revêtir le service national : le P.C. retire son amendement qui supprimait de celles-ci « le service des objecteurs de conscience ». Un amendement identique de M. Lancien est repoussé. Sur proposition de la commission de la défense, l'Assemblée modifie l'article L. - 2 du code du service national de façon à ne pas avoir à se prononcer, au cours de cette discussion, sur la fixation à douze mois du service national.

Sur proposition de la commission des affaires sociales et avec l'accord du gouvernement, l'Assemblée limite les possibilités de dispense des obligations du service national pour les jeunes gens « chefs d'une entre-

prise depuis deux ans au moins », en précisant que, pour qu'ils puissent être dispensés du service, leur incorporation devrait avoir « des conséquences inévitables sur l'emploi des salariés par cessation de l'activité » de l'entreprise qu'ils dirigent.

Le gouvernement dépose un amendement qui est adopté et qui donne satisfaction au P.C. et à l'U.D.F. en limitant à vingt-quatre mois la durée totale du service des volontaires acceptant de prolonger leur présence sous les drapeaux.

Sur proposition de la commission de la défense et avec l'accord de M. Heron, l'Assemblée adopte (seul M. Lancien votant contre) un amendement qui explique que « les jeunes gens soumis aux obligations du service national qui, pour des motifs de conscience, se déclarent opposés à l'usage personnel des armes sont admis à bénéficier du statut des objecteurs de conscience ; le projet gouvernemental indiquait, lui, « peuvent être admis ». Dans les mêmes conditions l'Assemblée supprime l'automatisme du retrait du statut aux personnes condamnées

THÉRIER BREHER.

pour insoumission ou désertion mais le tribunal pourra la décider.

Par 329 voix (P.S. et P.C.) contre 159 (R.P.R. et U.D.F.) l'Assemblée, suivant le gouvernement, accorde aux objecteurs de conscience la possibilité d'exercer « une activité politique ou syndicale » en dehors des heures de service et hors des lieux où ils sont employés ; mais il est confirmé que « l'exercice du droit de grève est incompatible avec l'accomplissement de leurs obligations ». En revanche, un amendement communiste déclarant : « Les militaires servant au titre du service national peuvent adhérer aux associations politiques, syndicales, religieuses ou philosophiques reconnues par la loi et y exercer les fonctions qui leur sont confiées en dehors du service », est repoussé par les voix du P.S., du R.P.R. et de l'U.D.F.

Ainsi modifié, l'ensemble du projet de loi est adopté par les députés socialistes et communistes, ceux du R.P.R. votant contre et ceux de l'U.D.F. s'abstenant.

Th. B.

Bientôt treize mille appelés dans la gendarmerie

Un plus grand nombre de recrues du contingent sera affecté dans la gendarmerie, y compris la gendarmerie mobile. L'intention du gouvernement, approuvée par les députés, est, en effet, de porter à 15 % (soit environ 13 047 appelés) des effectifs globaux de la gendarmerie le nombre des gendarmes du contingent, dits gendarmes auxiliaires, alors que cet effectif est, aujourd'hui, de 8 698 hommes (soit 10 % du total des gendarmes en 1983).

Cette mesure a, officiellement, pour objet de permettre l'affectation de gendarmes auxiliaires à des fonctions exercées par des gendarmes de carrière, lesquels seront dégagés de leurs tâches actuelles pour être chargés de missions de sécurité. C'est la raison pour laquelle le projet du gouvernement est de faciliter l'incorporation des appelés volontaires dans la gen-

darmie mobile, à la différence des textes précédents qui limitaient ce recrutement à la gendarmerie départementale. Les gendarmes auxiliaires de la gendarmerie mobile ne feront, toutefois, pas de répression des manifestations (comme les cadres de métier appartenant à cette arme), mais ils pourront, comme leurs homologues de la gendarmerie départementale, accomplir des tâches de maintien de l'ordre (garde aux aéroports, protection d'enceintes militaires, renforts des brigades dans les régions frontalières).

De plus en plus, la gendarmerie fait figure d'une quatrième armée (après l'armée de terre, l'aviation et la marine), qui, de surcroît, prendra certaines responsabilités, aux côtés des forces terrestres, dans la défense opérationnelle du territoire.

Neuf mille volontaires pour un service long en 1983

Toute réduction de la durée du service militaire est suspendue à la réussite d'une expérience préalable - acceptée par les députés - de service long pour des volontaires. C'est cette institution d'un service, au total, de vingt-quatre mois (la durée légale actuelle de douze mois, à laquelle peuvent s'ajouter de quatre à douze mois supplémentaires) que les députés viennent d'approuver, moyennant pour les volontaires des avantages de soldes, de permissions et de formation professionnelle pour un retour à la vie civile.

En réalité, le ministre de la défense cherche, par cette formule, à attirer des jeunes Français - garçons ou filles - qui se soumettraient à un service de seize à dix-huit mois pour exercer, dans les forces, des spécialités techniques ou outre-mer,

des fonctions d'encadrement (aspirants, sous-officiers ou gradés).

On estime, en général, à quarante mille ou cinquante mille postes le nombre des emplois, dans l'ensemble des armées, qui devraient relever d'un service plus long. L'objectif, retenu par le budget de la défense pour 1983, est de recruter environ neuf mille volontaires et les prévisions, pour 1984 et 1985, sont d'atteindre vingt-cinq mille volontaires. C'est, en principe, l'armée de terre qui recevra une grande partie de ces volontaires pour des postes techniques (informatique, notamment).

Dans l'armée de terre, on estime à environ 26 000 F le coût moyen, par an, d'un appelé effectuant un service de douze mois, à 31 000 F celui d'un volontaire pour un service plus long et à 44 000 F celui d'un engagé de trois ans.

LU

LES SOCIALISTES ET L'ARMÉE, DE PASCAL KROP

L'esprit de Jaurès à l'ère nucléaire

Un hymne à Jaurès qui permet à l'auteur de régler en passant quelques comptes personnels avec les actuels responsables de la défense nationale, tel se présente le livre de Pascal Krop, *Les Socialistes et l'Armée*, qui se veut un essai, presque didactique, de mise en perspective de la doctrine socialiste de défense depuis le début de ce siècle.

L'ouvrage est celui d'un sympathisant socialiste qui - en matière de défense - ne dissimule pas sa déception devant les trahisons de la vieille S.F.I.O., impuissante et affaiblie pour cause d'indigence idéologique, devant les positions souvent ambiguës du P.S. issu du congrès d'Epinal, pour cause de compromis à tout prix, et devant les promesses non tenues de l'équipe aujourd'hui au pouvoir, pour cause de réalisme, face aux contraintes de la situation économique.

Entre les socialistes et l'armée, c'est, à en croire l'auteur, toujours cette liaison difficile et tumultueuse qui existe entre des dirigeants « électoralistes » déclarés, soucieux de ne pas bousculer l'appareil de défense, et un lobby militaire conservateur mais resté suffisamment fort pour imposer sa loi dans les ultimes arbitrages.

Sous l'ancien secrétaire d'Etat à la défense, M. Georges Lemoine, sort indemne de cette galerie de portraits où M. François Mitterrand semble, jusqu'à son élection à la présidence de la République, être demeuré fidèle à un « atlantisme » de bon aloi, fort répandu chez les socialistes d'aujourd'hui comme de naguère, et où M. Charles Hernu, l'actuel ministre de la défense, apparaît comme le bouchon au-dessus de la crête des vagues, qui prend le vent au fil des révolutions plus ou moins cohérentes de son parti sur les problèmes de la défense.

Les bons points ou les mauvaises annotations sont distribués par Pascal Krop, au gré de ce qu'il perçoit du respect que les dirigeants socialistes sont censés ou non apporter au

dogme « jaurésien ». Comme si, dès 1910, Jaurès, avec ses propositions de réorganisation de la défense nationale, réunies peu après dans son livre *L'Armée nouvelle*, avait pu pressentir les formidables transformations que la mécanique blindée ou aérienne et l'arme nucléaire dicteraient sous peu aux forces militaires et à leurs états-majors.

Choqué, à juste titre, par ce que l'affaire Dreyfus révélait du système des castes dans l'armée française à l'époque, Jean Jaurès a imaginé une nation en armes qui a toutes les chances, à l'ère nucléaire, d'être offerte en holocauste, telle une armée de poitrines, contre la dissuasion. Pascal Krop a peut-être le tort de croire que ce qu'il appelle le « paysage jaurésien » ne doit pas évoluer.

En définitive, c'est ce par quoi les *Socialistes et l'Armée* pêche le plus : un trop long regard en arrière, une lecture trop curieuse du temps présent. Les dix dernières pages du livre, en décrivant - sans doute trop rapidement - le nouveau visage de la défense française dessinée en 1982, contredisent les cent quarante premières pages consacrées aux querelles du passé sur l'inaptitude ou les hésitations des socialistes à concevoir un outil militaire selon leurs critères.

Chroniqueur militaire du quotidien *la Matin*, Pascal Krop ne peut ignorer que le changement - auquel il aspirait précédemment - vient d'ébranler l'institution de défense, pour la meilleure ou pour la pire.

J. L.

* PUF, 182 pages, 95 F.

« M. Jacques Chaban-Delmas, député (R.P.R.) de la Gironde et maire de Bordeaux a déclaré lundi 16 mai : « Il faut éviter de confondre la lutte contre les inégalités avec l'égalitarisme ». Selon lui, les volontés « d'égalitarisme » pourraient avoir des conséquences plus graves que les déboires monétaires ».

PLANS/CONTREGALQUES
COPIES GRAND ET TRÈS GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT/REDUCTION
ETRAVÉ 38, av. Daumesnil PARIS 12 - 3-347-2132

Le Président

Cher Client,

Vous possédez une carte Avis Express Personnelle, et je vous remercie, au nom de l'entreprise que je dirige, de votre confiance et de votre fidélité.

Vous êtes amené, dans un cadre professionnel à vous déplacer fréquemment hors de nos frontières. A ce titre, les récentes mesures gouvernementales vous concernent directement et je me permets de vous rappeler les informations que nous possédons sur ces nouvelles dispositions.

1- En France et dans tous les pays de la zone Franc, la carte personnelle est valable dans les conditions habituelles.

2- Hors zone Franc, l'utilisation de la carte personnelle est strictement réglementée. C'est la raison pour laquelle je vous conseille notre carte société que vous utiliserez pour vos déplacements d'affaires, sans contrainte particulière.

Cette carte vous sera délivrée sous une huitaine de jours, à réception de votre formulaire de demande de carte Société.

J'ai demandé à Marie-France Auroy 1-776-42-21 poste 6320 de vous apporter les renseignements et toute l'aide dont vous pourriez avoir besoin à ce sujet.

Croyez, Cher Client, que je suis comme chaque membre de la société Avis, décidé à faire mille fois plus, pour vous.

Soyez à nouveau remercié de votre fidélité.

Rolf RUEGG
Président Directeur Général.

R. Ruegg

AVIS
DIRECT BILLING

AVIS EXPRESS

Pour recevoir votre formulaire de demande de carte Avis Express Société, renvoyez ce bon à M.F. Auroy, Avis Location de voitures, Tour Franklin, Cedex 11, 92081 Paris La Défense.

nom _____

prénom _____

n° de la carte personnelle _____

Financements à long terme: 9 questions ardues posées par des directeurs financiers à Morgan



Des responsables de Morgan Guaranty Trust Company et de Morgan Guaranty Ltd, en réunion à Londres. De gauche à droite : Jean-François Buisseret et Michel Enthoven, MGL; Andrew Gurtwright, Morgan Londres; Claus Löwe, MGL; Gonzalo de las Heras, Directeur Général de Morgan Madrid; William Holding, responsable du département European Corporate Banking, New York.

1. Quels avantages économiques y a-t-il à libeller un prêt entre sociétés d'un même groupe dans la devise d'un pays tiers?
2. Peut-on réaliser une économie en remboursant par anticipation une dette en devise?
3. Y a-t-il une justification fiscale à être locataire plutôt que propriétaire?
4. Dans quelle mesure un projet financé sur la base de son rendement escompté améliore-t-il le rapport risque/rentabilité d'un investissement?
5. Comment réduire le coût d'un emprunt obligataire?
6. Peut-on obtenir un financement à long terme à taux fixe dans une devise étrangère si le marché des capitaux de la devise en question n'est pas accessible dans de bonnes conditions?
7. Comment utiliser au mieux des "swaps" de taux d'intérêts pour échanger une dette à taux flottant contre une dette à taux fixe, ou inversement?
8. Comment améliorer la rentabilité d'investissements financiers en tenant compte des contraintes de liquidité, de qualité et de risque de change?
9. Quand un placement privé devient-il compétitif par rapport à une émission publique sur le marché des capitaux?

Les directeurs financiers savent que Morgan peut répondre aux questions que soulève le financement à long terme de leur entreprise.

Nos réponses

La solution à la question 3, par exemple, pourrait être une opération de crédit-bail international réduisant de façon spectaculaire le coût réel du financement des actifs tout en conservant les risques et les avantages économiques de la propriété. La Banque Morgan peut agir à la fois comme mandataire et comme conseil. L'année dernière, nous avons monté de tels crédits-bail pour l'équivalent d'un milliard de dollars.

Prenons la question 5 : pour de nombreuses entreprises, un programme de rachat anticipé d'obligations peut permettre de bénéficier d'un cours au-dessous du nominal.

La réponse à la question 6 a été, dans plusieurs cas, une émission d'obligations couplée avec un "swap" de devises - l'émetteur empruntant dans une devise et remboursant dans une autre; grâce à un contrat de change à long terme. Ainsi, nous avons pu procurer aux emprunteurs un financement dans la devise de leur choix aux conditions les plus avantageuses possibles.

Pour la question 7, Morgan peut offrir à la fois le montage d'un financement à taux flottant ou d'une ligne "backstop", un "swap" d'intérêts et le

lancement d'une émission d'obligations sur le marché international.

La Banque Morgan peut-elle vous aider?

Morgan a les moyens de résoudre n'importe quel problème de financement pour ses clients. Nous pouvons intervenir comme prêteur, comme intervenant sur le marché, comme garant ou souscripteur, ou comme mandataire et conseil pour des syndications de crédits, des placements privés, des opérations de crédit-bail, la gestion de vos risques de change ou de taux d'intérêt. Notre filiale à Londres, Morgan Guaranty Ltd, est un des plus importants chefs de file sur le marché des Euro-obligations.

En faisant appel à la connaissance étendue qu'a Morgan du marché des capitaux, vous vous donnez la possibilité de réduire de manière significative vos coûts de financement à long terme.

Posez-nous des questions

Quelles sont les questions qui posent le plus de problèmes à votre entreprise? Interrogez votre contact habituel chez Morgan ou prenez contact avec Fabian K. vom Hofe, Vice Chairman, Morgan Guaranty Ltd, 30 Throgmorton Street, Londres EC2N 2NT. Téléphone (01) 600.75.45

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France : 14, place Vendôme, Paris. Téléphone : 260.35.60.

Banque Morgan

Membre FDIC

هكزا من النحل

Le Monde

régions

PROFESSION : MAIRE

A VALMONT (MOSELLE)

Un syndicaliste au charbon

De notre correspondant

Metz. - « On m'a fait confiance. » Fort de ce sentiment doublé d'un besoin de rendre service, M. André Lair, militant C.F.T.C. depuis trente-sept ans et maire, depuis dix-huit ans, de Valmont (Moselle), une commune du bassin houiller, incarne l'image de la Lorraine industrielle : son travail, c'est sa vie.

Le 1^{er} janvier 1982, il quitte avec une certaine amertume les Houillères du bassin de Lorraine, où il a fait toute sa carrière comme comptable. Un emploi privilégié pour les contacts humains, reconnaît-il, ceux-là mêmes qui ont orienté son parcours syndical et, plus tard, sa « carrière » de maire. A l'époque, il remplit directement et personnellement aux mineurs leur paye. En acceptant la préretraite à cinquante-six ans, M. André Lair a rejoint le camp des cadres « démobilisés », à l'image d'une région entière. La nostalgie le gagne. Après avoir connu les heures de gloire du charbon, il a vécu, non sans anxiété, le déclin de cette industrie, et il ajoute : « Je ne me suis jamais fait d'illusion sur la reprise du charbon. »

Né à Metz en avril 1925, M. le maire syndicaliste a grandi en Lorraine. Au fil des affectations successives de son père gendarme, il a connu la ville (Metz), la sidérurgie (Hayange-Grande) et le bassin houiller (Saint-Avold). Guerre, résistance, adhésion au gaullisme. A la veille de ses vingt et un ans, il est embauché aux Houillères de Lorraine comme employé aux écritures au siège de Folschviller. L'année 1946 est importante pour la profession : l'adoption du statut de mineur. Il s'inscrit à la C.F.T.C.

La colère des « gueules noires » éclate en 1963. Il est alors élu délégué du personnel. De cette période, il retient une impression de semi-échec. « La décision aveugle et brutale de condamner le charbon a simplement été différée : l'embauche dans certaines mines a été suspendue, mais elle n'a pas disparu. »

Deux ans plus tard un faisceau de sympathies le porte à la mairie de Valmont, une commune voisine de Saint-Avold, grande cité-dortoir des Houillères.

Le maire applique alors la même méthode que le syndicaliste : « aider les gens ». En fait, cette nouvelle fonction n'était à ses yeux qu'un prolongement de celle du militant syndical, avec tout de même des pouvoirs plus étendus. André Lair les met à profit pour favoriser la diversification économique en créant une zone industrielle : 30 % du budget de la commune pendant sept ans.

L'installation de la société Banknecht permet alors la création de plus d'un millier d'emplois... qui ont depuis fondé au fil des difficultés de l'entreprise. La production de cette unité de montage, l'une des plus modernes d'Europe, est arrêtée depuis novembre 1982, et Valmont (2 280 habitants) compte douze demandeurs d'emploi. Une impression de « gâchis », pour le maire.

A l'âge de son quatrième et dernier mandat, il ne manque toutefois pas de projets : construction de logements, d'écoles ; sans oublier l'arbitrage des querelles de voisinage, « les problèmes les plus arides... ».

JEAN-LOUIS THIS.

DANS L'ILE DE HOUAT (MORBIHAN)

Pêcheur, une habitude et une passion

De notre envoyée spéciale

A l'île de Houat (Morbihan) on est pêcheur de père en fils et conseiller municipal par familles entières. Plus de quarante bateaux sont sagement alignés dans le port ; cette flottille représente cent personnes sur les huit cents habitants de l'île. M. Joseph Le Hyaric aligne les chiffres, d'autant plus volontiers qu'il siège au conseil municipal depuis trente ans et qu'il a été élu maire en 1977 après avoir pris sa retraite. Il était marin-pêcheur. Avant lui, son père avait « occupé » la mairie durant vingt-sept ans.

L'île vit de la mer, les casiers à homards qui s'emplissent devant chaque maison le prouvent. « Il y a ici quinze marins de commerce, une trentaine d'artisans et de commerçants, cinq ou six jeunes au service militaire. » Il faut dire que les pêcheurs houatais se sont organisés : ils laissent 2 % du produit de leurs ventes pour l'entretien du port. « Cela fait 120 000 F qui servent à l'entretien et à l'équipement ; on a même pu acheter une glacière. » Ils se sont regroupés en coopérative.

Tout sur la mer

Contrairement à d'autres îles où « les femmes ne veulent pas rester car elles s'ennuient l'hiver », les jeunes marins de Houat n'ont pas de difficultés à convaincre « les jeunes filles venues faire du camping de rester là ». M. Le Hyaric en est la preuve : elle vient de Saint-Renan, dans le Finistère.

Si la municipalité refuse toute équivoque politique, le titre même de la liste électorale résume le projet des

élus : « Union pour la promotion et la protection de notre île et de notre environnement ». Les dunes protégées, interdites à la construction.

Il faut aussi penser à l'avenir. On avait commencé à élever des moutons, mais ils ne faisaient pas bon ménage avec les chiens. Houat a donc tout misé sur la mer. Ce sont les Houatais qui ont constaté le dépeuplement des fonds. Ce sont les Houatais qui, avec 12 000 F et l'aide des architectes de l'école de Rennes, leurs pelles et leurs pioches, ont construit l'écluse de homards. « Les femelles pêchées et grillées sont apportées à l'écluse : les bébés sont élevés. 120 000 homards de quelques semaines sont ainsi déposés par des plongeurs, chaque année, au fond de l'eau. Douze mille d'entre eux sont élevés jusqu'à un an », raconte le maire. Aujourd'hui les pêcheurs sont retournés à leurs bateaux. Les stagnaires de l'écluse, biologistes pour la plupart, croient assez à l'aquaculture pour s'occuper gratuitement de la « nurserie ». L'écluse produit aussi des huîtres et des palourdes qui font grossir ailleurs.

16 h 45. Le Mer-er-veg, qui fait la liaison avec le continent, passe devant les chalutiers Kreiz-ar-mor et Enes-houat. Si Houat n'a perdu que trente habitants entre les deux derniers recensements, c'est parce que l'île a voulu vivre toute l'année. On a tenu bon, ici, devant la marée touristique. « Pas question de gérer une île qui grouille l'été et aurait quelques cloches l'hiver. »

M.-C. R.

A SAINT-HERNIN (FINISTÈRE)

L'autonomiste marxiste est aussi un notable

De notre envoyée spéciale

Saint-Hernin. - « On peut être à la fois maire ici, à Saint-Hernin (Finistère), et autonomiste ? M. Ific Remond (trente-neuf ans) ne manque ni de lucidité ni de pragmatisme pour l'expliquer. Il a mis fin au règne de l'ancien maire, en place depuis trente ans, parce qu'il bénéficiait d'un double avantage : « Je suis enseignant. C'est encore synonyme de notable dans une commune agricole. Les électeurs pensent que je pourrais faire des démarches pour eux. Et ma famille est originaire de Saint-Hernin. »

S'il a été élu au premier tour, c'est parce que la vigueur de son langage théorique ne l'empêche pas d'être un homme de terrain. « Je suis marxiste, c'est clair », mais je ne pense pas à la Bretonne était en U.S.S., dans trois cents ans on y parlerait encore breton », même si « ses dissidents étaient en hôpital psychiatrique ». Pourtant le P.S. « n'a pas analysé correctement le place des minorités ». Reste un parti « breton et marxiste ». L'Union démocratique bretonne (U.D.B.), au sein duquel il milite depuis 1975.

Déception

■ L'U.D.B. part de gauche dans une Bretagne plutôt de droite, n'est plus un repoussoir, ses militants ont encore un comportement « gauchiste ». « Le parti » cesse de réclamer une Bretagne à cinq départements (réintégration de la Loire-Atlantique), mais pour les Bretons, « n'est pas une priorité. Il multiplie les revendications culturelles, mais il ne crée pas une école [école maternelle en breton] pour Saint-Hernin. Je serais obligé d'accepter la fermeture d'une des écoles de la commune. Or il n'y a ici que quarante élèves. En revanche, 85 % des parents sont

d'accord pour chaque année un animateur à la Maison pour tous à Carhaix vienne dans un quart d'heure. »

En mars dernier, l'U.D.B. a vu cent de militants entrer dans les conseils municipaux, mais son score n'a pas dépassé 15 % de l'ensemble des suffrages. « C'est pas ça, ça qu'on prend le pouvoir. Il faut faire un travail de conquête à la base. C'est comme ça qu'a fait la gauche pour s'implanter dans le rural. » Pour le parti qui avait la confiance au P.S. et l'avait intégré à l'union de la gauche, la déception est grande : la marge de manœuvre étroite. « Les socialistes n'ont pas pris les mesures qui nous coûtaient pourtant pas cher : l'intégration des écoles dans l'éducation nationale, la Bretagne à cinq départements, etc. »

Mais Ific Remond ne croit pas plus à une autonomie de l'U.D.B. : « Si la Bretagne était autonome, ce n'est pas son économie qui dépendrait des décisions multinationales, cela ne nous servirait à rien. »

Reste à un maire contre le dépeuplement d'une commune qui a compté deux mille habitants en 1911 pour retomber à huit mille aujourd'hui. Reste aussi à adapter les analyses marxistes à la réalité bretonne : « Il y a peu d'ouvriers et beaucoup de paysans ou de classes moyennes. »

La Bretagne est une même une réalité : « Ce n'est pas par hasard si pendant leurs manifestations les agriculteurs arrachent les tomates étrangères à la frontière de la Bretagne. C'est la réalité locale. Il faut croquer dedans », comme on dit là. La politique tient plus aux hommes qu'aux idées.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

CORRESPONDANCE

Arlès après les élections

Après l'article publié dans le Monde du 27 avril sur « Arles prend un médecin comme patron », M. Michel Vauzelle, conseiller municipal d'Arlès et porte-parole de l'Élysée, nous écrit notamment :

Il n'y a pas 3 000 employés municipaux à Arles mais 1 008. Les trois personnes embauchées après le 1^{er} mars l'ont été pour le cabinet du maire. Je dis « après le 6 mars », car si M. Camoin a été élu « dès le premier tour », il n'y a pas eu de scrutin à Arles puisqu'il n'y avait que deux listes en présence.

Je suis en tant que maire adjoint dans l'ancienne municipalité et porte-parole du président de la République. Vous indiquez que le nouveau maire a maintenu en place mon « secrétaire particulier ». C'est faux. Je n'ai jamais eu de secrétaire particulier à la mairie d'Arlès et je n'en ai pas davantage aujourd'hui.

Contrairement à ce que vous rapportez, il n'y avait aucun risque avec le projet de budget préparé par la gauche de voir la commune « placée sous tutelle ». Le budget aurait été présenté en équilibre, même sans l'aide de l'État. La ville avait en effet demandé au ministère de l'Intérieur une subvention exceptionnelle pour compenser les pertes exceptionnelles subies les années précédentes. Les plus grandes entreprises arlésiennes avaient été fermées ou durablement touchées à l'époque par la politique industrielle menée par M. Giscard d'Estaing (1).

Vous présentez les idées de la nouvelle municipalité de gauche concernant le marché des arts graphiques comme « une belle revanche pour Mistral ». Mais vous oubliez de dire que si l'avenir peut être envisagé avec optimisme dans ce domaine, c'est parce qu'une décision annoncée par l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand, a créé à Arles l'École nationale de la photographie. Si, dans un tout autre

domaine, l'École espagnole d'équitation de Vannes se rendra un soir prochain à Arles, c'est que j'ai pu préparer personnellement cet événement depuis de longues années avec l'aide du gouvernement socialiste autrichien.

Vous rapportez que le nouveau maire d'Arlès « a dit » : « la gauche et le droit » s'attaquent « côte à côte » au problème posé par la riziculture. Mais si la surface des plantations rizicoles a atteint jusqu'à 3 300 hectares en 1980, c'est à cause de la politique agricole de la droite. En revanche, la gauche, avec le gouvernement de M. Mauroy, a fait tout l'effort pour la riziculture depuis 1981, et les surfaces ont pu augmenter depuis lors jusqu'à 6 000 hectares environ cette année (...).

Arlès, tiraillé par ses longues années d'une politique nationale d'industrialisation et de laisser-faire pour l'agriculture, a connu une progression du chômage et une dégradation du revenu des agriculteurs. Cette politique menée par les gouvernements de droite a duré jusqu'à la ville en dépit de la qualité, du courage et du dévouement des travailleurs arlésiens.

En 1981, un arrêt net de sa décadence économique et le regain de ses activités industrielles, agricoles et culturelles ont été obtenus grâce aux décisions prises par le gouvernement de M. Mauroy. Mais s'ils viennent de donner une municipalité de droite, les Arlésiens n'ont pas la mémoire courte. Ils pourront le prouver un jour.

(1) N.D.L.R. - Interrogé de nouveau, le maire d'Arlès, M. Camoin, reconnaît que, d'après les statistiques en sa possession, l'ancienne municipalité avait envisagé de demander une subvention au ministère de l'Intérieur.

Et dire que certains s'obstinent à nous coller l'étiquette d'une petite compagnie aérienne intérieure !

Il n'y a un temps, en effet, où British Caledonian n'était qu'une petite compagnie aérienne intérieure. C'était il y a 22 ans, lorsque son premier avion effectua son premier décollage.

Depuis, les destinations inscrites sur nos étiquettes sont devenues un peu plus exotiques que Glasgow ou Manchester. Notre réseau couvre maintenant 24 pays sur 5 continents et nos appareils réalisent chaque jour plus de 100 liaisons régulières.

Aux États-Unis, par exemple, nos accords privilégiés avec Eastern Airlines et Continental Airlines nous permettent d'assurer des correspondances vers n'importe quelle

destination du territoire américain depuis nos points d'accès remarquables : Atlanta - Los Angeles.

Pour le Sud États-Unis, comme pour le Nigéria, nous offrons des liaisons plus fréquentes que tout autre transporteur européen.

Nous desservons également quasi-totalement les pays producteurs de pétrole. Et nos services vers ces destinations si pratiques qu'ils ont valu le surnom de « compagnie aérienne pétrolière ».

Aujourd'hui, British Caledonian est l'une des plus grandes compagnies aériennes du monde.

Et il n'y a aucune raison de nous coller une étiquette différente.

Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

British Caledonian

ÉTÉ 83 U.S.A. NEW-YORK à partir de 2 850 F. AIRCOM SETI 25, rue La Boétie 75008 PARIS

TIRAGES DIAPOS EN 10 MIN OU 100 RECADRAGE CORRECTIONS ETRAVE av. Daumesnil Paris-12

JUSTICE

L'AFFAIRE DES « GRACES MÉDICALES »

Un mandat d'arrêt est lancé contre M^e André Fraticelli

Marseille. — Depuis plusieurs semaines, l'implication de M^e André Fraticelli ne faisait plus de doute. C'était une question de jours.

Dans cette affaire des « grâces médicales », la disparition de l'avocat, lundi 16 mai vers midi, en plein palais de justice alors qu'il venait de passer près de deux heures dans le cabinet du juge d'instruction, M. François Raynaud, constitue une péripétie nouvelle.

Il était 12 h 15. Le magistrat instructeur avait signifié à M^e Fraticelli les chefs d'accusation portant sur lui : « Complicité de fabrication de faux certificats médicaux, faux et usage de faux documents médicaux ». Mais le procès-verbal n'était pas encore signé par l'avocat et le juge l'interrogeait sur le fond.

M^e Fraticelli, assisté par M^e Madeleine Vincenti, du barreau de Marseille, fit alors état de plusieurs lettres. « Fin pourvus-nous faire une pause ? », suggéra-t-il au magistrat instructeur. Celui-ci l'accorda, mais, décidé à aller jusqu'au bout de l'interrogatoire, exigea de le reprendre ensuite.

Selon des témoins présents dans la salle des pas perdus, l'avocat s'adressa plusieurs confrères, puis, le plus naturellement du monde, se dirigea vers la porte du palais de justice. Sur l'instant, personne ne voulait croire à une « cavale », mais il fallut bientôt se rendre à l'évidence. M^e Fraticelli avait bel et bien disparu. Un mandat d'arrêt a été lancé contre lui. (Corresp.)

Comme les truands...

Ce qui s'est passé sur le coup de midi au palais de justice de Marseille est étonnant. Un avocat de renom, qui venait d'être inculpé dans la non moins étonnante affaire des « grâces médicales », sous prétexte... médical. Le feuilleton continue (le Monde des 4 et 5 mai).

M^e André Fraticelli, l'homme qui se vantait d'être « l'avocat du milieu » et pour qui seule comptait pas la vérité mais « une médiocratie qui dure », a fui comme un voleur de bicyclette. Cet avocat pétulant qui compensait sa petite taille par une agressive assurance que rien ne semblait ébranler, soudain, perdu pied devant un jeune magistrat âgé de trente-deux ans, M. Christian Raynaud, qui depuis quatre mois dirige l'instruction tambour battant. Quatre médecins sont déjà inculpés et deux incarcérés. M^e Fraticelli, l'avocat qui avait su se ménager des protections, l'homme dont on disait qu'il détenait « la clé des Baumettes », a pris la fuite un beau milieu du palais de justice qu'il arpenteait encore la semaine précédente, persuadé que rien ni personne ne pouvait le faire « tomber ».

Il s'est donc présenté devant M. Raynaud, sûr qu'il n'allait pas rejoindre son ami, le docteur Colombani, en détention. L'intention de l'écraser. Et là, cependant, préfère s'enfuir. Pourquoi ?

Il est essentiellement fait grief à cet avocat d'avoir joué un rôle important dans la libération d'un de ses clients, le trafiquant de drogue Robert Kéchichian, qui a bénéficié d'une remise en liberté pour raison médicale abusive le 10 juillet 1981. Il est tout simplement allé à Paris

chercher auprès de son ami, le docteur Solange Troisier, ancien inspecteur de l'administration pénitentiaire, un certificat médical dans lequel elle affirmait que « les jours de Kéchichian étaient en danger » et qu'on ne pouvait le transférer à l'hôpital des prisons de Fresnes ; un certificat dont il a peut-être été l'inspirateur et qui a joué un rôle essentiel dans la manipulation utilisée pour faire libérer le trafiquant de drogue. Le précédent d'un autre de ses clients, en 1978, Louis Giralt lui avait servi de leçon. Ce trafiquant de drogue avait été transféré à Fresnes bien qu'un médecin ait déclaré son état incompatible avec la détention.

Cette fois, M^e Fraticelli commettait la parade, mais le docteur Troisier a reconnu qu'il avait fait le voyage à Paris pour venir chercher le certificat en question. L'avocat commettait l'existence de cet acte et il a cependant attendu sa comparution car, selon son expression, « il n'est pas question de se laisser manger ».

Sans nuance

Ce qui l'a sans doute plus inquiété, ce sont les questions du magistrat instructeur sur les importants mouvements de fonds relevés sur ses comptes bancaires et professionnels qui sont actuellement l'objet d'une vérification fiscale. Était-il le banquier de ses clients truands incarcérés ? M^e Fraticelli était en effet un avocat prisé des hommes du milieu marseillais. Il avait la réputation d'avoir pu en faire sortir de prison quelques-uns, et non des moindres. En quelques années, il était parvenu à se constituer une clientèle que jaloux beaucoup de ses confrères. Le docteur Alain Colombani,

médecin-chef à la prison-hôpital des Baumettes, lui a écrit en quelques sortes de « rabatteur ».

Très vite il est apparu comme l'homme central dans l'affaire du trafic des « grâces médicales », un homme qui savait beaucoup de choses et qui déclarait à propos du docteur Troisier : « Elle ne sait rien sur des tas de sottises, y compris celles qu'elle a couvertes, que si on veut l'emmener elle ne se laissera pas faire. Elle ne va pas se laisser enfermer sans rien dire. Je peux vous dire qu'il y a eu des réactions terribles... ».

Que prépare donc M^e Fraticelli ? En prenant la fuite, il s'accuse. Cet avocat réputé habile a peut-être eu tout le loisir de préparer sa défense. Il avait gagné une première bataille contre un autre magistrat instructeur, M. François Ardis, qui avait fait placer son téléphone et celui du docteur Troisier sur écoute. Les déclarations d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence avaient ainsi la presque totalité de ces données portées révélées des liens pour le moins suspects entre les deux hommes. Dans l'une d'elles, il déclarait au docteur Colombani : « Ils nous ennuient, hein ? Quand même. Je ne suis pas inquiet. S'ils font tout ça, c'est qu'ils n'ont rien ».

M^e Fraticelli se croyait à l'abri. C'était sans compter avec le procureur de la République, M. Pierre Truche, qui a confié dans le plus grand secret le cas Kéchichian au juge Raynaud ; celui-ci a pu ainsi travailler en toute tranquillité sur le seul dossier de libération pour raison médicale suspecte qui a abouti aujourd'hui. Dès l'inculpation du docteur Colombani, le 10 février, M^e Fraticelli s'est vu retirer la défense de son client. Ce qui ne l'avait pas empêché de clamer qu'il avait fait désigner M^e Antoine Versini et qu'il était ainsi au courant de la procédure. Ces propos intempestifs lui valurent de faire l'objet d'une double plainte, de M^e Versini et du bâtonnier du barreau de Marseille, M^e Marc Gréco. Une instance disciplinaire est donc en cours contre lui.

Ce n'est pourtant pas la première fois que cet avocat se singularise. Lors de l'assassinat du juge Pierre Michel, en octobre 1981, il n'avait pu faire devant les caméras de la télévision sa rancœur contre ce magistrat qu'il détestait parce qu'il menait une lutte implacable contre les trafiquants de drogue. Aujourd'hui, M^e Fraticelli est, comme Kéchichian, en fuite. Il fait, comme bon nombre de truands qu'il a défendus, l'objet d'un mandat d'arrêt. Un singulier retournement tout de même.

MICHEL BOLE-RICHARD.

DEVANT LE TRIBUNAL CIVIL DE PARIS

Les us et coutumes des laboratoires pharmaceutiques

Il est facile de s'attaquer aux grands laboratoires pharmaceutiques. M. Roger Mélin, cinquantenaire, sait de quoi il parle. Voilà vingt-cinq ans qu'il travaille dans ce puissant secteur industriel, dont quinze comme cadre supérieur aux laboratoires Glaxo, société britannique.

En 1980, il est licencié pour avoir essayé de faire constater par huisserie certaines « pratiques de marketing, de manipulation, de corruption ». A l'automne 1982, il publie aux éditions Syros un livre intitulé *Le Foire aux*.

Lundi 16 mai, devant la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par Jacqueline Clavery, le docteur Jean Thomas, P.D.G. de Glaxo France, ne poursuivait en diffamation M. Mélin que pour cette phrase placée en exergue du livre : « Je remercie tout particulièrement le docteur Jean Thomas, qui n'ayant pas réussi à acheter mon silence, a eu le courage bien involontairement la publication de cet ouvrage ». L'objet du procès s'est donc résumé à savoir si le docteur Thomas avait tenté, par un moyen ou un autre de faire taire M. Mélin.

M^e Jean-Louis Tixer-Vignat, avocat des laboratoires Glaxo, a axé son intervention autour d'un procès-verbal d'audition du docteur Thomas, dans lequel celui-ci déclarait : « Je n'ai pas proposé un seul centime, directement ou indirectement, pour acheter son silence ». M. Mélin l'a reconnu, ajoutant cependant à l'audience : « Il a utilisé des manières plus subtiles, mais le but était le même ». Qu'est-ce à dire ? M. Mélin ne fournira pas d'autres précisions. Mais il citera le nom de plusieurs personnes qui, ayant quitté cette société, ont tou-

Puissants empires

Le rédacteur en chef de la revue *50 millions de consommateurs*, M. Hubert Schilling, est venu dire à la barre qu'il avait offert des cadeaux sous formes diverses aux prescripteurs de médicaments pour qu'ils vendent les produits de telle ou telle marque. Des pratiques interdites par l'article 5051 du code de la santé publique.

On ne peut pas dire que ce décret du 24 août 1976 soit respecté à la lettre. Pour M^e Jean-Pierre Migonard, la bonne foi de M. Mélin est évidente : « Il n'y a pas d'intention de nuire, aucun nom n'est cité dans l'ouvrage. M. Mélin a tout simplement réussi à garder son indépendance ». Une indépendance qui lui a permis d'écrire un livre, où il s'en prend aux « puissants empires » qui peuvent produire n'importe quoi à n'importe quel prix parce que la Sécurité sociale, bonne fille prodigue, rembourse toujours.

Selon des chiffres publiés par le Credoc (Centres de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie), 45 % des médicaments sont gaspillés.

« Un pamphlet ce livre ? Un livre ? » Non, a répondu M^e Migonard : « La relation d'une expérience ». M^e Tixer-Vignat s'est alors exclamé : « Il a bien assez écrit comme ça : qu'il se consacre à la lecture du code de la santé ! ».

Jugement le 6 juin.

M. B.-R.

H.P.A. - INFORMATION : Langue - Progrès - Traitement textes
PARIS - 11
SARZ
68, av. de la République
75011 PARIS
720-50-60

ÉDUCATION

SUR LE PLAN NATIONAL

Les contestataires du projet de loi sur l'enseignement supérieur ne parviennent pas à coordonner leur mouvement

La « coordination nationale des étudiants contre le projet Savary » organisait une manifestation à Paris le 18 mai. « Il n'y aura pas de rassemblement mercredi », répond la « nouvelle coordination nationale ». « Il n'y a qu'un mouvement », affirme dans quelques lignes d'enseignement et de recherche (U.E.R.), à dominante juridique et économique, depuis la fin du mois d'avril a donné naissance à différents comités de faculté ou de grève. Ces instances flues ou désignées par des assemblées générales d'étudiants cherchent depuis le début du mouvement à coordonner nationalement leurs actions. Mais l'entreprise n'est pas aisée.

Après les vacances de printemps, des syndicats étudiants qui se disent « modérés » et des enseignants proches de l'opposition ont fait connaître dans quelques amphithéâtres de faculté ou de sciences économiques le projet de loi de l'enseignement supérieur adopté par le gouvernement le 30 mars. « Nous avons expliqué tous les dangers que représenterait un tel texte s'il était adopté », explique un adhérent du Comité des étudiants libéraux de France (CELF), par des lettres (Giscard). « Nous avons rempli notre mission de syndicalistes, ajoute-t-il, en nous montrant aux étudiants ce que nous considérons des intentions du ministre. Ensuite ils se sont déterminés ».

Dans quelques U.E.R., les étudiants votent alors le principe d'une grève des cours. Lors de cette première phase, les organisations syndicales « aident », selon leur expression, le mouvement. L'Union nationale inter-universitaire (UNI, anti-marxiste) fournit les célèbres autocollants et les affiches (dépôt prêtes...). Les étudiants contre la loi Savary. Des adhérents du CELF sont désignés par les étudiants dans plusieurs universités comme responsables des comités. La Confédération nationale des étudiants de France (CNEF), qui fédère des corporations, nombreuses en droit, a apporté aux « étudiants en colère » son assistance technique.

A CAUSE D'ERREURS MATERIELLES Plusieurs épreuves d'agréations et de CAPES ont dû être annulées

Des incidents survenus dans différents centres d'examen ont entraîné certaines épreuves écrites des CAPES (certificats d'aptitude pédagogique à l'enseignement secondaire) d'allemand et d'espagnol, ainsi que les agrégations de lettres modernes et d'anglais. Le ministère de l'Éducation nationale a dû prendre la décision d'annuler et de reporter certaines épreuves ; la mesure attend l'ensemble des candidats inscrits à ces concours. Trois arrêtés publiés au Journal officiel du 17 mai fixent les nouvelles dates des épreuves.

En outre des Antilles-Guyane, l'ordre des deux derniers sujets de l'agréation d'anglais a été inversé et l'on a distribué, mercredi 4 mai, le sujet de dissertation prévu pour le vendredi suivant. L'épreuve de vendredi n'a donc pas eu lieu ; elle a été annulée pour l'ensemble des candidats et reportée au 25 mai.

Pour l'agréation de lettres modernes, le problème est un peu différent : à Bordeaux, la disparition du sujet d'anglais a été constatée, jeudi 5 mai, peu avant le début de l'épreuve (le Monde du 11 mai). Les candidats ont refusé de composer à partir du texte qui avait été dicté de Paris par téléphone et ont obtenu du ministère l'annulation de l'épreuve. Elle est fixée au 26 mai prochain.

Enfin, à Rouen, une erreur sur le lieu d'examen a été commise dans les convocations adressées aux candidats des CAPES d'allemand et d'espagnol. Les candidats se sont présentés à une adresse inexacte. Ils ont refusé de se rendre sur le lieu effectivement prévu pour y concourir avec une heure de retard. Les épreuves ont été annulées et reportées au 26 mai pour l'espagnol et au 27 mai pour l'allemand.

LES DOYENS DE PHARMACIE DEMANDENT AUX ÉTUDIANTS DE REPRENDRE LES COURS

La conférence des doyens des facultés de pharmacie vient de demander aux étudiants en grève depuis trois semaines de reprendre les cours, « afin d'éviter la perte d'une année universitaire ». Les doyens avaient menacé de démissionner collectivement s'ils n'obtenaient pas du gouvernement des précisions sur les modalités d'application de la loi portant réforme des études pharmaceutiques. Récemment (le Monde du 13 mai), ils déclaraient de surcroît à leur décision, compte tenu des assurances qu'ils avaient obtenues de la part du gouvernement.

Les responsables de l'Association nationale des étudiants en pharmacie de France (ANEPP) estiment néanmoins que ces assurances sont insuffisantes, même si elles constituent, selon eux, « un pas en avant ».

Ces trois organisations syndicales, qui avaient déjà une implantation nationale, ont naturellement encouragé la création d'une « coordination nationale des étudiants contre le projet Savary ». La CNEF a fourni des locaux, et a même vu les responsables des trois organisations se retrouver ensemble à la tête du mouvement. Ils ont rencontré, le mardi 10 mai, M. Alain Savary, ils ont donné l'ordre de dispersion - avant les affrontements avec la police - de la manifestation parisienne du 5 mai.

Mais, dans la majorité connue dans l'opposition, la représentativité des organisations étudiantes est faible. Rapidement, des jeunes qui se déclarent « en dehors des organisations » ou indépendants se sont sentis « dépossédés de leur lutte et parfois manipulés par des mouvements trop proches de partis politiques qui cherchent à récupérer le mécontentement des étudiants ». Certains n'ont pas apprécié que des organisations d'extrême droite « sollicitent nos manifestations pour promouvoir des affrontements avec les C.R.S. ». D'autres rêvent d'une opposition à la réforme plus « large », qui regroupes le maximum d'étudiants.

Déjà quelques peu divisée par des divergences de stratégie entre U.E.R. et le R.P.P., la coordination nationale a été contestée par des représentants « non syndicaux » d'U.E.R. Le 7 mai, des délégués de Makhoff et de Saint-Maur critiquent la « présence trop importante des syndicats à la tête de la coordination ». Cette première tentative des indépendants pour « démarquer » le mouvement s'achève pas.

La présence des syndicats

Le relais est pris par des étudiants de province. Réunis à Montpellier - une des provinces U.E.R. en grève - les représentants de doyens U.E.R. de Paris et de province adoptent une motion qui affirme : « La coordination nationale représente l'ensemble des étudiants et regroupe le plus grand nombre de syndicats étudiants de toutes tendances confondues en vue d'une réelle représentativité ». La motion précise aussi que les syndicats ne disposent que d'une voix consultative et qu'ils « ne pourront pas l'exprimer par l'intermédiaire en nom de la coordination ».

Des étudiants venus de Montpellier et d'Aix ont expliqué, lundi 16 mai à Paris, que la nouvelle coordination souhaite regrouper « toutes les universités qui acceptent notre plateforme revendicative ». La nouvelle coordination en gestation accepte la présence des syndicats avec voix consultative, mais à condition que la pluralité soit représentée. Selon un représentant d'Aix, il suffit « qu'un des deux UNEP siège dans la coordination pour que les syndicats modérés puissent aussi y être ». La réponse des organisations syndicales ainsi que des comités créés dans des universités doit être connue dans quelques jours.

Quelques délégués tentent de mettre en place une structure nationale, alors que dans de nombreux établissements l'année universitaire 1982-1983 est déjà terminée. Obtenir supplémentaire à leur volonté « sincère ou autre » de rassembler « tous les étudiants opposés à la loi Savary » à quelques jours de l'ouverture du débat à l'Assemblée nationale.

GERGE BOLLOCH.

L'INSTITUT SURENOIS D'ÉDUCATION PERMANENTE
capacité un stage de formation
NOUVEAU PLAN COMPTABLE
les 1^{er}, 8, 15, 22, 29 juin 1983
Coté : 3 000 F.H.T.
2 rue du Clos des Syntes
52100 SURESNES - 77-43-11/72-71-51

"KILLER"



"Pan ! tu es mort"... Jouer à "Killer", ce jeu imaginaire de l'assassin qui fait fureur aux U.S.A. c'est ce que vous proposez aux JEUX & STRATÉGIE, parmi 150 jeux en tous genres. De Dark Crystal à la Cité des Robots, en passant par la campagne de Napoléon en Russie et bien sûr, les logiciels, les casse-tête, le cartomancie, les classiques... Vous jouerez à volonté avec JEUX & STRATÉGIE N° 21.

15 F Chez tous les marchands de journaux.



مكتبة الأمل

Le Monde

MEDECINE

L'ALCOOL

Une propagation mondiale

EN vingt ans (1960-1980), la production mondiale d'alcool a augmenté de 124 % et celle du vin de 40 %, alors que la population mondiale par l'alcool concerne essentiellement le monde. Tandis que la consommation stagne ou même commence à baisser dans quelques pays industrialisés, dont la France, elle devient inquiétante en Amérique latine, où la production de bière s'est accrue en vingt ans de 200 %, en Afrique de 400 % et en Asie de 500 %.

M^{me} Joyce Moser, consultante de l'Organisation mondiale de la santé, explique cette double évolution par le fait que, pour une large part, la production industrielle et le commerce des boissons alcoolisées se trouvent à présent aux mains « de compagnies multinationales géantes disposant de ressources énormes pour promouvoir leurs produits ».

L'action d'une publicité disposant de moyens considérables a stimulé une demande que les remèdes sociologiques, technologiques et familiaux des pays en voie de développement favorisent. Cette demande accrue a stimulé, à son tour, des productions locales artisanales, et il est fréquent que, dans les zones tropicales, la culture des bananiers soit consacrée non à l'alimentation des populations, mais à la fabrication d'alcool.

Le cas particulier de l'U.R.S.S. retient toujours l'attention. En dépit de caractères fragmentaires de sources et des statistiques, de bonnes raisons d'estimer que la

consommation y aurait au moins doublé depuis 1955.

Les tableaux dressés par M. J. Godard, auprès de la Commission des Communautés européennes, vice-président du Comité national contre l'alcoolisme, montrent que, en vingt-sept ans (1952-1979), les chiffres relevés pour l'Europe, s'ils sont moins vertigineux que ceux du tiers-monde, n'en traduisent pas moins « un développement rapide de la pandémie alcoolique ».

Ainsi, la consommation de bière a sextuplé aux Pays-Bas, celle de vin a quadruplé en Grande-Bretagne et celle des spiritueux a triplé au Danemark. La France seule fait exception, où la consommation a baissé de 14,4 %, ce qui ne l'empêche pas de rester, avec plus de 11 litres d'alcool pur par habitant et par an, la championne mondiale toutes catégories.

L'Europe fournit, à elle seule, 50 % de la production mondiale de bière et 70 % de celle de vin, et les manifestations de mévente, conduisant à des crises économiques observées ici ou là dans le monde depuis quelques années (midi de la France notamment), semblent confirmer que l'accroissement de la consommation n'est qu'une réponse à l'incitation des producteurs et des négociants, et que l'offre prime la demande.

En outre, le degré alcoolique de toutes ces boissons a cessé d'augmenter depuis le début du siècle, tant pour les vins courants, passés de 7 degrés à 11-13 degrés, que pour les bières, dont les productions à faible taux d'alcool disparaissent du marché pour laisser la place à des bières dites de luxe atteignant 6 à 9 degrés.

La production et la consommation en constante augmentation des boissons alcoolisées constituent un fait de société auquel peu de groupes humains échappent totalement.

La mondialisation sans cesse croissante de ce phénomène redoutable pour l'avenir des populations a suscité des débats au niveau des instances internationales que sont l'Assemblée européenne, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation internationale du travail. Cette mondialisation formait le thème essentiel du congrès récemment organisé à Paris,

sous la présidence de M. Gabriel Ventejol, président du Conseil économique et social, par le Comité national de l'alcoolisme, congrès auquel participaient de nombreuses personnalités françaises et étrangères.

La France, qui reste le plus gros producteur et le plus gros consommateur mondial d'alcool par habitant, voit, pour la première fois, son niveau d'alcoolisation baisser depuis quatre ans. Mais cette baisse n'est pas uniforme, et la situation continue de s'aggraver dans les régions du nord du pays.

« Il y a des intérêts considérables en jeu, a rappelé aux congressistes M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, et les impératifs de santé sont trop souvent en contradiction avec ceux de l'économie nationale. »

C'est pourquoi sans doute, reconnaissant « la propre responsabilité de l'Etat et les difficultés qu'éprouve l'Europe à mener une action anti-alcoolique cohérente », il propose que soit mise en place, une fois de plus, « une campagne d'information et de réflexion » dont on peut souhaiter qu'elle se révèle enfin efficace.

Faiblesse ou fatalité ?

PARCE qu'il lui est difficile de définir quelle conduite tenir, le mal à face à l'abus d'alcool. Pour lui, les symptômes ne deviennent graves que lorsqu'il est confronté à une situation pathologique grave, nécessitant l'hospitalisation de son patient. Tout est beaucoup plus discret, lorsque les symptômes demeurent discrets, lorsque l'abus de bière ou de vin se traduit par le « sard », à l'exception d'un autre diagnostic, un alcoolisme lorsque le patient refuse d'admettre ce sujet, percevant une certaine résistance aux questions qui lui sont posées, et, par conséquent, s'oppose à tout projet thérapeutique.

De là qu'on soit du champ médical, le buveur se transforme, sans le vouloir, en victime (de la société, de son passé) ou en coupable (de sa faiblesse, de son manque de volonté). Quoi qu'il en soit, la démonstration de la pathologie de l'impair alcoolique, pour la pratique, est quotidienne, car l'alcoolisme est présent dans de nombreuses affections.

Après ingestion, l'alcool, plus exactement l'éthanol, est absorbé dans le long tube digestif, notamment au niveau des parois de l'estomac et de l'intestin. L'alcool consommé est, pour 10 %, catabolisé

par les cellules hépatiques, qui le transforment, au moyen d'un système enzymatique complexe, en carbonique, en hydrogène et en énergie.

La biologie de l'alcool se manifeste à différents endroits (muqueuses digestives : irritation, malabsorption ; système nerveux : production de dérivés morphiniques et hallucinogènes ; foie : défaut en oxygène et destruction cellulaire). Différentes perturbations du métabolisme, des glucides, des protéines et des lipides, peuvent être même que des troubles métaboliques.

Les manifestations pathologiques de l'alcoolisme sont, elles aussi, nombreuses et diverses. On peut en mentionner les plus :

• Sur le système digestif : par l'irritation qu'il provoque, l'alcool est à l'origine d'oesophagites et de gastrites. Il a aussi un rôle nocif sur le pancréas et surtout sur le foie (cirrhoses alcooliques caractérisées par la désorganisation du tissu hépatique et l'altération de ses fonctions). Certaines complications hépatiques sont à l'origine de la survenue de cancers du foie et de maladies infectieuses.

JEAN-YVES NAU, (Lire la page 14.)

DANS LES RÉGIONS

- Nord-Pas-de-Calais : la plus forte mortalité
- Languedoc-Roussillon : haute sobriété

La région Nord-Pas-de-Calais détient, selon le dernier recensement de l'Institut national de la statistique et de la médecine, le taux le plus élevé de France de mortalité alcoolique, par cirrhose ou par accidents cérébraux et traumatismes (définition, polytechnique). Elle est suivie de près par la région Bretagne qui se trouve jusqu'à présent en tête de ce triste classement.

On note, parmi les autres régions de France où les cirrhoses et les psychoses alcooliques augmentent, la Lorraine, la Picardie, le Limousin, l'Auvergne et surtout la Franche-Comté où les taux de décès par cirrhoses se sont accrues de façon importante et brutale.

La région la moins éprouvée est le Languedoc-Roussillon qui, par cette année, le Midi-Pyrénées au palmarès des Français les plus sobres. Il est frappant de constater qu'il s'agit précisément des zones de production viticole parmi les plus importantes du pays.

Après la région Midi-Pyrénées, dans l'ordre de la mortalité, viennent la Corse, l'Aquitaine, la région Provence-Côte-d'Azur et l'Île-de-France.

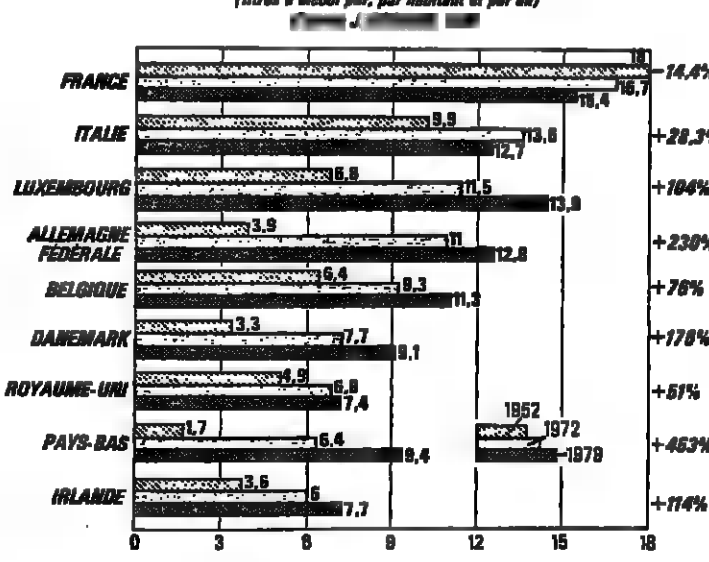
Le nombre des décès par cirrhose a baissé très sensiblement en Bretagne, mais les mortalités des psychoses alcooliques s'y trouvent en augmentation, ce qui est d'ailleurs la conséquence de l'augmentation du nombre des décès de cirrhose et de l'alcoolisme (1970-1979).

Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'aggravation que joue l'alcool dans un grand nombre de maladies et de accidents, et notamment les accidents de la route ou du travail.

Il ne tiennent pas compte plus de la pathologie chronique qui frappe cinq millions de Français, dont un million et demi sont des alcooliques dépendants de leur toxicité.

D'E.-L.

CONSOMMATION D'ALCOOL EN 1952, 1972 ET 1979 (litres d'alcool pur, par habitant et par an)



La même enquête confirme que l'alcoolisation reste un phénomène essentiellement masculin : plus de la moitié des hommes ne boivent jamais, et 90 % d'entre eux consomment au plus deux verres par jour.

Aussi, les taux de mortalité par alcoolisme et cirrhose du foie sont-ils cinq fois plus importants chez l'homme que chez la femme, ce qui est la conséquence de l'inegalité de consommation que l'on attribue à l'inegalité d'espérance de vie en France, où les femmes vivent en moyenne, à l'heure actuelle, dix ans de plus que les hommes.

La complicité politique

Cette constatation s'explique-t-elle par des différences socioculturelles ou par des facteurs physiologiques ?

Les enquêtes conduites sous la direction de F. Curtet (Paris) montrent, fait qui est que si 42,4 % des grands toxicomanes ont commencé par le marijuana, 29,1 % ont commencé par l'ivresse alcoolique. Cette donnée d'autant plus inquiétante que ce « premier pas » avec la transgression et la drogue-alcool se produit treize et quatorze ans.

directeur du Comité national de l'alcoolisme, pour les « effets relatifs à l'alcool, le spectacle d'une tragédie perpétuellement renouvelée, et cela en dépit de la République ».

Les pressions politiques qu'exercent les groupes défendant des intérêts particuliers ont pour conséquence de supprimer les frontières entre les partis au profit de clivages régionaux et professionnels.

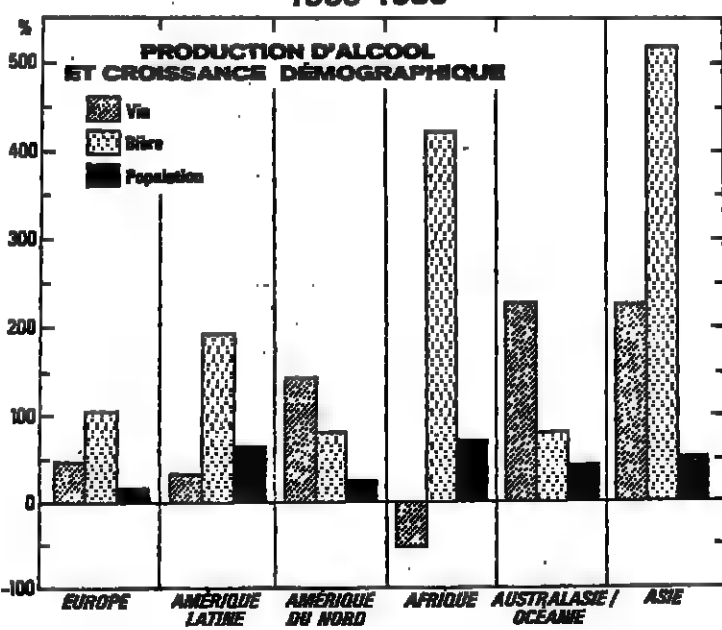
Seuls semblent peser jusqu'à présent le poids d'actions individuelles, en France il Claudius-Petit, et ceux de quelques groupes « contre-pression », M. Vassaux.

Mais jamais encore un véritable débat de fond n'a été débattu au Parlement sur les effets sociaux de l'alcoolisation, dans une dimension sociale, économique et politique. Cette lacune en dit long sur la puissance d'un groupe de pression dont les intérêts propres devraient pourtant être pour négligeables, dans les perspectives de la crise économique et du développement technologique et industriel, qui se révèle vital pour le surmonter.

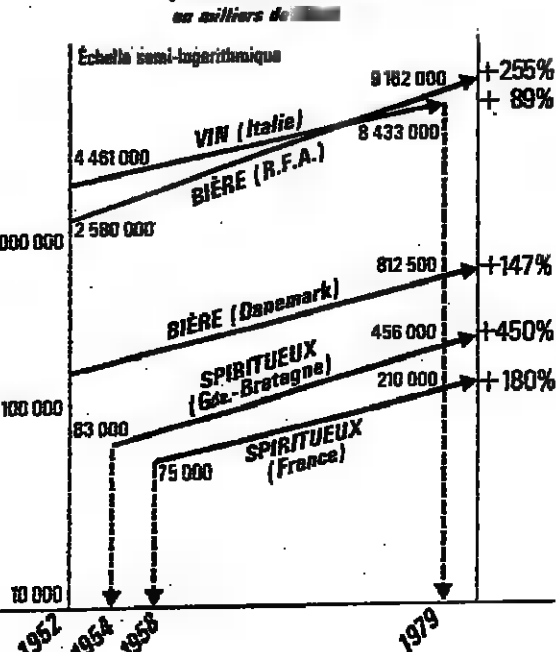
D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Enquête menée en 1980-1981 par l'INSEE avec le concours du CREDOC, de l'INPES, et des ministères des affaires sociales et de la santé.

1960-1980



CROISSANCE DE LA PRODUCTION (1952-1979) en milliers de litres



Béatrice Majnoni d'Intignano
Dr Jean-Claude Stephan

HIPPOCRATE ET LES TECHNOCRATES

Les médecins sont dans la rue, les gouvernants rationnent les moyens. Et notre santé ? Dans ce livre, les chiffres clés, des réponses claires.

CALMANN-LÉVY

L'ALCOOL

Faiblesse ou fatalité ?

(Suite de la page 13.)

Le système nerveux : survie fréquente de lésions collatérales (polyneuropathies caractérisées par des troubles sensitifs et moteurs), crises épileptiques (troubles de la conscience et du comportement), déshydratation grave liée notamment à un sévère déficit en électrolytes. Des troubles psychologiques et psychiatriques sont aussi fréquemment notés (anxiété, dépression, etc.).

Sur le système circulatoire : on a pu noter des liens entre

la consommation d'alcool et la survenue d'une hypertension artérielle ou de maladies coronariennes. En plus, la malabsorption digestive est notamment à l'origine d'une carence en vitamines, elle-même responsable d'anémie.

Les analyses du phénomène alcoolique soulignent de manière inéluctable la trop grande accessibilité à l'alcool et l'intensité de la pression sociale. Elles se situent donc, pour la médecine, au-delà de toute perspective thérapeutique. Les choses sont

évidemment différentes avec les progrès enregistrés récemment dans l'approche biologique de l'alcoolisme. A la différence de nombre d'agents pathogènes - toxiques ou infectieux - une même quantité d'alcool peut avoir des conséquences, mais surtout selon les individus, des conséquences fort différentes.

Des prédispositions inégales

On a constaté depuis longtemps l'intolérance physiologique à l'alcool de certaines races, intolérance qui les protège d'un « destin alcoolique ». Il était tentant, devant une telle disparité, d'essayer d'en découvrir les raisons, et de défendre les fils de l'hérédité et de l'acclimatation.

De nombreux travaux ont ainsi porté sur la question des différences raciales (individuelles et raciales) dans la vitesse de métabolisation de l'alcool par l'organisme. Les mêmes différences existent aussi dans la sensibilité de l'organisme à l'alcool. Ainsi, une récente étude établit que les sujets japonais résistent de manière beaucoup plus violente à l'augmentation de la température cutanée, vasodilatation du visage, tachycardie, nausées, vomissements, etc., que les sujets blancs.

Cette différence semble être liée à l'absence, dans les foies japonais, d'une enzyme ayant une action sur la dégradation de l'alcool.

D'autres arguments peuvent laisser penser que les effets euphorisants de l'alcool sont plus marqués chez certaines personnes que chez d'autres. Ainsi, d'éléments qui viennent relativiser la notion de « faiblesse » ou « résistance » pour justifier le « penchant pour l'alcool ».

D'autres travaux ont été consacrés au caractère familial de l'alcoolisme. Le thème n'est pas neuf : la notion de famille « à risque » date de l'Antiquité. Celle de la transmission de l'alcoolisme de génération en génération est retrouvée à de nombreuses reprises dans les écrits du XIX^e siècle. Il restait à faire la part entre le caractère familial (l'environnement ou l'acquis) et le caractère héréditaire (le génétique ou l'inné).

De nombreuses études à partir des années 60 furent menées chez des jumeaux. D'autres, plus démonstratives, portèrent sur les enfants adoptés. La première fut réalisée au Danemark par D.W. Goodwin et ses collaborateurs auprès de cent trente-trois hommes séparés, dans leur première enfance, de leur famille, et adoptés. Cinquante-cinq d'entre eux avaient un parent alcoolique, les autres pas. La proportion de grands buveurs fut trouvée identique dans les deux groupes (40 %). En revanche, les stigmates biologiques de l'impregnation alcoolique et les complications médicales étaient quatre fois plus fréquents et beaucoup plus précoces (entre vingt et trente ans) chez les descendants d'alcooliques.

La continuation de cette étude, puis d'autres ultérieures, permit de confirmer le caractère transmis de la sensibilité à l'alcool et d'établir sur des bases solides la notion de prédisposition génétique à l'alcoolisme.

Il semble, en revanche, que les travaux cherchant à identifier un « marqueur génétique » de l'alcoolisme ne soient pas, pour l'instant, concluants : ni les groupes sanguins ni certains troubles génétiques de la vision ou du goût n'apparaissent comme étant des éléments devant être retenus.

Ces différentes approches de l'alcoolisme ne sauraient réduire à la seule dimension biologique un phénomène complexe. Elles permettent néanmoins, d'ores et déjà, de souligner que l'alcoolisme est, avant toute chose, une maladie à laquelle on est différemment exposé. Ces approches pourraient aussi, lorsque le puzzle sera suffisamment ordonné, permettre d'élucider la prévention d'un nouveau type, dépourvu de certains des concepts moralisateurs, et plus proche des réalités individuelles.

Quoi qu'il en soit, dès aujourd'hui, un domaine est parfaitement connu : les relations entre l'alcoolisme et la grossesse. Il est en effet établi que l'absorption d'alcool au cours de la gestation (y compris durant la période où la femme ne sait pas qu'elle est enceinte) peut suffire à provoquer l'apparition de lésions graves chez l'enfant. « Si l'on avait mis en évidence, pour un médicament, des effets nocifs aussi importants que ceux de l'alcool, ce médicament aurait sans doute été retiré vite du marché », explique M. Ulf Rydberg, expert suédois au Conseil de l'Europe. « Il paraît probable que la consommation d'éthanol par la mère au cours de sa grossesse a eu plus d'enfants que la consommation de thalidomide ».

J.-Y. N.

LA PRÉVENTION DU SIDA (« syndrome des homosexuels ») EN FRANCE

Suppression à terme des importations de médicaments antihémophiliques en provenance des États-Unis.

Une sélection des donneurs de sang à risque pourrait être rapidement mise en place.

Alors que le dernier numéro de la revue américaine Science apporte plusieurs arguments en faveur de son origine virale (le Monde du 5 mai), l'épidémie dite du syndrome immunodéficitaire acquis (SIDA) ou « syndrome des homosexuels » (1) pose depuis plusieurs mois un délicat problème de santé publique. En moins de deux ans, près de 1 400 cas de SIDA ont été recensés à travers le monde. En France, une pré-enquête a permis, de mars 1982 à mars 1983, de retrouver une quarantaine de cas en région parisienne.

La diffusion rapide de l'épidémie observée aux États-Unis, le caractère transmissible de l'infection,

sa période de latence et la démonstration déjà faite à l'étranger du rôle pathogène de certaines transfusions sanguines ou de certains produits dérivés du sang constituent autant d'éléments qui doivent être pris en compte par les responsables de la santé publique que par certains industriels. En France, des mesures préventives pourraient être prochainement prises : arrêt de certaines importations de médicaments antihémophiliques en provenance des États-Unis ; non-utilisation des dons de sang provenant des personnes « à risque » : homosexuels masculins, toxicomanes et sujets en provenance d'Afrique noire ou des Caraïbes.

« CURIOSITÉ » phylogénétique en 1981, le SIDA est aujourd'hui responsable d'un véritable vent de panique outre-Atlantique. Après plusieurs titonnements et de nombreux travaux, on s'oriente maintenant vers une hypothèse virale. Mais on en est encore à chercher quelle pourrait être la meilleure stratégie préventive, bien que depuis quelques mois on ait démontré le caractère contagieux et transmissible du SIDA.

A la différence de nombreux pays européens, en France un réseau de surveillance épidémiologique s'est rapidement mis en place, sous l'égide au départ d'un petit groupe de praticiens passionnés par cette question, puis avec l'appui du ministère de la Santé (2). Le relevé officiel des cas n'est pas exhaustif : la région parisienne est mieux surveillée que la province. Il donne, néanmoins, une première photographie du phénomène dans l'Hexagone, photographique légèrement différente de celle des États-Unis.

Les cas espagnols

Sur la quarantaine de cas retrouvés en mars 1982 et 1983, on ne recense que 50 % de personnes déclarant une pratique homosexuelle (contre 75 % aux États-Unis) et aucun toxicomane (contre 45 % aux États-Unis). En revanche sont retrouvés avec une plus grande fréquence des patients originaires ou ayant longtemps séjourné à Haiti ou en Afrique équatoriale. Autre différence : en France, aucun malade hémophile n'a été retrouvé atteint du SIDA, en dépit d'une large enquête rétrospective. Il semble néanmoins acquis à l'étranger que l'apparition du SIDA chez certains malades est liée à l'utilisation d'un médicament antihémophiliographique (facteur VIII) « contaminé ». Une nouvelle démonstration a été faite avec le récent décès de deux hémophiles à Séville (Espagne).

Deux enfants hémophiles l'un âgé de neuf ans, l'autre de seize ans, y sont morts les 11 janvier et 14 avril. La nouvelle n'a été rendue publique que début mai « pour éviter une panique injustifiée ». Un troisième malade se trouve dans un état grave.

De plus, aucun des cas français ne peut être relié à une transfusion sanguine effectuée dans l'Hexagone. Le seul cas post-transfusionnel de SIDA correspond à un blessé qui avait été abondamment transfusé à Haiti.

Devant cet ensemble de données, et dans l'attente des progrès permettant l'identification du ou des agents responsables, quelle peut être l'attitude des pouvoirs publics ? Le SIDA ne constitue pas en France un problème majeur de santé publique. L'intérêt que cette affection suscite dans la communauté scientifique va croissant. Son importance réelle en

termes de santé publique se pose surtout en termes de prévention.

Il est difficile d'imaginer que l'épidémie cessera d'elle-même. Bien au contraire. La progression constante des cas recensés aux États-Unis (on prévoit deux mille cas avant la fin de l'année), la période de latence (de quelques mois à deux ans) et les caractéristiques épidémiologiques de l'infection sont autant d'éléments « a priori inquiétants ». Compte tenu des exemples américains et espagnols, l'une des premières questions posées concernant la conduite à tenir en matière de transfusion sanguine est l'utilisation des dérivés sanguins comme le facteur VIII. A la fin du mois de mars, les autorités américaines formulent des recommandations : la sélection des donneurs de sang afin de réduire le risque de transmission du SIDA. Des mesures identiques sont actuellement prises dans différents pays européens.

En France, le professeur Jean Ducas, président de la société nationale de transfusion sanguine, vient de faire savoir que la commission consultative de transfusion sanguine, saisie le 24 mars du problème posé aux établissements de transfusion sanguine par le SIDA, rendrait ses conclusions le 9 juin. Celles-ci seront alors largement diffusées. Il pourrait s'agir en substance de décider, après une information sur le SIDA auprès de l'ensemble des donneurs de sang, de la mise en place d'une sélection des dons. Cette sélection serait basée sur une collecte de données permettant l'identification des sujets appartenant au groupe « à risque » : homosexuels masculins, toxicomanes, voyageurs en provenance des États-Unis, des Caraïbes ou d'Afrique équatoriale, personnes originaires de ces deux zones. La définition précise de ce groupe reste néanmoins à faire. Faudrait-il, en particulier, y inclure les partenaires sexuels de nos sujets contaminés par la transmission démontree du SIDA par voie vénérienne ?

Le plasma le moins cher

Autre problème : celui posé par l'utilisation du facteur VIII concentré importé des États-Unis. Ces importations, qui représentent plus de 20 % du volume des médicaments antihémophiliques utilisés en France, proviennent d'un groupe de donneurs rémunérés qui constituent le plus souvent un sous-ensemble particulièrement exposé au SIDA, comme à d'autres affections.

« Si le plasma américain, qui est le moins cher du monde, explique le professeur J.-P. Soulier, président d'honneur de l'Association française des hémophiles (3), est exporté en Europe, c'est qu'il existe dans ce pays des stations commerciales de « plasmaphérèses » collectant chez des donneurs rémunérés des quan-

tités de plasma allant jusqu'à 50 litres par an et par donneur. Ce plasma est obtenu des classes les plus modestes de la population. Il s'agit de chômeurs, d'immigrés et parfois de drogués. Cette pratique, contestée par l'Organisation mondiale de la santé, est de plus en plus discutée aux États-Unis mêmes. En effet, semblables prélèvements massifs mettent en danger la santé des donneurs, mais aussi celle des receveurs. De mystérieuses affections à virus pourraient éventuellement être transmises par des fractions provenant de plasma commercial. Selon le professeur Ducas, l'accroissement de la production française de facteur VIII concentré « devrait conduire à terme à la suppression des importations ». Reste, sur ce point, à redéfinir les orientations actuelles des thérapeutiques antihémophiliques.

Troisième problème : le mode de fabrication du vaccin contre l'hépatite virale de type B. Celui-ci nécessite l'utilisation de plasmas « contaminés » par un fragment viral (antigène HBs) ensuite purifié. L'incertitude dans laquelle on est concernant la nature de l'agent pathogène du SIDA et le fait que, pour des raisons industrielles, les deux fabricants mondiaux du vaccin (la firme américaine Merck Sharp and Dohme et la société française Institut Pasteur Production du groupe Sanofi-Sintabo) ont été amenés à utiliser des plasmas provenant en grande partie du marché américain décrit par le professeur Soulier constituent aujourd'hui un problème qui cesse-t-elle tant pour les industriels concernés que pour les responsables de la santé publique.

Il convient néanmoins de rappeler que ce vaccin confère une excellente protection contre l'hépatite B, maladie grave responsable de plusieurs dizaines de décès chaque année en France, et que les techniques de purification drastiques utilisées éliminent « a priori » tout risque d'infection virale. L'Institut Pasteur Production a néanmoins, depuis peu, préféré stopper toute importation de plasma américain et organiser maintenant ses collectes à l'échelon européen.

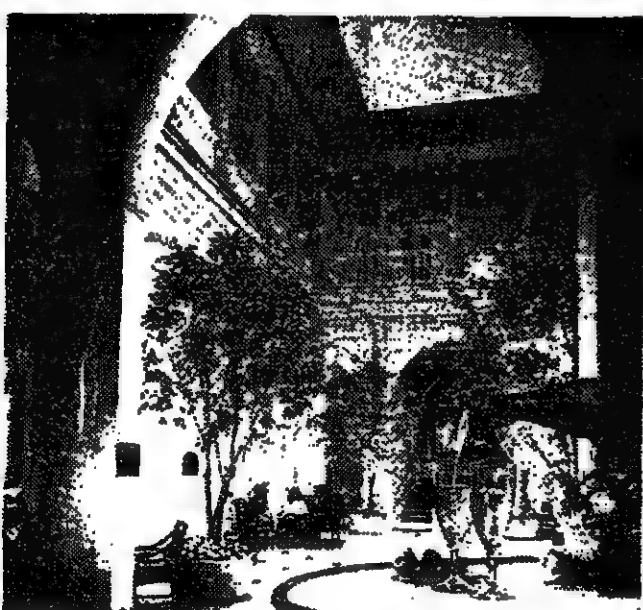
JEAN-YVES NAU.

1) La meilleure connaissance du phénomène rend aujourd'hui cette dénomination caduque : les homosexuels ne sont pas les seules personnes concernées. La dénomination anglo-saxonne du SIDA est AIDS (Acquired Immune Deficiency Syndrome).

2) Bureau d'épidémiologie. Sous-direction de la prévention générale et de l'environnement. Direction générale de la santé, 8, avenue de Ségur, Paris. D'autre part, l'Organisation mondiale de la santé collecte aussi depuis peu des données sur le SIDA.

3) Revue l'Hémophile, éditée par l'Association française des hémophiles, numéro 93, février 1983, 6, rue Alexandre-Cabanel, 75015 Paris.

HOTEL PARKER MERIDIEN NEW YORK



L'ART DE VIVRE FRANÇAIS A NEW YORK



Cet art de vivre français vous le retrouverez à Montréal, Houston, Boston, et prochainement à San Francisco, La Nouvelle-Orléans, Mexico. Appelez Meridien Réservation Internationale au 757.15.70 pour les hôtels Meridien Paris, Nice, Lyon, Tours, Athènes, Tunis, Monastir, Mohammedia, Le Caire, Bagdad, Palmyre, Damas, Lattaquié, Koweït, Al Khobar-Dhahran, Djeddah, Abou Dhabi, Sharjah, Kharoum, Doha, Bujumbura, Kigali, Port-Gentil, Brazzaville, Douala, Gisenyi, Saint-Louis, Bahia, Rio, Tokyo, Hong Kong ville, Hong Kong aéroport, Guadeloupe, Martinique, Maurice Paradis, Maurice Brabant, Réunion. En ouverture prochaine : Colombo, Delhi, Singapour ville, Singapour Changi, Alep, Porto, Lisbonne, Varsovie, Héliopolis, Alexandrie.

J.-Y. N.

CONFÉRENCE
JEUDI 19 MAI à 18 h 30
Mc Luhan,
art et technologies
par le Pr Derrick de Kerckhove
de l'Université de Toronto
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, r. de Constantine (74) 961-36-73
ENTRÉE LIBRE

(Publicité)
Vient de paraître :
Docteur J.-P. HUBERT
TRAITE DE SOPHROLOGIE
Tome premier :
Origines et étiologies
288 pages, 16,5 x 24,5 (1983) 50 F
L'auteur expose les bases de la
sophrologie : il en rappelle les
origines. Une importante bibliographie complète l'ouvrage.
premier paru d'une série de
6 traités
Éditions LE COURRIER DU LIVRE
21, rue de Sévres, Paris 8. Tél. 364.18.81

ITINÉRAIRES ET RÉFLEXIONS D'UN CANCÉROLOGUE

Pr CLAUDE JASMIN

PARCE QUE
JE CROIS
AU LENDEMAIN

Collection « L'aventure médicale »

ROBERT LAFFONT

هكسان الوجل

SCIENCES FAITS ET JUGEMENTS

PRÉVU INITIALEMENT EN JANVIER DERNIER

Le sixième tir de la fusée Ariane est reporté une troisième fois

Une nouvelle fois, le lancement du sixième exemplaire de la fusée européenne Ariane a été reporté. Prévu une première fois en janvier, remis en avril, puis au 3 juin si l'on en juge par le dernier calendrier de l'Agence spatiale européenne (ESA) et du Centre national d'études spatiales (CNES), ce tir n'aura pas lieu avant la mi-juin. A ce contretemps, il y a plusieurs raisons, qui sont d'ordre technique conjoncturel.

Il est clair que les responsables du programme Ariane et ceux qui sont chargés de la promotion du lanceur européen ne peuvent se permettre un nouvel échec après celui de septembre 1982 essuyé avec le cinquième exemplaire de la fusée (1). Le prochain tir doit être absolument un succès pour que les Européens puissent prendre la place qu'ils ambitionnent sur le marché des lanceurs de satellite, domaine réservé des Américains.

Pour cette raison, l'ESA et le CNES prendront tout leur temps pour s'assurer que les modifications effectuées sur la turbopompe du troisième étage, cause du dernier échec, donnent toute satisfaction. Ainsi, la taille des engrenages de cette pièce a été revue tout comme le traitement de surface auquel ils sont préalablement soumis pour mieux résister aux efforts qu'on leur inflige. De même, les procédures de prébrûlure de cette turbopompe ainsi que le système de lubrification lui-même (le Monde du 26 février) ont aussi fait l'objet de changements.

Dans ces conditions, pourquoi retarder une nouvelle fois le tir du 3 juin ? Tout simplement parce que les essais permettant de qualifier l'ensemble du moteur du troisième étage ne sont pas achevés, en raison notamment de la découverte inatten-

due de l'échauffement d'un roulement à billes de ce système découvert au cours d'un essai réalisé au mois de mars.

Retard conjoncturel aussi dans la mesure où, pour le lancement de leurs fusées, les Européens font appel aux installations de la NASA situées à Ascension pendant les premières minutes du vol. Or, du fait du retard d'Ariane, le tir du sixième exemplaire au lanceur pourrait coïncider avec la prochaine mission de la navette spatiale américaine dont le départ depuis Cap Canaveral a été fixé au 18 juin. Il reste donc aux Américains et aux Européens à trouver un terrain d'entente, ou plutôt un créneau de tir pour le lanceur d'Ariane qui est déjà érigé sur la base de lancement guyanaise de Kourou et attend l'ordre de mise à feu.

Tous ces contretemps coûtent cher, environ 130 millions de francs, auxquels il faudrait ajouter le prix du maintien en configuration de vol des satellites qui n'ont pu être lancés. Il faut aussi rappeler que, après l'échec de septembre dernier, il a fallu se résoudre à confier la mise en orbite du satellite d'astronomie «X» Exosat à un des lanceurs américains que la fusée européenne est censée concurrencer. Ce tir aura lieu le 26 mai, juste au début du Salon international de l'aéronautique et de l'espace qui se tiendra au Bourget, près de Paris. S'il est un succès, Ariane pourra-t-elle se permettre de ne pas réussir ?

J.-F. A.

Copies Couleurs

sur film ou sur photo - qualité - ETRAVE 38, rue Daumesnil Paris 12^e - 347.21.32

Trouvez le bonheur à deux ...

... où nous n'aurons pas d'excuse

NOUVEAU ! La garantie "PAS D'EXCUSE"

Le vrai bonheur à deux ! Des milliers d'hommes et de femmes le connaissent. Parce que Ion International a proposé un jour un choix libre parmi des personnes psychologiquement compatibles. Ils ont gagné. Pourquoi pas vous ? L'efficacité de la méthode est telle que Ion n'hésite pas à vous offrir une sécurité nouvelle : la garantie "PAS D'EXCUSE".

Si nos sélections de personnes compatibles ne vous conviennent pas : PAS D'EXCUSE ! nous les reconstruisons, et ceci jusqu'à ce que vous soyez satisfaits.

Si par extraordinaire, vous n'aboutissez pas, PAS D'EXCUSE ! Nous refaisons gratuitement votre Etude Psychologique, recodifions votre dossier et tout repart à zéro jusqu'à votre réussite.

Pourquoi ne pas profiter de cette proposition... puisque vous ne risquez rien.

Ion International

DEPUIS 1960 PARIS - BRUXELLES - GENEVE

GRATUIT !

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et sans aucune information en couleurs "Pour un couple nouveau". (R. "Pas d'excuse")

M. Mlle Mlle

Parcours

Adresse

FRANCE (M.R) 94, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS - Tél. 596.70.85

ION BELGIQUE (M.R) 31, Avenue Democrite - 1050 BRUXELLES - Tél. 53.25.86

ION SUISSE (M.R) 10, r. du Marché aux Herbes 105 BP 21 - 1000 BRUXELLES - Tél. 511.34.30

ION SUISSE (M.R) 10, r. du Marché aux Herbes 105 BP 21 - 1000 BRUXELLES - Tél. 511.34.30

AU CERN

Un nouveau pas important vers l'unification des forces de la nature

La particule « Z » après la particule « W »

Après le « W », le « Z ». Les chercheurs de l'organisation européenne de recherches nucléaires (CERN) ont très probablement découvert le second « boson vectoriel faible ». En début d'année (le Monde du 22 janvier), la centaine de physiciens qui ont construit et mis en œuvre, sous la direction de l'italien Carlo Rubbia, l'expérience UA1 au CERN, la particule « W », que prédit la théorie « électro-faible », premier pas vers l'unification de toutes les forces de la nature. Celle-ci prédit aussi l'existence de la particule « Z », dont la probabilité d'apparition est plus faible et qui s'est donc logiquement fait attendre plus longtemps.

La découverte n'est pas encore certaine. Deux « Z » ont été observés le 30 avril, s'est désintégré en une paire d'électrons, ce qui serait une « signature » très nette si les deux électrons avaient l'énergie attendue. Mais l'un d'eux a une énergie cinq fois trop faible, ce qui pourrait s'expliquer par un phénomène parasite (bremsstrahlung). L'autre « Z », apparu le 13 mai, a produit une paire de photons, qui sont des sortes d'électron lourd. Ici l'énergie est bien ce qui était attendu.

L'un des porte-parole de l'expérience, M. Antoine Léveque, estime que les deux événements sont des indices probables de l'existence du « Z », mais indique que « leur analyse se poursuit, et [quel] plus de données sont nécessaires pour aboutir à une certitude ». Il faut, en effet, éliminer soigneusement et éliminer toutes les causes parasites qui pourraient simuler la présence de particules « Z » - celles-ci se désintégrant en un temps tellement bref qu'elles ne sont pas directement observables et doivent être reconstituées par l'étude de leurs fragments. Sur tout, les chercheurs ne seront vraiment satisfaits que si d'autres « Z » apparaissent. Après une première prise de données en fin d'année dernière, qui avait fourni le « W », une autre a débuté à la mi-avril, elle se prolongera jusqu'au début juillet. Cela laisse espérer l'apparition de trois ou quatre autres « Z », ce qui libèrera les doutes dont les chercheurs assésent prudemment leur découverte.

2 000 tonnes et 7 kilomètres

L'importance de celle-ci est liée au mouvement général de la physique théorique actuelle, qui cherche à unifier les différentes forces présentes dans la nature - un programme que s'était donné Einstein et auquel il n'a consacré toute la fin de sa vie, mais qu'il n'avait pas, à l'époque, les moyens de mener à bien. La première étape de cette unification est la théorie « électro-faible », formulée en 1967, et qui a valu, en 1979, le prix Nobel aux Américains Glashow et Weinberg et au Pakistanais Salam. Cette théorie décrit simultanément l'interaction électromagnétique - qui assure la cohésion des atomes et par là même gouverne pratiquement toute la technologie

Des zircons (silicate de zirconium) de 4,1 à 4,2 milliards d'années dans l'ouest de l'Australie par des géologues de l'université nationale d'Australie. Ce sont les minéraux les plus anciens jamais trouvés : plus vieux minéraux découverts - zircons, d'ont, en effet, « que » 3,8 milliards d'années et sont situés au Groenland. (A.F.P.)

moderne - l'interaction faible, une force extrêmement ténue qui ne s'exprime que dans certaines désintégrations nucléaires, et ne paraît avoir a priori aucun rapport avec l'interaction électromagnétique.

Une première confirmation de la théorie « électro-faible » avait été obtenue en 1973, au CERN, dans une expérience alors dirigée par le physicien français André Lagarrigue, depuis. Mais la certitude ne pouvait s'acquiescer qu'avec l'observation des particules « W » et « Z », dont la théorie « électro-faible » fournit les masses. Ces masses étaient trop faibles pour que la production soit possible dans les accélérateurs existant dans les années 70. Aussi Carlo Rubbia proposa-t-il, en 1976, de modifier l'accélérateur principal du CERN un anneau circulaire long de 7 kilomètres dans lequel circulent des protons pour y faire simultanément tourner, en sens inverse, des antiprotons. Il fut bâti un gigantesque détecteur - plus de 2000 tonnes - autour d'un point où les faisceaux se rencontrent, pour observer les particules produites lors des chocs entre protons et antiprotons.

La théorie prévoyait que la création de « W » et de « Z » serait alors possible, ce que l'expérience a en effet confirmé. Un second détecteur, UA2, plus léger et installé sur des principes un peu différents, a d'ailleurs été placé par une autre équipe de physiciens autour du second point de rencontre. Cette expérience a aussi confirmé l'existence du « W » et enregistré des phénomènes qui peuvent s'interpréter par la présence de particules « Z ».

MAURICE ARVONNY.

SPORTS

TENNIS

Connors à Roland-Garros

L'Américain Jimmy Connors, champion du monde en titre et premier joueur au classement de l'Association des professionnels (A.T.P.), est revenu sur le circuit de ne plus participer aux Internationaux de France à Roland-Garros, pour lesquels il s'estime « trop vieux », à trente ans. Lundi 18 mai, il a fait parvenir à la Fédération française une demande de « wild card » (invitation) qui lui a été accordée. Ainsi, neuf des dix premiers classés de l'A.T.P. ont participé à Roland-Garros à partir du 23 mai : Jimmy Connors, John McEnroe, Ivan Lendl, Guillermo Vilas, Yannick Noah, José-Luis Clerc, Huguieras et Vitas Gerulaitis. Le seul absent est l'Américain Gene Mayer (numéro 6), l'organisme supporte mal le mat au meilleur cinq sets sur battue.

Parmi les joueurs qui ont dû préparer Roland-Garros en disputant les Internationaux d'Italie, dotés de 100 000 dollars, le Français Lott Courteau a été battu au premier tour par le Tchèque Libor Pimek (6-1, 6-2). Dominique Bedel, Thierry Tulasne et Guy Forget devaient débiter mardi. A Munich, aux Internationaux de Bavière, Christophe Roger-Vasselin s'est qualifié pour le deuxième tour en éliminant l'Américain Trey Waltke (6-2, 7-5).

MUNICIPALES

POMPIERS ET INCENDIE

Depuis les municipales, l'enquête de la maison de M. Marcel Desgouttes, battu, avait voulu déposer leur candidature à leur tâche, mais M. Lang, le nouveau maire, n'avait pas accepté leur démission. L'affaire traînait, et ils étaient venus, manque de chance, la veille de l'incendie, remettre leur matériel à leur matériel élu qui les avait refusés.

Le lendemain, les Debouche et leurs enfants assistaient impuissants au spectacle de leur maison en flammes. Il n'en fallait pas davantage pour qu'on accuse les pompiers de s'être croisés les bras devant le sinistre. « C'est faux », dit l'un d'entre eux, « j'ai vu la porte du local s'ouvrir la nuit du 14 mai, à 23 heures, quand nous sommes arrivés, il n'y avait plus rien à faire. » Ce qu'on reconnaît volontiers de la part des adversaires, qui ne peuvent pourtant s'empêcher de penser que les pompiers n'ont pas montré un zèle exemplaire : « Ils ont joué avec le feu », disent-ils. Avec l'incendie de la maison Debouche, on a donc tout reporté sur la place publique : « Le maire n'a pas sonné le cloche c'est l'usage », disent les uns. « Ils n'ont pas éclairé les réverbères. Ils avaient pourtant le feu », disent les autres. « L'épouse du sous-lieutenant était secrétaire de mairie. M. Lang la licencie... », répliquent les autres. Les Debouche, eux, n'accusent personne. Ils se désolent de leurs décombres fumants.

Inculpés de plusieurs délits

DEUX GENDARMES DE VINCENNES ONT DU DONNER LEUR DÉMISSION

Deux gendarmes - il s'agit de deux sous-officiers de la brigade de recherches de Vincennes - ont été écroués, dimanche 15 mai, par M. Michel Guy, premier juge d'instruction du tribunal de Créteil, qui les a inculpés pour plusieurs délits (tentative de falsification d'un permis de conduire, complicité d'escroquerie, l'assurance portant sur un véhicule et violation du secret professionnel consistant en indiscrétions auprès de tiers). Les deux gendarmes ont, de surcroît, été invités par le ministre de la Justice à démissionner de l'arme.

Au tribunal de Créteil, on déclare qu'il s'agit d'une affaire de droit commun banale, même si l'on convient de l'accumulation des délits reprochés aux gendarmes forme - un total non négligeable.


Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a d'autre part, décidé, préalablement à toute procédure disciplinaire, de suspendre les fonctions de commandant - un chef d'escadron - de la compagnie de gendarmerie de Vincennes, dont la compétence territoriale duquel avaient été placés, pour l'enquête, les deux gendarmes. M. Hernu a chargé le colonel inspecteur technique de la gendarmerie d'une enquête de commandement sur l'affaire.

Affirmant que la gendarmerie doit faire preuve d'un comportement irréprochable et ne faire l'objet d'aucune suspicion en raison de son renom historique, M. Hernu a chargé le colonel inspecteur technique de la gendarmerie d'une enquête de commandement sur l'affaire.

Quelques dizaines de policiers - en civil - se sont rassemblés, lundi 18 mai, à Paris, pour protester contre l'incendie qui a ravagé, le 14 mai, le local du Syndicat national des policiers en tenue (S.N.P.T.). A l'appel notamment de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.), de la C.G.T.-Police, de la C.F.D.T.-Police, du Syndicat national des journalistes, du Syndicat de la magistrature, du Syndicat des avocats de France et de la Ligue des droits de l'homme, les manifestants se sont

réunis devant le siège du S.N.P.T., 27, rue de Dunkerque (10^e).

Sous une bannière proclamant « Non à la répression et au racisme, oui aux libertés démocratiques et aux droits syndicaux », M. Eugène Asencio, secrétaire général du S.N.P.T., a dénoncé « la responsabilité de ceux qui, à l'instigation de la gendarmerie, ont tenté de faire passer le risque de voir se réveiller tous les vieux démons du racisme ».



JOYAUX D'HER ET D'AUJOURD'HUI

ARAX

JOAILLER-FABRICANT - ACHAT-VENTE

10 rue de la Harpe 75008 Paris Tél. 265.25.60

Je vous envoie gratuitement le catalogue en collant des dix

M.

Adresse

Tél.

Pan Am. Seul 747 quotidien Orly-San Francisco.

Départ Orly 13 h 00.

Via le Worldport® Pan Am à New York.

Arrivée à San Francisco 19 h 22.

C'est une des 40 villes U.S. de Pan Am.

Appelez votre agence de voyages ou Pan Am au 266.45.45.

Pan Am. L'Expérience Avion.





festival de Cannes

COMPÉTITION

BRESSON, UNE DATE

Une petite cabale contre Robert Bresson, des ondes de haine pendant les projections de l'Argent. Pour Martin Ritt, des applaudissements sans réserve. Comme quoi l'art reste incontournable.

(Suite de la première page)
Victime d'un fatal (diabolique ?) hasard, l'innocent est devenu Yvon le coupable. Comme d'un coup de gongre, le mal prend.

"L'Argent", de Robert Bresson

Il est de lui. Pendant qu'il purge sa peine, sa femme (Caroline Lang) le quitte, son enfant meurt, un geste de colère le conduit au cachot. Désormais et malgré les exhortations d'un codécidé, Yvon ne connaît plus que le désespoir et la haine. Quand il sort de prison, il a besoin de tuer.

L'Argent est inspiré d'une nouvelle de Tolstoï. De cette nouvelle, le Coupole volé, Bresson a conservé le point de départ et des bribes de dialogue. Mais il en a modifié la structure. Chez Tolstoï, la « réaction en chaîne » provoquée par l'escroquerie initiale bouleversait l'existence d'une demi-douzaine de personnages. A travers un récit aux multiples facettes se profilait une ébauche de critique sociale et d'idéalisme mystique cher au romancier.

Dans le film, au contraire, tout est centré sur la personne d'Yvon. L'Argent est une œuvre qui ne manque pas de quelques éléments significatifs. Bresson a voulu le faire au format d'un court métrage de sept péripéties (prise d'Argent, poursuite au manoir, tentative d'évasion, meurtre) autour d'une idée maîtresse. Mais il est évident que ces péripéties ne constituent que l'élément déclencheur du récit. Seule l'œuvre de l'auteur l'aventure intérieure d'Yvon, sa déchéance, son « voyage », sa destruction par un mécanisme mécanique qui a l'argent pour moteur, mais aussi la malchance, l'injustice, la lâcheté et la cruauté des hommes. Il faut dire que de Tolstoï, c'est de Dostoïevski que nous nous sentons proches.

Vient la dernière partie du film, la mystérieuse. En fait, dans le récit un nouveau personnage (personnage qui bénéficie de l'escroquerie) aura de Sylvie Van Den Elzen), Bresson brise l'écroule du fait divers et en révèle la moelle qui est d'ordre spirituel.

Dès sa libération, Yvon a tué un couple d'hôteliers. Recherché par la police, il trouve refuge chez une femme d'une cinquantaine d'années rencontrée dans la rue. En s'abritant chez elle, cette femme aux che-

veux gris, au visage lisse - visage de religieuse ou de sainte - sait les risques qu'elle court et qu'elle impose à son entourage (un frère et un enfant). L'esprit de charité, la compassion qui l'animent (« Si j'étais Dieu, dit-elle, je pardonnerais à tout le monde ») l'incitent à négliger ces risques. Puisque Yvon lui a été envoyé, c'est elle de le prendre en charge. A-t-elle imaginé l'horreur qui va suivre ? A-t-elle en secret admis l'indéfectible ? Ce n'est pas impos-

Une parenthèse en Floride

Marjorie vient de s'installer dans une orangerie au fin fond de la Floride. Son mari refuse de s'écarter avec elle ? Très bien, elle ira seule. Elle a un œuvre à écrire, loin du bruit et de la fureur.

A Cross-Creek, une triste maison l'attend, qu'elle retape elle-même. C'est juste une histoire joliment racontée. Une adaptation de l'auto-

biographie de cette femme faisant alors écho à celui d'Yvon qui, dans les Anges du péché, acceptait la souffrance et la mort pour sauver l'âme de Thérèse, la resurtrière. Mais qu'il s'agit d'une lampe-tempête, du sang qui gèle sur un mur, Yvon se livre à la police. Le mal (l'argent) a terminé son œuvre. Yvon n'a plus rien à attendre des hommes.

Résumons-le : tout ici est refus du spectacle, ellipses et suggestions. A Cannes, hier, beaucoup de sifflets se sont mêlés aux applaudissements. Il faut s'en féliciter pour un tel film. Mais à ceux qui ont admiré un condamné à mort s'est échappé, Pickpocket, Au hasard Balthazar, l'Argent apparaît comme un des chefs-d'œuvre de l'auteur.

JEAN DE BARONCELLI

Cross Creek, de Martin Ritt

énergique s'installe à son service sans qu'elle demande rien, et les voisins sont charmants. Originaux, sans doute, sauvages, parfois, mais quelle matière pour l'écriture ! Dans cette étrange contrée, d'eau et d'arbres, on parvient, malgré tout, à domestiquer la nature hostile. Cela va pas sans mal. Les oranges mûrent pas le gel, et une récolte, ça se mérite. De même l'écriture. Avec une tentative de best-seller, Marjorie essuie un échec que son orgueil supporte mal. Elle se lancera, à coup de whisky, dans la vraie littérature, dense et humaine, qui lui réussira mieux.

Les gens sont et viennent. Une connaît son premier

chagrin, lorsque son père est contraint d'abandonner la ferme (cela deviendra Jody et le feu). Marjorie est au bord de se faire exclure de ce monde où elle est étrangère, et puis non, tout ira bien.

C'est juste une histoire joliment racontée. Une adaptation de l'auto-

biographie de Marjorie Kinnan Rowlands, romancière. Mary Steenburgen prête son petit visage à cette jeune femme des années 20, qui affirme sa volonté d'indépendance au risque de faire fuir l'homme qui l'aime.

Martin Ritt se fatigue d'avantage lorsqu'il s'agit de Norma Rae. Mais comme bouche-trou, aux côtés de l'incomparable Argent, ce n'était pas une mauvaise idée d'adapter Cross Creek. Les personnages y ont du corps et de l'âme, les sentiments - sincérité, tolérance, solidarité - y sont justes et bons à prendre.

CLAIRE DEVARREUX

QUINZAINE

MICHAEL RADFORD

Un cinéfrancophile

Costume blanc, sourire encoffré, Michael Radford présente à la Quinzaine des réalisateurs son film Another Time, Another Place, avec le pop d'un meneur de revue, mêlant coquettement l'anglais, le français, l'italien. Il parle les trois langues - au moins son père est écossais, sa mère autrichienne, il est né en Inde, dans une famille où il est le seul mâle, depuis des générations, à ne pas avoir fait carrière dans l'armée. En plus, il est cinéfrancophile.

Durant sa jeunesse, à l'exception de deux ou trois Walt Disney, il ne connaissait rien du cinéma. Il vivait en pension et vers seize ans, l'âge du bac, les élèves avaient droit au ciné-club du dimanche. Le premier film qu'il ait vu, c'est Tirez sur le pianiste, le second le Dolce Vita, le troisième le bout de souffle, et ainsi de suite. Il n'imaginait même pas l'existence d'un autre cinéma, et a découvert plus tard les Américains.

Il rêve d'être comédien. Il le devient après ses études à Oxford. Il le reste dix-huit mois. Un soir, il tient le rôle d'un rat dans une farce probablement sans intérêt. Il se dit que ce n'était pas le peine d'avoir des diplômes de philo, de littérature pour en arriver là, pour se sentir ridicule, empêtré dans son déguisement. Il abandonne. A vingt-six ans, il est professeur dans un collège technique et entre à l'école nationale de cinéma qui vient d'être créée. Il travaille pour la télévision, réalise des documentaires, la grande spécialité des Britanniques. « Leur expression la plus intéressante, dit Michael Radford, mais il y manque quelque chose. La télévision déverse du Ken Loach et ses sous-produits. Pour moi, j'ai toujours cherché une forme adaptée au thème, un style. Mais j'en étais arrivé à ne plus bouger la caméra, l'écran bloqué. »

Another Time, Another Place, son premier long métrage de fiction se passe en 1944 dans une ferme écossaise où ont été envoyés pour aider aux travaux des champs trois prisonniers italiens, malheureux, grélotants. La communication est pénible entre les catholiques buveurs de whisky et les Latins réunis par le hasard, isolés, ne parlant pas l'anglais. Une jeune femme fait le lien, déclenche dans sa tête toute une mythologie amoureuse qui aboutit à une aventure, à un drame absurde. Les gestes viennent facilement quand les mots manquent.

« Je ne voulais pas, dit Michael Radford, des vrais héros d'amour, puisque tout se passe dans l'esprit de la jeune femme. Je voulais trois Italiens diffé-

rents : un gars des rues, Napolitain, un brave type, Toscan, un beau Romain gentil. Lui n'est pas comédien. Les comédiens qui ont un physique avantageux ont tout trop conscience. Je l'ai trouvé sur la piazza del Popolo. Un docteur. C'était difficile sur le plateau : il était là, une masse, et ne faisait absolument rien. La projection des rushes, on a vu qu'il était juste ce qu'il fallait. J'imaginais cela se passait ainsi avec les stars du muet : on les photographiait en situation. Le Napolitain au contraire - il est chanteur - improvise merveilleusement. Il fallait ne pas le faire recommencer. Avec les acteurs écossais, c'était l'opposé, ils ont dû travailler pour ne plus faire penser à des acteurs. L'attention se porte sur les Italiens, tels que les voit le jeune homme et, en même temps, tels qu'ils sont. Nous avions pensé dire parallèlement comment les Ecossais, mais cela aboutissait à un film de trois heures et nous n'avions pas les moyens.

Le film est une coproduction Channel 4, qui participe ainsi à vingt longs métrages par an. Le problème, c'est un peu comme au début avec la B.B.C. C'est-à-dire qu'avec la B.B.C. le plupart des réalisateurs venaient de la presse et de la télévision, et la perte documentaire des films. Ensuite, les producteurs sont venus et c'était mieux. A Channel 4, la plupart des producteurs arrivent de la télévision et passent à la télévision, même si la télévision du cinéma. En particulier, il ne laisse pas développer l'avantage de faire sortir un film en salles avant sa diffusion. C'est la lutte. Nous avons eu de la chance de réussir. Travailler pendant un an pour un seul passage sur le petit écran, c'est moche, même si le nombre de copies est important. On regarde son œuvre tout seul, on a l'impression qu'elle n'existe pas, qu'on n'a rien fait, c'est tout de suite fini.

« A la fin, le cinéma est devenu une littérature », et on commence à trouver de l'argent. Il est encore trop tôt pour dire ou en va. Je sais que j'ai envie de raconter des histoires, de me confronter aux autres. Les Américains adorent mon film. Les Français et les Italiens l'aiment, c'est très important pour moi. J'aurai la preuve que je n'ai pas trahi mes in-

Propos recueillis par COLETTE GODARD

Gros plans

Les deux films américains figurant cette année à la Quinzaine des réalisateurs, sont très différents par l'esprit, le style, les moyens, ont en commun une même donnée plast-

que : l'emploi de l'écran large du cinémascope pour cerner parfois les visages en gros plan, isolant les personnages du milieu ambiant, on rend leur destin plus exemplaire.

Le premier, Miss Lonelyhearts, de Michael Dimey, adapte un roman connu de Nathaniel West, situé dans les années 30. Un jeune reporter tient la rubrique du courrier du cœur dans un quotidien. Il réussit à bien se communiquer avec ses lecteurs que son directeur ne veut à aucun prix le changer de poste. Un jour le cauchemar devient réalité, « Miss Lonelyhearts » découvre

l'existence sordide de certains de ses clients, il se laisse happer un moment par cette misère, cette médiocrité subie également, puis se défend de manière cynique.

Filmant en noir et blanc, cadrant ses images avec des recherches de stylisation, qui figurent l'interprétation des acteurs, Michael Dimey réussit, en une heure juste, la parfaite adaptation littéraire : une sorte d'explication de texte, où sont soulignés comme au crayon rouge les moments saillants du récit. Initialement prévu comme un court métrage pour l'American Film Institute dont il porte un quelque sorte le sceau, Miss Lonelyhearts est le rêve de tout professeur de cinéma. Tout est tiré au cordeau : du scénario aux personnages. On retrouve les ficelles d'un bon vieux film hollywoodien, ces temps morts - la filmaire, qui s'ajoutent à la respiration et la crédibilité indispensables.

Barbarossa, le deuxième film américain de la Quinzaine, un western marque les débuts aux Etats-Unis du plus important cinéaste australien, Fred Schepisi. Il recourt donc également à ces gros plans de visages coupés sur l'écran large du cinémascope, mais en couleurs cette fois, et pour mieux exalter ses personnages. Le Barbarossa du titre s'inscrit d'emblée dans la légende, il est vite l'équivalent d'un Sambo Panca lorsqu'il apparaît, mais, contrairement à lui, par les circonstances à jouer les hors-la-loi - ils ont eu maille à partir l'un et l'autre soit avec des proches parents, soit avec des voisins.

l'invincible, ressuscité une première fois d'entre les morts, finit même par disparaître. Karl, le protagoniste, relève le gant, enfonce la morture et la légende de son héros. Ce film extrêmement original, qui fut un échec total au pays de John Ford et de Raoul Walsh, porte l'empreinte du mauvais esprit australien : rien n'y est jamais évident. Faut-il dire à la suite de coupes au montage, Fred Schepisi ne tire pas de son scénario trop écrit la grande épopée pieuse que l'on était en droit d'espérer. Pourtant il séduit.

Revenir au rat du sol, c'est risquer de ne jamais décoller. Vous savez ou non la mise. Il en va ainsi du film « Ecossais » - le réalisateur insiste sur l'adjectif - Another Time, Another Place de Michael Radford. Ancien élève de la National Film School de Londres (voir le portrait ci-dessus), ce dernier sait voir et entendre, capter un paysage, l'asservissement de l'individu à sa tâche quotidienne. En 1944, une jeune femme découvre, sous la révolte, du moins l'évasion grâce à trois prisonniers italiens, qui ont été

détachés à l'été et travaillent sur leurs terres possédées avec son mari. Phyllis Logan transcende une situation vécue jusqu'à la corde, grâce à sa beauté non conventionnelle, cette nonchalance qui fait tout accepter.

Rien qu'un jeu, de Brigitte Sauriol (Canada), traite du rapport incestueux d'un père avec sa fille. Mais ils ne passeront pas l'acte : une seule cadette intervient. La réalisatrice s'explique dans le catalogue de la Quinzaine : elle a voulu raconter une histoire vécue telle que l'intégralité elle-même la lui a racontée. Brigitte Sauriol, avec une sincérité totale, pose cartes sur table très vite en montrant un pauvre père torturé, possédé par sa passion coupable.

Parfois le réalisme social devient commentaire sur une société : Dead End Street, de Yaki Yoshida (Japon), se veut « si l'on en croit le postulat en scène - l'exploitation » d'un documentaire tourné en 1977 sur une jeune prostituée, qui se suicida après le passage du film au petit écran. Aujourd'hui Yaki Yoshida fait de l'histoire Amet Azmon dans le rôle de la pauvre fille forcée de la nature, un défi à toute morale. La prostitution, embellie par la magie du cinéma, devient un métier comme un autre, une exploitation de vie. Doné à l'écran, Yaki Yoshida expose les tabous et embarque le public dans une course folle vers une mort imprévisible et malgré tout logique.

Daniel prend le train, du Hongrois Pal Gabor, enfin, est un constat consciencieux du trouble des esprits, surtout parmi les jeunes, après l'insurrection de 1956 et l'intervention soviétique. Ici, les autorités laissent filer presque tout le monde. Ceux qui se rappellent les événements auront peine à accepter un postulat romanesque qui évite les vraies questions : pourquoi, en 1956, le communisme s'est-il fait si impopulaire ? Et les Hongrois devaient-ils toujours se résigner à être occupés par une tierce puissance ?

LOUIS MARCOTTE

La comédie et producteur Jacques Perrin a été élu président - pour 1983 - de la commission franco-allemande de promotion des coproductions cinématographiques. La commission a obtenu, une aide de ministère français de la culture, pour trois films : Question de chance, de Barbet Schreiner, Un amour de Swann, de Volker Schlöndorff et Un amour en Allemagne, de Andrzej Wajda.

BUICK
Stylark 9 cv
Jean Charles s.a.
28, rue Chateaubriand, Paris 16. 524.43.33

A SUIVRE

LES AMIS D'ANDRÉ BAZIN

En présence de Gilles Jacob, directeur général du Festival, les Cahiers du cinéma ont, le dimanche 15 mai, rendu un hommage au critique français d'après-guerre qui a le plus profondément marqué le cinéma. Tour à tour Roger Leenhardt, son « parrain » dans la critique ainsi qu'il s'est défini lui-même, François Truffaut, son « fils adoptif », Jacques Doulot-Valeroze, avec qui il fut étroitement associé aux Cahiers du cinéma et à France Observateur dans les années 50, ont parlé d'André Bazin, sans emphase, très directement.

Familiers d'André Bazin, mais de toujours d'André Bazin, ils recréaient l'ambiance de cette époque jusqu'à retrouver cette négligence apparente, cet état d'alerte permanente, cet humour jamais gratuit, qui entouraient alors la revue à la couverture jaune.

Le cinéma américain restait l'abc, le néoréalisme avait révolutionné le « langage », un autre cinéma français s'inscrivait qui, dans l'esprit de l'auteur de Qu'est-ce que le cinéma ?, ne pouvait que reprendre le meilleur de la leçon des anciens en la décantant, en la par-

ant. Dudley Andrew, jeune universitaire américain à qui l'on doit la récente biographie d'André Bazin, a souligné comment, à la veille des événements de 1968, aux Etats-Unis, la lecture de ces textes lui avait permis de mieux cerner l'esprit de la contestation, à l'époque même, a-t-il rappelé, où les nouveaux Cahiers allaient au moment de l'héritage de ce même Bazin. Roger Leenhardt qui, après la mort du cofondateur des Cahiers, songea un temps à réaliser lui-même son projet de documentaire sur les églises de Saintonge, a été employé des termes aujourd'hui forcément consacrés, caricaturés,

et pourtant sans exagération : André Bazin défendait « un cinéma de spiritualité », ou l'esprit s'engage totalement dans la quête de la vérité, sans renier un instant ses responsabilités.

L. M.

MERCREDI

SÉLECTION

• L'Homme blessé, de Maurice Chabrol (France).
• Perspectives
• Lettre à Michel Petrucci, de Frank Cassini.



Après Diva...

G

هكذا من الناحية

LES SYNDICATS S'INQUIETENT

... **cauté central d'entreprise,**
après analyse approfondie,
estime que l'alliance entr-
MM. Richerot, Marcel Fou-
quier (Robert Hersant) (le
27 avril) fait courir un risque
majeur à l'entreprise, à sa struc-
ture et à l'emploi : l'entreprise
se trouve dans une situation financière
actuelle où les groupes financiers
des plus précaires, aux structures et
au personnel, parce que les actions
antérieures de Robert Hersant ont
été démantelées ou démantèlement
de l'entreprise, à l'absence de
licenciement. Le pluralisme de
l'information et le pluralisme de
l'information et le pluralisme de
l'information sont donc menacés. » C. F.

مكتبة الأهل

FRANCE-MUSIQUE
20 h 30 Concert (donné au théâtre des Champs-Élysées le 12 mars 1983) : « Flûte-symphonique pour ténor, chœur d'hommes et orchestre », de Liszt, par l'Orchestre National de France et les chœurs de Radio-France, dir. J. Conlon, sol. J. Aler, ténor.
22 h : Cycle acoustique.
23 h : Fréquences de nuit : à 23 h 35, Jazz-club.

24 h 3 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

15 h En direct de l'Assemblée nationale.
Questions au gouvernement.

16 h 20 A.N.P.E. : séquences emploi.

16 h 25 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre.
En direct de Cannes : l'Association française des cinémas d'art et d'essai.

18 h 10 Journal.

18 h 15 Ambassades régionales.

18 h 50 Dessin animé : Tchin.

20 h Les jours.

20 h 35 Variétés : Cadence 3
Emission de Guy Lux, Leda Millo et Pascal Denis.
Avec Paul Danel, en direct de Cannes.

21 h 15 Téléthon : l'héritage des soldats Français.
de Ph. Durand, avec J.-F. Poron, S. Goureau, A. Léal et Th. Poullin.

Il y aura aussi : **Bruno Lomener, de retour chez sa sœur André après soixante-quatre ans d'absence. Yves Guéhenno, recueille le témoignage de sa paysan illégitime, condamné à mort et exécuté selon la parole en 1914.**

22 h 48 Une minute pour une image, d'Agul's Verde.

22 h 50 Prétude à la nuit.
« Soûte pour cor et piano » == Beethoven, pa

FRANCE-CULTURE

7 h 14. **Mémoires**, de Paris et des Français sous la Second Empire : le Nicaragua aujourd'hui.

8 h 14. **Chroniques** de la communauté : voir lundi.

9 h 59. **Récher** au hasard.

10 h 44. **Méthodes** des sciences et des techniques.

11 h 44. **Vie**, l'écriture sur la vie : rencontre de Jean Jaurès avec A. Rougemont, de Chateaubriand à Mauriac.

12 h 2. **L'analyse** par la parole : Wolf.

13 h 44. **Agora**.

14 h 44. **Débat**.

15 h 36. **Musique** : Catherine Sauvage. (Et à 17 h 32 et 20 h.)

16 h 14. **Sans**.

17 h 44. **Si tu veux** : « Le mariage de Lublin », de L. Bachelier-Singer.

18 h 47. **L'école** des parents et des éducateurs : les activités nouvelles dans l'enseignement obligatoire.

19 h 14. **Le monde** de Francis Ford Coppola : *Histoires naturelles*. À 15 h 35, nature australienne ; Histoires retrouvées : à 16 h, science ; à 17 h, rencontres avec F. Whirling.

20 h 36. **Portrait** : Portrait de femme.

21 h 25. **Jeux** à fonctionner.

21 h 30. **La science** au miracle : promenade au jardin des plantes.

22 h 30. **Nuit** musicale : actualité du cinéma.

FRANCE-MUSIQUE

6 12. 2. *Musiques pittoresques et Histoires.*

7 13. 30. *Musique du soir :* *Œuvres* de Sarasate, Chabrier, Enesco.

8 14. 5. *Concert :* « *Prélude à l'après-midi d'un faune* », de Debussy ; « *Concerto pour piano et orchestre* », de Scriabine ; « *Concertino* pour orchestre », dir. Kotzmi, sol. F. Chénier.

9 15. 16. *Le Journal de musique.*

10 16. *Concert :* « *Symphonie n° 5* » de Prokofiev, par l'Orchestre national de France, dir. L. Mouton.

11 17. 5. *Musique française :* « *Œuvres* », de J. Hahn, les copains. *Œuvres* de Schubert, Mozart, Messiaen, J.S. Bach, Schumann, Beethoven, Schoenberg, Stravinsky, Patti.

12 18. *Avant de rejoindre.*

13 19. 35. *Jazz.*

14 20. *Opérette :* « *Barbe Bleue* », d'Offenbach.

15 21. 38. *Œuvres écrites à l'univers* de Bach, Barock, Anagnino, Chopin, Liszt, Debussy, par Colette Fomier, piano.

16 22. 4. *Musique.*

17 23. 5. *L'histoire de la musique :* *Classique Montemurli.*

18 24. *Jazz :* *On Jouera.*

19 25. 38. *Œuvres* (en direct du studio 106) : *œuvres* de Max Scheler, Prokofiev, par M. Collard, piano et C. Courtois, violon.

20 26. 35. *L'Amérique.*

21 27. *Les chants de la terre.*

22 28. *Concert :* (en direct de l'IRCAM) : « *Œlogranon* », de Soule ; « *Je remarche les dieux* », de Lécroix ; « *Prologue* », de Grisey ; *Concerto pour violoncelle* de Ligeti, par l'Ensemble de l'Institut, dir. J. Mercier, sol. C. Caussé, P. Muller.

the 1990s, the number of people in the world who are illiterate has increased from 1.2 billion to 1.5 billion. The number of illiterate people in the world is projected to reach 1.7 billion by the year 2015. The number of illiterate people in the world is projected to reach 1.7 billion by the year 2015.

10



CANN - SON

* Prix couramment pratiqué au 10/05/83

[illegible]

Galerie marchande Carrefour - 14 Cam COMPUTERLAND 12 rue St Pierre - LOISELET 18 rue St-Jacques -
 Casn Châte de Monaco - CONTINENT - Centre-Sud MONTELOISEY 5 rue St-Pierre - Mوندفیلle DONTY-
 NENT - 15 Aurillac DELPATRI 33 rue des Fougères et 15 rue des Frères - MAILROUX MAZEL pl. du Palais
 - 18 rue du Collège - Mوندفیلle L'HOME 185 rue de Bordeaux - 17 La
 HOBBY SHOP 18 rue de la Vierge - MARTIN 15 rue de la Halle - Vivanzi - 21 rue de
 - 21 rue de la Halle - MEALMETS - 15 DACTYL BUREAU 11 rue de la Halle - Vivanzi - 21 rue de
 République - 20 Ampère AMPART CARLI 1 - 20 - Séguen Infos Les Minimes - 21 Grande INF
 CAL DOMICA 62 rue Mungo - NOUVELLES GALERIES - 25 Baccanzu CAMPONOV 50 Dipande rue
 Mوندفیلle D'AMAG - pl. - 25 - Bourg-les-Valences EMICA DOMICA -
 Thannoua Vianez CRUSSLON 10 bd - 27 - Evreux DROUHET 34 rue du Dr Oural - 28 Char-
 rue Jean LEGUE 10 rue Noël Bailey - 29 Brost Lib. JEAN JAURES 170 rue Jean-Jaures - RADIO SELL C
 Cal HALL 11 rue - 30 - Quimper LA BOUTIQUE INFORMATIQUE 11 rue Ray - 30
 BAILE PAPERETTE 16 bd Victor-Hugo - CB INFORMATIQUE 10 rue de la Terrasse - DOMINICS 134
 rue d'Argen - 31 Toulouse CASTELA 20 pl. du Capitole COPELEC 320 av. Fontenay - FNAC 18 promenade
 des Capitoules - Lib. PRIVAT 14 rue des Arts - Lib. SQUIBORN 9 rue Kennedy - NOUVELLES - 18 rue
 Lapeyrouse - 0 C.B. 44 - 11 - UNISSON 65 rue Alsace Lorraine - 19 Feneuillet CASINO
 33 Bordeaux BOUTISSOT 9 rue Lallande - CIESO 3 rue de la Concorde - DEVALIER 8 rue Vital Car-
 METRO - NOUVELLES GALERIES 40 - 11 - Bordeaux-le-Lac AUCHAN - 11 - Meris-
 cad - AUCHAN, MICRO LOGIS Cote Cal Menade - La Rôle - 9 rue A.C. - Soula Jean-
 BARRE 41 rue de - 34 - Montpallier SAURMPS 21 - Vallières C.E.B. 193 - 113 -
 - Fougères MARY 10 av. Gal de Gaulle et 12 bd - Rennes PASSE TEMPS 48 bd de la Liber-
 - X-MATIC 161 av. - 37 Tours BOUTIN - rue Marcenay - par. MARLET 23 rue A. -
 38 Bourgoin JAILLUS MAJOURE 44 rue de la Liberté - Grenoble DM ALPES 45 av. Alsace Lorraine -
 - NOUVELLES GALERIES Pl. - UNIC-
 IDESS 9 rue Ampère - 41 Blaise PILETAN 3 rue du Commerce - Vendôme Pl. DENIS 20 et 58 av. Gar-
 - 42 Roanne MAGNET 31 rue - St-Etienne CONTINENT - DETROIS 38 rue Miche-
 - FOREZ INFORMATIQUE DOMICA 46 - 44 Nantes - DEGRE POINTMIRCO rue -
 - 6 rue rue Duché de - Lib. BAUFRETON 24 - Pomeroy St-Harlin - MI-
 CROMANIE - Cal - 51 Montargis SAUREG 8 av. de - 71 rue
 rue Jean-Jaures - 45 Saint-Jean de Bréteuil 8 rue Dorde - Olivier AUCHAN - Orléans A.M.C 13 rue des
 - INFORMATIQUE 45, 1 rue des Minimes - St-Jean-la-Ruelle AUCHAN - St-Jean-la-Blanc
 TALLANDIER - 11 Agen Lib. DES ECOLES THOMAS - 11 - MARTIN
 DELBERT 95 bd de la République - Marmagne MAMEYROL 8 rue de la Libération - 48 Angers M.R.
 BROUILLET 30 bd - SELPEL 26 rue St-Julien - Cholet CHOLET INFORMATIQUE 22 rue du Puits
 FAI - M.R. BROUILLET 1 rue St-Er - BROUILLET 47 rue Beaupréau - 53 Cherbourg
 - 51 Eperray par. NOUVELLES 11 rue Gal-Ledac - Coutant-CLÉMENCEZ 3 rue G.
 Camille-Claude GUERLIN-MARTIN 11 pl. Drouot d'Erbe, L'ORGANISMEUR 16 rue Emile-Zola - Reims Car-
 mentelou CORA - SEZANNE-PRESSE 11 rue - 82 St-Dizier Lib. CENTRALE AGILE 16
 rue Gambetta - 83 Laval M.L 1 rue St-André - Nancy Longway MICRO EST 18 rue Gal-Perishing - Nancy
 ELEC 3 rue St-Denis ROUSSEAU 27 rue St-Denis - Nancy-Dotrem Courant - Bar-la-De-ALTHUS-
 SER 74 rue de la Rochelle - 56 Lanester FDCL Cote Cal Raye rue de Hennebont - Lorient LA BODUENNE-
 IFF rue du - L'ORDINATEUR 56, 11 que des - Pontivy GILLES - 11 - Mun
 3 rue Nationale - L'ORDINATEUR 56, 38 rue de la Paix - 57 Metz FNAC - Cal Lozères
 OBRZO 21 Nord Wipilly - 58 Cosme - 11 ROBIN 11 rue - 59 Denain DECE BER-
 TARD 42 rue Tranquart et - rue de - Douai MAMMOUTH - PROTECHPHONE 9 - St-Jacques -
 Dunkerque MAJUSCULE pl. Jean-B - Grande Station AUCHAN - Heuberville-Englos AUCHAN - Li-

[illegible]

**TEXAS
INSTRUMENTS**

مکرم الاول

Ce mois-ci chez IBM:

La fin d'une belle corvée: le Visiotexte surmonte l'épreuve de l'année!

Salut: c'est
l'écran de
Visiotexte

1.

C'est 1'4

5.

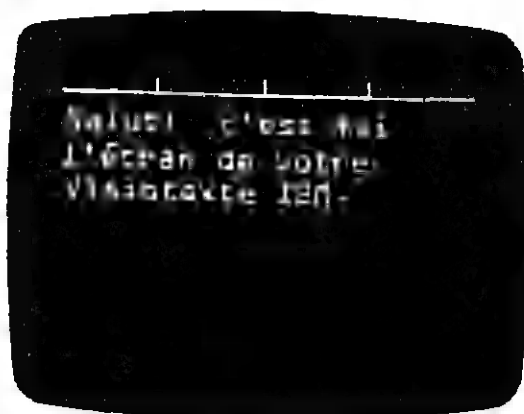
Ergo sus

9.

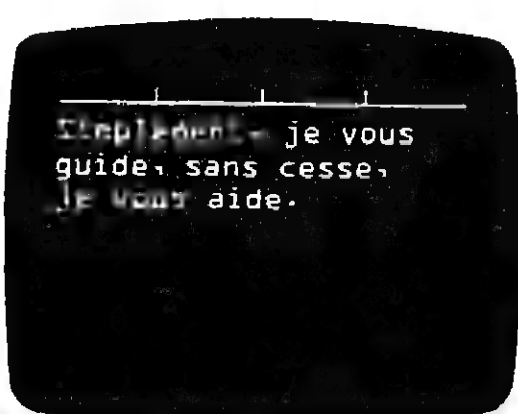
Et puis
et puis
et puis

13.

مكتبة المجلس



1. Le Directeur prépare son discours pour la grande réunion commerciale annuelle. Et naturellement, c'est à vous que revient le soin de le dactylographier... dans toutes ses versions successives, du brouillon le plus fleuri à sa forme finale classique. Seulement, cette année ce sera bien différent. Grâce à votre système de traitement de textes évolués : Visioteur, vous ne passerez pas un temps infini à la frappe et vous n'aurez pas à décommander vos invitations à dîner. Voyez plutôt.



2. Première question : connaissez-vous le fonctionnement de Visioteur ? N'avez-vous pas souci. Si vous êtes dactylographe, après une brève formation vous pourrez utiliser votre travail, parce que lui-même, le système, vous aidera point par point dans votre travail.

Vous avez même, pour vous guider, une notice illustrée facile à suivre.



3. Commençons. Frappez le premier projet de texte du Directeur ; avancez toujours sans vous soucier des fins de ligne, des fins de page et même des majuscules de mots.

Surprise ! Visioteur fait la présentation ! Ainsi donc, même avec un rythme de frappe rapide de type brouillon, vous obtenez une belle présentation (or, dans ce cas précis, vous le voyez, la première version est fort éloignée de la dernière !).



4. Vous craignez d'avoir fait une faute à grande vitesse. Il vous faut revoir le texte. Inutile. Demandez à Visioteur de le faire pour vous. Le système vous signale, par comparaison avec un "dictionnaire" général de 150 000 mots et dérivés et de 100 000 de votre dictionnaire personnalisé, certaines fautes dactylographiques que vous auriez pu faire.

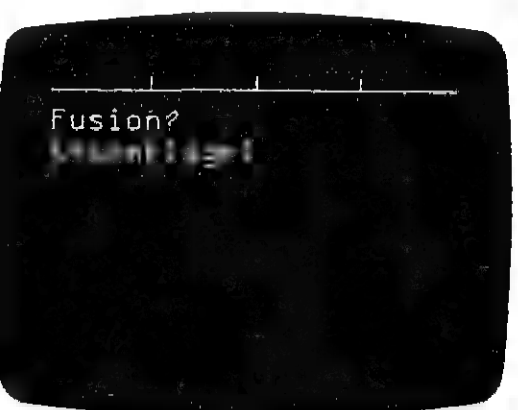
Ce premier projet, grâce à Visioteur, devient un texte parfaitement présenté.



5. Vous êtes l'auteur. Maintenant qu'il voit son texte dactylographié, il décide d'en supprimer la moitié ! Il raye des mots, des lignes, des pages entières. Il déplace même des paragraphes, intervient des passages entiers, du début à la fin du texte !

Mais vous n'avez pas reprendre ses ratures et tout recommencer ! Pas du tout...

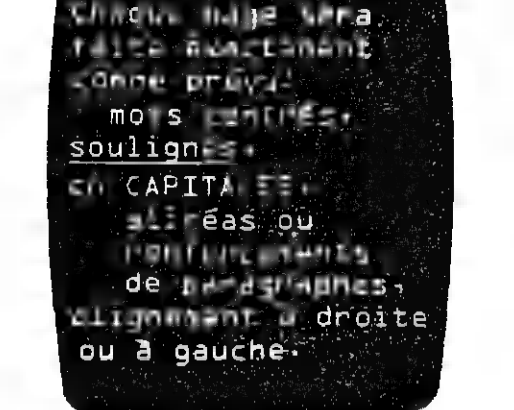
A quelques touches, vous demandez à Visioteur la présentation que vous voulez : c'est le système qui la refait.



6. Oh non ! Il vient encore d'ajouter le pire : des tableaux statistiques ! avec grilles, chiffres, calculs, qui proviennent du tout dernier compte rendu fait la semaine dernière aux "commerciaux".

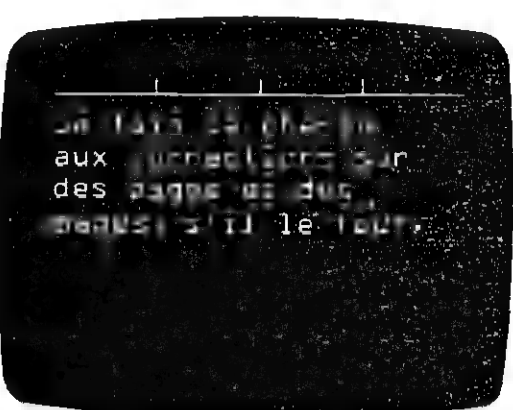
Heureusement, vous l'avez enregistré sur votre Visioteur... Vous n'avez donc plus qu'à reprendre la disquette IBM où tous les chiffres sont déjà en mémoire et à la glisser dans le système.

Après quelques commandes au clavier, votre système va effectuer la fusion "texte et données statistiques" dans le discours et hop ! le travail est terminé et le résultat... pas mal du tout !



7. Cette fois, le Directeur veut, pour plus de lisibilité, des changements de mise en page. Alors, vous n'avez qu'à transmettre toutes ses demandes à Visioteur. Vous pouvez travailler sur deux modèles d'écran de 25 ou de 40 lignes. Ce dernier, qui figure ci-dessus, vous permet de suivre le déroulement de la page.

Visioteur va vous donner un bon conseil : "Définissez !" pour son auteur. Vous n'en êtes pas si persuadée...



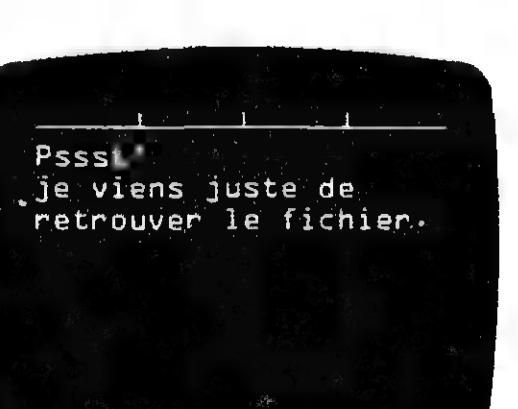
8. Et vous n'avez pas tout fait tort. Après réflexion, il a changé une phrase-clé tout au long du texte. Au lieu d'un "certain pessimisme", il faut lire "un optimisme prudent"... ceci, en plusieurs points de son discours ! Allez-vous capituler et renoncer à votre soirée au cinéma ?

Non, comme l'an dernier, en tout cas ! Demandez à la machine de "prendre en chasse" la phrase et de la remplacer chaque fois qu'elle apparaît. Visioteur vous fera cela, le temps de prendre un café.



9. Ainsi donc, la "pire corvée de l'année" s'est finalement bien passée, grâce à votre Visioteur. Et c'est dû en partie à son caractère ergonomique, autrement dit à ses qualités conçues pour le confort de l'opérateur, l'aisance de ses gestes et la facilité de manipulation de la machine.

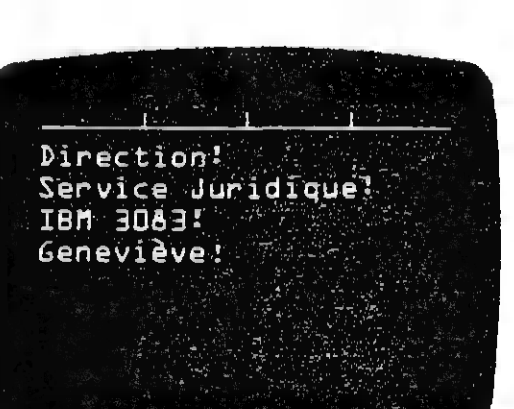
Parmi ses qualités ergonomiques, Visioteur compte en effet : l'écran à surface anti-reflets (pour protéger votre vue), qui s'incline et pivote (pour éviter à votre tête de la faire) ; enfin un repose-paume pour vous détendre les doigts.



10. Attention ! Le voici à nouveau. Il vient d'avoir une idée : celle de citer dans son texte les meilleurs "commerciaux" de l'année.

Autrefois, vous en aviez pour une heure à transcrire ces informations enfouies dans votre énorme meuble à classement.

Maintenant, il vous suffit de prendre la disquette qui contient le fichier "ventes". Vous appuyez sur quelques touches, et votre Visioteur va insérer ce qu'il vous faut, sans revenir au vieux meuble.

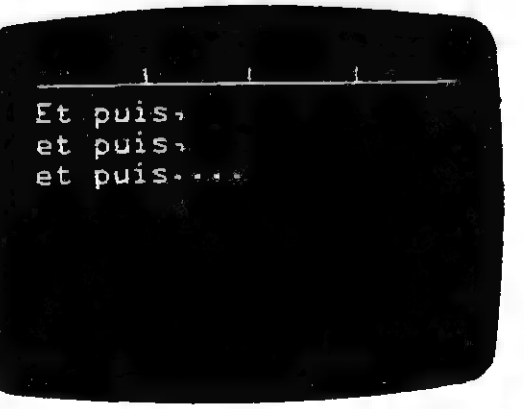


11. Alors, ce discours ! Un chef-d'œuvre ! Hélas, inachevé ! Car il doit être revu et approuvé. Visioteur vous permet de l'envoyer et de le diffuser partout, par le réseau téléphonique, en quelques instants. Maintenant, du haut ou bas de l'entreprise, chacun va passer votre texte au crible. Résultats prévisibles : il faudra réduire la moitié, éviter de "dénigrer la concurrence", revoir les chiffres... Et ne pas commencer les phrases par "et", comme il. Genève, toujours consultée sur le style.



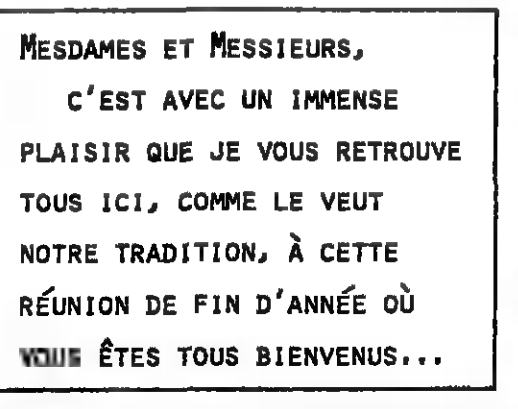
12. Que les Services Financiers vous transmettent les chiffres de leur grand ordinateur IBM et les informations apparaissent sur votre écran, vous appuyez sur quelques touches et les insertions se font dans votre texte.

Et pour les opérations arithmétiques ? C'est Visioteur ! En effet, le système peut réaliser les totaux, moyennes, pourcentages, variances, à leur entrée au clavier !



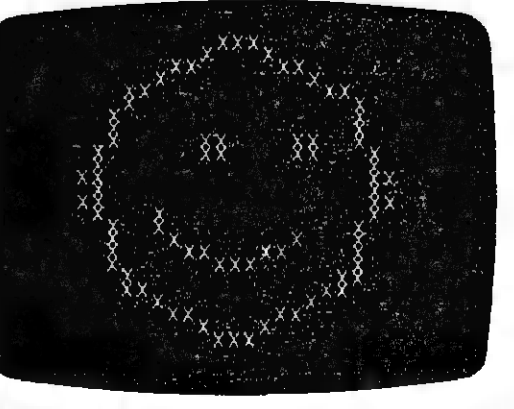
13. Mais si vous n'avez pas à faire de mémos, de lettres ou de rapports, Visioteur peut aussi servir comme un terminal pour consolider un inventaire ; faire vos factures (même les relances) ; préparer toutes les statistiques quotidiennes.

Visioteur serait-il un micro-ordinateur ? Il n'a rien de ces qualités.



14. Mais l'important à votre travail. Il est fini, ou presque. En plus des 100 exemplaires habituels, le Directeur vous en demande un pour lui avec le texte en double espacement, frappé en caractères ESSAY, sur 10 pages en demi-format.

Pour satisfaire sa demande, il suffit d'un sourire : vous changez la mise d'impression sur l'imprimante, vous faites quelques commandes au clavier, et le tour est joué...



15. Souriez ! C'est terminé. Et le message annuel n'a jamais été si bien présenté ! Le meilleur de l'histoire, c'est que la pire des corvées annuelles a cessé d'exister, à jamais !

Peut-être n'avez-vous pas encore le système Visioteur. Vous le croyez trop compliqué ? La Direction le trouve trop cher ? Attendez-vous à une surprise ! Remplissez le coupon et laissez-nous convaincre votre Direction. Et puis... bonne semaine !



16. Envoyez ce coupon à : Bernard Le Chaix, France, Tour Septentrion, 92081 PARIS La Défense 1, CEDEX 9, ou téléphonez au (1) 624.18.18

Nom		<input type="checkbox"/> de la documentation que VISIOTEUR
Fonction		<input type="checkbox"/> une invitation à une démonstration
Entreprise		
Adresse		
Ville et code postal		
Téléphone		



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MERLIN GERIN

15.000 personnes,
42 filiales et participations en France dans le monde,
5 milliards de CA dont 10% à l'exportation, recherche pour sa

DIVISION ÉLECTRONIQUE INDUSTRIELLE

ingénieur électronicien haut niveau responsable de groupe développement.

Basé à Grenoble, l'industriel la Direction technique du département systèmes et électronique de sécurité, il animerait une équipe d'une trentaine d'ingénieurs et techniciens chargés du développement des sous-ensembles électroniques. Il superviserait la réalisation des sous-ensembles et des équipements en logique programmable.

L'homme que nous recherchons est un leader fort potentiel, ayant acquis de nombreuses compétences dans les domaines de l'industrie électronique depuis l'analogique bas niveau jusqu'aux techniques programmées (micro-processeurs). Il parle sinon couramment, du moins assez bien l'anglais. (Référence FRA 210)

jeunes ingénieurs électroniciens grandes écoles d'ingénieurs.

Dans le cadre du développement de l'ensemble des activités électroniques du Groupe, des postes d'ingénieurs d'études sont proposés à Grenoble et un poste à Lamanon près d'Aix-en-Provence. (Référence FRA 211)

Les performances du groupe, ainsi qu'une politique dynamique de mobilité permettant d'envisager d'intéressantes perspectives de développement de carrière.

Merci d'adresser votre candidature avec prétentions en précisant la référence à :
MERLIN GERIN - 20000 GRENOBLE CEDEX.

Vivre une carrière dans les Ardennes, c'est vivre

PORCHER,

une place forte du sanitaire : environ 1 milliard de F de C.A., un effectif de 2300 personnes, 7 usines. REVIN, a une place forte de l'habitat : 630 personnes, 10 usines. Il fabrique des appareils sanitaires en céramique et en fonte dans un cadre de vie agréable : forêt, chasse, pêche, sports équestres et nautiques, d'entreprise, logement assuré. Dans le cadre de son développement, la division d'usine recherche des ingénieurs et techniciens haut niveau.

Responsable d'entretien (Ref. 262)

Il est chargé de l'organisation, planification, mise en œuvre et gestion des travaux d'entretien préventif et curatif de l'ensemble des équipements industriels existants. Il anime une équipe de 80 personnes et participe avec le Directeur d'usine aux projets d'amélioration de l'outil de production. Le poste s'adresse à un généraliste de formation Ingénieur AM, IDN, INSA, MARINE, etc., possédant une expérience industrielle de 10 ans minimum. Larges possibilités d'évolution pour un titulaire de valeur.

Responsable de formation (Ref. 263)

Il est chargé de l'élaboration et du suivi de l'ensemble des actions de formation en étroite collaboration avec le service du personnel. Il assiste les responsables au plan pédagogique et peut assurer lui-même certains stages. Il participe à la gestion du personnel par l'apport de la formation adaptée. Le poste s'adresse à une personne de formation supérieure, ingénieur de préférence, ayant une expérience de 10 ans au moins dans une formation similaire, obligatoirement en milieu industriel. Evolution possible à terme vers le regroupement, sous autorité, des services du personnel et de la formation.

Une fiche d'information sera envoyée aux candidats présélectionnés.
d'adresser votre dossier en précisant la référence à :

SODERHU
22, rue Saint-Augustin - 75002 Paris
MEMBRE DE SYNTec

Soderhu

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
Leader européen sur les marchés, recherche pour l'une de ses filiales
(270 personnes - située 150 km Sud de Paris)

RESPONSABLE SERVICE DU PERSONNEL

Placé sous l'autorité du Chef d'Etablissement, il est chargé de la fonction tant sur le plan administratif que relations humaines (paie, recrutement, formation, relations avec les partenaires sociaux).

Créant le poste, il devra prévaloir d'une première expérience dans la Fonction Personnel.

Homme d'idées, contacts et terrain, il est chargé de maintenir un climat social favorisant le développement des hommes. La capacité d'être immédiatement opérationnel est une garantie de réussite.

Merci de nous faire parvenir votre candidature avec référence 70.356 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra. Votre confiance sera totalement respectée.



Chef du Service Formation et Information du Personnel

Le CREDIT AGRICOLE REIMS, dans le cadre de la mise en place du Département des Ressources Humaines, recherche son CHEF DU SERVICE FORMATION ET INFORMATION DU PERSONNEL.

Dépendant du Directeur des Ressources Humaines, il sera chargé de l'élaboration de la politique de formation, recherchera les procédures, veillera au respect de la législation, assurera l'animation de son équipe, et dans le même temps, saura tracer et diffuser l'information interne en suivant une ligne directrice choisie pour le mieux de tous.

Diplômé à niveau supérieur économique ou bancaire, vous devez avoir une expérience d'animation, mais surtout su montrer dans vos postes antérieurs des qualités de contact et de créativité.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. sous référence 1444 M à MAISON CENTRALE D'EMPLOI qui transmettra confidentiellement votre recherche.

centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

4, rue Massenet 75016 Paris



Ecrire en précisant la référence -
Discretion absolue

UN DES PLUS GRANDS ORGANISMES INDUSTRIELS D'ETAT
étudiant et développant des équipements de pointe (acoustique
sous-marine, détection, traitement de signaux) recrute 5 Ingénieurs
ou Scientifiques de haut niveau, pour sa Direction Technique sur la
Côte Méditerranéenne.

Adjoint chef de projet traitement du signal

Il s'agit d'une fonction système pour un programme nouveau : définition fonctionnelle, prévision de performances, architecture générale, spécifications techniques. Travail d'équipe nécessitant une compétence système qui conviendrait à ingénieur ESE ou niveau équivalent, ayant si possible plusieurs années d'expérience en traitement du signal. référence GV 565 AM

Ingénieur d'étude traitement du signal, acoustique

Cet ingénieur sera progressivement responsable du développement et du suivi d'études nouvelles, théoriques et expérimentales en traitement du signal et acoustique. Ce poste nécessite un niveau scientifique élevé (grande école ou équivalent) et le goût du travail en équipe. référence HW 566 AM

Ingénieur théoricien en acoustique

Dans l'activité modélisation mathématique, cet ingénieur sera progressivement responsable des études théoriques d'acoustique (capteur, antennes et leur environnement). Ce poste très motivant sur le plan scientifique, conviendrait à Docteur d'Etat ou niveau équivalent, après un travail en équipe. référence JY 567 AM

Ingénieur physicien-mesures

Encadrement de techniciens très qualifiés, chargés des mesures électro-acoustiques et acoustiques de transducteurs, antennes... Participation à la définition de nouvelles méthodes de mesure. Ingénieur diplômé ECP, ECL ou SEP, ISN, ESME, ayant si possible une expérience. référence KZ 568 AM

Physicien : Ingénieur d'études-antenne

En coordination avec les industriels spécialisés, ses travaux porteront sur les capteurs et composants, leur intégration pour former des antennes et l'optimisation de ces équipements. Ce poste s'adresse à un ingénieur physicien si possible formé en acoustique. référence BN 569 AM

Ces différents postes constituent des opportunités de carrière stable dans un environnement de haute technologie. Ces fonctions nécessitent une forte motivation pour la technique et le goût de la recherche ; de bonnes connaissances en informatique (temps réel) et en anglais (au moins lu et écrit). Des compétences dans les domaines cités seront vivement appréciées, mais des possibilités de formation interne existent pour des ingénieurs ayant une solide formation de base.

Lieu de travail : région de Toulon.

Ecrire en précisant la référence.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

jeune ingénieur mécanicien, responsable d'un projet

PMI de la région lyonnaise, nous sommes bien connus dans notre métier : la conception et la fabrication de machines tournantes. Nous venons de réussir à percer sur le marché du nucléaire (45% de notre CA) et nous venons maintenant à l'agro-alimentaire.

Nous recherchons le jeune ingénieur mécanicien (AM, INSA) astucieux qui vienne nous aider à la mise au point et au lancement de ce projet. C'est un homme d'étude, de standardisation.

Mais aussi, une bonne capacité de mettre en œuvre son imagination.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie si lui écrire 882 LM).



ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69006 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



UN(E) JEUNE DIPLOME(E) ... GERER PLUS DE 200 MILLIONS DE FRANCS D'EMBALLAGES

Certes vous aimez la bière, l'Alsace, Strasbourg, surtout, vous êtes passionné(e) de gestion et d'information.

Vous terminez des études SCIENCES ECONOMIQUES, ECOLES DE COMMERCE ou d'INGENIEURS... ou avez déjà une première expérience professionnelle réussie en entreprise.

Vous serez au sein de notre service logistique le cadre responsable de :

- la gestion de nos stocks et ils sont nombreux ! (caisses, bouteilles, fûts...),
- des prévisions des besoins afin d'assurer à la production le niveau des stocks d'emballages vides,
- des comptes d'emballage de nos clients et de l'amélioration des rotations.

Vos qualités sont la précision, la méthode, le dynamisme avec un sens du contact prononcé, le goût du travail d'équipe, elles seront un facteur de réussite dans cette fonction.

La rémunération est versée sur 13 mois avec une prime de vacances. Nous avons mis en place un système d'intéressement qui vous permettra de nombreux avantages sociaux.

Le poste est à pourvoir à SCHLITZHEIM (banlieue de STRASBOURG).

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions sous la référence 1496M à :

SOURCE

16 rue Jean-Jacques Rousseau - 75001 Paris qui transmettra



Adjoint
Directeur

Le Groupe

respo
d'études

responsable
régio



MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

MAISON FAMILIALE

مکان العمل

REPRODUCTION INTERDITE.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Filiale d'un grand Groupe international (C.A. consolidé : 11 milliards de F.; 15000 personnes), notre Société emploie en France 600 personnes réparties en trois usines qui occupent l'une des toutes premières places dans le domaine des emballages industriels (plastiques et métalliques). Nous développons actuellement deux postes évolutifs :

**Adjoint
Directeur Usine**

Ingénieur de formation (ENSAM ou équivalent), vous avez dépassé la trentaine. Votre expérience vous a amené à assumer des responsabilités en fabrication et/ou en gestion de production et vous familiariser avec la transformation des plastiques.

Dans un premier temps, nous vous proposons de secondier le Directeur de l'une de nos usines et ensuite en fonction de vos compétences, d'accéder rapidement à un poste de n°1 en usine. Vos qualités de gestionnaire d'hommes et de gestionnaire de matériel permettront d'évoluer de façon positive, soit au sein de notre Société, soit au sein de notre Groupe.

Ref. M 573

**Ingénieur
Département Engineering**

Rattaché au Directeur Technique, il aura la responsabilité sur le plan technique, qu'économique de tous les projets d'investissement de notre Groupe en France : achats d'unités existantes, nouvelles implantations, amélioration de transformation des matériels existants.

Agé d'une trentaine d'années, l'homme recherche une formation ENSAM ou équivalente acquise une première expérience industrielle. Sa personnalité et son potentiel intellectuel doivent lui permettre d'évoluer vers un poste de Directeur d'Unité.

Ref. M 583

En Normandie, ces postes requièrent une bonne connaissance de la langue Anglaise justifiée par les possibilités de recrutement à l'étranger. Votre dossier de candidature parviendra à Yves KERNEVEZ, référence concernée.



M. Yves Kernevez & Ass. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75001 PARIS

Le Groupe Maison Familiale

premier bâtisseur européen de maisons individuelles
4,7 milliards de C.A. en 1987 - 11000 entreprises françaises
(classement de l'Expansion), 11000 salariés qui détiennent la propriété exclusive du capital, nous recherchons pour nos secteurs techniques :

**responsables
d'études techniques**

Réf. 91/M

Conseils du maître-d'ouvrage dans le domaine de la réalisation d'opérations d'habitat groupé.

Leur mission consiste à :

- assurer la mise au point des études de V.R.D., d'aménagement, d'infrastructure,
- superviser le choix des entreprises, la négociation des marchés, la bonne exécution des travaux,
- coordonner les actions des intervenants extérieurs (architectes, BET, ...),
- établir tous rapports utiles avec les administrations et les collectivités locales.

**responsables techniques
régionaux**

Réf. 92/M

Rattachés au Directeur technique national, ils exprimeront les qualités d'ANIMATEUR et de GESTIONNAIRE dans la double mission qui leur sera confiée :

- faire exécuter pour le compte de nos clients des logements de qualité, en assurer le suivi et le service après-vente dans le respect des délais et dans le cadre d'un prix défini ; ils disposeront pour ce faire d'une équipe d'une quinzaine de personnes,
- maîtriser les coûts de fonctionnement (au plan interne et externe) en vue de dégager une rentabilité optimale.

Les candidats doivent être diplômés d'une école d'ingénieurs (Centrale, Mines de Douai, INSA, ENSAIS, ...) et justifieront d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine :

- Pour les postes référencés 91/M en bureau d'études de l'habitat (une spécialisation en génie civil ou en tout supplémentaire).
- Pour les postes référencés 92/M en Entreprise Régionale (chef d'agence) ou d'une direction technique d'une société de promotion.

Les postes sont à pourvoir dans les régions Nord, Paris/Normandie, Ouest, Sud-Ouest, Auvergne, Rhône-Alpes.

Adresser votre manuscrite, c.v., photo et prétentions en précisant la région du poste et la région choisie à Philippe ALGAN :

Direction des Ressources Humaines
GROUPE MAISON FAMILIALE
1461, avenue du Centre
59100 CAMBRAI CEDEX.



LA FÉDÉRATION URBAINE-MENTALE A.D.M.R. (siège à domicile en milieu rural) de Rouen recherche un (et) permanent (le) (part-time) (et) les relations avec les administrations, les collectivités administratives, motivations sociales, travail en équipe, disponibilité, insertion en société deux fois par semaine en moyenne.

Adresser C.V., détail + lettre man. à M. Benoît ROUSSEAU, A.D.M.R., 20, rue de Fontenelle, 78000 ROUEN.

**RENNES
CHAMBRE RÉGIONALE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE BRETAGNE**

LE RESPONSABLE

en son A.R.I.S.T.
(Agence régionale d'information scientifique et technique)

Le candidat âgé de 35 ans min. aura une formation d'ingénieur et une expérience d'au moins 10 ans acquises en entreprise.

Il sera chargé de renseigner et conseiller les industriels de la région sur les questions relevant de l'information scientifique et technique.

Des connaissances en matière de propriété industrielle sont indispensables.

Une expérience en agro-alimentaire serait appréciée.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée C.V., indiquant dernière rémunération, adressée à :

B.E.O. 8, rue de Valenciennes, 92100 PARIS.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
LYON (1100 personnes), recherche
ingénieur
études logistiques**

Le responsable de la logistique développe son département pour faire face à d'importants projets de mise au point d'un nouveau produit pour nos clients.

Il aura un premier rôle, vous participerez à la mise en place d'un système informatique en temps réel, supervisant la logistique.

Puis vous prendrez en charge des études d'organisations : nouvelles matières, nouvelles structures de l'entreprise.

Pour mener ces études, il faut travailler en étroite collaboration avec les utilisateurs, ingénieurs, techniciens, quelques années d'expérience avec spécialisation en informatique électronique, voulant utiliser l'informatique en temps réel.

Personnel fonctionnel, constituant un tremplin pour progresser vers des responsabilités plus larges.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 70205 - CONTEXTE PUBLICITÉ 70205 à l'Opéra 75002 Paris CEDEX 01, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
TOURS**

**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
DÉBUTANT**

- Vous aimez l'organisation.
- Vous souhaitez acquérir une première expérience sur IBM 43/31, CICS, VSAM.
- Vous avez des idées d'avant-garde proches de la nouveauté.

Alors, nous vous proposons d'étudier en collaboration avec nos ingénieurs les problèmes informatiques au sein de notre service informatique : commandes clients, tarifs, stock, import-export.

Vous profiterez de notre expérience pour mener à bien l'analyse et la réalisation d'un nouveau projet.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous référence à : PIERRE LICHOU S.A., B.P. 101, 37000 TOURS CEDEX 02 qui transmettra.



elf aquitaine

RECHERCHE
POUR SA DIRECTION DÉVELOPPEMENT TRAVAUX

INGENIEUR INFORMATICIEN

DAO / CAO

MISSION :

- mettre en place un système DAO/CAO
- former, assister et conseiller les utilisateurs
- intégrer ce système dans l'ensemble des moyens informatiques
- ultérieurement, promouvoir et participer à la définition de nouveaux systèmes.

PROFIL :

- ingénieur grande école ou équivalent
- 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dont 2 ans au moins de pratique des systèmes DAO/CAO
- pratique de la langue anglaise.

Première affectation en DAO avec déplacements.

Ecrire avec CV et prétentions s/réf. 70201 à SNEAP DC Recrutement
26, avenue des Lilles - Tour 12.04 - 44010 PAU CEDEX.

OFFRES D'EMPLOIS

**Jeunes HEC, ESSEC, ESCP
le marketing vous attire !**

Le Groupe BSN vous invite à rejoindre ses équipes pour y bénéficier :

- d'une excellente formation auprès de véritables professionnels ;
 - des équipes Alimentaires Françaises dont les marques jouissent d'une forte notoriété et occupent les premières places de leurs marchés ;
 - de responsabilités et la mesure de vos talents ;
 - d'opportunités d'évolution tant en France qu'à l'international.
- Plusieurs postes sont à pourvoir à Paris et en Province.

Mercredi d'adresser votre candidature en précisant vos impératifs géographiques éventuels, sous réf. J.B.M. à BSN Service Recrutement Cadres, 7, rue de Valenciennes 75281 PARIS CEDEX 01

TECHNICON
leader mondial en INSTRUMENTATION
SYSTÈMES AUTOMATIQUES D'ANALYSE
recherche pour son DÉPARTEMENT INDUSTRIE
(LABORATOIRE D'APPLICATION)

**chimistes
ou physico-chimistes**

la formation DUT, BTS, DEST, MAÎTRISE ou équivalent, pour un contrat à durée déterminée (de 6 mois à 1 an).

Une expérience en Chimie Analytique ou de bonnes connaissances en instrumentation, statistique et informatique sont bienvenues (Candidatures de chimistes acceptées). Une grande disponibilité est requise.

L'Anglais est un atout apprécié.

Mercredi d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions) à : M. COUSTOY - TECHNICON - B.P. 10 - 95330 DOMONT

answare

pour son secteur
INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE
recherche

INGENIEURS LOGICIEL

DÉBUTANTS
(Ecoles d'Ingénieurs ou Universitaires Option Info)

5 ANS D'EXPERIENCE

Mercredi d'adresser votre candidature sous référence L'1/29 à Yolande VILLARS - Answare 135, Rue de la Pompe 75116 - PARIS



Importante Entreprise de Transports Sud-Est recherche un
INGÉNIEUR (CENTRALE, ENSAM...)
pour développer son activité Techniques Routières.

Il aura pour mission :

- l'élaboration, le suivi et la réception des véhicules poids lourds et transport.
- Le recueil, le traitement et le suivi des avaries.
- L'établissement des prix de revient de la maintenance.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur (ou première expérience) possédant un bon sens des contacts et de la négociation.

Des qualités de rigueur et méthode seront des atouts déterminants.

Rémunération brute annuelle : 145.000 F.

Ecrire sous n° T 040.290 M à
RÉGIE-PRESSÉ
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Organisme économique Ouest de la France, recherche CADRE pour conseil P.M.I. (constr. d'entreprises, réa. sous-traitance). Form. sup. (E.S.C.A.E., maîtrise ou équiv.). Expérience ind. priv. 3 ans min. Ind. des métaux de préf.

Boite n° 850.489 à :
H.A.P.-S.P. 143.
85002 LA ROCHE-SUR-YON.
CEDEX qui transmettra.

UNITÉ PÉDAGOGIQUE
D'ARCHITECTURE recherche :
- 1 enseignant en SOCIOLOGIE ;
- 1 enseignant en HISTOIRE DE L'ARCHITECTURE.
(postes à mi-temps)
Rem. : U.P.A. 1, rue Buisson.
42000 St-Etienne.

Village de vacances Haute-Sevère, cherchant immédiatement :
ANIMATEUR
EXPÉRIMENTÉ

Ecrire : Tourisme et Travail :
Hôtel Le Sabaudis
74280 - LES GETS.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Des directeurs de publicité (hommes ou femmes) Des chefs de publicité (hommes ou femmes)

Nos méthodes, notre rigueur éprouvées par des hommes et des femmes de qualité expliquent nos plus récentes performances : + 35 % en 2 ans.
Notre croissance implique que d'autres hommes de cette dimension nous rejoignent aujourd'hui.
Vous êtes diplômés d'enseignement supérieur et avez 37 ans environ.
Vous êtes rompus à la stratégie publicitaire ou au marketing-produit.
Vous disposez d'une expérience de 2 ou 3 années acquise en agence, auprès d'annonceurs, ou de supports grand public.

Vous désirez que votre capacité de réflexion individuelle ou collective, votre volonté de convaincre soient mises au service de supports de grande audience.
Si vous êtes un bon professionnel, REGIE PRESSE vous donnera toutes les possibilités d'évolution et d'épanouissement.



Adresser C.V. à REGIE PRESSE
Monique Bercout
133 avenue Champs Elyées
75008 Paris



33 000 personnes dans 1 000 cadres

INGENIEUR ENST, ESE... 35 ANS. MAITRE D'OEUVRE D'UN GRAND PROJET DE TRANSMISSIONS LGD

Pour se préparer à la responsabilité de la maîtrise d'ensemble technique, financière, réalisation d'un important projet d'installation d'un système de télécommunications LGD. Il aura l'expérience du métier surtout dans les aspects : mises en service, respect des mesures de sécurité, maîtrise de l'anglais. Il dirigera une équipe d'ingénieurs et de techniciens de son domaine.

Lieu de travail : (92) avec de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET ENTREPRISES ELECTRIQUES, D.P.R.I., Service Emploi et Développement des Cadres, Place Etienne Bernet, 75019 PARIS, avec C.V. et prétentions, si ref. 505.

un chef de département fonderie

est recherché par un IMPORTANT GROUPE METALLURGIQUE Français pour une de ses usines en région parisienne.
Les candidats de formation INGENIEURS GRANDES ECOLES, doivent posséder les connaissances métallurgiques et l'expérience nécessaire pour diriger une IMPORTANTE FONDERIE D'ELABORATION D'ALLIAGE NON FERREUX, spéciaux et variés destinés à alimenter des ateliers de fabrication de produits laminés et tréfilés.
A la compétence technique ils doivent associer des aptitudes indiscutables dans la gestion de la main-d'œuvre (près de 100 personnes) et de la gestion.
Possibilité réelle d'évolution pour des hommes de valeur.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous la référence C.D. à : ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Maréchal - 75001 PARIS, qui transmettra.



Société de Conseil et de Réalisation Informatique
est le correspondant de PRICE WATERHOUSE en France.
Afin de poursuivre son développement en France et à l'étranger, nous souhaitons élargir nos équipes en intégrant des

DES INGENIEURS CONSEIL EN ORGANISATION

Les candidats, diplômés des Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou Commerciales (X, Mines, Centrale, EEC, ESSEC, ESCP), doivent avoir une première expérience de 2 à 4 ans en tant que chefs de service ou de département. Ils participeront à des missions importantes dans les domaines de la stratégie, de l'organisation et des systèmes d'information au sein d'entreprises de toutes les branches d'activité.

DES INGENIEURS CONSEIL EN INFORMATIQUE

Les candidats, diplômés d'Ingénieurs, Commerciales ou équivalent, doivent avoir une première expérience en cabinet et/ou en tant que chefs de service ou de département. Ils participeront à des missions importantes dans les domaines de la stratégie, de l'organisation et des systèmes d'information au sein d'entreprises de toutes les branches d'activité.

Compte tenu de notre dimension internationale, la maîtrise géographique et une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel à : TEG - 18, place Henri Bergson - 75019 PARIS, en précisant la référence M 28105.

Lyon Strasbourg TEG : division de SYSTEMA



CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

Pour un de nos secteurs en plein développement,

LES AUTOMATES AUTOMATIQUES D'ANALYSE

nous recherchons des

INGENIEURS LOGICIELS débutants ou première expérience

pour participer à la réalisation des services informatiques offerts au public et développer les connexions aux réseaux informatiques (Transpac...).

Nous offrons des perspectives d'avenir à tout candidat ayant une formation Grande Ecole et/ou une expérience de langage évolue sur micro-processeurs.

Ce poste est à pourvoir en Banlieue Parisienne (à 20' RER du Chatelet).

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous référence 11663 M, à mentionner sur l'enveloppe, à l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

et 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

TRANSPORTS URBAINS DE VOYAGEURS

Responsable études générales

référence PE 552 CM

UN GRAND GROUPE PRIVE FRANÇAIS, en développement constant, recherche pour son Centre Régional de Lyon, un Ingénieur d'Etudes chargé d'apporter, aux filiales rattachées à ce Centre, une assistance en matière de développement technique qui se manifestera, soit sous forme de conseils, soit sous forme concrète de réalisation d'études ou de projets. Il assurera le suivi des actions qu'il aura proposées.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ECP, Mines, IDN ou école équivalente, ayant quelques années d'expérience dans le domaine des transports, des plans de circulation et des méthodes d'observation.
Il aura un goût réel pour la technique, de la curiosité intellectuelle et d'excellentes capacités relationnelles.
Larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.
Poste à Lyon.

Cadre commercial haut niveau chargé de clientèle

référence PE 553 CM

UNE PME DYNAMIQUE ET PERFORMANTE (130 personnes), filiale d'un grand groupe français, recherche un Responsable Commercial. Rattaché au Président-Directeur Général, il sera chargé de négocier personnellement avec une clientèle de grandes administrations et de collectivités locales. Ce poste conviendrait à un candidat dynamique, autonome, excellent négociateur, témoignant de capacités relationnelles marquées. Il aura une bonne formation de base ESC ou équivalente et quelques années d'expérience de ventes. La personnalité du candidat sera déterminante par rapport au domaine où l'expérience a été acquise.

Poste : proche Nanterre Paris (91).

Directeur d'Agence en Corse

référence CO 570 AM

SOCIÉTÉ DE SERVICES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES (600 millions de C.A.), filiale du groupe leader dans ce domaine, propose un poste de Directeur de son Agence en Corse.

Il s'agit d'une fonction polyvalente comprenant :
- les relations commerciales avec les responsables des collectivités,
- l'animation du personnel (plus de 50 techniciens et administratifs),
- la gestion de l'agence et les rapports avec le siège.

Ce poste sera motivant pour un cadre confirmé (diplôme d'enseignement supérieur : Ingénieur de préférence), ayant assumé des fonctions similaires de direction d'agence ou de département autonome.
Préférence sera donnée à un cadre originaire de cette région ou très familiarisé avec le milieu local.

Jeune Ingénieur pour carrière de production

référence PE 572 CM

MCA MAUBEUGE CONSTRUCTION AUTOMOBILE - 3000 personnes - filiale RENAULT, recherche un jeune Ingénieur AM, INSA, ICAM ou école équivalente, attiré par la production, débutant ou ayant une première expérience.

Il recevra une très bonne formation "sur le terrain" en ayant des missions ponctuelles et variées, lui permettant d'acquérir de solides compétences et le préparant à assumer d'importantes responsabilités d'encadrement.

La réussite dans ce poste nécessite des qualités d'homme d'action, organisateur et animateur.

Cadre comptable poste évolutif

référence WL 558 CM

IMPORTANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE recherche, pour prendre en charge la comptabilité d'une de ses filiales, un jeune Cadre D.E.C.S., intégré à une société dynamique et performante, ce cadre sera responsable :
- de l'ensemble des travaux comptables : comptabilité générale, analytique, bilan.

- de la trésorerie.
En outre, il participera à l'information de la comptabilité et devra faire preuve de qualités de rigueur et de contact.

Il devra disposer d'une expérience de 3 à 4 ans dans le secteur tertiaire de préférence banque, assurances ou cabinet spécialisé.
Situation intéressante et évolutive pour candidat qualifié et motivé.
Poste à Paris.



4 rue Massenet 75016 Paris



COMSIP ENTREPRISE

CONDUITE ET SUPERVISION DE PROCESSUS INDUSTRIELS, REGULATION, INSTRUMENTATION ET ELECTRICITE (ingénierie, systèmes, travaux et services internationaux)

GROUPE

CGEE ALSTHOM

pour la DIVISION INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES (400 Ingénieurs et Techniciens) un

INGENIEUR ELECTRONICIEN, ELECTROMECHANICIEN OU INSTRUMENTISTE chargé de l' :

ASSISTANCE TECHNIQUE EN MAINTENANCE ET FORMATION

Il aura à prendre en charge le marketing, la vente et le suivi des projets de formation en liaison avec notre Centre de formation et nos équipes de formateurs à l'étranger.

Une première expérience dans un service maintenance d'installations industrielles (pétrole, pétrochimie, sidérurgie...) est nécessaire ainsi que la maîtrise de l'anglais.

Pour la formation vous aimez communiquer, convaincre, mais aussi écouter des partenaires riches d'une culture différente.

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions sous référence 69985 à COMSIP ENTREPRISE, Sec du Personnel et Relations Sociales - B.P. 92506 RUEIL-MALMAISON Cedex.



recherche pour son service "réseaux et transmissions de données" à St Quentin en Yvelines (78)

un chef de division exploitation

Il sera responsable de la conduite de l'exploitation des réseaux et des systèmes de commutation de messages, et aura pour principales tâches :

- assurer l'encadrement et la planification des activités du personnel d'exploitation;
- mettre en place les nouveaux produits matériels et logiciels;
- participer aux relations avec les fournisseurs et les utilisateurs;
- participer aux études des nouveaux systèmes sous l'aspect exploitation.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'études supérieures possédant 3 à 4 ans d'expérience et de solides connaissances en informatique et techniques de transmission.

Une expérience d'encadrement dans une unité de production serait un atout supplémentaire.

Adresser C.V., photo, salaire et prétentions sous référence D 52 à CNCA Gestion des Personnes - 75710 Paris Bréval

مكتبة الامم المتحدة

هكسان اول

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

4 rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue



Transports publics urbains ingénieur études réalisations

réf. 559 AM

LA COMPAGNIE DES TRANSPORTS DE L'AGGLOMERATION CAENNAISE (420 personnes), affiliée à un grand groupe agissant au plan national, offre un poste intéressant et évolutif à un ingénieur diplômé d'une grande école, ayant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle acquise de préférence dans les T.P.U. (ou dans activité d'ingénierie) disposant de bonnes connaissances en informatique (comme utilisateur). Il participera à l'étude et la réalisation de projets concernant l'ensemble des mis en œuvre : mise en place d'un système d'exploitation informatisée, schémas de circulation, méthodes générales, implantations... Poste très vivant impliquant des capacités d'adaptation à des techniques variées des qualités relationnelles marquées, qui conviendrait à un candidat ayant goût pour la technique et un profil d'homme de terrain. Réelles possibilités d'évolution dans la orientation, soit dans des postes opérationnels.

Responsable des opérations financières crédit à long terme

réf. 554 AM

GRUPE D'ORGANISMES DE CREDIT A LA CONSTRUCTION, ayant une politique de développement, recherche un Responsable des Opérations Financières de Crédit à long terme. Il sera chargé : de développer les ressources financières, de développer les produits, de dynamiser le réseau de ventes. Ce poste conviendrait à un Cadre Supérieur, HEC, ESSEC, Sciences Po... ayant acquis, au sein d'un établissement financier, des solides compétences dans le domaine du crédit à la construction, ayant de l'expérience associée à la rigueur, du dynamisme conjugué à des capacités relationnelles marquées.

Poste à Paris. Ordre de grandeur de rémunération : 300 000 F +

Jeune ingénieur grande école Mines de préférence ou ECP, AM

réf. 558 AM

Plâtres Lafarge, Division du Groupe Lafarge Lafarge-Coppée, représente un ensemble industriel d'une vingtaine d'usines produisant des plaques, carreaux ou plâtres en poudre. Pour l'une de ses trois usines, dans le Sud-Est, nous recherchons un jeune ingénieur grande école, ayant un bon potentiel évolutif. Il se préparera à l'encadrement de la production par un premier poste de qualité (animation de l'assurance qualité et gestion du laboratoire, amélioration des procédés, définition de modernisations). Ce poste à dominante technique, rattaché au Directeur d'usine, comporte de nombreux aspects relationnels et permettra de se familiariser avec les problèmes de production dans une unité humaine (140 personnes environ). Lieu de travail : Carpentras.

Pour diriger service développement un haut potentiel alliant technique et productivité

réf. 555 CM

GRANDE MARQUE FRANÇAISE, leader mondial sur ses marchés, filiale d'un puissant groupe international, le poste de Chef de Développement Produits est de la Direction Développement, résolument prospective et dynamique. La gamme des produits de cette société couvre de larges secteurs aussi bien que domestiques que professionnels. Le poste conviendrait à un ingénieur grande école ECP, IDN, AM... disposant d'une expérience de 3 ans environ acquise dans des petits matériels de grande distribution. A une compétence technique très variée (thermique, mécanique, électricité), il devra allier le sens de la réalisation concrète, le goût de l'innovation ainsi qu'une maîtrise des aspects de la rentabilité. Poste évolutif pour candidat dynamique disposant d'un réel dynamisme industriel, capable d'animer une équipe de personnes (études, labo, prototypes) et de travailler en étroite collaboration avec le Marketing et l'industrialisation. Lieu de travail : proximité de Lyon.



Avec 20.000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un C.A. de 300 millions de dollars en 1982, Intel est leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs. Intel Europe représente 30 % du C.A. de Intel Corporation en France. Rungis, Marne-la-Vallée développe le département support et recherche.

INGENIEURS SUPPORT LOGICIEL ET SYSTEME

débutants

expérimentés

A notre siège de Rungis, vous assurerez le support technique des systèmes logiciels Intel (systèmes de développement, compilateurs, systèmes d'exploitation temps réel et micro-ordinateurs).

Vous serez aussi amené à visiter des clients dans le cadre d'installation et de mise en route des systèmes. Une formation aux produits Intel vous est assurée, ainsi qu'une connaissance des produits Intel. L'anglais est nécessaire. Rémunération attractive.

Adresser CV à Intel Corporation, Direction du Personnel, 5 Place de la Balance, 91120 Rungis Cedex.

MAITRISE ET GESTION DE L'ENERGIE responsable grands projets

Nous sommes le Département Energie d'un Groupe pétrolier important. Notre vocation est d'offrir à la clientèle - industrielle - tertiaire - habitat collectif - un SERVICE ENERGETIQUE COMPLET, du diagnostic à la maintenance.

Découvrent des besoins sur le Marché en pleine évolution des ENERGIES NOUVELLES, vous aurez pour mission de monter et lancer des affaires importantes en mobilisant les forces vives de nos filiales régionales. Vous appuyerez sur les ressources technologiques du Groupe, vous devrez orchestrer et optimiser les Moyens à mettre en œuvre ainsi qu'apporter aux filiales la présence et le poids d'un conseiller et coordinateur.

Il faut pour réussir une formation supérieure, par exemple, un diplôme d'Ingénieur Thermicien (Centrale, ECL, INSA...), une expérience de l'Exploitation de chauffage, et - si possible - de l'Installation. Mûr pour assurer ce poste en création "d'ensemble" en maîtrise de l'énergie, vous aspirez à devenir un pôle de développement au sein d'un Etat-major avant d'assurer à moyen terme une direction opérationnelle.

Notre Conseil assurera le premier contact et traitera votre dossier avec une absolue discrétion. Yvette EDELMAN, MGP 11 Boulevard du Château 92200 Neuilly sur Seine. Tél. 83.16.31



management gestion du personnel

STRASBOURG



SOCIÉTÉ VERRIÈRE FILIALE DU GROUPE AMÉRICAIN PITTSBURGH-PLATE-GLASS

C.A. 1,2 milliard, 5 établissements industriels, 2400 personnes recherche pour son usine de BOUSSOIS-sur-SAMBRE, proche MAUBEUGE

chef du service gestion de la qualité

VITRAGE AUTOMOBILE

Directement rattaché au responsable de département, la mission sera de faire progresser les méthodes et procédures tendant à améliorer la fois la qualité des produits et la productivité, à tous les stades de la production. Il animer une équipe d'une dizaine de personnes et aura un rôle de formation auprès du personnel de production, qu'il fera participer à ses actions de prévention et de proposition de mesures correctives. Il sera personnellement en relation avec les services techniques des constructeurs automobiles français et étrangers, et les organismes publics d'homologation des produits.

Ce poste évolutif conviendrait à un INGÉNIEUR ayant acquis par une formation spécialisée et/ou par expérience une bonne maîtrise de la QUALITÉ GÉNÉRALE et notamment des MÉTHODES DE CONTRÔLE STATISTIQUE, et souhaitant valoriser une expérience et développer au sein d'une unité de production importante une politique de qualité basée sur la participation. La connaissance des langues étrangères serait un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2664 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



UN GRAND GROUPE PAPIETIER INTERNATIONAL

C.A. chiffre 83 > 3 Milliards de francs recherche un

trésorier

Responsable d'un Service comptant environ 5 personnes - dans le cadre d'un Département Trésorerie déléguée - il sera chargé des relations avec les Banques et de la gestion des opérations de trésorerie.

Ce poste de responsabilité conviendrait à un candidat DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES, âgé de 30 ans environ, possédant une expérience susceptible de lui préparer à prendre en charge rapidement la fonction, acquise dans le cadre d'une ENTREPRISE importante, d'une BANQUE.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2664 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



DIVISION HABILLEMENT DE TEXUNION

gestionnaire

département commercial

TISSUS IMPRIMÉS

représentant un C.A. de 450 MF et l'EXPORTATION

Attaché au Directeur du Département, il aura un rôle très opérationnel de GESTION DE PRODUITS : prévisions commerciales, plans de collections, prévisions premières, prix de revient, stocks, etc., notamment avec l'usage de l'INFORMATIQUE. Il animer une équipe de collaborateurs d'environ 12 personnes.

Ce poste d'attaché dans la structure du Département, conviendrait à un DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMMERCIALES ou SCIENTIFIQUES, âgé de 30 ans minimum, souhaitant poursuivre une expérience de gestion par exemple par des fonctions opérationnelles. Celle-ci impliquera la fois rigueur, flexibilité, et esprit commercial. Un sens esthétique développé favorisera son insertion dans la Société. Des connaissances informatiques et linguistiques (ANGLAIS et/ou ALLEMAND) sont indispensables. Poste basé à MULHOUSE.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2664 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



Filiale du Groupe W.R. GRACE

leader en Europe dans le domaine des colles, mastics, revêtements pour l'industrie (Automobile, Construction, etc.) recherche UN JEUNE

chef du personnel

Rattaché au Directeur Financier Administratif, sa mission couvrira les responsabilités de gestion administrative du Personnel (150 personnes), l'embauche non cadres, la formation et l'information. Il devra résoudre les problèmes de Droit du Travail.

Ce poste de chef de service conviendrait à un DIPLÔMÉ ESC, SCIENCES ou DROIT, âgé de 30 ans minimum, possédant une première expérience de la fonction acquise par exemple - non seulement au siège d'une société mais aussi dans une usine - Celle-ci aura notamment confronté à l'application de la législation en matière de Droit du Travail. Poste BANLIEUE NORD.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2664 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

chef des services administratifs & comptables

220.000 +

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS réalisant plus de 200 millions de C.A. et en très forte expansion (25% par an) renforce son effectif et recherche un collaborateur de haut niveau pour ses services centraux.

En collaboration directe avec le Directeur Administratif Financier, et disposant d'une large délégation, il aura la responsabilité des services Comptabilité Générale, Comptabilité Analytique, Contrôle de Gestion, ainsi que des Services Généraux (au total une vingtaine de personnes). Il travaillera en étroite collaboration avec le service Organisation et le service Informatique, en vue de mettre plus performantes les procédures existantes. Il participera à l'élaboration des plans de développement et de financement du groupe.

Ce poste conviendrait à un CADRE COMPTABLE CONFIRMÉ possédant une FORMATION COMPTABLE SUPÉRIEURE NIVEAU EXPERTISE (certificat de révision comptable indispensable), ayant acquis dans un Cabinet Comptable ou dans une société industrielle une bonne pratique de la comptabilité, de la fiscalité, ainsi que de l'utilisation de l'outil informatique bureautique.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2662 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Fiat Auto (France) S.A.

Pour notre département informatique équipé d'un IBM 4341 modèle sous VM, d'un NCR 9050, d'un MINI 6 et d'un réseau de 85 terminaux, nous recherchons :

Un Responsable Système et Exploitation Un Chef de Projet

De formation supérieure (Ingénieur diplômé, MIAGE ou équivalent...), âgé de 30/38 ans, vous avez une bonne maîtrise de l'IBM (VM, DOS/VSE, CICS et DL 1). Vous serez rattaché au Directeur de l'Informatique, vous serez responsable d'une équipe de 10 personnes et vous définirez l'évolution des systèmes d'exploitation et en assurerez la mise en place. C'est avant tout à un homme sérieux, autonome, responsable, disponible, organisé, aimant les relations humaines, vous savez faire preuve de rigueur et de discipline pour manager une équipe et répondre ainsi aux besoins des différents utilisateurs. (Référence 801 M).

Responsable des applications gestion des véhicules et études marketing, vous dirigerez une équipe de 2 à 3 personnes. Evoluant dans un environnement IBM vous pratiquerez le COBOL, le DOS/VSE. En contact permanent avec le Service Marketing, vous avez le sens des relations humaines et votre esprit analytique vous permet de répondre parfaitement aux attentes des utilisateurs. De formation supérieure, vous avez, depuis plusieurs années, une expérience de la conduite de projets et savez animer et motiver une équipe. (Référence 802 M).



Pour ces deux postes, nous vous offrons une rémunération motivante ainsi que les avantages de notre Groupe.

Les postes sont basés à LEVALLOIS.

Adressez CV, photo et prétentions en indiquant la référence du poste choisi à ALPHA-CDI - 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



Notre responsable des achats

Pour Goupil, le mini-ordinateur français, la fonction achats est sous tension. Les pièces et sous-ensembles font l'objet de plans, nomenclatures, spécifications techniques précises dont vous devez tenir compte, en votre qualité de RESPONSABLE ACHATS. Goupil est destiné à un large éventail d'utilisateurs. Nous le voulons accessible à tous. Réduire ses coûts de revient sans nuire à sa qualité passe forcément par une politique achats ingénieuse : une affaire de spécialiste. A partir des fichiers fournisseurs et produits que vous actualisez en temps réel, des études des tendances du marché, vous allez sélectionner vos fournisseurs et conduire vos négociations dans un respect rigoureux des quantités, des délais et des normes, gérant au plus près les modalités de règlements. Une formation supérieure type Ecole Supérieure des Approvisionnements... ou ingénieur en électronique, quelques années d'expérience dans la fonction : avec nous vous pourrez faire votre chemin. Avant que nous nous rencontrions, prenez contact avec notre Conseil en adressant votre candidature sous réf. 797 M à ALPHA-CDI 181, Avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.



Filiale d'une société américaine implantée depuis 1969, nous avons réalisé en 1982 un CA de 80 MF pour un effectif de 65 personnes. Pour renforcer notre présence dans ce grand marché de l'Europe du Sud dans le domaine de l'analyse de vibrations, nous recherchons :

Ingénieur d'application analyse et vibrations

Travaillant en étroite collaboration avec notre équipe de vente, vous serez chargé d'apporter toute l'assistance technique au test et l'analyse de structure dans le domaine mécanique (secteurs de l'aéronautique, de l'armement, de l'automobile...). C'est donc un travail d'expert-vente que nous vous confions mais vos missions s'étendent vers des responsabilités d'après-vente (formation des utilisateurs...). Mécanicien avant tout, vous êtes, de préférence, diplômé d'une grande école d'ingénieur (Centrale, INSA, ENSAM ou équivalent...) et vous avez une expérience de 2 à 5 ans acquise dans un bureau d'études. Véritable support technique de notre activité analyse et vibrations, vous êtes à l'aise dans les contacts humains et vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise. Le poste, basé à Paris, implique quelques déplacements de courte durée en province et à l'étranger. Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 797 M à notre conseil ALPHA-CDI 181, av. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.



Première étape : la production.

JEUNE INGENIEUR AM, ECAM...

Cette Société est la filiale française leader mondial incontesté des produits thermotransformables, qu'il développe, fabrique et distribue dans le monde entier. Plus particulièrement dans le domaine de la connectique, un département de cette société conçoit et réalise les appareils spéciaux qui permettent la mise en œuvre de ses produits et en multiplient les applications.

Le nombre de ces appareils devant tripler dans l'année, le Directeur de division recherche le Responsable de Production. A la tête d'une petite équipe, il assure la production et son suivi (délais, qualité), contrôle la sous-traitance et travaille en collaboration étroite avec les services techniques de la division (R. et D., Marketing...). Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif, un jeune ingénieur diplômé AM, ECAM ou équivalent, débutant ou non, intéressé par une première étape de sa carrière en production, les suivantes pouvant évoluer à court terme, au sein des divisions du Groupe, dans les autres fonctions : Développement, Marketing.

Etant donné le contexte international dans lequel il évolue, il doit parler couramment l'Anglais. Lieu de travail : Banlieue Nord-Ouest de PARIS. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 7288 T, à :

EGOR INDUSTRIE

63 rue de Pontlieue 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA LONDON MADRID MONTREAL



Voulez une technologie de pointe

JEUNE INGENIEUR, RESPONSABLE DE MARCHÉS

Cette multinationale d'origine américaine possède de nombreuses années d'avance dans le domaine des produits thermo transformables (R et D, 95% C.A.). Ses produits ont pour vocation la connexion, l'isolation, la protection... apportent des solutions originales sur différents types de marchés. La pénétration de ces marchés s'affine tous les ans : au sein de la filiale française, un nouveau département est créé ; son Directeur recherche l'homme-clé du développement commercial de son activité.

Sur des marchés aussi divers que la distribution du gaz et de l'eau, le chauffage urbain, le génie civil, il assure de façon autonome la promotion d'une technologie : ce qui implique discussion «pointure» avec les directions techniques, auprès des installateurs et, bien sûr, négociation. Exploitant ses connaissances issues du terrain, il est aussi «Chef de Projet», et collabore étroitement avec les services marketing et développement du Groupe.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un jeune ingénieur de formation, possédant une première expérience, justifiant ainsi de ses connaissances du monde industriel, mais aussi sa capacité à être autonome dans des structures légères. Pour s'informer et pour évoluer, il parle couramment l'Anglais. Son lieu de travail se situe en région parisienne.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 7288 V à :

EGOR INDUSTRIE

63 rue de Pontlieue 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



FILIALE DU GROUPE L'AIR LIQUIDE

Ingénieur hospitalier ou biomédical

Cette filiale est spécialisée dans la commercialisation de matériels médicaux hautement sophistiqués en particulier d'appareils pour insuffisants respiratoires. Pour renforcer le Service Technique pour lui confier les missions suivantes : entretien, dépannage, matériels, animation, formation des équipes d'après-vente, participation à l'élaboration d'une politique d'entretien.

Nous souhaitons rencontrer des candidats à formation Ingénieur Hospitalier, Biomédical ou équivalent, spécialisés en électronique.

En outre le candidat doit avoir le goût de l'animation nous semblant indispensables pour réussir pleinement dans le poste.

Les dossiers de candidature avec C.V. et photo à adresser sous référence 6595 à :

L'AIR LIQUIDE Direction Relations Humaines 75, quai d'Orsay 75321 PARIS CEDEX 07



Ministère de l'Éducation Nationale AGENCE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

Établissement à caractère industriel et commercial intervenant pour le compte de toutes collectivités publiques ou privées chargées de la gestion des ressources humaines au niveau régional et local.

recherche

CHARGÉS DE MISSION

- Forces motrices scientifiques ;
- Connaissance approfondie des institutions publiques et privées chargées de la gestion des ressources humaines au niveau régional et local ;
- Pratique de la planification de la formation tournée vers l'Aménagement et l'Emploi ;
- Anglais courant apprécié.

Rémunération à débattre.

Adressez C.V. et prétentions à : Monsieur CUSY, Directeur de l'Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente (A.D.E.P.)

Immeuble « Le Central » La Courneuve-Mont-d'Est, 93160 NOLY-LE-GRAND.

AFIN DE COMPLÉTER SON ÉQUIPE COMMERCIALE LABO INDUSTRIE

recherche

POUR LES DÉPARTEMENTS BOUGIES D'ALLUMAGE AUTOMOBILES ET PRODUITS POUR LA MOTO

UN JEUNE DIPLOMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

MÊME DÉBUTANT POUR SECONDER LE DIRECTEUR COMMERCIAL

SON RÔLE :

- Contacts avec la clientèle.
- Administration des Ventes.
- Animation et suivi du réseau de 65 vendeurs.

Écrire avec C.V. et photo à : LABO INDUSTRIE, 1, rue Lavoisier, 92002 NANTERRE CEDEX.

PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

Groupe familial à 6 personnes. Importation de 450 personnes. M. de C.A. Nord de Paris.

POSTE PROPOSÉ :

ATTACHÉ

A LA DIRECTION FINANCIÈRE

chargé notamment :

- Contrôle budgétaire et analytique des sociétés du groupe ;
- Actualisation des procédures constitutives du contrôle interne ;
- Participation à l'étude des projets de diversification ;
- Etudes financières ponctuelles à la demande de la Direction.

Déplacements de courte durée à prévoir

PROFIL SOUHAITÉ

- Formation supérieure à dominante financière ;
- Niveau D.E.C.S. très apprécié ;
- Expérience 2 à 3 ans de cabinet, complétée si possible par une 1^{ère} expérience en entreprise ;
- Age : 27 ans minimum.

Adressez C.V., photo et prétentions sous réf. 5.016 PUBLICITE GAUTRON 29, rue Rodier, PARIS 9.



GENRAD est le leader mondial dans l'industrie du test automatique et développe constamment de nouvelles technologies pour l'instrumentation afin de satisfaire les besoins présents et futurs des fabricants d'électronique. Forts de nos succès et compte tenu des perspectives du marché, nous recherchons de nouveaux

Ingénieurs Commerciaux

(Diplômés Ecole d'Ingénieurs ou équivalent)

Pour vendre nos équipements de test on les techniques évoluent très vite, il faut être très au fait de la technologie, entre autre parce que vos interlocuteurs, eux aussi ingénieurs, attendent des conseils avisés dans le cadre de vos propositions.

C'est du reste chez les fabricants de matériel électronique, mécanique de Paris et de la région parisienne que vous intervenez. A 30 ans environ, vous avez déjà tenu un poste à dominante technique et, si vous n'avez pas encore mis à profit vos talents commerciaux, vous en éprouvez aujourd'hui un réel désir.

Des connaissances de base en anglais seront nécessaires pour ces postes particulièrement bien rémunérés. Adressez CV, photo et prétentions sous référence 805 M à notre Conseil ALPHA-CDI - 181, av. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.



Région Parisienne

Ingénieur de production Secteur de pointe

Non seulement Patron de l'atelier (20 personnes pour débiter), vous aurez aussi l'entière responsabilité de la production :

- ordonnancement/lancement ;
- contrôle qualité intégré ;
- maintenance - outillages et machines ;
- respect des prix de revient et amélioration de la productivité.

Si vous avez une formation Ingénieur Mécanicien ou une spécialisation transformation matières plastiques, de bonnes connaissances en automatisme électro-technique, une première expérience industrielle, nous vous offrons de vous joindre à notre équipe pour développer notre secteur de composants élastomères destinés à l'industrie électronique.

Nous sommes filiale d'un grand groupe industriel français dont l'importance assure une évolution de carrière pour un candidat de valeur.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature manuscrite, CV et prétentions sous référence 4240 M à rscg carrières 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS.

OFFRES



CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

CONSTRUCTEUR EN REPRÉ

مکان العمل

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 11 mai 1983 - Page 33

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

cde

COMPTOIR DES
ENTREPRENEURS

le plus ancien et l'un des plus importants spécialistes dans le financement de l'immobilier. (2000 Collaborateurs, 100000 prêts en gestion, 30 implantations en Province).

recrute

jeune
auditeur interne

150 000 F.

Sous l'autorité de l'inspecteur Général, il sera chargé d'effectuer des audits comptables et financiers et de réaliser des missions d'audit opérationnel portant sur les fonctions de l'entreprise.

Le candidat sera obligatoirement diplômé d'une École Supérieure de Commerce ou de Gestion et titulaire du DECS (ou d'un diplôme équivalent). Il devra, en outre, avoir acquis une expérience de 2 à 3 ans dans un Cabinet d'audit externe, anglo-saxon de préférence.

Les candidats intéressés doivent adresser un C.V. détaillé et une lettre motivationnelle précisant leurs prétentions à François COUDURIER C.D.E. - Recrutement: Réf. A.I-M 3, rue de la Paix - 75008 PARIS CEDEX 02

3, rue de la Paix - 75002 PARIS

Auditeur Interne chez le n° 1 français de l'Alimentaire

Vous êtes maintenant depuis 3 ans un Cabinet d'audit. Vous avez acquis une formation supérieure commerciale ou de gestion, que vous préférez compléter par un DECS. Vous souhaitez maintenant valoriser et enrichir votre expérience dans une entreprise qui vous permettra d'évoluer 2-3 ans le contrôle de gestion, la finance.

LE GROUPE BSN (39 000 personnes, 22 Md de F de CA, dont 25 % réalisés à l'étranger, plus de 80 sociétés) souhaite rejoindre son équipe d'audit interne au sein de la Direction Générale des Affaires Financières. Vous prendrez en charge de façon autonome des missions complètes d'audit dans les différentes sociétés du Groupe, tant en France qu'à l'étranger. Ces missions concernent non seulement l'audit comptable mais aussi, et pour 60 % de l'activité, l'audit opérationnel des grandes fonctions de l'entreprise.

Les nombreux déplacements à courte durée permettent généralement un séjour sur Paris chaque fin de semaine. Les réelles perspectives d'évolution vous attendent en France ou à l'étranger.

La connaissance de l'Allemand ou de l'Espagnol serait appréciée.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, avec réf. BSN - Service Recrutement - Cadres - 7, rue de Thérèse - 75001 Paris CEDEX 08.

futur directeur administratif et financier (poste à créer)

Fabriqueur et distributeur de matériel médico-chirurgical, deux filiales en France, rapide d'un groupe pharmaceutique important (200 millions de F de CA), recherchent leur futur Directeur Administratif et Financier. Les attributions consisteront au départ à la mise en place d'un mini ordinateur. Il aura à analyser les problèmes de notre système d'activité, contrôler les coûts et les rentabilités. Il sera responsable de la gestion du personnel. Il aura une technique d'organisation simple anticipant un développement rapide et important. Formation Sup Co + DECS + minimum 5 ans d'expérience (2 ans en Cabinet d'Audit - 2 ans Resp. Fin. et Compt. P.M.I.).

Cabinet
L'Éclair

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS tél. 70377

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

CONSTRUCTEUR EN INFORMATIQUE SPECIALISE
DANS UN SECTEUR TECHNOLOGIQUE DE POINTE
Nous recherchons un

responsable

gestion des contrats
relations clientèle

LA FONCTION COMPREND :

- la promotion des actions de vente auprès de la clientèle.
- l'animation d'une équipe de 5 à 10 personnes.

- la préparation des devis et la mise à jour des calculs de prix.
- la mise en place et le calcul des statistiques de vente.
- le suivi des commandes (prévision et réalisation).

Le candidat devra être un(e) professionnel(le) avec une expérience de 5 à 10 ans.

La maîtrise de l'anglais et du français est indispensable. Allemand apprécié. Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV, prétentions) à M. DESSEIN - 444 T1 - DESSEIN - 69, rue de Valenciennes - 75001 PARIS, qui transmettra.



Telma

DIVISION RALENTISSEURS

Leader sur le marché européen des ralentisseurs, de l'activité hors France recherche

CADRE COMPTABLE

Formation : DUT - DUT gestion comptabilité ou équivalent.

Sous l'autorité du Chef Comptable, ce Responsable devra prendre en charge l'ensemble de la comptabilité analytique de la Société ainsi que l'établissement et le suivi des prix.

Il apportera par ailleurs une assistance partielle au contrôle de gestion des différentes filiales étrangères.

Le candidat que nous recherchons devra posséder une expérience de l'ordre de 4 à 5 ans dans une entreprise utilisant l'informatique pour ses activités comptables.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Lieu de travail : CERCY-PONTOISE (95).

Adresser C.V. et prétentions à PM LABINAL, Direction des Affaires Sociales, 5, Avenue de la République - 78390 BULLE D'ARCY.

Nous sommes une Société Nationale et renforçons notre équipe

SÉCURITÉ ÉLECTRONIQUE INDUSTRIELLE PAR :

UN INGÉNIEUR
RESPONSABLE DE PROJET

EXPERIENCE EXIGÉE
Anglais souhaité. Déplacement à prévoir.
140 000 F +

curriculum vitae avec photo sous référence 8.315 à : OLIVIER BOURBON, 25, impasse Lempereur, 92000 NOUVOLEUIL qui transmettra votre candidature.

IBM

RECRUTE AUJOURD'HUI SES INGÉNIEURS DE DEMAIN.

Nos activités, notre politique

IBM joue un rôle de premier plan, en France, dans l'industrie informatique concurrentielle qui enregistre chaque année un fort taux de croissance. Concevoir, fabriquer, commercialiser et entretenir des produits complexes, qui font appel à des technologies de pointe, est l'essentiel de notre activité. En effet, nous commercialisons une gamme d'ordinateurs, auprès d'entreprises et d'administrations de toutes tailles, dans les secteurs les plus divers de l'Economie Française.

Au-delà de l'intérêt que présente une entreprise performante, nous vous apporterons des avantages précieux :

- La garantie d'une formation normalement rémunérée, suivant un programme alterné, dans les Centres d'Education de la Région Parisienne, et sur le terrain dans le cadre d'une agence parisienne, ou d'une Direction régionale. Cette formation est conçue pour permettre à nos futurs ingénieurs d'acquérir les connaissances professionnelles et les compétences nécessaires à l'exercice de leur métier.

- L'accès à une formation permanente au cours d'une carrière ouverte à des métiers variés.

- L'exercice d'une activité, offrant sécurité et autonomie au sein d'une petite équipe.

- Une politique de rémunération qui tient compte des meilleurs salaires pratiqués dans notre domaine en France.

Le métier d'ingénieur
technico-commercial

Il relève d'une vaste démarche : une mission de Conseil auprès de clients d'activités et de

tailles diverses, en association avec un ingénieur commercial avant et après la vente. En fait l'ingénieur technico-commercial analyse le besoin du client, propose la solution la mieux adaptée, participe à sa mise en œuvre. Mais sa mission ne s'arrête pas là : il doit suivre la réalisation du projet informatique, puis l'évolution de l'activité de son client, pour lui proposer de répondre à son évolution. En d'autres termes, il aide les utilisateurs à tirer le meilleur profit de nos matériels et services.

Ce que nous attendons de nos futurs
ingénieurs technico-commerciaux

Pour IBM les clients comptent beaucoup, les collaborateurs aussi : c'est pourquoi, nous recherchons chez nos candidats :

- Une formation : un diplôme de grande école d'ingénieur de commerce, de bonnes connaissances anglaises, éventuellement une expérience professionnelle de 2 ans.

- Des qualités spécifiques : aptitude à communiquer, confiance en soi, esprit d'initiative, de synthèse, de la méthode, imagination, ambition.

En outre, nous leur demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique. Nos postes sont à pourvoir à Paris et en Province.

Si vous recherchez une entreprise d'envergure internationale, pour réussir son dynamisme, si l'idée de participer au "phénomène informatique" mondial vous séduit :

Adressez alors votre candidature à J.P. ASTOR IBM France 2, rue Marengo - 75001 Paris, en mentionnant la référence IDMS

IBM

Financement des maîtres d'ouvrages

GROUPE DE PREMIER PLAN
AUX ACTIVITES FINANCIERES
DANS LE SECTEUR FINANCIER, NOUS RECHERCHONS DEUX

Chargés d'affaires

Basés, l'un à Paris (Réf. 4447), l'autre à Lyon (Réf. 4448), ils ont pour mission de renforcer notre présence auprès des maîtres d'ouvrages publics et privés (Chambres de Commerce, Services Financiers mixtes, collectivités locales, entreprises...), de leur proposer des projets d'investissement (réalisation d'opérations de port, stations de service d'hiver, de travaux urbains, d'autoroute etc...) et de leur proposer les meilleures solutions adaptées.

Ces candidats s'adressent à des diplômés de Grandes Ecoles, d'environ 30 ans, justifiant d'une expérience réussie dans une fonction technique, commerciale ou financière si possible dans le secteur BTP.

Les candidats doivent particulièrement présenter pour leur dynamisme commercial, leur aptitude à négocier à très haut niveau et leurs capacités à assumer une très grande délégation de responsabilités.

Adresser la candidature à M. DESSEIN - 69, rue de Valenciennes - 75001 Paris, qui transmettra.

La Division Architecture
du Centre de Recherche recrute des

INGENIEURS

pour participer à la réalisation
d'un SUPER CALCULATEUR

Ils devront avoir des compétences en conception de matériel et logiciel de base, acquises au cours d'une première expérience professionnelle.

Lieu de travail : Ouest Paris (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au préalable la réf. 431 M - Cui Honeywell Bull PCOGO21C - 94, rue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Valeo

1^{er} FABRICANT FRANÇAIS D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX
28500 PERSONNES - C.A. 8 MILLIARDS DE FRANCS

recherche pour développer son potentiel humain

INGENIEURS

généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

INGENIEUR INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

Matériaux de Friction VALEO (SAINT OUEN - 93)

Vous débutez ou avez acquis 1 à 3 ans d'expérience en informatique scientifique, nous vous proposons de développer nos logiciels informatiques : l'élaboration de produits, exploitation des résultats d'essais, banque de données, fichiers techniques d'études et l'assistance à l'anglais indispensable.

Réf: 50205/1/M

INGENIEUR RESPONSABLE PRODUCTION

Equipements Industriels SIME INDUSTRIE (20 km de NEVERS)

Vous avez 5 ans d'expérience en production ou en méthodes au sein d'une activité mécanique. Rattaché au chef d'établissement, nous vous proposons d'être responsable de la fabrication des freins industriels et des coupleurs hydrocinétiques de 100 à 200 personnes. Vous serez chargé des services connexes (ordonnancement, expéditions, Administration commerciale...).

Réf: 50205/2/M

INGENIEUR RESPONSABLE DU DEPARTEMENT GESTION

Equipements Industriels SIME (SAINT ETIENNE - 42)

Ingénieur, vous avez une expérience confirmée en gestion dans une entreprise du secteur industriel. Rattaché directement à la Direction Générale, vous serez responsable de la gestion pour l'ensemble des services.

Réf: 50205/3/M

À partir de ces fonctions, notre gestion des Ingénieurs et Cadres offre de larges possibilités de carrière diversifiées dans le groupe

Adresser lettre, CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste à VALEO Service Recrutement I. & C. - 43, rue Bayen - 75017 PARIS - en n'oubliant pas la référence du poste

International de tout premier plan, fabricant et commercialisant des composants électroniques, spécialisé pour son département « RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT »

INGENIEUR EXPERIMENTE

de formation supérieure type grandes écoles

MISSION : Il assiste le Directeur de Développement dans l'étude et la conception de nouveaux produits. À ce titre, il assure que les projets établis par les ingénieurs d'études sont conformes aux objectifs, fixe tant sur le plan technique que sur celui des coûts prévisionnels. Il est un conseil permanent auprès des membres du département comme auprès des responsables des services avec lesquels il est en relation : marketing, fabrication, qualité.

MOYENS : une équipe d'ingénieurs de projets.

Compétences nécessaires : une expérience confirmée en ingénierie électronique, en particulier dans le domaine de l'organisation et des contacts humains ; la maîtrise de l'anglais ; une expérience industrielle de 8 à 10 ans ; la maîtrise de l'anglais.

INGENIEUR DEBUTANT

de formation supérieure type grandes écoles

Après une période de formation, il lui sera confié le poste de **CHEF DE PROJET**.

À ce titre, il sera responsable de l'étude de nouveaux produits, de leur conception jusqu'à leur industrialisation dans le respect du cahier des charges.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Ces deux postes sont situés en FRANCHE-COMTE.

Le service offre, en outre, de réelles possibilités d'évolution pour des candidats de valeur.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 70197 à Contesse Publicité - 10, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

recherche

DEUX CADRES FINANCIERS DEBUTANTS

(ou ayant 1 à 2 ans d'expérience)
H.E.C. ou Sciences Politiques

Pour occuper deux postes à créer d'objets directs de cadres supérieurs chargés des tâches suivantes :

- gestion de portefeuilles de titres ;
- suivi administratif de participations ;
- questions fiscales ;
- gestion comptable et juridique de sociétés ;
- contribution au montage d'opérations financières.

Nous exigeons des candidats :

- esprit précis et fiable ;
- intérêt pour les questions juridiques et comptables, étudiées éventuellement par un diplôme (Licence, D.E.C.S.) ;
- qualités de présentation et de contact ;
- anglais écrit et parlé.

Nous offrons d'intéressantes perspectives d'évolution au sein de notre Groupe pour des candidats de premier plan alliant aux qualités de fond celles de bonnes capacités d'adaptation.

Merci d'envoyer votre candidature par lettre manuscrite + C.V. à la direction du personnel de la Compagnie, 1, rue d'Asolo, 75009 PARIS.

HELIOS

un des premiers Cabinets français
d'Audit et de Conseil,
membre d'Arthur Young International
spécialisé pour Paris et Lyon

Auditeurs seniors

Nous leur proposons :

- le cadre d'un cabinet international d'audit et de conseil,
- des missions variées en France et à l'étranger auprès d'entreprises privées et publiques,
- une carrière évolutive et des prises de responsabilité au sein de nos équipes françaises et étrangères, pouvant conduire à l'association,
- une formation Audit de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux.

Nous leur demandons :

- le diplôme d'une grande Ecole (HEC, ESSEC, IEP, ESC...),
- une expérience Audit de 3 à 5 ans.

(Nous avons également quelques postes à pourvoir intéressants des débutants).

Nous sommes à votre disposition pour un entretien sur votre plan de carrière.

Adresser C.V., photo et lettre sous la réf. LM/02 à



HELIOS
Département Recrutement
7, rue de Chaillot
75116 PARIS.

L'un des principaux groupes industriels français

recherche

25 INGÉNIEURS

débutants ou 2-3 ans d'expérience

Généralistes - Chimistes - Mécaniciens - Automaticiens - Informaticiens.

INGENIEURS DE PRODUCTION

Après une formation 2 ans environ, ils se verront confier des responsabilités importantes d'encadrement en production en France ou à l'étranger.

INGENIEURS DE BUREAU D'ETUDES

Ils auront à concevoir, réaliser et mettre au point des machines et des procédés de fabrication dans des domaines de mécanique, d'automatique ou de conduite de process.

INGENIEURS DE RECHERCHE

Ils seront chargés de concevoir des produits complexes, de leur niveau technologique et passeront rapidement aux réalisations.

INGENIEURS INFORMATIENS

Ils se verront confier une responsabilité globale sur des projets en informatique : gestion, maintenance opérationnelle ou informatique scientifique. Ils utiliseront les logiciels les plus récents sur une gamme étendue de matériel.

Envoyez curriculum et photo à INTERMEDIA n° 10 - 10, rue La Fayette - 75009 PARIS.

Consultez aussi les

Grande banque française spécialisée dans le financement du commerce international
recherche pour la Direction Internationale

LE COLLABORATEUR

Chargé de la zone ARABIE SAOUDITE, PAYS DU GOLFE.

Les candidats, de formation supérieure, devront avoir une solide expérience bancaire et la pratique effective des négociations commerciales et financières avec cette région.

La maîtrise parfaite de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'arabe souhaitée.

Merci d'adresser votre C.V. et lettre manuscrite sous référence 9090 à :

INTERNATIONAL BUSINESS STRATEGY
4 rue Weber - 75116 PARIS

UNE OPPORTUNITE A NE PAS MANQUER
pour

un Ingénieur Informaticien débutant ou avec quelques années d'expérience

- Une formation entièrement assurée au matériel et au système
- Un environnement de chercheurs de pointe
- Des applications concernant le calcul scientifique et les bases de données factuelles et documentaires.

C'est ce que propose l'I.N.R.A. (Jouy en Josas) à un Ingénieur impérativement diplômé d'une Grande Ecole ou titulaire d'une thèse de Cycle Universitaire.

Il travaillera au sein de l'équipe système servant l'ordinateur central (DPS 8 sous MULTICS) : maintenance des logiciels de base, optimisation du système, aide aux utilisateurs, mise en place de nouveaux logiciels, et implantation du réseau de communication (cent cinquante écrans).

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 8354 à :

ALBA RECRUTEMENT
Départ. d'Alba Informatique
116, rue de la Tour, 75016 Paris

Jeunes DUT gestion et BTS comptabilité

Banque Paris 2^e

Importante banque recherche pour son département financier (postes à dominante administrative et comptable) des jeunes gens libérés des O.M.

Vous êtes diplômés du DUT de gestion ou du BTS de comptabilité. Nous proposons un poste situé au cœur de Paris : 7^e arrondissement.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2533/LM à :



MEDIA BA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

IBS
IBS

مكتبة الامم المتحدة

هكزا من العمل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



L'une des premières Sociétés Françaises
d'électronique professionnelle
recherche pour sa
DIRECTION COMMERCIALE
DEPARTEMENT OPTRONIQUE
Paris Sud, un

INGENIEUR TECHNICO- COMMERCIAL

Ayant une première expérience 2 à 3 ans
Le candidat, de formation technique (électro-
nique, mécanique ou optique) sera chargé de
la négociation et du suivi des contrats avec
l'administration et les firmes industrielles.
Il sera également en relation avec les dépar-
tements techniques de la Société et aura à
effectuer des déplacements pour affaires
internationales.

Anglais nécessaire

Adresser CV et prétentions à TRT
5, avenue Réaumur
92350 Le Plessis-Robinson

SINTRA
4catal

INGENIEUR QUALITE

Nous recherchons pour notre Département
TELECOMMUNICATION ET
CONTROLE INDUSTRIEL

INGENIEUR ELECTRONICIEN DIPLOME

Le candidat sera chargé d'effectuer les audits de
fiabilité prévisionnelle des matériels conçus dans
le Département, de les comparer à la fiabilité
opérationnelle et de déclencher les actions
correctives.

Lieu de travail: MONTROUGE.
Déplacements fréquents à GENNEVILLIERS.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et
prétentions, sous référence 950/2 à
SINTRA ALCATEL, Martine BIALOSOS
Service des Relations Sociales et de l'Emploi
41, rue Pétier 92120 MONTROUGE.

CHEF DE PUBLICITE

Responsable du marché France, Bénin,
Espagne

Société de presse multinationale, leader dans le monde
latino, siège social en R.F.A. recherche pour son bureau de
Paris un chef de publicité.
Ce poste s'adresse à un excellent professionnel avec connais-
sance de la mode et des produits de luxe. Anglais et allemand
souhaités mais pas indispensables.
Toutes correspondances seront traitées confidentiellement.
Ainsi que votre candidature manuscrite, C.V. et récente photo,
en précisant sur l'enveloppe la réf. 4560, à
104 rue Réaumur 75002 Paris qui

L'ODYSSEE DE L'ENERGIE...

FRAMATOME

**FRAMATOME RECRUTE EN PERMANENCE DES
INGENIEURS GRANDES ECOLES DEBUTANTS**

Adresser votre candidature à Monsieur de BEJARRY - FRAMATOME -
Département Recrutement - TOUR FIAT - 1, place de la Coupole -
92084 PARIS-LA DEFENSE Cedex 16.

FRAMATOME CONTACT



SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT
DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE
NUCLEAIRE-ESPACE-AUTOMATISME
recherche

LE RESPONSABLE DE SA COMPTABILITE GENERALE

Le poste implique une expérience d'au moins 5 ans en entreprise.
Le candidat sera une femme BTS ou un niveau DECS.
Il participera à la mise en plan de la comptabilité sur nouvelle informatique.
En outre, il collaborera à l'élaboration du budget et assurera le
contrôle.
Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel SODERN
1, avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

GROUPE BANCAIRE PARIS
recherche pour son Département
CREDITS AUX PROMOTEURS

jeune gestionnaire

NIVEAU BAC + 2 - I.U.T. GESTION
B.P. BANQUE ou EQUIVALENT

Expérience nécessaire de quelques années
dans une fonction similaire.

Adresser C.V., prétentions et photo à
M. 70671 COFAP 40, rue de Chabrol
75010 PARIS, qui transmettra.

TRESORIER GROUPE

Le Groupe bancaire Paris, dont le capital est de 1 milliard de francs,

recherche aujourd'hui le candidat pour le poste de trésorier du Groupe.
Directement placé sous l'autorité du DG, il aura pour missions :

- assurer le suivi du bilan du Groupe jour par jour avec les partenaires bancaires,
- optimiser la gestion de la trésorerie du Groupe d'un point de vue informa-
tique,
- établir les plans prévisionnels de trésorerie,
- participer aux relations avec les banques,
- assurer un lien étroit avec les filiales.

Nous souhaitons recruter un candidat à l'esprit ouvert, dynamique, possédant
une connaissance du domaine, acquise soit au sein d'une entreprise,
soit au sein d'une banque.

La rémunération est motivante et susceptible d'évolution en fonction de la valeur du candidat.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 70391
CONTEXTE PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra, 75001 PARIS
CEDEX 01 qui transmettra.

BLAUPUNKT

Groupe BOSCH

recherche pour son Service
GESTION PLANIFICATION COMMERCIALE
situé à 93400 SAINT-OUEN

RESPONSABLE DE LA PLANIFICATION COMMERCIALE

Le candidat sera diplômé de l'enseignement supérieur et devra être
reconnu apte à maîtriser l'utilisation d'un outil informatique.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à
BLAUPUNKT FRANCE S.A.
D.F.C. - Monsieur CISMARESCO - 24, avenue Michelet
93400 SAINT-OUEN.

ingénieur grande école (option informatique)

Débutant ou avec une première expé-
rience, vous souhaitez orienter votre car-
rière vers la fonction système.
Une entreprise internationale du secteur ter-
tiaire (Paris, proche banlieue sud) vous
propose de vous former et de vous
intégrer dans son équipe (IBM 4341,s).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et
prétentions à M. 8352 à

ALBA RECRUTEMENT
Départ. d'Alba Informatique
116, rue de la Tour 75116 PARIS

BANQUE PRIVEE PARIS 8^e
recherche un

Attaché commercial

ayant 3 ou 4 années d'expérience dans la gestion et le dévelop-
pement d'un portefeuille clientèle entreprises.
Rémunération de l'ordre de 110.000 F annuels.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous référence 6576 à
Télex P.A. Jonction 34, boulevard Haussmann 75001 PARIS
qui transmettra.

مکان العمل

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 18 mai 1983 - Page 37

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE GESTION d'un patrimoine immobilier

Filiale d'un Groupe étranger important
GÉRANT SES PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES exclus-
COMMERCIAUX (immeubles et Sociétés
distinctes) rech. pour PARIS (près Étoile)

Responsable COMPTABLE & FINANCIER

AVANT EN CHARGE LA COMPTABILITÉ DE
PLUSIEURS SOCIÉTÉS, la TRÉSORERIE, la FIS-
CALITÉ, la GESTION DES COMPTES LOCATAI-
RES et l'administration générale.

- Formation COMPTABLE : DECS
- EXPÉRIENCE DE FONCTIONS SIMILAIRES (comptabilité - trésorerie - fiscalité) avec maîtrise de l'INFORMATIQUE.
- Connaissance de l'IMMOBILIER appréciée.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss 5076

SC sélection conseil
11, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Trésorier Adjoint pour le n° 1 français de l'Alimentaire

LE GROUPE BSN (ALF) possède une C.A. de 2,6 milliards dont 75 % réalisés à l'étranger, plus de 80 sociétés) propose un poste motivant et évolutif au sein de la Direction Générale des Affaires Financières.

Adjoint au Trésorier du Groupe, il assistera celui-ci dans l'ensemble des responsabilités de la gestion de la Trésorerie et le financement à court terme.

Dans ce cadre, il sera plus spécialement chargé du contrôle des filiales étrangères et de la surveillance des positions de change des sociétés du groupe en France qu'à l'étranger.

Ce poste conviendrait à HEC, ESSEC, SC.P.O., ayant 5 ans d'expérience financière à dominante internationale acquise au sein d'un grand industriel ou banque.

Bonne connaissance de l'Anglais nécessaire.

Écrire sous réf. EP 529 AM à ÉTAP.

BSN

4, rue Massenet 75016 Paris

etap

Numéro 1 de l'Alimentaire Ingénieur Qualité-Process

CA : 2,6 milliards, offre un poste particulièrement motivant à un Ingénieur, au sein du Service Qualité-Process d'une principale usine (Obernai).

Il s'agit d'une usine importante (500 ha), très moderne et automatisée, 1.200 personnes, une superficie de 100 hectares.

Cet Ingénieur sera chargé de participer au maintien, à l'amélioration et à la promotion de la qualité, son action pourra porter sur les aspects de l'usine.

Le cadre de l'activité de différents groupes de travail et d'étude consiste, il analysera l'existant, participera à la mise au point des objectifs, des délais et des moyens à mettre en œuvre; il jouera un rôle prépondérant dans l'élaboration des programmes d'études et participera au démarrage des nouvelles installations.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur (ENSAIA, ENSIA, AGRO, Chimiste, ou à équivalent), minimum 10 ans d'expérience professionnelle acquise dans l'industrie alimentaire (ou pharmaceutique). Il doit avoir de l'expérience de process, fabrication en laboratoire, et avoir de bonnes connaissances en génie-chimique et en microbiologie.

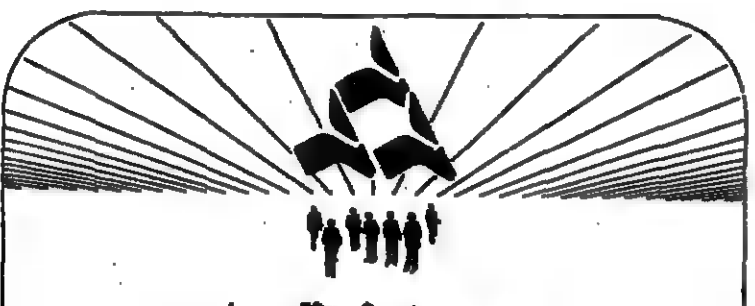
Large possibilité d'évolution au sein du groupe.

Écrire sous réf. DP 571 A à ÉTAP.

BSN

4, rue Massenet 75016 Paris

etap



Audit interne

Formation grandes écoles + I.N.S.E.A.D., I.S.A., C.E.S.M.A.,

Vous êtes actuellement depuis 4 ou 5 ans un cadre à vocation internationale au sein d'une grande société. Vous souhaitez valoriser et enrichir votre expérience dans une entreprise qui vous permettra d'évoluer.

Votre profil nous intéresse !

Nous vous proposons, à l'issue d'une période de formation intensive à nos procédures, de prendre en charge d'une façon autonome des missions d'audit dans les différentes Sociétés et Filiales de notre Groupe, tant en France qu'à l'étranger.

Ces missions concernent non seulement l'audit comptable, mais aussi l'audit opérationnel in situ des diverses fonctions de l'entreprise. Outre la connaissance indispensable de l'Anglais, la maîtrise de la langue Allemande ou Espagnole serait appréciée.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à : M^{re} Huzar, Service de l'Emploi, Tour Aneur 34 5 92083 Paris la Défense. Clévis 14. Toute discrétion assurée.

UAP
L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

CALCOMP

Le monde de l'informatique graphique recherche pour sa filiale CAO

INGÉNIEUR Cial systèmes CAO

Responsable de la vente des systèmes en main, l'assistance d'une équipe technique. Dynamique, excellent esprit d'analyse, il possède une expérience humaine, il possède déjà une expérience en CAO et maîtrise l'anglais.

- Connaissances en CAO et génie civil très appréciées. (Réf. IGS 02)

INGÉNIEUR d'Applications CAO

Chargé au sein d'une équipe d'assister le service commercial, il possède un fort esprit d'analyse, une expérience des systèmes informatiques graphiques et maîtrise parfaitement l'anglais.

- Connaissances architecture et ingénierie appréciées. (Réf. SA 02)

Adresser C.V., photo et prétentions à :
Société CALCOMP
(M. J. J. DAUSSIN)
43, rue de la Brèche aux Loups
75012 PARIS



TEMAT

PREMIER FABRICANT EUROPEEN DE TELEPHONES

en France, SUD, répartis en plusieurs un triple en 3 ans.

INGENIEURS LOGICIELS INGENIEURS MATERIELS

Débutants ou quelques années d'expérience.

Notre Société réalise actuellement une diversification en électronique, notamment au niveau des télématiques et téléphoniques. Nous prévoyons de doubler les effectifs de la Direction des Etudes et du Développement en 1983. Nous proposons des opportunités à des candidats désireux d'exercer leur compétence dans les domaines suivants :

- logiciel temps réel
- microprocesseurs
- modems
- alimentations BT et THT
- vidéo
- téléphonie

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo en indiquant la référence JD 174 à TEMAT Direction du Personnel 10, rue Jean Jaurès - 28000 QUIMPER

MATRA
COMMUNICATION

LA BANQUE LOUIS-DREYFUS

recherche pour son
DÉPARTEMENT INSTITUTIONNELS
et INGÉNIEUR FINANCIÈRE

EXPLOITANT EXPÉRIMENTÉ

Le poste : commercial technique impliquant le montage d'opérations financières (crédits, dépôts) variées et complexes avec une Clientèle d'Institutionnels, Financiers, de Holdings et de Sociétés Industrielles.

Le candidat : - créatif et rigoureux - ayant environ 5 ans d'expérience dans une fonction similaire ou lui ayant permis d'acquérir une bonne connaissance des mécanismes de rémunération des trésoreries et de refinancement des Banques et Établissements Financiers, du marché obligataire (primaire et secondaire).

Le candidat complètera une équipe de trois personnes et pourra évoluer à terme vers d'autres activités de la Banque.

Écrire avec C.V. précis, photo et prétentions à :
Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS
6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

CHEF COMPTABLE

POTEAUX F 150.000 +

Potentiels groupe anglais dans la distribution de produits de grande consommation recherche pour sa filiale française, CA F 120 millions, un CHEF COMPTABLE.

Relève de la direction générale, il sera responsable de la réalisation d'une équipe de trois personnes et de la réalisation des travaux du service comptabilité générale. Il aura sous sa responsabilité des mouvements de trésorerie et de la réalisation des états mensuels anglo-saxons destinés à la maison-mère et du suivi budgétaire avec analyse et explication des écarts des déclarations et des déclarations.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 25 ans minimum, formation DECS ou équivalent, ayant acquis au minimum 2 ans d'expérience et souhaitant enrichir ses connaissances par l'utilisation des méthodes anglo-saxones. Anglais nécessaire.

La rémunération de l'ordre de F 150.000 par an sera à négocier en fonction des compétences du candidat.

Le candidat : - lettre manuscrite, C.V., photo, (retournée) et prétentions sous 21.525 M à CLA RECRUTEMENT 11, rue Delcassé - 75008 Paris.

CLA

Important Groupe Industriel et Financier recherche

JEUNE JURISTE

ayant acquis une première expérience de 5 minimum en Droit Sociétés, Droit Commercial, Droit du Travail.

Il interviendra à titre de conseil dans diverses sociétés et prendra en charge la vie juridique.

Poste basé à Paris.

Adresser C.V. et lettre manuscrite sous la référence IBS à :
INTERNATIONAL BUSINESS STRATEGY
4, rue M... - 75116 Paris

IBS

HOTCHKISS-BRANDT SOGEME, filiale THOMSON,

leader européen des équipements postaux, recherche de PARIS, banlieue NORD (proximité immédiate du métro), dans le cadre de son expansion à l'export les postes suivants :

Ingénieurs logiciels

Après une première ou plusieurs expériences significatives, nous accueillons des ingénieurs de l'informatique industrielle connaissant le traitement de l'image ou du signal temps réel. Une action de formation auprès de la filiale française ou étrangère est un atout possible du poste dans le cadre d'une équipe résolument performante. La notoriété et l'importance de la Société permettent une évolution ultérieure. Les entretiens auront lieu à PARIS et à LYON.

Écrire au CABINET GATIER, 32 rue Barègne 69006 LYON.
réf. 243 M.

Cabinet Gatier

Importante société de services implantée sur toute la France recherche pour son siège à Paris

Assistant du contrôleur de gestion

■ pour missions principales :
- développer un système de comptabilité analytique dans la société et dans ses filiales;
- participer à l'étude d'une structure budgétaire adaptée notamment au plan comptable révisé. Une formation supérieure de gestion et une expérience du contrôle de gestion dans une grande entreprise sont exigées.

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous réf. 7362, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Média-System



FRANCE SA

recherche pour sa filiale PENTA spécialisée dans les moteurs marins

le responsable du service technique chargé du S.A.V.

Chargé du développement de l'Équipe du Service, il s'occupe également de la gestion des clients et de l'entretien des moteurs commerciaux. Une expérience similaire de plusieurs années dans les moteurs marins ou industriels et la maîtrise de la langue anglaise sont indispensables.

le chef de service pièces détachées

- Capable de prendre la responsabilité de la gestion du Magasin Pièces Détachées.
- Connaissance de la gestion des stocks.
- Qualités administratives.
- Anglais impératif.

Les 2 postes sont à pourvoir dans la région Parisienne.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 7950 pour le 1er poste et 785C pour le 2ème à :
CLAUDE DEBRAY Conseil - 78, rue Olivier-de-Serres
75739 PARIS CEDEX 15

MARCHÉ COMMUN

La F.N.S.E.A. estime insuffisante l'augmentation des prix agricoles

(Suite de la première page.)

La réduction des prix pour les produits laitiers de deux points pour les autres productions. Le commerce porcin bénéficie d'un statut spécial puisque les montants compensatoires dans ce secteur sont ramenés à 2,2 % avec l'engagement des Dix de les supprimer au 1^{er} novembre 1983. Ce dernier cas, Paris n'a obtenu qu'en partie satisfaction puisque son objectif était de les supprimer dès la fixation des prix.

Avec la double opération de l'automne dernier et d'aujourd'hui sur les M.C.M., la hausse des prix français tourne en moyenne autour de 8 %. Il faut rappeler ici qu'il sera

toujours perçu pour la campagne 1983-1984 un prélèvement de 2 % du prix indicatif du lait au titre de la co-responsabilité des producteurs et que les garanties des prix pour les céréales sont consenties dans la limite d'un seuil de production (120,6 millions de tonnes).

En réalité, le schéma d'accord des Dix est très proche du compromis qui avait été élaboré il y a quinze jours à Luxembourg. Les discussions ont surtout porté sur la demande de l'Italie concernant le financement du budget communautaire, les bonifications d'intérêts pour les crédits accordés à la paysannerie de la péninsule. Face à un taux d'inflation de 10 %, le relèvement des prix ita-

liens (10 % en moyenne) ne pouvait couvrir - faisait Rome - l'augmentation des coûts de production. Dans ces conditions, ajoutait la délégation italienne, il fallait intensifier les prêts afin d'accroître la modernisation des exploitations. Les Dix ne sont allés que partiellement au-devant des préoccupations italiennes en débloquent une enveloppe financière de 60 milliards d'ECU (un ECU = 6,56 F). M. Mannino, le ministre italien, n'a pas voulu prendre la responsabilité de donner un accord définitif avant de consulter son gouvernement.

MARCEL SCOTTO.

L'efficacité des normes allemandes

Comment le déficit commercial franco-allemand a-t-il pu être multiplié par plus de six en trois ans et atteindre 38 milliards de francs en 1982 ? Mme Cresson, ce déséquilibre « insupportable » tient, pour partie, à une fermeture du marché allemand aux produits français. A un autre point de vue, qui n'est pas son nom.

Certes, a reconnu le ministre du commerce extérieur, au cours de l'Assemblée à Paris, le vrai problème est l'« affaiblissement de l'appareil de production français face à l'investissement allemand pendant dix ou quinze ans ». L'investissement qui a permis de financer un déficit « structurel » d'environ 100 milliards de francs. Mais la différence (entre 20 et 38 milliards) tient pour partie, selon le ministre, à des pratiques commerciales allemandes qui bloquent la concurrence étrangère.

M. Cresson a notamment insisté sur les normes techniques qui empêchent la commercialisation de produits français sur le marché ouest-allemand. Un problème sur lequel « une décision rapide doit intervenir », faute de quoi le gouvernement français serait obligé de prendre un certain nombre de dispositions semblables.

Mme Cresson n'a pas tort. Ses services ont, pour l'occasion du sommet franco-allemand, établi un volumineux dossier d'exemples précis. Le plus connu est celui de la bière qui est fabriquée partout dans le monde à l'aide de riz et de maïs, sauf en Allemagne. Les bières étrangères ne sont donc pas « conformes » à la consommation en R.F.A.

Autres exemples : le corned-beef français qui contient personnellement « trop peu » de gelée ou les cuisses de dinde

qui, elles, contiennent « trop » d'eau. Les industriels français de chaudrons pour faire homogénéiser leurs produits ont dû accepter de faire homologuer également l'acier utilisé pour les fabriquer. A leur frais, bien entendu. Et les délais de procédure prennent du temps... Bref, à l'aide de normes, d'homologation et de certificats de qualité les industriels allemands (et, bien sûr, l'Allemagne) ont fort bien protégé son marché intérieur.

Mais là où Mme Cresson se trompe, c'est sur l'efficacité des décisions gouvernementales en la matière. Les forces du système en Allemagne restent justifiées sur la position « en retrait » de l'Etat, qui intervient peu et laisse aux partenaires sociaux (entreprises, syndicats et consommateurs) le soin d'établir les normes. L'ensemble de la machine est mobilisée et fonctionne avec conviction les normes. En France, c'est l'inverse. L'Etat a voulu édicter des normes, mais des institutions multiples ont imposé des contraintes et ne sont guère appliquées (le Monde du 19 avril). Il s'agit donc de modifier les comportements tant des industriels que des consommateurs ou des administrations. C'est forcément long.

Il est vrai que, selon M. Pierre Mauroy, les autorités allemandes « ont la volonté » de réduire leurs normes techniques. « Des décisions ont été prises », a-t-il affirmé mardi 17 mai à l'issue de la réunion de travail des deux dirigeants allemands et français. Une lettre du chancelier Helmut Kohl précède les négociations et les méthodes qui permettraient de lever ces obstacles. « Une décision devrait aboutir dans les prochaines semaines », a-t-il estimé. - L.B.

Le prêt communautaire accordé à la France est lié à la poursuite du plan de rigueur

C'est sans surprise, et sans difficulté, que la France a obtenu de ses neuf partenaires de la Communauté économique européenne leur accord pour un prêt de 4 milliards d'ECU (un peu plus de 27 milliards de francs), afin de combler le déficit de sa balance des paiements.

A la suite de cette décision, prise à l'unanimité, M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, a souligné que le prêt communautaire, connu sous le nom de « facilité pétrolière », le gouvernement français confirmait son volonté de choisir l'Europe.

« Nous aurions pu faire appel directement aux marchés internationaux, mais nous avons préféré nous tourner vers la C.E.E., en raison de notre attachement à l'Europe », a précisé que la Commission européenne allait maintenant recueillir cette somme sur les marchés financiers internationaux, avant de la remettre au gouvernement français.

Ce prêt, selon M. Delors, devrait être remboursable en six ans. Il a été, en outre, que les partenaires européens de la France n'avaient imposé aucune condition au-delà des mesures d'austérité déjà prises par Paris. Les Dix relèvent que ces mesures prévoient, en particulier : « Une réduction des déficits publics, notamment par la limitation du déficit budgétaire à 3 % du P.I.B. en 1983 et en 1984, le rétablissement et le maintien de l'équilibre de la Sécurité sociale et de l'assurance-chômage en 1983 et en 1984, et la réduction du déficit des grandes entreprises nationales ».

« L'objectif d'augmentation de la masse monétaire pour 1983, ramenée de 10 % à 8 %, sera pour conséquence une nette réduction de l'expansion du crédit interne ».

« Le développement de l'épargne sera encouragé ».

« L'effort de désinflation dans l'ensemble de l'économie, qu'il s'agisse des revenus ou des coûts, sera poursuivi ».

La décision des Dix prend acte également, que « les restrictions sur allocations de devises en matière touristique arrêtées le 28 mars 1983 seront levées au plus tard le 31 décembre 1983 ».

M. Gerhard Stoltenberg, ministre allemand des finances, a souligné de l'intention de la Commission de collecter en dehors de la C.E.E. l'essentiel des sommes nécessaires pour

le prêt. « Il ne faut pas sous-estimer l'impact d'une telle opération sur le marché », a-t-il souligné, avant de rappeler que pour les sommes levées, éventuellement, en dehors de la Communauté, la Commission devrait, au préalable, obtenir l'accord de la Bundesbank. Il a indiqué, enfin, que la France avait fait part de son intention de recourir autant que possible la durée du prêt.

Plusieurs pays, l'Italie et la Grèce notamment, ont souligné que le plafond des facilités pétrolières soit porté de 6 milliards d'ECU à 8 milliards d'ECU, l'emprunt français laissant peu de disponibilité pour les pays de la C.E.E. éventuellement candidats. Le conseil des ministres de la Communauté n'a pris aucune décision à ce sujet.

Selon la B.N.P.

LE PLAN POURRAIT RÉDUIRE L'ÉPARGNE DE 10 MILLIARDS DE FRANCS

Dix milliards de francs, telle pourrait être la baisse de l'épargne financière consécutive aux mesures de rigueur prises par le gouvernement au cours de l'été. Tout porte en effet à croire, selon l'étude parue dans la dernière Lettre de conjoncture de la B.N.P., que la baisse des revenus directs des ménages entraînera la réduction de l'épargne, avant celle de la consommation. Des mesures destinées à rétablir le commerce extérieur pourraient donc bien contribuer à accroître l'endettement extérieur du pays, les besoins de financement non satisfaits ne pouvant être que par l'étranger.

Le relèvement du plafond des livrets A des caisses d'épargne et de la part du Crédit mutuel (qui ne rattrape même pas la baisse des prix), la réduction de l'épargne logement, ne peuvent guère, selon la B.N.P., que limiter la baisse de l'épargne. Elles ne représenteront que 6 à 7 milliards de francs.

L'emprunt sera donc porté par le gouvernement, qui sera surtout acquiescé par les gros contributeurs, aura peu d'effet sur la consommation et ne représentera qu'un supplément de 4 milliards de francs d'épargne. Cependant, conclut la B.N.P., l'augmentation des revenus directs et des taxes ne compensent pas forcément à une forte épargne. Des données sociologiques confirment en effet les pessimistes : si les difficultés de la conjoncture continuent, les particuliers épargnent davantage. Une petite chance pour le plan de rigueur.

Manifestations à travers la France

Alors que les manifestations de l'agriculture française ont été très vives à Bruxelles, les Français ont manifesté dans tout l'Hexagone pour protester contre les importations de viande et notamment de porc, de fruits et de légumes et, d'une manière générale contre le « dumping » à la fixation des prix et le refus de démanteler les mécanismes compensatoires (voir p. 41).

Les mouvements les plus importants ont eu lieu aux frontières belge et ouest-allemande. Tous les véhicules entrant en France ont été pratiquement bloqués jusqu'à 18 heures, selon la Fédération

nationale des syndicats d'exploitants agricoles et le Centre national des Jeunes Agriculteurs ne cessant d'alerter les barrages « filtrants » des camions étrangers.

Dans plusieurs endroits, les manifestations ont pris un ton violent : pneus brûlés sur les grandes routes, blocages d'habitats locaux, manifestation britannique arrosée de fuel dans la Manche, fruits et légumes espagnols déversés sur les routes dans l'Hérault, fromages et vins italiens déchargés à Saint-Amand en Moselle.

Enfin, quatre producteurs de lait du Finistère et des Côtes-du-Nord ont quitté la Bretagne à la soirée du lundi 15 mai à destination de Paris, où ils devaient être reçus mardi par des représentants du ministère de l'agriculture.

A l'étranger, ces manifestations françaises ont été vivement dénoncées. Les représentants néerlandais ont demandé à leur gouvernement des mesures à l'encontre des agriculteurs français. M. Walker, ministre britannique de l'agriculture, a vivement protesté à Bruxelles auprès de M. Rocard et a demandé que la Grande-Bretagne pourrait prendre des mesures de rétorsion. Les ministres allemand et néerlandais auraient, eux aussi, officiellement protesté.

Les augmentations prévisibles en France (en pourcentage)

Lait : 8,1 % ; céréales : 7,9 % ; riz : 10,5 % ; sucre : 8,9 % ; viandes : 10,5 % ; vin : 10,5 % ; fruits et légumes : 10,5 %.

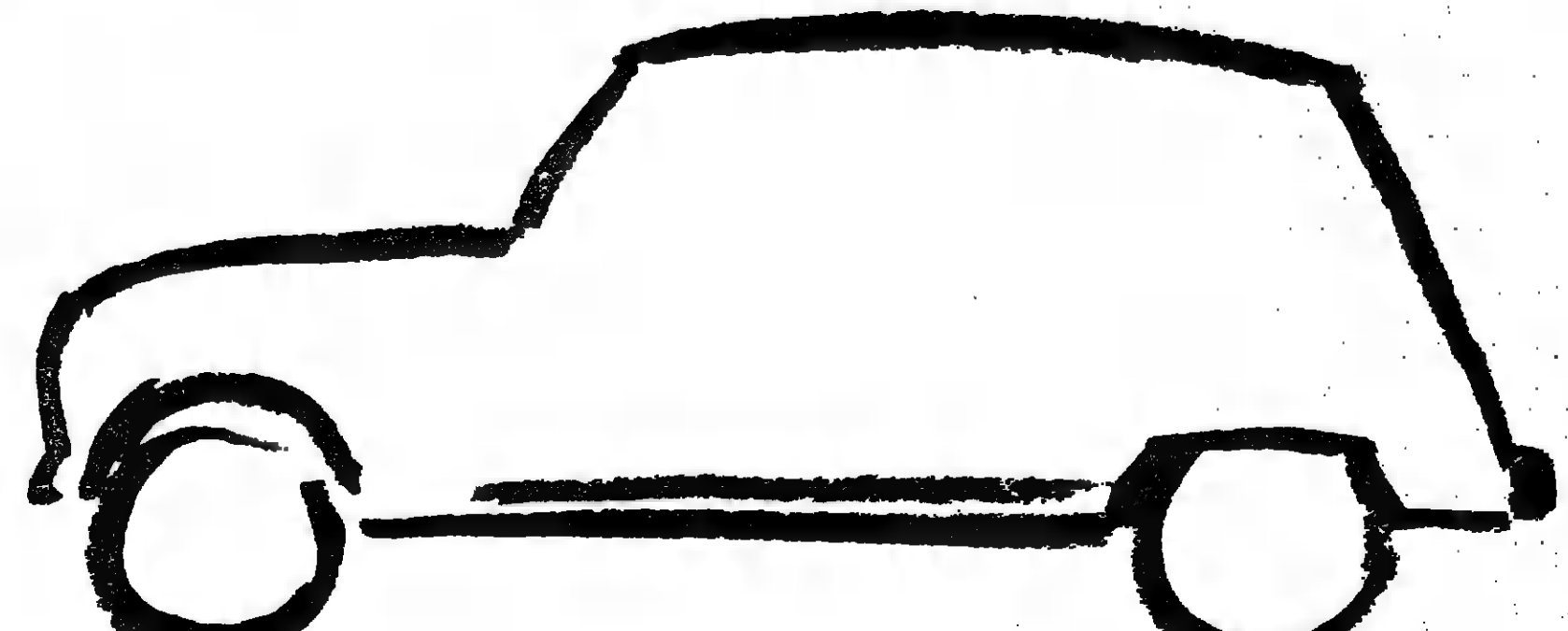
Il s'agit là d'estimations. Les chiffres définitifs ne devraient être publiés qu'à la fin de l'année.

Les nouveaux M.C.M. (en pourcentage)

Pour la France (M.C.M.), lait : 3,4 % ; porc : 2,2 % ; autres produits : 4,4 %. Pour l'Allemagne (M.C.M. postifs), lait : 10,5 % ; céréales, 10,3 % ; autres produits : 9,8 %. Pour les Pays-Bas (M.C.M. postifs), lait : 6,55 % ; céréales : 6,15 % ; autres produits : 5,75 %.

COPIEURS CANON chez DURIEZ
112, boulevard Saint-Germain, 6^e

TRAIT DE GÉNIE.



RENAULT 4

13 versions, berlines, fourgonnettes courtes ou longues, pick-up. Décor intérieur et tableau de bord restylés, freins à disque à l'avant sur versions 1108 cm³ Renault 4 à partir de 27.900 F (Renault 4). Prix clés en main 10.02.83. Voilésime 83. RENAULT propose elf

LE MONDE diplomatique

Numéro de mai
LA DÉFENSE ET SES MYTHES : VIVRE L'ATOME
(Dominique David)

LES SYNDICATS ITALIENS ET LE RÉGIME DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE
(Fabrizio Tonello)

Le numéro : 10,50 F
6, rue de la Harpe, 75005 Paris
Publication mensuelle du Monde
(En vente partout)

TENNIS

Ptes d'Orléans d'Ivry, Chapelle Neuilly
STAGES LONGUE DURÉE
1h/Semaine - 4 Mois
TOUS NIVEAUX
Adultes - Enfants
tennis-action
734.36.36.
équipe par 20 N°20

CHARTERS ÉTÉ

U.S.A. Vacances linguistiques
PARIS-NEW YORK
à partir de 2 850 F.A.R.
AIRCOM SETI
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268-15-20

مكتبة القرآن

Les montants compensatoires monétaires

Les montants compensatoires monétaires (M.C.M.) empoisonnent la vie communautaire et nationale aussi. Au nom de leur suppression, les agriculteurs manifestent, dans le même temps, ces fameux M.C.M. ont été au centre de la négociation sur les prix agricoles qui vient de s'achever à Bruxelles.

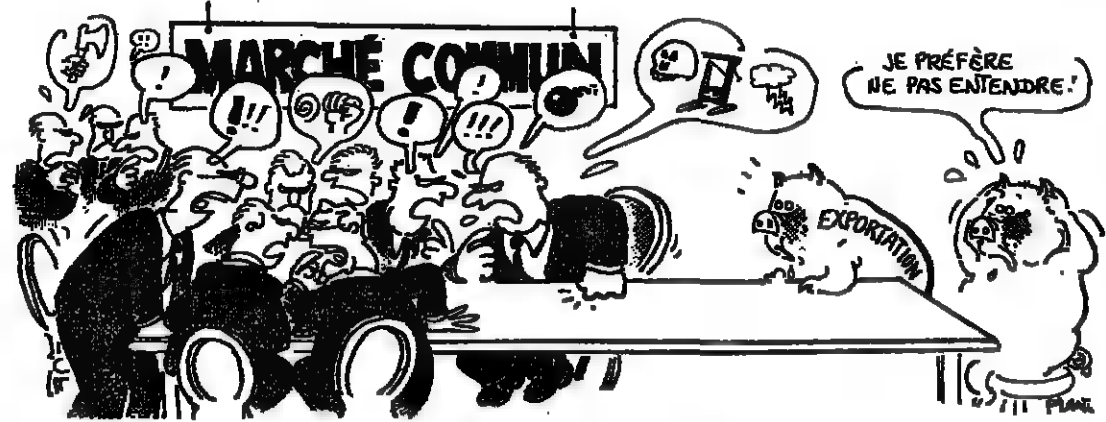
Les M.C.M. proviennent du fait que les prix agricoles sont communs dans la Communauté, alors que

la valeur des monnaies diverge. Avec le R.A. BA des M.C.M. nous souhaitons éclaircir un mécanisme que seuls les agriculteurs connaissent bien.

Il est un autre point sur lequel une clarification s'impose. A plusieurs reprises, des organisations professionnelles ont déclaré que le démantèlement (suppression) des M.C.M. négatifs français était du

ressort du seul gouvernement français. M. Pierre Méhaignerie, ancien ministre de l'Agriculture, avait déclaré le 8 mai au « Club de la presse » d'Europe 1 que le président de la République et le gouvernement « faisaient tout pour engendrer la confusion sur le débat relatif aux M.C.M. ». Il avait notamment affirmé : « Les montants compensatoires monétaires négatifs dépendent du gouvernement. Qu'attend-il pour les démanteler ? Il ne veut pas le faire. (...)

M. Delors aurait pu demander la suppression des M.C.M. négatifs le jour de la dévaluation, il l'aurait obtenue. M. Rocard lui a récemment rappelé que, négatifs ou positifs, les M.C.M. ne peuvent être démantelés que sur décision du conseil des ministres de la C.E.E. De Bruxelles, notre correspondant nous rappelle quelle est la règle en la matière.



Le R.A. BA des M.C.M.

PRIX AGRICOLE COMMUN
(Principe de base de la politique agricole commune. Il est exprimé en ECU.)

7F = 1 ECU = 1 kg de céréales = 2DM

* Les valeurs exprimées ici sont fictives. Elles ont été choisies pour la commodité de la démonstration. Mais elles ne sont pas trop éloignées de la réalité puisque le DM est égal à 3,02 F et l'ECU à 6,82 F et 2,26 DM.

DÉVALUATION DU FRANC DE 10 %
(Pour obtenir le même nombre de marks, il faut 10 % de francs en plus.)

2DM = 7,70F = 1 kg

Le prix agricole en France et en francs augmente de 10 %. Augmentation considérée comme impossible car génératrice d'inflation.

RECOURS AU FRANC VERT

2DM = 1 ECU = 1 kg = 7F

C'est-à-dire que pour ne pas augmenter le prix en francs, on fait comme si le franc, pour les échanges agricoles, n'était pas dévalué.

CRÉATION DU M.C.M. POSITIF
Il n'y a plus de prix commun puisque :

en Allemagne 2DM = 1 kg

en France 1 kg = 7F

alors que 2DM = 7,70F

Le prix français est moins élevé et favorise les exportations. Donc pour rétablir le principe du prix commun, on va avoir :

2DM = 1 ECU = 1 kg = 7F

Le 0,7 F est une taxe, ou montant compensatoire négatif, payée par l'exportateur français au FEOGA (budget agricole communautaire).

DÉVALUATION DU FRANC VERT
(Par exemple de 5 %.)

2DM = 1 ECU = 1 kg = 7,35F

Le prix français augmente (de 5 %) mais il n'y a toujours pas de prix commun, puisque :

en Allemagne 1 kg = 1 kg

en France 1 kg = 7,35F

alors que 2DM = 7,70F

Pour rétablir l'équilibre on aura donc :

2DM = 1 ECU = 1 kg = 7F

Le 0,35 F est la taxe payée par l'exportateur au FEOGA.

Dévaluation du franc vert.

On constate alors que :

Réduction des M.C.M. négatifs.

Haussage des prix en France.

RÉÉVALUATION DU MARK DE 10 %
(Pour obtenir le même nombre de francs, il faut 10 % de marks en moins.) Le prix communautaire commun est toujours au départ de :

2DM = 1 ECU = 1 kg = 7F

mais 7F = 1,80 DM = 1 kg

Le prix agricole en R.F.A. diminue de 10 %. Diminution considérée comme impossible, car difficilement acceptable politiquement.

RECOURS AU MARK VERT

7F = 1 kg = 1 ECU = 2DM

C'est-à-dire que pour ne pas diminuer le prix en R.F.A., on fait comme si le mark, pour les échanges agricoles, n'était pas réévalué.

CRÉATION DU M.C.M. POSITIF
Il n'y a plus de prix commun puisque :

en France 7F = 1 kg

en Allemagne 1 kg = 2DM

alors que 7F = 1,80 DM

Le prix allemand, en DM, est plus élevé et pénalise les exportations. Donc pour rétablir le principe du prix commun on aura :

7F = 1 ECU = 1 kg = 0,20 DM

1,80 DM

Ce 0,20 DM représente une subvention payée par le FEOGA (budget européen) et versée à l'exportateur allemand.

RÉÉVALUATION DU MARK VERT
(de 5 % par exemple)

7F = 1 ECU = 1 kg = 1,80 DM

Le prix allemand baisse. (Cette baisse peut être acceptable si elle est compensée au moment où elle se produit par une hausse du prix agricole commun.) Mais le prix n'est toujours pas commun puisque :

en France 7F = 1 kg

en Allemagne 1 kg = 1,80 DM

alors que 7F = 1,80 DM

Pour rétablir l'équilibre on aura :

7F = 1 ECU = 1 kg = 0,10 DM

1,80 DM

Ce 0,10 DM représente la subvention, ou M.C.M. positif, versée par le FEOGA à l'exportateur allemand.

Réévaluation du mark vert.

On constate alors que :

Réduction des M.C.M. positifs.

Baisse du prix en Allemagne.

Le rôle du conseil des ministres de la Communauté

Des ajustements monétaires inévitables le 11 mars dernier.

Aujourd'hui, un accord est la base en matière de M.C.M. Elaboré à la demande des Français dont la préoccupation première portait sur le démantèlement des montants compensatoires allemands, il précise que toute modification des M.C.M. nécessite la réunion des Dix à la demande d'un État membre ou de la Commission, « à la majorité qualifiée » des propositions de la Commission.

Le texte indique également que les réductions envisagées « ne doivent pas conduire à une baisse des prix en monnaie nationale (cas de l'Allemagne ou des Pays-Bas) ni à une hausse des prix (pays à monnaie dépréciée) pouvant conduire à des difficultés pour l'économie de l'État membre en question ». Cette dernière disposition ne permet donc pas à la France, si l'on s'en tient à la règle communautaire, de supprimer les M.C.M. (5,1 % pour le lait, le porc, le mouton et le bœuf et 8,1 % pour les autres produits dont la hausse n'a pas encore commencé).

Le démantèlement complet des montants compensatoires monétaires français conduirait à un relèvement des prix agricoles d'environ 12 % cette année. Ce qui est contraire non seulement aux objectifs du gouvernement en matière d'inflation, mais aussi aux engagements pris par M. Delors à l'occa-

De notre correspondant

Le texte indique également que les réductions envisagées « ne doivent pas conduire à une baisse des prix en monnaie nationale (cas de l'Allemagne ou des Pays-Bas) ni à une hausse des prix (pays à monnaie dépréciée) pouvant conduire à des difficultés pour l'économie de l'État membre en question ».

La hausse du dollar se poursuit : 7,4250 F

Alors que par une remontée du taux aux États-Unis, la Banque du dollar s'est poursuivie sur les marchés de changes, à l'exception de celui de Tokyo, où le yen est resté stable. La monnaie américaine a passé de 2,46 DM à 2,47 DM sur la place de Francfort et de 7,41 F à 7,4250 F sur celle de Paris.

La remontée du taux aux États-Unis, avec l'euro dollar à six mois, a entraîné de 9 %, les taux de la monnaie de la Banque qui cumulent deux effets : rejet du projet de budget par le Congrès américain, gonflement brutal de la masse monétaire et déclaration d'un expert new-yorkais bien connu, M. Kaufmann, sur l'arrêt de la baisse du taux. Derrière tous ces facteurs, on retrouve, en toile de fond, la progression du déficit budgétaire des États-Unis qui fait monter des appels accrus de l'Union aux marchés financiers pour remédier à ce déficit. A l'heure actuelle, le 100 dollars américain n'éprouve aucune difficulté pour trouver les fonds nécessaires à sa circulation, le monde entier se précipitant pour lui en procurer.

LE CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE SÉCURITÉ SOCIALE

organise

UN CONCOURS DE RECRUTEMENT

42 places

Pour les LICENCIÉS ou TITULAIRES D'UN DIPLOME ÉQUIVALENT, âgés de 30 ans au plus au 1^{er} janvier 1984.

- FORMATION RÉMUNÉRÉE de 18 mois, dont 8 mois de stages.
- DÉMARCHES ASSURÉES :
- Accès immédiat à des fonctions de responsabilité dans les organismes de Sécurité sociale sur tout le territoire national.
- RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE DÉPART : de 101 000 francs à 134 000 francs.

ÉPREUVES ÉCRITES
13, 14 et 15 septembre 1983
CLOTURE DES INSCRIPTIONS
1^{er} juillet 1983

Pour tous renseignements s'adresser au Centre national :
27, rue des Minimes - 42031 Saint-Etienne - Cedex
Tél. : (77) 57-72-74

DECISION INTERNATIONALE

LE JOURNAL DES

ORDINATEURS PERSONNELS

A USAGE PROFESSIONNEL

Un lundi sur deux chez votre marchand de journaux

DECISION INTERNATIONALE

Le Centre National d'Études Supérieures de Sécurité Sociale organise un concours de recrutement de 42 places pour les licenciés ou titulaires d'un diplôme équivalent, âgés de 30 ans au plus au 1^{er} janvier 1984.

Formation rémunérée de 18 mois, dont 8 mois de stages.

Démarches assurées :

- Accès immédiat à des fonctions de responsabilité dans les organismes de Sécurité sociale sur tout le territoire national.
- Rémunération annuelle de départ : de 101 000 francs à 134 000 francs.

Épreuves écrites : 13, 14 et 15 septembre 1983.

Closure des inscriptions : 1^{er} juillet 1983.

Pour tous renseignements s'adresser au Centre national : 27, rue des Minimes - 42031 Saint-Etienne - Cedex - Tél. : (77) 57-72-74.

LAFT et l'IPER

organisent un cycle de préparation au :

Certificat d'Études Supérieures de transport international

10 octobre 1983 au 30 juin 1984

Pour les titulaires d'un diplôme universitaire ou équivalent de niveau "bac + 4"

sur Portuaire d'Enseignement et de recherche 1 rue Emile Zola 76600 LE HAVRE CEDEX

Le Monde

Service des Abonnements

11 rue des Italiens PARIS CEDEX 09 C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE

341 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

381 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur commande.

Changements : définitifs ou (deux semaines ou plus) : sont invités à formuler leur demande au moins 15 jours avant leur départ.

Le dernier bande de correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens

Directeurs : André Laurens, Bouve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimeur : S.A. le Monde - PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire de journaux et publications, n° 437

0395 - 2037

ÉNERGIE

Les acheteurs de gaz naturel réagissent à la baisse de la consommation

La baisse mondiale de la consommation d'énergie et l'excédent général de l'offre sur la demande, qui a provoqué un fléchissement des prix, touchent également le marché du gaz naturel, où la plupart des consommateurs tentent actuellement de renégocier à la baisse les contrats signés à l'époque où on craignait de manquer d'approvisionnement. M. Pierre Alby, président de l'Association des industriels de France, a ainsi déclaré, lundi 16 mai, devant le septième congrès international sur le gaz naturel réuni à Djakarta (Indonésie), qu'il représentait les pays producteurs, qu'il faudrait « inventer les moyens d'adapter les capacités de vente et d'achat du gaz naturel à ces nouvelles conditions, en tenant compte équitablement des intérêts du vendeur comme de ceux de l'acheteur ».

Faisant état d'une « situation délicate » dans le monde gazier, M. Alby a rappelé que le prix du gaz naturel a baissé de 10 à 15 % par rapport à celui de l'énergie et qu'il se trouvait, au contraire, en hausse avec les autres sources d'énergie, le nucléaire, la France, l'un des principaux producteurs de gaz naturel, se trouve actuellement dans une situation critique.

mesure qu'elle a signé des contrats d'approvisionnement à long terme, notamment avec l'Algérie, l'U.R.S.S., les Pays-Bas et la Norvège, qui devraient la placer inévitablement dans une situation d'excédent par rapport à ses besoins (estimés par certains à 22 millions de tep (tonnes d'équivalent pétrole) pour 1983, alors que les contrats précédents représentaient un minimum de 10 millions de tep à la même date). « Nous sommes en plancher de verre », déclare le directeur général de Gaz de France au début de l'année, « nous comptons sur la baisse des prix des fournitures en provenance des Pays-Bas pour éventuellement faire l'objet d'un « souplesse » supplémentaire ».

Aux États-Unis, l'excédent de l'offre sur la demande conduit actuellement les producteurs de gazoducs (principaux acheteurs de gaz) à dénoncer les contrats signés avec les consommateurs. La réglementation américaine distinguant deux catégories de gaz, selon la date de leur entrée en service, avait jusqu'ici, paradoxalement, entraîné, au début

des années 70, une hausse des prix. Les acheteurs, contraints de réduire leurs enlèvements, avaient depuis un an privilégié le gaz récemment découvert — bien que plus cher — parce qu'il était l'objet d'une clause contraignante (« take or pay ») qui les obligeait à acheter le gaz qu'ils achetaient ou non. En revanche, le gaz plus ancien, moins cher, avait été délaissé.

Or deux principales compagnies de gazoduc, Tenneco et Transco, viennent de dénoncer unilatéralement leurs contrats, refusant notamment d'honorer la clause « take or pay » afin d'éviter une diminution du prix du gaz. Les compagnies estiment que les prix actuels ne sont pas compétitifs avec ceux du pétrole — qui a beaucoup diminué — et risquent de réduire la demande finale, un certain nombre d'industries, notamment dans l'industrie chimique, préférant reconstruire leurs installations. Le gouvernement fédéral va examiner prochainement un projet de loi entraînant une dérégulation des prix du gaz, laquelle aurait pour effet, en l'absence d'actuel du marché, selon la plupart des observateurs, d'accroître la diminution des prix.

LOGEMENT

SELON LES NOTAIRES

Le tassement des prix des appartements continue à Paris

En 1982, le marché immobilier des appartements libres, à Paris, s'est stabilisé en nombre de transactions et le prix moyen au mètre carré a augmenté en francs courants de 5,4 % par rapport à 1981. Cela confirme les tendances au tassement des prix en francs constants amorcées depuis la fin de 1980. Cette constatation globale est celle de la Chambre interdépartementale des notaires de Paris (1) qui publie pour la deuxième fois l'exploitation statistique de son fichier informatique (le Monde 11 décembre 1982). Cependant, cette moyenne recouvre des évolutions différentes selon les arrondissements. Dans les arrondissements « chers », la baisse du prix moyen au mètre carré se poursuit : 9 634 F dans le seizième à la fin de 1982, contre 10 037 F au premier semestre et 10 386 F à la fin de 1981 ; dans le septième, 8 743 F, contre 10 136 F un an avant ; dans le huitième, 8 957 F, contre 9 471 F ; dans le cinquième,

8 274 F, contre 8 862 F. Les prix stagnent dans le sixième arrondissement (9 660 F), dans le quatrième (8 394 F), et dans le quinzième (8 394 F). Ils progressent cependant dans d'autres arrondissements, et notamment dans des arrondissements aux prix « moyens » ou « bon marché », comme le troisième (7 446 F, contre 6 769 F au second semestre 1981), le 11^e (5 797 F contre 5 192 F), le 13^e (7 364 F contre 6 579 F), le 14^e (7 961 contre 6 992).

Pour la première fois, les notaires parisiens publient également les données recueillies sur le marché des appartements anciens occupés, dont les prix sont inférieurs de 28 % à ceux des appartements libres. Là aussi la tendance est à la baisse en francs constants depuis la fin de 1980, avec une légère remontée au second semestre de 1982. Enfin ce marché des appartements occupés est beaucoup plus étroit que l'autre, représentant en

nombre de transactions le dixième du marché des appartements libres. Enfin, un début d'exploitation des données recueillies dans la première couronne de banlieue (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) fait apparaître des situations très différentes, suivant les communes, à l'intérieur d'un même département, les communes de banlieue limitrophes apparaissant, à un niveau moins élevé, comme le prolongement des arrondissements parisiens voisins : les prix à Neuilly-sur-Seine (9 126 F le mètre carré en 1982, contre 10 214 F en 1981) et Saint-Cloud (7 217 F contre 6 421 F) sont influencés par l'évolution du marché des appartements libres de l'Ouest parisien, avec une hausse qui s'explique sans doute par le report d'achat de Paris sur la banlieue proche, un peu moins chère.

(1) 12, avenue Victoria-Paris, Paris (14^e).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + en Dép.	Rep. + en Dép.	Rep. + en Dép.
SE-11	7,4170 7,4220	+ 200 + 200	+ 430 + 400	+ 1230 + 1330
SE-12	6,8300 6,8400			
Yen (100)	3,1750 3,1850			
DM	3,8670 3,8730			
Fr. S.	2,6720 2,6800			
F.B. (100)	15,0650 15,0820			
F.S.	3,6280 3,6350			
L. (1 000)	5,8520 5,8620			
£	11,5430 11,5530			

TAUX DES EURO-MONNAIES

	SE-11	SE-12	DM	Fr. S.	F.B. (100)	F.S.	L. (1 000)	£
8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8	8 7/8
4 9/16	4 15/16	4 11/16	5 1/16	4 7/8	5 1/4	4 15/16	5 5/16	5 7/16
3 3/4	5 1/2	5 5/16	5 11/16	5 5/16	5 7/16	5 11/16	5 7/16	5 13/16
9	12							
10	12	4 1/2	4 1/2	4 3/16	4 9/16	4 5/16	4 11/16	4 13/16
13 3/4	15 3/4	14 1/2	15 3/4	14 7/8	15 1/4	14 15/16	15 17/16	15 19/16
10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
12	12 3/4	12 1/4	13	13	13 3/4	13 1/2	13 3/8	13 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

La restructuration de la sidérurgie belge. — Le choc provoqué par le rapport Ganssen a amené, lundi matin, plusieurs centaines de managers de la sidérurgie belge à se réunir à Seraing pour discuter de la situation. Mais dans l'autre hémisphère, à Charleroi, l'agitation a jusqu'ici été minimale. A l'heure, les porte-parole de la F.G.T.B. (syndicat socialiste) lancent un appel à la grève générale pour jeudi 19 mai. Les leaders du syndicalisme ont promis de réduire le temps de travail à trente-deux heures par semaine, sans aucune réduction de salaire. Mais ils refusent, eux, de battre pour le maintien de quatre aciéries wallonnes. Sur le plan politique, une quasi-unanimité se

manifeste du côté flamand où l'on estime qu'il appartiendrait désormais aux Wallons de se « débrouiller ».

La société Montefibre-France a été dissoute. — La société Montefibre-France, filiale de nylon et polyester employant cinq cent soixante-quinze personnes à Saint-Nabord (Vosges), a été dissoute le 16 mai, sur décision des actionnaires de la firme réunis en assemblée générale extraordinaire à Paris. Un liquidateur amiable unique a été désigné pour une durée de trois ans maximum. Il s'agit de M. Pesson, qui fut le syndic de l'actif de la firme en 1978.

Depuis 1977, les dirigeants italiens de la firme filiale du groupe Montefibre de Milan ne cachaient pas leurs intentions de stopper la

production de leur seule unité étrangère. L'avenir de Montefibre dépend maintenant des négociations engagées à Paris pour qu'une nouvelle société soit créée et justifie sa place dans l'économie nationale.

Etranger

Le taux d'utilisation des capacités de production industrielle aux États-Unis a progressé de 1,3 % en avril par rapport à 71,1 %. Le taux était tombé en novembre dernier à 67,4 %. En avril, la production industrielle a progressé de 2,1 % (par rapport à mars) et ce pour le cinquième mois consécutif.

Les prix de détail américains ont augmenté de 0,2 % en avril, et de 0,3 %, comme l'indiquent les chiffres préliminaires

(le Monde du 30 avril). Sur un an, de mai 1982 à avril 1983, le coût de la vie s'est accru de 3,3 %, ce qui correspond à sa plus faible augmentation annuelle depuis quatre ans.

Social

La gestion du 1 % logement a fait l'objet d'une déclaration paritaire demandant une association plus étroite des représentants des salariés. Le texte, signé lundi 16 mai par le C.N.R.P. et quatre organisations syndicales (C.F.D.T., F.O., C.G.C. et C.F.T.C.), prévoit également une meilleure information des salariés, par le biais des comités d'entreprise notamment. Un comité de coordination paritaire national suivra l'évolution de l'accord et établira un bilan après deux ans.

POUR LES JEUX OLYMPIQUES DE LOS ANGELES 1984 VOUS POUVEZ TOUJOURS COURIR!

BROTHER EM 200 ELECTRONIQUE LA MACHINE A ECRIRE OFFICIELLE DES JEUX OLYMPIQUES DE 1984.

Au moment de la sélection, nous n'étions pas seuls, loin de là, et pourtant nous avons gagné : la médaille d'or. BROTHIER EM 200 équipe les centres de presse, les bureaux et toutes les installations des Jeux Olympiques de 1984, à Los Angeles. Pour tous ceux qui la connaissent, ce n'est qu'une demi-surprise : les performances de la BROTHIER EM 200 la plaçaient d'emblée dans le peloton de tête. Comme toutes les machines qui peuvent prétendre au titre, elle est dotée des derniers perfectionnements de l'électronique : clavier d'une incroyable légèreté, système d'affichage de 16 caractères, mémoire de correction de 300 caractères, mise en mémoire des caractères pendant 72 heures, régulation d'impression, centrage et soulèvement automatiques, justification de la marge à droite, etc. Mais elle dispose en plus d'un autre avantage : il est possible de transférer la mémoire de 8000 caractères en mémoire infini, grâce aux Micro Floppy Disques MD 280. Cherchez l'heure actuelle, une autre machine à mémoire infini qui coûte 12.550 F.

Vous pouvez toujours courir. EM 200 : prix moyen 12.550 F TTC (M. 880 F TTC).

brother EM200

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

WONCTURE

LE MONDE DE FRANÇAIS

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE

هكسان الاول

SOCIAL

La C.G.C. et le P.S. constatent des « préoccupations communes » et d'« assez nombreux désaccords »

Des délégations du parti socialiste et de la C.G.C., conduites respectivement par MM. Lionel Jospin et Jean Méru, se sont rencontrées le 16 mai. Le président de la confédération française de l'encadrement C.G.C. a souligné « une meilleure répartition de la solidarité des Français en fonction de leurs revenus », et il a souligné qu'il était « injuste que la ponction de 1 % sur les salaires et l'emprunt de 10 % ne frappent que les salariés ». M. Méru a répondu : « une mauvaise interprétation » des lois Auroux, qui risque de créer « une contestation permanente contre l'encadrement » avec la mise en place d'« une hiérarchie parallèle ». Le syndicaliste a relevé d'« assez nombreux désaccords » et a affirmé que la politique industrielle du gouvernement impliquait des « choix clairs qu'il n'avait pas trouvés dans le IX^e Plan ».

Pour M. Jospin, la discussion avec la C.G.C. est « dépourvue de formalisme » et « utile ». Selon le premier secrétaire du P.S., il y a beaucoup de « préoccupations

communes » entre les deux organisations ; par exemple, la nécessité d'une réforme fiscale du fait d'« une connaissance insuffisante des revenus de certaines catégories » et la relance industrielle. La C.G.C. et le P.S. vont « poursuivre leurs échanges » au sein d'un groupe de travail sur la réforme fiscale, l'enseignement, la formation et la politique industrielle. Le P.S. achèvera prochainement ses rencontres avec les syndicats en rencontrant la C.F.T.C.

Le ministre des affaires sociales refuse deux licenciements d'élus du personnel de Ducloux. — Le ministre des affaires sociales et de la solidarité a refusé deux des quatorze licenciements d'élus du personnel qui avaient été demandés par la direction des établissements Ducloux, à la suite du conflit qui s'était déroulé du 24 novembre au 6 décembre 1982 dans les usines du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire.

Deux licenciements ont été entérinés par le ministre en raison « des actes attentatoires à la libre circulation des personnes » commis par les délégués concernés. L'inspection départementale du travail avait refusé les quatorze licenciements.

La C.G.T. estime « insuffisant et inacceptable le verdict du ministère », la direction ayant déjà indiqué qu'elle était bien décidée à maintenir la procédure de licenciement engagée, et qu'elle ferait appel devant le tribunal administratif ou le Conseil d'Etat si besoin. — (A.F.P.)

Paris : grève des employés des pompes funéraires. — En raison d'une grève des employés des pompes funéraires de Paris, déclenchée à l'appel de la C.G.T., aucune inhumation n'a eu lieu lundi 16 mai, et très peu pourront être effectuées tant que durera ce mouvement, suivi dans une forte proportion. Les grévistes réclament le droit de bénéficier d'un « régime d'insalubrité », au même titre que les éboueurs, droit qui leur permettrait de prendre leur retraite à cinquante ans. La C.G.T. a pris contact avec le ministère des affaires sociales et demande que le maire de Paris prenne position sur cette revendication. A la mairie de Paris, on précise que le conseil d'hygiène publique de Paris a émis, en décembre, un avis très réservé sur cette revendication.

Grève de la faim du secrétaire général des syndicats C.G.T. des wagons-lits. — Le secrétaire général de l'Union des syndicats C.G.T. du groupe des wagons-lits a entamé une grève de la faim le 16 mai, dans la cour de la gare d'Austerlitz, annonçant un communiqué syndical. Par cette action, il entend protester contre la décision de la direction des wagons-lits de supprimer les deux postes de délégués à plein temps que détenait jusqu'à présent la C.G.T. — (A.F.P.)

Le décret d'application du Compte d'épargne en actions (C.E.A.) est paru au Journal officiel du 17 mai 1983 sous la forme de onze articles comportant, notamment, la liste des intermédiaires agréés et des organismes susceptibles d'ouvrir ces nouveaux comptes d'épargne.

LE MONDE CHANGE... ET LE SYNDICALISME ?

AVEC DES CONTRIBUTIONS DE :

Peter Seidenack, journaliste au D.G.B. (R.F.A.) ;
Pierre Carridi, secrétaire général de la C.I.S.L. (Italie) ;
Wim Kok, président du F.N.V. (Hollande) ;
José-Maria Zufiaur, secrétaire national de l'U.G.T. (Espagne).

AUJOURD'HUI
revue du changement social

N° 81 - MAI-JUIN 1983

Le numéro : 30 F. En vente publique à Paris et dans les grandes villes de province, ou à commander 26, rue de Montholon, 75439 PARIS CEDEX 09

Nouvelles manifestations de « petits patrons » à Paris et en province

Plusieurs manifestations de commerçants, d'artisans et de « petits patrons » ont eu lieu, le lundi 16 mai, à Paris et dans plusieurs villes de province. A Paris, le rassemblement avait été organisé par le CID-UNATI (Confédération interprofessionnelle de défense et d'action nationale d'action des travailleurs indépendants), qu'anime M. Gérard Nicoud. C'était la troisième action publique des petits patrons dans

la capitale depuis moins de trois semaines ; elle venait après celles du Syndicat national du patronat moderne et indépendant (M. Gérard Deuil) et de la Confédération nationale des petites et moyennes entreprises (M. René Bernasconi).

En province, ce sont principalement des professionnels des industries du bâtiment qui ont manifesté.

A Paris, plusieurs milliers de commerçants et d'artisans du CID-UNATI (environ cinq mille, selon la police) ont formé un cortège après avoir participé, place Balard, dans le quinzième arrondissement, à un meeting au cours duquel M. Nicoud, secrétaire général de l'organisation, a dénoncé l'« inquisition fiscale actuelle » et a demandé la « suppression de la taxe professionnelle ». Selon un dirigeant, jamais, depuis sept ans, le CID-UNATI n'avait réuni un public aussi nombreux.

Des dirigeants du CID-UNATI qui voulaient rencontrer le premier ministre, M. Pierre Mauroy, ont décidé de transformer leur meeting en cortège jusqu'aux Champs-Élysées après avoir appris qu'ils ne seraient reçus que par des fonctionnaires du ministère du commerce et de l'artisanat.

Le cortège s'est finalement dirigé vers le quai Branly — où se trouve le siège de la Direction de la concurrence et de la consommation. De nombreux jets de pétards ont animé le défilé. Ce dernier a pris la direction de la place de l'École-Militaire, où des forces de l'ordre sont intervenues en chargeant avec des matraques (il était environ 18 h. 45) afin d'empêcher des manifestants de se rendre aux Invalides. Trois personnes (un C.R.S., un photographe de presse et un manifestant) ont été blessées. Le calme est revenu vers 20 heures, mais la dispersion des derniers éléments du cortège ne s'est produite que vers 21 h. 30.

En province, ce sont des professionnels du bâtiment et des travaux publics qui ont manifesté. A Marseille, un millier d'entre eux ont défilé de la mairie à la préfecture.

Plus généralement, un « appel du bâtiment » attirant l'attention sur

les difficultés de ce secteur a été remis lundi par des délégations d'entrepreneurs dans les préfectures et aux sièges des conseils généraux.

Cet appel a été diffusé par la Fédération nationale du bâtiment. Il demande notamment aux pouvoirs publics de laisser les entreprises adapter rapidement leurs effectifs en fonction de l'évolution de leurs activités.

Des professionnels du bâtiment avaient à Paris organisé une « opération escargot » : une trentaine de camions circulant très lentement ont gêné considérablement le trafic sur le périphérique extérieur. Un porte-parole des entrepreneurs a été reçu au ministère des transports par des collaborateurs de M. Charles Fiterman. Il a obtenu l'assurance qu'un dossier sur le rapprochement des entreprises de travaux publics serait examiné prochainement.

JUSQU'AU 15 JUIN
vente
EXCEPTIONNELLE
tapis
IRAN
orient
à moitié
prix
A LA
MAISON DE
L'IRAN
225.62.90
65, Champs-Élysées, 6^e
ouvert le dimanche

Lisez
Le Monde des
PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Comment mettre à jour pour jeudi ce manuel de 500 pages ?

CISTEXTE de CISI vous donne la réponse

Composer, éditer et mettre à jour les rapports, les contrats, les manuels techniques, représente pour l'Entreprise un souci constant.

Aujourd'hui les moyens exceptionnels de la bureautique et de l'informatique permettent de résoudre ce problème. C'est pourquoi CISI lance CISTEXTE : bien plus qu'un simple système de traitement de texte, c'est un service complet qui gère toutes les étapes de la création du document depuis la saisie jusqu'à l'impression.

Facilité de mise à jour, intégration automatique de données informatiques, stockage, tirage de qualité-imprimerie sur imprimante à laser, etc. : CISTEXTE met à votre disposition tous les avantages de la bureautique, sans investissement spécifique. En effet, le traitement se fait chez CISI, à partir d'un terminal, d'un mini-ordinateur ou d'une machine de traitement de texte reliés au réseau CISINET.

CISTEXTE, c'est aussi une équipe pour vous conseiller, pour former et pour aider votre personnel.

Le savoir-faire des hommes, la simplicité du produit, la qualité du service font de CISTEXTE de CISI une solution sûre.

Pour recevoir la brochure CISTEXTE, écrivez ou téléphonez à CISI-CISTEXTE 35, boulevard Brune 75014 PARIS. Tél. : 545.80.00.

CISI

L'INFORMATIQUE EN ACTION.

EMPRUNT
PTT 83

TAUX ACTUEL BRUT
A LA DATE DE JOUISSANCE

14,85%

VALEUR NOMINALE : 2000 F
DURÉE : 12 ANS
REMBOURSEMENT : AU PAIR

SOUSCRIPTIONS :
BUREAUX DE POSTE
CHEQUES POSTAUX
COMPTABLES DU TRÉSOR

PTT
le contact

CPA
Centre de Perfectionnement aux Affaires

CYCLES ANNUELS
40 week-ends. Vendredi 13 h 30 - 22 h 30
Samedi 9 h 00 - 17 h 30

Promotions 1984
CPA Paris : Clôture des inscriptions : 30 juin 1983
108, Bd Malesherbes - 75017 Paris - Tél. : (1) 766.51.34
CPA Lyon : Clôture des inscriptions : 30 septembre 1983
23, Av. de Collongue - 69130 Ecully - Tél. : (7) 833.52.12
CPA Nord : Clôture des inscriptions : 30 juin 1983
551, rue Albert-Bailly - 59700 Marcq-en-Baroeul -
Tél. : (20) 26.07.32

CYCLE PLEIN TEMPS
13 semaines en résidence à 20 km de Paris (2 sessions/an)
Promotion 1983/2 : 26 septembre - 23 décembre 1983
Inscriptions en permanence
1, rue de la Libération - 78350 Jouy-en-Josas
Tél. : (6) 941.80.90 ou 019.25.19

Chambres de Commerce et d'Industrie de Paris, Lyon, Lille
Roubaix-Tourcoing

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE SOFINCO

Société anonyme au capital de 228 192 500 F - 2, rue du Pasteur-Marc-Boegner,
75016 Paris - RCS PARIS B 542 097 522

ÉMISSION DE DEUX EMPRUNTS 350 000 000 FRANCS

EMPRUNT A TAUX VARIABLE DE
150 000 000 de francs représenté par 30 000 obligations
de 5 000 F nominal.

Prix d'émission : 98,50 %, soit 4925 F.

Jouissance et date de règlement : 30 mai 1983.

Durée : 8 ans.

Intérêt annuel : moyenne arithmétique des taux
mensuels de rendement au règlement des
emprunts non indexés garantis par l'Etat et assi-
milés; minimum garanti : 9 %, payable le 30 mai de
chaque année et pour la première fois le 30 mai
1984.Amortissement : au pair en totalité à la fin de la
huitième année.Amortissement anticipé : autorisé par rachats en
Bourse, possibilités de trois O.P.A.

Cotation des deux emprunts : demandée à la Bourse de Paris.

Une note d'information (visé C.O.B. n° 83-25 du 18 janvier 1983)
est tenue à la disposition du public.

B.A.L.O. du 9 mai 1983.

EMPRUNT A TAUX REVISABLE DE
200 000 000 de francs représenté par 40 000 obligations
de 5 000 F nominal.

Prix d'émission : le pair, soit 5 000 F.

Jouissance et date de règlement : 30 mai 1983.

Durée : 9 ans.

Intérêt annuel : taux fixe révisé tous les trois ans :
- les trois premières années : 15,10 % ;
- égal les trois années suivantes et les trois dernières
années à la moyenne arithmétique des taux moyens
mensuels de rendement au règlement des emprunts
non indexés garantis par l'Etat et assimilés.Amortissement : au pair en totalité à la fin de la
neuvième année.Amortissement anticipé : autorisé par rachats en
Bourse, possibilités de trois O.P.A.

SELLIER-LEBLANC

Au cours de sa séance du 10 mai dernier, le conseil d'administration a arrêté les
comptes de l'exercice 1982.Le bénéfice d'exploitation s'élève à 23.684.000 F (contre 21.072.000 F pour
1981) dont 16.998.000 F (15.428.000 F) provenant des dividendes reçus des filiales
et participations.Le bénéfice net ressort à 18.019.000 F, ce qui représente une augmentation de
8 % par rapport à celui réalisé en 1981.Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires, qui se tiendra au siège
social le 29 juin 1983, de répartir un dividende de 10,40 F net par titre - ce qui,
compte tenu de l'impôt payé d'avance, correspond à un revenu global de 15,60 F. Ce
dividende de 10,40 F, inférieur à celui de l'exercice précédent (13 F), représente en
fait le maximum autorisé, en application des textes qui ont limité la somme des bé-
néfices distribués en 1982 et 1983.Usant de l'autorisation qui lui avait été donnée par l'Assemblée Générale ex-
traordinaire du 28 novembre 1980, le conseil a décidé d'augmenter le capital social par
incorporation de réserve et attribution d'actions gratuites, à raison d'une action
nouvelle - jouissance 1^{er} janvier 1983 - pour cinq anciennes.Les comptes consolidés du groupe pour 1982 - dont le caractère est encore
provisoire - ont été présentés au conseil. Ils se résument ainsi, comparés à ceux de
l'exercice précédent :

	1982	1981	Variations
	(en millions de F)	(en millions de F)	en %
- Chiffre d'affaires (hors taxes)	2.066.000	1.745.000	+ 18 %
- Amortissements	88.700	81.000	+ 10 %
- Résultat exploitation	74.700	53.400	+ 40 %
- Impôt sur les sociétés	31.800	28.600	+ 11 %
- Bénéfice net	31.000	29.600	+ 5 %
- Marge brute d'amortissement	145.100	119.800	+ 21 %

Au bilan consolidé, la situation nette, intérêts hors groupe déduits, ressort à
328,2 millions de francs, soit 491 F par action Sellier-Leblanc.

CREDITEL

SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT PAR CRÉDIT-BAIL
POUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONSL'Assemblée Générale ordinaire du
10 mai 1983 présidée par M. Henri
Filho a approuvé les comptes de l'exer-
cice 1982.Après dotation de 145,7 MF aux
amortissements, le bénéfice net ressort à
67,6 MF contre 64,3 en 1981.Sur proposition du conseil d'adminis-
tration, l'Assemblée a décidé, après dota-
tion à la réserve légale, la distribution
d'un dividende de 14,60 F par action
contre 14,10 F au titre de 1981. En rai-
son du statut fiscal de la société, ce divi-
dende n'a pas droit à l'impôt fiscal.
Sa date de mise en paiement a été fixée
au 31 mai 1983 par le conseil qui a suivi
l'Assemblée.Au cours de son allocution, après
avoir rendu hommage à l'action du pré-
sident Chatelet durant les 10 annéesécoulées, M. Filho a déclaré que les né-
gociations avec l'Administration des
P.T.T. sur le renouvellement de la
convention pour la période 1983-1987 et
sur le protocole 1983 sont maintenant
très avancées. Elles portent sur un mon-
tant d'engagements d'environ 200 MF
pour l'année en cours, dont 35 MF pour-
raient être couverts par des fonds pro-
pres d'autofinancement.Dans le secteur immobilier, les opé-
rations se développent favorablement et
devraient permettre dès la fin de 1983
de couvrir le quart environ des fonds
propres par des investissements en loca-
tion simple.Enfin, M. Filho a indiqué qu'au titre
de 1983 le résultat et le dividende de-
vraient connaître une nouvelle progres-
sion.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 11 % décembre 1976

Les intérêts courus du 23 mai 1982 au 24 mai 1983 sur les obligations Electricité
de France 11 % décembre 1976 seront payables, à partir du 25 mai 1983, à raison de
F 99,00 par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 7 ou estam-
pillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un
avoir fiscal de F 11,00 (montant global : F 110,00). En cas d'option pour le régime
du prélèvement d'impôt forfaitaire le complément de prélèvement libératoire sera de
F 16,49, soit un net de F 82,51.Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « E » et « D » sont
remboursables depuis les 25 mai 1980 et 1982.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 9,70 % Mai 1979

Les intérêts courus du 25 mai 1982 au 24 mai 1983 sur les obligations Electricité
de France 9,70 % Mai 1979 seront payables, à partir du 25 mai 1983, à raison de
F 174,60 par titre de 2 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estam-
pillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un
avoir fiscal de F 19,40 (montant global : F 194,00). En cas d'option pour le régime
du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de
F 29,08, soit un net de F 145,52.A partir de la même date, les 22 817 obligations comprises dans la série de nu-
éros 149 461 à 172 356, sortis au tirage du 31 mars 1983, cesseront de porter inté-
rêt et seront remboursables à F 2 000,00, coupon n° 5 au 24 mai 1984 attaché.

Ci-après est rappelée la série de numéros d'obligations sortis au tirage antérieur :

- Amortissement 1982 : 360 641 à 381 439.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 14,50 % Mai 1980

Les intérêts courus du 29 mai 1982 au 28 mai 1983 sur les obligations Electricité
de France 14,50 % Mai 1980 seront payables, à partir du 29 mai 1983, à raison de
F 652,50 par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 3 ou estam-
pillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un
avoir fiscal de F 72,50 (montant global : F 725,00). En cas d'option pour le régime
du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de
F 108,70, soit un net de F 543,80.A partir de la même date, les 20 833 obligations comprises dans la série de nu-
éros 400 216 à 425 335, sortis au tirage du 6 avril 1983, cesseront de porter intérêt
et seront remboursables à F 5 000,00, coupon n° 4 au 29 mai 1984 attaché.Ci-après sont rappelées les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages an-
térieurs :

- Amortissement 1981 : 187 221 à 228 886

- Amortissement 1982 : 1 à 26 224

et 493 392 à 500 000

SPR

Le conseil d'administration, réuni le
9 mai 1983, a arrêté les comptes de
l'exercice 1982 qui se soldent par un
bénéfice net de 8 141 120 F.Au cours de sa réunion, le conseil
d'administration de SPR a décidé de
proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire
du 24 juin 1983 la distribution
d'un dividende net de 11,40 F par
action, soit un revenu global de 17,10 F
compte tenu de l'impôt déjà payé au
Trésor.Les comptes de l'exercice 1982 des
principales filiales et les dividendes par
action qui seront proposés se présentent
comme suit :

SPR ENTREPRISE

C.A. (H.T.)	222 403 000
Bénéfice net	5 526 000
Dividende net par action	20
Revenu global	30

DEKERFEL S.A.

C.A. consolidé (H.T.)	84 539 000
Bénéfice net	627 000
Dividende net par action	5
Revenu global	7,50

PMB

C.A. (H.T.)	81 048 000
Bénéfice net	5 304 000
Dividende net par action	24
Revenu global	36

DELOFFRE BONO SAUVEUR S.A.

C.A. (H.T.)	32 719 000
Bénéfice net	209 000
Dividende net par action	5
Revenu global	7,50

Société nouvelle FRANCE-SOLS

C.A. (H.T.)	58 507 000
Bénéfice net	640 000
Dividende net par action	4
Revenu global	6

Le chiffre d'affaires consolidé, hors
taxes, du groupe SPR sera supérieur à
300 millions de francs pour l'exer-
cice 1982.

Moulinex

L'Assemblée Générale ordinaire de la
société Moulinex se réunira le 25 juin
prochain. A cette occasion, le conseil
d'administration proposera notamment
la répartition d'un dividende net de 4 F,
identique à celui de l'exercice précé-
dent, auquel s'ajoute un impôt déjà payé
au trésor de 2 F.

HAUSSMANN OBLIGATIONS

Haussmann Obligations informe que
la note d'information trimestrielle, ar-
rêtée au 31 mars 1983, est à la disposition
des actionnaires et du public au siège
de la société et aux guichets des établis-
sements suivants :

- Banque Worms ;
- Banque de Gestion privée ;
- Banque de la Mutuelle Industrielle ;
- Banque de l'Union occidentale fran-
çaise et canadienne ;
- Worms Gestion.

L'AIR LIQUIDE

Rapport 5 jours de la date de
l'Assemblée Générale ExtraordinaireL'Assemblée Générale Extraordi-
naire des actionnaires convoquée
pour le vendredi 20 mai 1983 ne
pourra valablement délibérer à
cette date, faute de quorum.Elle sera convoquée à nouveau
pour le mercredi 2 juin 1983, avec
le même ordre du jour, au Palais
des Congrès - 2, place de la Porte
Maillot - Paris XVII^e, à l'issue de
l'Assemblée Générale ordinaire
convoquée pour cette même date à
quinze heures.UN NOUVEAU
PRODUIT
D'ÉPARGNE
LES TITRES
PARTICIPATIFS
SAINT-GOBAIN

SAINT-GOBAIN

Saint-Gobain est aux premiers rangs
des producteurs mondiaux de vitrage
pour le bâtiment et l'automobile, de
produits isolants, de tuyaux en forte
ductile pour l'adduction d'eau et
l'assainissement, d'emballages en
verre... Il est également un important
entrepreneur de travaux publics. Les
produits et les services du Groupe
sont utiles aux collectivités locales,
régionales et nationales parmi
lesquelles il exerce son activité.
Saint-Gobain est un groupe
largement international. Son chiffre
d'affaires atteint 51 milliards de francs
en 1982, dont 52 % en France ou à
partir de la France.
Saint-Gobain est en effet un
exportateur important : 30 % de ses
ventes françaises. Son résultat net,
hors éléments exceptionnels, est, en
1982, de 250 millions de francs
environ.UN NOUVEAU PRODUIT
FINANCIERL'émission de titres participatifs vient
d'être autorisée pour permettre le
développement des entreprises
françaises du secteur public.
Saint-Gobain est la première société
à réaliser une émission de titres
participatifs.
Son montant est de 700 millions de
francs, divisé en 700.000 titres de
1.000 francs émis au pair. Ces titres
seront cotés à la Bourse de Paris.AVEC UNE RÉMUNÉRATION
VARIABLEIl est garanti aux souscripteurs une
rémunération fixe, égale à 75 % du
TMO (Taux Moyen des Obligations
du 1^{er} janvier au 31 décembre
précédant l'échéance).
En outre, ils seront associés au
résultat net consolidé du Groupe
Saint-Gobain : il leur sera réparti
chaque année l'équivalent de 15 %
de ce résultat, jusqu'à un maximum
de rémunération totale de 125 %
du TMO.
De plus, à chaque titre participatif est
attaché un bon donnant droit dans les
cinq ans à la souscription au pair
(1.000 F) d'un nouveau titre
participatif.ET LE RÉGIME FISCAL
DES OBLIGATIONSLes titres participatifs Saint-Gobain
bénéficient de l'abattement sur les
premiers 5.000 F de revenu des
obligations et du prélèvement
forfaitaire de 25 % libératoire de
l'impôt sur le revenu.Note COB visa n° 83-114 du 26 avril
1983 disponible au service des Titres
de Saint-GobainLes Miroirs - Cedex 27
92096 Paris La Défense
et auprès des établissements
chargés du placement.
BALO du 16 mai 1983.

SAINT-GOBAIN

مكتبة القرآن

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. PENSER : « Fin de la métaphysique, naissance de l'écriture », par Christian Delcampagne ; « Orage y Gao et le message de l'Espagne », par Alain Guy ; Vues et revues par Yves Fierro : « L'idéal ».

ÉTRANGER

3-4. PROCHE-ORIENT

La signature de l'accord israélo-libanais.

4-5. EUROPE

POLOGNE : un communiqué officiel confirme la mort d'un jeune homme après son interpellation.

5. AFRIQUE

6. DIPLOMATIE

Diverses personnalités ont été à Paris une intervention de la résistance ; « 1933-1983 », une livre d'opinion de Jacques et Claude Broville.

7. ASIE

BANGLADESH : « Cent millions sur une éponge » (II), par André Fontaine.

POLITIQUE

8-9. La réforme du service militaire à l'Assemblée nationale.

9. LU : Les socialistes et l'armée, de Pascal Krop.

RÉGIONS

11. Profession : maïs.

SOCIÉTÉ

12. JUSTICE : l'affaire des grâces médicales.

ÉDUCATION.

15. SCIENCES : prévu initialement en janvier dernier, le système tir d'Ariane est reporté pour la troisième fois.

SPORTS.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

13. L'ALCOOL : une progression mondiale ; Fables ou témoins ?

14. La privation du « syndrome des hormones » en France.

FESTIVAL DE CANNES

16. COMPÉTITION.

QUINZAIN.

CULTURE

17. MUSIQUE : la folle cour du Ghana.

20. VU : « Enfin un Français heureux ».

ÉCONOMIE

40-41. MARCHÉ COMMUN : manifestations des agriculteurs à travers la France ; Le prêt communautaire accordé à la France est lié à la poursuite du plan de rigueur.

ÉNERGIE.

LOGEMENT.

43. SOCIAL : nouvelles manifestations des « petits patrons ».

RADIO-TÉLÉVISION (20)

INFORMATIONS.

« SERVICES » (22) :

« Journal officiel » ; Loterie nationale ; Météorologie ; Mots croisés.

Annouces classées (26 à 39) ; Carnet (22) ; Programmes des spectacles (18-19) ; Marchés financiers (43).

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS

A partir de 500 F

ET COSTUMES

MESURE

A partir de 1.450 F

3.000 tissus

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS et JUPES

sur mesure

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-61.

De lundi au samedi,

de 10 heures à 18 heures

A B C D E F G

En Irak

Plusieurs personnalités religieuses chiïtes d'Al-Nadjaf auraient été arrêtées

Dans un communiqué rendu public à Paris, l'Association islamique irakienne en France (1) annonce que « le régime irakien a procédé le 10 mai à une campagne de répression au cours de laquelle ont été arrêtés quatre-vingt-dix mille personnes environ — des oulémas, des imams et des professeurs de l'Académie et du centre religieux d'Al-Nadjaf, ville sainte et grand centre culturel chiïte en Irak. Aucun des membres masculins de plus de dix ans appartenant aux familles de ces personnalités n'a été épargné par ces mesures répressives. Parmi les détenus figurent les fils du grand ayatollah et chef spirituel chiïte du monde islamique, décédé en 1970, l'imam Mohsen Al-Hakim, à savoir :

NOUVELLES BRÈVES

« M. Guy Penne, conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines, qui effectuait une visite en Haute-Volta, devait être reçu ce mardi 17 mai par le président Jean-Baptiste Ouédraogo et par le premier ministre, le capitaine Sankara. M. Penne se rendra ensuite à Dakar, puis à Banjul.

« Une avalanche d'un volume exceptionnel s'est abattue jeudi 16 mai, en début d'après-midi sur la plate-forme française du tunnel du Mont-Blanc et sur la route d'accès à l'ouvrage franco-italien.

Partie vers 2 400 mètres d'altitude, cette avalanche d'environ un kilomètre de large et haute de trois mètres, « rarissime par son ampleur », selon un guide chamoisard, a charrié une masse de milliers de tonnes de boue et de rochers et a broyé une dizaine de voitures et a abîmé plusieurs camions qui allaient pénétrer dans le tunnel. La gendarmerie recherche d'éventuelles victimes. — (Corresp.)

Un bon conseil Pour acheter votre MINOLTA



venez nous voir avec cette annonce

Nous vous ferons le prix "grande surface" Exemple : MINOLTA X700 avec obj. Rokkor 1,7/50 mm. 2450 F

Nous vous montrons comment personnaliser votre équipement avec les 54 accessoires et les 31 objectifs MINOLTA.

Un de nos spécialistes vous fera passer et prendra tout son temps pour vous faire une démonstration complète.

Vous serez sûr de repartir en sachant "bien" vous servir de votre appareil.

4 bonnes raisons qui justifient la devise

images

Photo, ciné labo, vidéo aux meilleurs prix plus les services toujours gratuits.

31 et 24, rue Saint-Augustin 75002 Paris (métro : 4-Septembre ou Opéra) Tél. 742.42.42

Reprises - Occasions. Carte bleue

Crédits sur mesure - Leasing

« L'ayatollah Yousef Al-Hakim, imam à la mosquée de l'imam Ali (soixante-quinze ans) ; l'ayatollah Mohamed Ali Al-Hakim, imam à la mosquée Hindi, à Nadjaf (soixante-trois ans) ; l'ayatollah Mohamed Hossein, fils de l'ayatollah Mohamed Saïd Al-Hakim (soixante-sept ans) ; l'ayatollah Mohamed Taïb Al-Hakim, doyen de la Faculté de jurisprudence islamique à Nadjaf, membre de l'Académie de langue arabe au Caire et de l'Académie des sciences irakiennes (soixante ans) ; l'ayatollah Mohamed Saïd, fils de l'ayatollah Mohamed Saïd, fils de l'ayatollah Aboul-Sabbah Al-Hakim (quarante-cinq ans) ; l'ayatollah Aboul-Sabbah Al-Hakim (quarante-cinq ans) ; l'ayatollah Aboul-Moudjahid Mahmoud Al-Hakim (cinquante-deux ans) ; Dr Aboul-Hadi Al-Hakim, directeur de la bibliothèque Al-Hakim.

« Ces détenus sont tous des académiciens, des professeurs et des chercheurs de l'Académie et du centre religieux d'Al-Nadjaf ; ils ont tous écrit des ouvrages traitant des différents domaines de la pensée islamique, et certains d'entre eux sont des imams de mosquée. Aucun cependant n'appartient à un parti ou une organisation politique. »

(1) R.P. 210 Paris 75624 Cedex 13.

A VÉNISSIEUX, BANLIEUE CHAUDE

Le quartier Monmousseau fait peau neuve

De notre correspondant régional

Lyon. — Trois tours démolies au début du mois de juin ; deux autres tours en voie de démolition ; l'espace urbain aménagé. Deux ans après « l'été chaud » de 1981, le quartier Monmousseau va faire enfin peau neuve.

M. Olivier Philip, commissaire de la République de Rhône-Alpes, a présidé lundi 16 mai, le programme « pilotes » qui sera appliqué dans les prochains semaines au plus difficile des quartiers de la ZUP (1) des Minquettes, à Venissieux, dans la banlieue lyonnaise. Première étape déjà largement entamée : la réhabilitation de cent vingt logements répartis sur deux tours, prise en charge par l'Etat. 5 à 6 millions de francs seront nécessaires pour permettre l'installation de jeunes couples d'immigrés dits de la « deuxième génération », ou pour préparer le retour d'anciens habitants du quartier, qui l'avaient fui à cause de l'insécurité. Pour ces travaux, une douzaine de jeunes du quartier ont été recrutés.

La deuxième phase des travaux intéressera l'Etat — qui financera 35 % d'un programme évalué à 22 millions de francs — et toutes les collectivités locales. Trois tours — dont la fameuse tour numéro 10, théâtre d'incidents violents il y a quelques semaines — seront démolies au début du mois de juin. « Cette opération

La Société française de physique a décerné le grand prix de physique Jean-Ricard (90 000 F) à M. Serge Harroche, professeur à l'université de Paris-VI et maître de conférences à l'Ecole polytechnique.

Le prix Jean-Perrin de popularisation de la science est allé à M. Hubert Reeves, astrophysicien. Le prix Félix-Robin, décerné à un physicien pour l'ensemble de ses travaux, a récompensé M. Pierre Maria, qui a construit et utilisé à Orsay plusieurs anneaux de stockage et de collision. La Société a aussi décerné sept prix de spécialité.

LADAKH 13 900 F

Départ possible

CONSULTEZ :

PEUPLES DU MONDE

10, rue de Turenne

75004 Paris

Tél. : 271-50-56

Yop. A. 891

UNE MAJORITÉ D'ÉTUDIANTS

EN MÉDECINE SE PRONONCE

CENT POUR LA SUSPENSION

DE LA GRÈVE

Le Comité Inter-C.H.U. national (C.I.C.N.), des étudiants en médecine généraliste, réuni mardi 17 mai à la Faculté de médecine de Saint-Antoine (Paris), devait décider en fin d'après-midi de la conduite à tenir après les dernières propositions des ministères (Le Monde du 13 mai). Un premier tour de table des résultats des discussions a été consacré à la question de la grève. Les étudiants ont voté à l'unanimité pour la suspension de la grève. Les facultés hostiles à l'arrêt de la grève se trouvent principalement en province, notamment Lyon, Caen, Nantes et Nice.

Les positions étaient plus nuancées en ce qui concerne la poursuite ou l'arrêt du mouvement : certains C.H.U., tels que contre le tertiaire, déclaraient l'interdiction de la grève « par lassitude ». Au total, vingt-sept C.H.U. se sont prononcés pour la suspension du mouvement et onze contre. L'incertitude demeurait concernant la date éventuelle de la fin du mouvement. Certains C.H.U. envisagent de rester en grève jusqu'en 24 mai, date du début d'examen de projet de loi portant réforme de l'enseignement supérieur. C'est en principe dans ce texte que les propositions trouveront place sous forme d'amendements.

L'ESSAYISTE ALFRED FABRE-LUCE

EST DÉCÉDÉ

L'essayiste Alfred Fabre-Luce est mort dans la nuit du 16 au 17 mai d'un arrêt cardiaque. Il était né le 16 mai 1899. Il sera inhumé dans la plus stricte intimité à Thoiry, en Seine-et-Marne. Un service religieux sera célébré ultérieurement à Paris.

La « mémoire d'un siècle »

Le Figaro de ce 17 mai publie un article d'Alfred Fabre-Luce, dont le titre dit l'extraordinaire vitalité de celui qui était mort quelques heures plus tard, juste au lendemain de son quatre-vingt-quatrième anniversaire. Sec, vif, on le rencontrait il y a quelques jours encore dans les réceptions, discret, attentif, souvent sévère, avec ses lunettes rondes et son noué papillon nostalgique de l'entre-deux-guerres.

C'était d'abord, en effet, un homme de salon, marqué à jamais par ce qu'il appelait son « incurable bonne éducation » et incapable, de ce fait, de « certains comportements ». Mais ce grand bourgeois était aussi un non-conformiste, qui avait fait scandale, au lendemain de la première guerre mondiale, après une carrière diplomatique de quel-

ques mois, en dénonçant dans son livre, *La Victoire*, les responsabilités de Poincaré dans le déclenchement des hostilités. La seconde guerre mondiale, tout au long de laquelle il a tenu un copieux *Journal de France*, d'abord publié sous le manteau, lui permit de connaître successivement les prisons de l'occupant pour résistance, et de la libération pour collaboration.

Partisan convaincu de la fédération européenne, il rompit des lances contre les adversaires de la C.E.D. dans de nombreux articles, publiés entre autres dans *Le Monde*, contre Mendès France — auquel il devait cependant, en 1968, demander qu'on fasse appel — et surtout contre de Gaulle. Il devait soutenir à fond, en revanche, son neveu Valéry Giscard d'Estaing.

Fabre-Luce était loin de se limiter à la politique, si elle inexistait. C'était un esprit curieux de tout, instruit de tout, servi par une plume délicate et souvent incisive. Histoire, biographie, religion, sciences, sociologie, philosophie, roman, il a exploré toutes sortes de domaines, à sa manière méticuleuse, avec plus de rationalité que d'apparente émotion.

Mais il aura été avant tout un témoin : « Le cerveau que je vais perdre, a-t-il écrit en 1979 dans *La parole est aux fantômes*, contient la mémoire d'un siècle. » « J'ai connu Léon Blum et Raymond Barré, déjantés chez l'impératrice Eugénie et chez Valéry Giscard d'Estaing. D'autres sont chez Giscard, mais il leur manquera toujours Eugénie. » Disons qu'il avait extraordinairement survécu, et qu'après avoir pris tranquillement le « pari fou, perdu d'avance », de « naître à quatre-vingts ans », il y était parvenu, farallier jusqu'au dernier jour, contre une gauche à laquelle il était, par tous les pores de son épiderme, parfaitement allergique. — A.F.

Spécialiste des manuscrits de la mer Morte

M. ANDRÉ DUPONT-SOMMER EST DÉCÉDÉ

M. André Dupont-Sommer, secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, est décédé le samedi 14 mai à Paris. Spécialiste éminent des langues sémitiques anciennes, c'est lui qui déchiffra et traduisit les manuscrits dits « de la mer Morte ».

[Né le 23 décembre 1900 à Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine), André Dupont-Sommer avait été bibliothécaire du Collège de France en 1934, directeur d'études à l'École pratique des hautes études en 1938, professeur à la faculté des lettres de Paris en 1945, puis au Collège de France (chaire d'histoire et d'archéologie) en 1953. Membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres depuis 1961, il fut, de 1968 et jusqu'à sa mort, secrétaire perpétuel de cette Compagnie.]

Le numéro du « Monde » daté 17 mai 1983 a été tiré à 537 832 exemplaires

NEUILLY ET **SC.PO** CHARTER LATIN
classe préparatoire
CEPES 57, rue de la Liberté, 92 Neully, 7225.94.97/45.00
enseignement supérieur privé

van Saack
dans les boutiques
aramis 36 Faubourg St Honoré - HOMMES
Belle 2 Bd de la Madeleine - FEMMES & HOMMES
28, rue St Honoré - FEMMES & HOMMES
chemises - cravates
chemises - jupes - ensembles

EMERAUDE & OR

TENDRES ! PASSIONNÉS ! CALINS !

DES BIJOUX SAGES POUR LES FOUS D'AMOUR.

9, Bd DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPÉRA - 75002 PARIS

JACQUES TOUR

VOTRE AMI JOAILLER

مكتبة النور